

LA VÉRITÉ



discussion
préparatoire
à la
préconférence
internationale

organe
du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste
pour la reconstruction
de la 4^e Internationale

LA VÉRITÉ N° 557

Prix du numéro : 6 F



« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VÉRITÉ

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

section française du Comité international de la IV^e Internationale

Rédaction et administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - 75 - Paris (10^e)

Le Directeur de la Publication : P. LAMBERT.

Imprimerie ABEXPRESS - Paris.

A nos lecteurs

Ce numéro de la Vérité est consacré principalement à la publication des derniers documents préparatoires à la 2^e session de la préconférence internationale qui siégera du 1^{er} au 4 juillet 1972. C'est dire qu'il revêt un peu le caractère d'un numéro spécial, d'autant qu'il a été nécessaire d'omettre les rubriques habituelles (notes de lecture, comptes rendus, correspondance) pour ne pas en retarder la parution. Ces rubriques, cela va de soi, se retrouveront dans le n° 558, à paraître fin septembre 1972.

Nos lecteurs se souviendront sans doute que le Comité international avait organisé en juin 1970 une préconférence. La délégation de la Socialist Labour League (S.L.L.) d'Angleterre avait demandé que cette première session soit suspendue et qu'une seconde session ait lieu en octobre de la même année. La première session de la préconférence avait unanimement voté une résolution où il était notamment dit :

La préconférence préparatoire de la 4^e conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement la discussion, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La préconférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

La préconférence est suspendue jusqu'à octobre 1970 pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes.

Mais la direction de la S.L.L., redoutant par-dessus tout une discussion politique à laquelle aucune mesure dilatoire ne pouvait plus lui permettre d'échapper, a provoqué unilatéralement une scission du Comité international que l'O.C.I. — comme la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois, comme le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie, comme la Ligue ouvrière marxiste — s'est refusé à entériner.

La seconde session de la préconférence qui va s'ouvrir incarnera la continuité du combat des trotskystes, sur la base du Programme de transition, depuis la fondation de la IV^e Internationale en 1938 par Léon Trotsky, et les tâches qui nous attendent dans la lutte pour sa reconstruction.

Voici la liste des principaux documents qui entrent dans la préparation de cette préconférence, avec l'indication du lieu de leur publication.

• Documents de la 3^e conférence internationale du Comité international (avril 1966) — La Vérité, n° 533.

• Document soumis par l'O.C.I., à la discussion en vue de la préconférence : « Pour la reconstruction de la IV^e Internationale » — La Vérité, n° 545.

• Tribune de discussion pour la préparation de la 4^e conférence du Comité international.

Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale, de S. Just — La Vérité, n° 547, p. 26.

Document adressé par le Bureau politique de l'O.C.I. au C.C. du P.O.R. bolivien, le 30 juillet 1970 — La Vérité n° 550, p. 52.

Sur le document de la Centrale ouvrière bolivienne (extraits de Masas n° 376, du 25 août 1970) — La Vérité, n° 550, p. 58.

Thèses de la fraction trotskyste de Matzpen — La Vérité, n° 550, p. 60.

L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et la reconstruction de la IV^e Internationale, de C. Berg — La Vérité, n° 550, p. 63.

Préhistoire du pablisme, de G. Bloch — La Vérité, n° 551, p. 161.

Le problème de la construction du parti révolutionnaire au Québec, La Vérité, n° 553, p. 158.

La lutte pour le Front unique et le gouvernement ouvrier en Espagne : Etienne Laurent. Pour ouvrir la discussion — La Vérité, n° 556, p. 93.

Front unique, pouvoir politique et parti (traduit de La Aurora n° 3, juillet-août 1971) — La Vérité, n° 556, p. 102.

L'Assemblée populaire : une conquête et ses enseignements, par Filemon Escobar — La Vérité, n° 556, p. 121.

• Rapports, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, organisée en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international — La Vérité, n° 549.

• Résolution adoptée par la 1^{re} session de la préconférence du Comité international, préparatoire à la 4^e conférence internationale, le 30 juin 1970 — La Vérité, n° 550 et la Correspondance internationale, n° 4-5, juin 1972.

• Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 17 septembre 1971 : la lutte révolutionnaire en Bolivie et la politique du P.O.R. — La Vérité, n° 554-555.

• Déclaration de l'O.C.I., du P.O.R. et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est du 12 octobre 1971 — La Vérité, n° 554-555 et la Correspondance internationale, numéro spécial sur la Bolivie.

• « Déclaration du Comité international (majorité) » du 24 octobre 1971 — Workers Press, 5 novembre 1971 ; texte français dans Informations ouvrières, supplément au n° 541.

• Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 21 novembre 1971 : Réponse à un acte scissionniste : Pour la défense du Comité international ! Pour la reconstruction de la IV^e Internationale ! — Informations ouvrières, supplément au n° 541.

• Textes sur la révolution bolivienne — La Correspondance internationale, numéro spécial sur la Bolivie.

Guillermo Lora : La contre-révolution d'août 1971.

Tim Wohlforth : Les leçons amères de la défaite. — Introduction.

Déclaration de l'O.C.I., du P.O.R. et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est du 12 octobre 1971.

Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de la construction des partis révolutionnaires en Amérique latine (document du C.C. de l'O.C.I.).

Deux résolutions du Comité international du 29 janvier 1972 : contre la scission du Comité international ; pour la 2^e session de la préconférence du Comité international.

• Projets de rapport de l'O.C.I. soumis à la 2^e session de la préconférence — La Correspondance internationale, n° 4-5 de juin 1972.

Les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sur la situation internationale.

G. Bloch. Un acte scissionniste contre le Comité international : des efforts patients... bien mal récompensés — La Vérité, n° 556.

Et les textes qui paraissent dans le présent numéro de la Vérité.

DANS SES PROCHAINS NUMEROS

« LA VERITE » publiera notamment :

- Une étude de J.-J. Marie sur les derniers développements de l'opposition en U.R.S.S.
- Une analyse des tendances de la situation économique mondiale.
- L'économie politique du révisionnisme (ou critique de la critique non critique).
- Un article d'Antoine Thivel sur le structuralisme d'Althusser.

ABONNEZ-VOUS !

L'abonnement à la Vérité passera à 25 F le 30 juillet 1972. Il est maintenu à 20 F pour 5 numéros jusqu'à cette date.

N'ATTENDEZ PAS !

En vous abonnant ; en prolongeant de 5 numéros votre abonnement si vous êtes déjà abonné ; en abonnant vos amis,

VOUS APPORTEREZ EFFICACEMENT VOTRE SOUTIEN A « LA VERITE »

tout en profitant et en les faisant profiter du tarif actuel.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE de "LA VÉRITÉ" (1^{ère} série)

octobre 1958-mai 1961

Plus de 300 pages, format 21 × 27, de textes actuellement introuvables.
La réimpression commencera dès que le nombre convenable de
souscripteurs sera atteint.

N'ATTENDEZ PAS POUR SOUSCRIRE !

Bulletin de souscription à la 1^{ère} série

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie) _____

A remplir et à retourner, avec la somme de 47 F en chèque postal de virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 16 913-99 ; chèque bancaire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH, la Vérité, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "LA VÉRITÉ"

A remplir et à retourner, avec 20 F, en chèque postal de virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 606-23, en chèque bancaire ou en mandat-poste, libellé au nom de BLOCH, à la Vérité, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e.

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie) _____

- Non abonné, je souscris un abonnement de cinq numéros à la Vérité à partir du n° _____ (1).
- Abonné à la Vérité, je prolonge mon abonnement de cinq numéros (1).

(1) Rayer l'une de ces deux formules.

Après la conférence latino-américaine d'avril 1972 pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Au début d'avril 1972, sur le continent sud-américain s'est tenue une première conférence pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine. A cette conférence participaient : le P.O.R. de Bolivie, Política Obrera d'Argentine, la L.O.M. du Mexique, un observateur du P.O.R.M. du Pérou dont les délégués n'avaient pu venir en raison de la répression, des délégués de plusieurs groupes qui se constituent ou se construisent en Amérique latine, ainsi que les représentants du Comité international de la IV^e Internationale et de l'O.C.I.

Cette première conférence faisait suite à une réunion préparatoire tenue en Europe à l'initiative de l'O.C.I. en février 1971 et où le terrain politique avait pu commencer à être déblayé en vue du regroupement des forces trotskystes en Amérique latine d'accord pour lutter pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Un long compte rendu de cette première réunion, de ses résultats et de l'état du travail accompli dans cette voie a été fait par Etienne Laurent dans le n° 1 (nouvelle série de mai 1971) de la Correspondance internationale, bulletin du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, édité par l'O.C.I.

La période qui a séparé la réunion préparatoire de février 1971 de cette première conférence d'avril 1972 a été marquée par cet événement de portée décisive en tant qu'expression de toute l'évolution de la lutte des classes mondiale et en tant que voie signalée au prolétariat latino-américain en lutte contre ses propres bourgeoisies et contre l'impérialisme, à savoir la formation, comme résultat précisément de la lutte du P.O.R. bolivien, de l'Assemblée populaire de Bolivie, organe à caractère soviétique et canal de mobilisation des masses dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Elle a été également marquée, comme conséquence tant du travail mené pour la reconstruction de la IV^e Internationale que des événements de Bolivie, par la scission perpétrée au sein du Comité international par la S.L.L. et la Workers League, accompagnée d'attaques lancées contre le P.O.R. bolivien.

La conférence d'avril était appelée à tirer le bilan de ces deux faits politiques majeurs et à en définir la portée pour le travail de reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine dans le

cadre du travail d'ensemble de reconstruction de l'Internationale disloquée en tant qu'organisation centralisée politiquement par l'action de Pablo-Frank-Mandel-Maitan.

Il faut mesurer les ravages destructeurs du pablisme et de son rejeton le « posadisme » dans cette partie du monde pour en apprécier pleinement la signification.

Les organisations trotskystes ont toutes été dénaturées ou détruites comme conséquence de la crise pabliste et du cours liquidateur suivi à un rythme accéléré par le Secrétariat international d'abord, par le Secrétariat unifié ensuite. Le P.O.R. lui-même n'a pas été épargné et a dû être reconstruit par sa direction actuelle à la suite d'un combat politique implacable contre la fraction pabliste.

Aucune capitulation, aucun reniement, aucune palinodie n'ont été épargnés aux organisations latino-américaines du S.U. ou aux organisations posadistes. Tour à tour, ce sont les organisations petites-bourgeoises tel le M.N.R. de Bolivie, les organisations pro-chinoises (pour Posadas), les castristes et jusqu'aux « péronistes de gauche » que pablistes et posadistes ont reconnus comme les dirigeants de la lutte contre l'impérialisme, comme les expressions « naturelles » de la révolution permanente en Amérique latine.

Au moment même où la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale se réunissait, les commandos de « guérilla urbaine » de l'E.R.P., reconnue par le S.U. comme sa section officielle argentine, enlevaient le directeur de la Fiat à Buenos-Aires et donnaient une démonstration dramatique de l'impasse absolue à laquelle conduisent les méthodes du terrorisme individuel, dont le seul résultat a été en l'occurrence d'entraver la mobilisation unie du prolétariat argentin, face au gouvernement Lanusse, à partir du combat de Mendoza.

Cette politique a non seulement dénaturé ou détruit les organisations contrôlées par le S.U. ou Posadas, mais, parce qu'appliquée au nom du « trotskysme de la IV^e Internationale », elle a également jeté un discrédit sur tous les militants, sur toutes les organisations qui combattaient et combattent au nom du trotskysme et de la IV^e Internationale.

Tel est le lourd passif que cette première conférence a eu pour tâche de commencer à liquider.

**

Mais la formation et le développement des organisations politiques n'obéissent pas à une logique simple. Il ne suffit pas de combattre au nom de la défense du programme de la IV^e Internationale pour que soient annulés automatiquement les effets du pablisme liquidateur,

ainsi que les lourdes conséquences de la dislocation de la IV^e Internationale en tant qu'organisation politiquement centralisée luttant pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne.

L'une de ces conséquences a été la cassure effectuée par le pablisme, à la suite du stalinisme, entre la lutte du prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Est de l'Europe et celle de la classe ouvrière et des masses des pays capitalistes et, au sein de ceux-ci, entre le combat mené par le prolétariat et les masses dans les pays avancés et dans les pays économiquement arriérés.

Aujourd'hui, le travail mené sur la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale a commencé à rétablir, au niveau de la conscience, c'est-à-dire de l'organisation de l'avant-garde du prolétariat, l'unité organique de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Il ne faut pas se méprendre néanmoins sur l'importance des obstacles qui entravent ce travail ni sur la puissance des forces centrifuges opérant dans le sens du maintien de la dislocation.

Au premier rang des forces qui jouent un rôle centrifuge en Amérique latine se trouve le castrisme, qui avait fait mine de mettre sur pied, en 1967, l'O.L.A.S., afin de canaliser, à son profit et au compte également de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, ces aspirations qui se manifestaient au sein de la jeunesse et de la classe ouvrière pour la construction d'une organisation révolutionnaire internationale.

L'O.L.A.S. est demeurée un organisme mort-né, mais il est peu de militants pour en avoir tiré complètement le bilan et avoir progressé sérieusement dans la voie d'une appréciation politique correcte du castrisme. L'expropriation de l'impérialisme américain de Cuba a donné et donne toujours au castrisme, en dépit des vives déceptions provoquées par Castro, un énorme prestige et une grande influence au sein de toutes les organisations qui se réclament de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme en Amérique latine. Phénomène compréhensible, si l'on considère que jusqu'alors, en Amérique latine, Cuba est le seul pays où l'impérialisme a été exproprié.

La tenue, dans ces conditions, en Amérique latine, pour la première fois depuis vingt ans, d'une conférence dont les participants se situent réellement sur le programme de la IV^e Internationale et luttent pour sa reconstruction, est donc incontestablement un important pas politique.

**

Le contenu de la résolution votée par la conférence, comme le fait qu'elle ait été accompagnée d'une déclaration séparée signée du P.O.R. et de Política obrera, traduit les difficultés rencontrées dans le travail de clarification politique abordé par la conférence.

Les divergences entre les différentes organisations réunies en avril sont réelles et en aucune manière surprenantes.

Le processus de reconstruction de la IV^e Internationale serait-il beaucoup plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui que l'ampleur des problèmes à résoudre interdirait un quelconque monolithisme : des divergences normales et importantes se feraient jour. Elles devraient être amplement discutées. Un simple vote mécanique ne suffirait pas à les résoudre.

Déjà, dès 1924, la conception zinovieviste de direction de la III^e Internationale avait facilité sa soumission ultérieure à Staline et à la bureaucratie stalinienne. Sous Zinoviev, les méthodes de commandement, appuyées sur un appareil, avaient commencé à l'emporter sur celles de la conviction politique et la docilité était exigée des directions des sections de préférence aux aptitudes révolutionnaires et à l'indépendance politique.

Ce sont les mêmes méthodes que Pablo a reprises vingt ans plus tard à son compte dans le cadre de la IV^e Internationale, obérant la lutte véritable pour la construction de celle-ci : aux méthodes de la conviction, il a substitué, lui aussi, celles de la mise en place, comme palliatif à son autorité politique insuffisante, d'un « appareil » centralisé et hiérarchisé, de la transformation des « conférences internationales » prévues par les statuts de fondation de la IV^e Internationale en « congrès mondiaux », enfin du développement des méthodes de « commandement », c'est-à-dire d'ingérence bureaucratique dans la vie des sections, au moyen d'émissaires dotés de pleins pouvoirs et usant de diverses formes de pression, voire de corruption. Le P.O.R. bolivien, tout comme l'ancienne section française, ont appris l'un et l'autre à leurs dépens ce que signifiait cette façon de procéder et les résultats auxquels elle conduisait.

L'O.C.I., pour sa part, en a dressé le bilan. Dans le cadre de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'O.C.I. ne connaît qu'une seule arme, parce que seule conforme au but : celle de la discussion politique. Et cette discussion elle-même, l'O.C.I. entend la mener avant tout en se référant aux problèmes fondamentaux de la reconstruction de l'Internationale, c'est-à-dire d'abord ceux des rapports entre le cadre national et le cadre international de la lutte du prolétariat, donc entre les tâches de construction du parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays et celles de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ce sont ces préoccupations et aussi le fait que la discussion ne soit pas allée jusqu'au bout sur certains des problèmes vitaux de la lutte des classes aujourd'hui, en particulier l'appréciation correcte du rôle joué par le stalinisme et le castrisme, qui ont amené les délégués du Comité international et de l'O.C.I., ainsi que celui de la L.O.M. (Mexique), à s'opposer à un vote sur le document présenté par le P.O.R. bolivien.

C'est ce document que nous publions ci-après, avec une nouvelle contribution à la discussion préparée par l'O.C.I., conformément à la résolution votée à l'issue de la conférence.

Résolution adoptée par la Conférence latino-américaine

1. La Conférence latino-américaine réunie en Amérique latine à l'appel du P.O.R. de Bolivie, de P.O. d'Argentine et du P.O.R.M. du Pérou, dans le cadre établi par l'ensemble de l'activité menée par le Comité international sur la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale, constitue un nouveau moment dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Pour la première fois depuis de très nombreuses années, sur la base de l'activité menée dans le cadre du C.I., du développement de l'ensemble de la lutte des classes mondiale et de la lutte menée par le prolétariat bolivien et son avant-garde, le P.O.R. de Bolivie, des organisations, groupes et militants latino-américains, membres ou proches du C.I., ainsi que des observateurs, conscients de la portée de la Conférence, se sont réunis en Amérique latine, pour discuter des problèmes posés par la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine et dans le monde.

Étaient présents à la Conférence le P.O.R., l'O.C.I. et la L.O.M. du Mexique, membres

du C.I., et l'organisation Política obrera d'Argentine. Y ont assisté, à titre d'observateurs, le représentant du noyau trotskyste vénézuélien, des représentants du Groupe ouvrier marxiste révolutionnaire du Chili, ainsi que d'autres militants latino-américains conscients de la portée de la discussion. La répression sévissant au Pérou a interdit aux représentants du P.O.R.M. d'assister à la Conférence, autrement que par la présence d'un observateur.

2. La discussion s'est développée sur la base de deux documents écrits et présentés par le P.O.R. et par l'O.C.I., ainsi que sur la base de deux rapports oraux, présentés au nom du C.I., sur les problèmes posés par la reconstruction de la IV^e Internationale et la crise actuelle du C.I., et au nom du P.O.R., sur le bilan de la révolution bolivienne et la politique actuelle du parti trotskyste bolivien.

3. La discussion a constaté le total accord des organisations et militants présents sur la politique suivie par le P.O.R. dans le cours du processus ré-

volutionnaire bolivien de 1970-1971, sur le rôle qu'il a joué en tant qu'élément essentiel dans la mobilisation des masses dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat ; dans la lutte menée les 19 et 20 août contre le coup d'Etat de Banzer ; dans la tactique qu'il a appliquée au lendemain du 20 août et dont la mise en œuvre a permis aux masses et à leurs organisations syndicales et politiques de se replier en bon ordre et de sauvegarder toutes les possibilités de combat ultérieur du prolétariat bolivien.

La discussion a mis en lumière l'accord total des organisations, groupes et militants présents quant à l'importance fondamentale qu'a revêtue, et que revêt, non seulement pour le prolétariat et les masses boliviennes, mais pour le prolétariat et les masses de toute l'Amérique latine, la constitution de l'Assemblée populaire, en tant qu'organe de pouvoir du prolétariat et voie vers la constitution du gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie.

4. La discussion s'est ensuite centrée sur les problèmes liés à l'appréciation politique du castrisme, du stalinisme, ainsi que du rôle des organisations nationalistes petites-bourgeoises dans le cadre des pays économiquement arriérés.

Cette discussion a eu comme thème essentiel les problèmes posés par la mise en œuvre de la tactique du Front unique anti-impérialiste et concrètement par la politique développée par le P.O.R. dans le cadre du F.R.A., formé par les organisations politiques et syndicales boliviennes en novembre 1971.

Le développement de la discussion a suivi une ligne positive qui a permis de liquider toute une série de problèmes secondaires et de dissiper un certain nombre de malentendus, mais elle n'a pu épuiser les questions les plus essentielles sur les problèmes indiqués plus haut. En conséquence, la discussion doit se poursuivre dans un cadre organisé et responsable.

5. C'est ainsi que la Conférence décide d'organiser la poursuite de la discussion dans le cadre suivant :

a) un Comité de liaison pour la reconstruction de la IV^e Internationale est formé en Amérique latine avec la participation de toutes les organisations présentes à la Conférence latino-américaine ;

b) un bulletin de discussion du Comité de liaison sera édité dans un délai d'un mois. Il publiera les documents et contributions préparatoires à la Conférence qui s'est tenue, ainsi que les nouvelles contributions qui pourraient être fai-

tes sur les problèmes débattus à la Conférence. La responsabilité de ce bulletin est assumée par le C.I. ;

c) les organisations présentes à la Conférence latino-américaine assisteront à la préconférence du C.I. dont les travaux doivent se dérouler du 1^{er} au 4 juillet 1972. La Conférence désignera en son sein une sous-commission chargée de voir à quel point la discussion aura mûri et les divergences se seront atténuées en fonction des contributions des uns et des autres et du déve-

loppement de la discussion.

6. Dans le même temps où se poursuivra la discussion engagée lors de cette Conférence, toutes les organisations présentes à la Conférence ouvrirent au P.O.R. bolivien leurs divers organes et publications, pour lui permettre de défendre la politique qu'il a d'ores et déjà engagée dans sa lutte contre le gouvernement de Banzer, sur la ligne du Front unique anti-impérialiste dans le cadre du F.R.A.

Déclaration du P.O.R. bolivien et de Política obrera d'Argentine

Le P.O.R. de Bolivie et Política obrera d'Argentine considèrent de leur devoir de publier la déclaration suivante à propos de certains des résultats de la Conférence latino-américaine réunie au début du mois d'avril.

1. Nous considérons comme préjudiciable pour le mouvement révolutionnaire du continent le fait que la Conférence, après une discussion ample et animée, ne se soit pas prononcée sur le document présenté par le P.O.R. sur la signification de l'Assemblée populaire, la tactique du Front révolution-

naire anti-impérialiste et les perspectives de la révolution bolivienne et qu'elle ait au contraire décidé de repousser sa prise de position à une autre date prochaine, sous prétexte de la nécessité de poursuivre la discussion sur le stalinisme et le castrisme. Il est bon de consacrer un temps à la discussion, mais la situation révolutionnaire oblige également les révolutionnaires à agir.

2. Il est anormal qu'une réunion qui disposait de deux documents de fond et d'autres matériaux, et qui a passé pres-

que tout son temps à les discuter ne se soit pas conclue par un vote.

3. Nous regrettons d'avoir à dire que les délégués du C.I. et de l'O.C.I. ont en définitive suspendu une épée de Damoclès au-dessus de la tête des révolutionnaires boliviens. Il s'agit pour eux d'attendre soit que les événements viennent démentir la validité de la tactique adoptée, leur permettant ainsi de dire qu'ils lui avaient apporté des réserves, soit en cas de victoire de dire que celle-ci a été due aux conseils que la Conférence a donnés. Les révolutionnaires n'ont pas besoin d'observateurs qui les contemplant depuis quelque Olympe, mais de camarades qui s'engagent avec eux dans la lutte. Il nous paraît absurde d'attendre que l'histoire se fasse, pour ensuite généraliser théoriquement ses enseignements. Nous espérons par là même que le C.I. comme l'O.C.I.

rectifieront la conduite erronée de leurs délégués.

4. Ceux-ci, en ne se prononçant pas de façon catégorique sur les points de la discussion, et en particulier sur le F.R.A., ont adopté une position vacillante et centriste par rapport à l'ensemble de l'expérience bolivienne, portant préjudice en même temps à la construction du mouvement trotskyste latino-américain et à la reconstruction de la IV^e Internationale.

5. Les organisations soussignées répareront enfin l'omission commise par rapport à la situation angoissante des prisonniers politiques boliviens. Nous envoyons l'affirmation de notre solidarité aux camarades trotskystes qui languissent dans les prisons fascistes comme à tous les vaillants combattants révolutionnaires qui poursuivent les combats dans la clandestinité.

Texte présenté par le P.O.R. de Bolivie à la Conférence latino-américaine d'avril 1972

1. LA NATURE DES ATTAQUES CONTRE LE TROTSKYSME BOLIVIEN

La campagne systématique récemment déclenchée contre le trotskysme bolivien (Parti ouvrier révolutionnaire) continue actuellement à se développer. Cette lutte à mort contre le trotskysme et la IV^e Internationale (représentée par le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale) provient à la fois de la droite : stalinien et tendances nationalistes de toute sorte, et de la gauche : pablisme (l'on appelle ainsi dans le monde entier, et également en Amérique latine, ces renégats au programme de Trotsky qui ont capitulé, tantôt devant les tendances nationalistes de contenu bourgeois, tantôt devant le radicalisme ultragauchiste petit-bourgeois) et tendances foquistes ou qui viennent du foquisme. Le moment est venu de rebousser ces attaques calomnieuses et anti-marxistes et de présenter le bilan des événements qui se sont déroulés en Bolivie.

Une dure épreuve pour tous les partis (*)

Les secousses profondes et d'im-

(*) Les intertitres sur deux colonnes figurent dans le texte espagnol ; les intertitres sur une colonne sont de la rédaction de la Vérité.

portance décisive de la révolution bolivienne ont soumis à une dure épreuve non seulement les programmes et les propositions des partis, mais aussi les méthodes de lutte. Le bilan de ce qui a été fait et atteint en Bolivie et les perspectives qui s'en dégagent intéressent de manière directe et vitale les pays latino-américains et le mouvement révolutionnaire mondial. Prendre position face aux événements de Bolivie signifie prendre position par rapport aux problèmes cruciaux de la stratégie révolutionnaire. Les problèmes du continent, les grandes questions de la révolution de notre époque ont été posés dans le pays de l'Altiplano, et les lignes directrices de leur solution y ont également été dégagées. C'est pourquoi prendre position face à la révolution bolivienne controversée, qui a pris le caractère d'une pierre de touche pour toutes les tendances et groupes du large éventail de la gauche, est devenu un devoir révolutionnaire. Depuis trente ans le trotskysme travaille au sein des masses ouvrières, et il est parvenu à devenir une tendance d'influence nationale. Le marxisme appliqué à la révolution dans les pays arriérés, enrichi par les apports de Lénine et de Trotsky et par les résolutions sur ce sujet adoptées par les quatre

premiers congrès de l'Internationale communiste, s'incarne dans le travail quotidien du Parti ouvrier révolutionnaire. Ce travail doit être considéré dans ses grandes orientations (et, ainsi considéré, il est totalement juste, bien que, dans de nombreux détails, il puisse être critiqué selon une conception orthodoxe) et il constitue indiscutablement une sérieuse contribution au renforcement doctrinal et politique du mouvement révolutionnaire latino-américain.

L'importance internationale de la révolution bolivienne

La reconstruction de la IV^e Internationale à l'échelle latino-américaine doit partir de l'assimilation de la riche expérience du travail fécond réalisé au sein des masses par les camarades boliviens, et implique la critique radicale des multiples tendances de gauche apparues dernièrement et qui, sous une forme ou une autre, recèlent une révision du bolchevisme. C'est là que réside l'importance internationale de la question bolivienne.

Les principaux acquis du P.O.R. bolivien dans ses combats de classe, les positions qu'il a gagnées dans le mouvement des masses, la vigueur qu'il a démontrée en tant qu'organisation face aux attaques répétées des tendances révisionnistes du trotskysme, tout cela fait partie de l'arsenal de la IV^e Internationale, qui doit être pleinement utilisé dans les tâches de reconstruction qui s'accomplissent. Ne pas le faire serait absurde et impliquerait le risque de retomber dans les anciennes erreurs théoriques et organisationnelles. L'exemple de la Bolivie — que la IV^e Internationale présente comme une des principales leçons de ces dernières années — doit être brandi par nous comme l'un de nos drapeaux. La défense et le renforcement de la révolution bolivienne deviennent

l'un des devoirs élémentaires du mouvement révolutionnaire et l'une des tâches indispensables de la IV^e Internationale. Renforcer la Bolivie révolutionnaire, c'est renforcer la révolution mondiale.

Les événements boliviens, considérés en dehors de tout schématisme, impliquent le retour aux objectifs de la révolution dans les pays arriérés et aux méthodes qui furent définis par les bolcheviks. Cela, alors que, à travers tout le continent et le monde entier, les groupes et intellectuels petits-bourgeois profondément offensés de ce que l'histoire n'ait pas respecté leurs plans et leurs ambitions, se sont lancés fiévreusement dans la révision des thèses fondamentales et des enseignements de Lénine et de Trotsky. Les nouvelles théories ont été enterrées sous le poids des événements historiques. L'on comprend pourquoi ultra-gauchistes et nationalistes s'attaquent si furieusement au Parti ouvrier révolutionnaire et au Comité international.

La plus grande erreur du trotskysme selon les nationalistes et les stalinien

Selon les différentes tendances nationalistes (et nous y incluons la prétendue Gauche nationale qui, à une certaine époque, s'est réclamée du trotskysme), et également selon le stalinisme, la plus grande des erreurs du P.O.R. et du trotskysme international a été de ne pas avoir appuyé avec suffisamment d'énergie le gouvernement militaire de Torrès, qui, pour militaire qu'il fût, n'en conservait pas moins un contenu typiquement bourgeois, parce que, d'après eux, c'était aller au suicide et précipiter le coup d'Etat de droite. Plus audacieux, ceux qui précisément proclament leur trotskysme et leur qualité d'éditeurs des œuvres de Trotsky, considèrent comme inébran-

lable et comme marxiste la thèse selon laquelle la pression populaire (ces renégats, en rompant avec le mouvement marxiste, sont devenus de plus en plus populistes : ils ont fini par dissoudre le prolétariat au sein de la nation opprimée) est suffisante pour faire devenir socialistes les gouvernements nationalistes bourgeois, et plus encore si ce sont des gouvernements militaires. Dans cette perspective, la lutte pour le gouvernement propre à la classe ouvrière, pour l'indépendance de classe, pour la construction du parti du prolétariat devient une utopie européanisante. Ce nationalisme « marxiste » a de nombreux traits communs avec le stalinisme. Si nous considérons ses visées stratégiques ; tous deux sont, en dernière analyse, la résurrection du menchevisme appliqué à la nature de la révolution dans les pays arriérés dans la période présente. Il est possible que, dans nombre de pays latino-américains, ces deux tendances connaissent de nettes frictions et des controverses littéraires qui s'expliquent par le fait que les partis communistes, suivant étroitement l'orientation de la politique internationale soviétique, se sont souvent alliés aux tendances réactionnaires et pro-yankees pour attaquer les gouvernements nationalistes contraints à un choc avec la métropole impérialiste. Cela mis à part, il est évident que tant la gauche nationale — c'est ainsi que se font appeler ces renégats — que le stalinisme soutiennent que la révolution dans les pays arriérés latino-américains (il serait plus exact de dire : pays capitalistes arriérés faisant partie de l'économie mondiale) ne peut consister qu'en l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, qui doivent être réalisées par les secteurs nationalistes bourgeois avancés, et que le peuple entier doit appuyer inconditionnellement ; et tout cela ne pourra être mené à bien que si la classe

ouvrière ne montre pas son propre drapeau et n'effraie pas les bourgeois patriotes ou les militaires putschistes. Déterminer une stratégie prolétarienne pour la révolution leur apparaît comme une simple provocation destinée à précipiter le putsch des secteurs contre-révolutionnaires.

Le cas exceptionnel du stalinisme bolivien

Le stalinisme met au centre de son activité l'alliance des classes sociales autour de ce qu'il considère comme les secteurs progressistes de la bourgeoisie. Il conçoit le Front anti-impérialiste comme un front populaire dirigé par la bourgeoisie ou son succédané petit-bourgeois. Cette alliance entre classes ne peut mener à bien la libération nationale ; tout ce qu'elle réalise, c'est subordonner le prolétariat aux directions politiques de classes qui lui sont étrangères. Cette politique renforce les tendances nationalistes et barre le chemin à toute possibilité pour la classe ouvrière de devenir la direction de la nation et de prendre, à ce titre, le pouvoir politique. C'est pour cette raison que nous soulignons que le fil conducteur qui unit le stalinisme au nationalisme de contenu bourgeois, c'est la résurrection du menchevisme. Bien sûr, le caractériser comme menchevique n'épuise pas toutes les facettes contre-révolutionnaires du stalinisme, considéré comme une force mondiale ; mais cette caractérisation est irremplaçable quand il s'agit de mettre en relief le rôle qu'il joue dans les relations des pays arriérés et ses liens avec les mouvements nationalistes (particulièrement. le sens qu'il donne quant à lui au mot d'ordre de Front unique anti-impérialiste).

A de nombreux titres, le cas du stalinisme bolivien est exceptionnel.

Il a pris des positions radicales et sa représentation ouvrière s'est alignée sur le P.O.R. dans de nombreux problèmes, notamment au sein de l'Assemblée populaire et du Front révolutionnaire anti-impérialiste. Ce fait, qui apparaît à beaucoup comme un paradoxe et à bon nombre comme une trahison de la part des trotskystes de Bolivie à l'égard de la ligne anti-stalinienne traditionnelle, trouve son explication dans l'histoire même du P.C.B. et dans les puissantes pressions qu'il subit de la part d'une classe ouvrière radicalisée.

En 1928, le P.C. a perdu une excellente occasion de prendre le contrôle du mouvement ouvrier, bien que, à cette époque, il possédât d'excellents atouts. Mais plus fortes furent les divergences internes et l'opposition obstinée des ouvriers qui, depuis longtemps, développaient un socialisme particulier, contre les intellectuels, chantres du « marxisme universitaire », qui étaient persuadés que la direction du mouvement ouvrier revenait aux étudiants. L'actuel P.C.B., qui n'a presque rien de commun avec son lointain ancêtre, s'est organisé à la suite d'une scission de jeunesse du P.I.R., parti qui a fini comme allié du barriériste. Bien des traits du P.I.R. survivent dans ce P.C., qui a commencé et continue d'exister, du moins dans sa direction, comme représentant de la volonté et des décisions du gouvernement soviétique. En Bolivie, plus peut-être que partout ailleurs, il est possible de percevoir l'extrême différenciation entre la direction du P.C. et ses cadres de base, particulièrement quand ceux-ci sont des ouvriers. Le stalinisme opère dans des conditions où le trotskysme est déjà devenu une tradition et a réussi à s'implanter fermement dans les masses. La campagne systématique du P.O.R. a gagné aux positions antistaliniennes une grande partie de la gauche. Son passé de coopération ouverte avec les partis de

la rosca à l'occasion de la deuxième guerre mondiale et de soumission aux injonctions de l'impérialisme ont empêché le P.C. de pouvoir se présenter comme alternative pour la direction des masses face au nationalisme ; ce dernier a resurgi plusieurs fois et s'est renforcé en tirant avantage de la conduite droitière du stalinisme. A la longue, le P.C. a fini par appuyer, sur sa gauche, le M.N.R. et lui fournir des arguments « théoriques » et « marxistes » pour lui permettre de justifier sa thèse sur l'impossibilité d'une révolution dirigée par le prolétariat en Bolivie. La crise du M.N.R. au pouvoir a entraîné une chute catastrophique du nationalisme qualifié de révolutionnaire.

L'évolution politique du prolétariat

Le prolétariat, en tant que classe, est allé plus loin que la plus hardie des propositions nationalistes. C'est en cela que consiste l'évolution politique de la classe, telle qu'elle s'est produite à partir de l'expérience qu'elle a faite au sein des régimes du M.N.R. Malgré les hauts et les bas, les flux et les reflux, le divorce entre les exploités et le nationalisme n'a cessé de s'aggraver. C'est la présence d'une classe ouvrière hautement politisée et radicalisée qui a poussé la direction petite-bourgeoise vers des positions pro-impérialistes et franchement réactionnaires. De 1956 (lorsque, selon les instructions nord-américaines, l'on prétendit résoudre les problèmes économiques par une aggravation de la misère populaire et ouvrière) à 1971, qui marque le début de la collusion du M.N.R. avec les fascistes, le M.N.R. n'a pas seulement évolué vers la droite et le pro-impérialisme, mais jusqu'à des positions franchement fascistes, au point que l'on peut dire que la constitution du Front

populaire nationaliste, soutien civil du « gorillisme », signifie que c'est le M.N.R. (l'expression petite-bourgeoise la plus hardie du continent) qui évolue vers les positions phalangistes, et non l'inverse. En Bolivie, la faillite du M.N.R. (nationalisme petit-bourgeois, historiquement anti-impérialiste à un moment donné) est en même temps celle du stalinisme. Il a été possible de constater historiquement que la chute du régime du M.N.R. a été suivie d'une profonde crise du P.C.B. ; les cadres de base ont été facilement gagnés au fétichisme parce que, du fait de leur faible formation théorique, c'était pour eux la seule façon de réagir contre le nationalisme droitière de leur direction. Le néant politique du M.N.R. au pouvoir a eu en même temps pour effet de fournir une démonstration supplémentaire de l'inanité de la révolution démocratique bourgeoise dirigée par le nationalisme à contenu bourgeois, de la révolution par étapes et de la tactique qui amène le prolétariat à la capitulation face aux bourgeoisies nationales ou à leurs succédanés. L'effondrement du nationalisme a été aussi l'effondrement définitif du menchevisme.

Les terribles contradictions d'un pays arriéré

Les terribles contradictions d'un pays arriéré qui subit les conséquences des convulsions du capitalisme et de la survie de forces économiques primitives, les tâches démocratiques et le primitivisme culturel n'ont pu être dépassés (ce qui revient à dire que le pays n'a pas accédé pleinement à la civilisation), parce que le prolétariat n'a pas encore pris le pouvoir politique. Le nationalisme, qui est soutenu idéologiquement par le stalinisme à l'échelle continentale, n'a pu mener à bien la libération

nationale bien qu'il ait parfois dirigé des mouvements de masse, mobilisés sous le drapeau du stalinisme, et, au contraire, il a fini par se prosterner devant les maîtres étrangers. C'est là une leçon qu'il faut intégrer à l'arsenal du mouvement révolutionnaire international.

Les mobilisations anti-impérialistes dirigées par le nationalisme à contenu bourgeois, auxquelles se sont joints et se joignent docilement les partis communistes, ont inévitablement abouti à des échecs et ont mené les masses à des impasses. Examinée trop légèrement, cette expérience a conduit nombre de courants marxistes révolutionnaires à renier la tactique du Front unique anti-impérialiste conçue par l'Internationale communiste des premières années comme spécifique des pays arriérés. D'une façon générale, et assurément fautive, on assimile le Front anti-impérialiste au stalinisme, c'est-à-dire à la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. L'expérience bolivienne montre que le Front anti-impérialiste est indispensable pour réussir à mobiliser effectivement les masses, qui ne sont assurément pas toutes prolétariennes, à condition que cela se fasse sous la direction de la classe ouvrière. Dans de nombreux pays latino-américains, le problème n'est autre que d'arracher aux directions nationalistes pro-bourgeoises ou carrément bourgeoises, leur contrôle sur les masses et même sur le prolétariat. Il faut le cadre permettant à la classe ouvrière de devenir réellement la direction du pays. C'est à cela que sert le Front anti-impérialiste, et c'est ainsi que peut se concrétiser l'idée bolchevique.

Les critiques du P.O.R. ont, sur ce plan, provoqué deux types d'accusations :

a) d'avoir servi, depuis l'Assemblée populaire, de couverture à un régime nationaliste, celui du général Torrès ;

b) d'avoir capitulé devant la bourgeoisie, et de continuer à pactiser avec elle dans le Front révolutionnaire anti-impérialiste.

Cette fausse accusation doit être expressément dénoncée. Elle renferme, indépendamment de sa véracité ou non, un très dangereux précédent en ce qui concerne la façon dont certains « révolutionnaires » considèrent la bourgeoisie des pays arriérés. Ce qui peut arriver de pire à des « marxistes », c'est de confondre la bourgeoisie nationale des pays latino-américains avec la bourgeoisie impérialiste, erreur qui constitue la caractéristique générale et typique de l'ultra-gauchisme. L'absence d'une claire définition dans ce domaine a poussé de nombreuses tendances et groupes à devenir des chapelles sectaires.

Les mouvements nationalistes à contenu bourgeois

Les mouvements nationalistes à contenu bourgeois sont une réalité en Amérique latine, et il est nécessaire d'adopter à leur égard une attitude claire. Leur existence est la réponse bourgeoise aux survivances précapitalistes. Tant que l'arriération persistera, il y aura toujours la possibilité que des groupes nationalistes, particulièrement ceux qui sont liés à l'industrie nationale ou à des couches intellectuelles, mettent en avant la lutte contre l'oppression impérialiste, proposent des solutions en ce qui concerne l'arriération et la nécessité urgente pour la bourgeoisie de réaliser les tâches démocratiques, etc. En même temps qu'ils formulent ces propositions, indiscutablement progressistes (l'on peut considérer qu'elles sont progressistes par rapport à ce que font des gouvernements bourgeois qui s'identifient à l'oligarchie réactionnaire et ont cessé d'opposer toute résis-

tance aux exigences de l'impérialisme pour servir docilement ses desseins), on ne peut nier qu'ils soient susceptibles d'entraîner les masses derrière eux, y compris le prolétariat, précisément parce qu'ils se présentent comme direction de la lutte pour la libération nationale et pour la réalisation des tâches démocratiques. L'histoire de nos pays (y compris la Bolivie) est une éloquente démonstration du fait que la classe ouvrière a été d'abord organisée par la classe dominante, qui a été obligée d'agir ainsi pour combattre avec plus d'efficacité les couches sociales les plus réactionnaires et, plus tard, pour résister à la pression impérialiste. Il serait absurde de placer sur un même plan l'oligarchie liée au passé semi-féodal et les secteurs libéraux qui ont commencé à organiser les travailleurs pour lutter contre la barbarie cléricale ou encore ceux qui ont soulevé les masses pour repousser le boycott impérialiste ou pour imposer certaines exigences ou un rapport commercial plus favorable. Cette myopie, très courante malheureusement chez certains « marxistes », ne permet pas de comprendre l'évolution des masses et moins encore d'avancer à leurs côtés dans le processus de leur maturation politique.

Il ne s'agit pas de nier l'existence du nationalisme à contenu bourgeois ou du caractère relativement progressiste de ses propositions par rapport à la politique de l'oligarchie conservatrice ou de régimes fascistes qui ne sont que les marionnettes de leurs maîtres impérialistes, mais d'expliquer ses limites et les perspectives de son développement. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éduquer le prolétariat et l'aider à se constituer en classe indépendante et, par là même, en parti politique. L'expérience de la lutte des classes en Amérique latine en général, et en Bolivie en particulier, montre que la bourgeoisie nationale, malgré son radicalisme,

son langage souvent rouge vif, etc., n'est plus capable de réaliser les tâches qui lui reviennent historiquement, et ce pour deux raisons fondamentales : la présence du prolétariat comme classe sur la scène politique menace de la déborder politiquement et de détruire le régime de la propriété privée et tous les privilèges et intérêts qui en découlent (la direction nationaliste est matériellement poussée dans les bras de l'impérialisme, avec lequel elle fait alliance dans sa tentative désespérée de défendre au moins une partie de ses positions) ; et, en second lieu, c'est qu'il n'y a pas assez de temps, étant donné la période de désintégration de l'économie capitaliste mondiale que nous vivons, pour un développement intégral de longue durée des pays actuellement arriérés dans le cadre du capitalisme. L'avenir de la révolution exige que la direction du mouvement de masse anti-impérialiste et qui défend les mots d'ordre démocratiques passe aux mains de la classe ouvrière et c'est ainsi que les tâches démocratiques acquièrent une dimension socialiste. La théorie de la révolution permanente enseigne que le prolétariat au pouvoir accomplira dûment les tâches démocratiques, qu'elles se transformeront en socialistes, comme partie d'un processus qu'il dirigera une fois au pouvoir.

Le prolétariat et les tâches démocratiques

La classe ouvrière des pays arriérés prendra le pouvoir en tant que direction de la nation, c'est-à-dire en dirigeant politiquement les paysans et les secteurs majoritaires appauvris de la classe moyenne des villes, y compris l'intelligentsia. Pour entraîner les masses, il faut d'abord les émanciper du contrôle idéologique et

parfois organisationnel qu'exerce sur elles le nationalisme. Cela suppose que l'on vive leurs expériences, qu'on les aide quotidiennement à mûrir politiquement, à comprendre que, si elles ne se placent pas à la tête du processus révolutionnaire, celui-ci échoue fatalement et fait faillite. Il n'y a pas de raison de nier le caractère progressiste des propositions qui tendent à réaliser les tâches démocratiques ou les mots d'ordre de libération nationale ; ce qu'il convient d'expliquer patiemment et de démontrer jour après jour à la lumière de l'expérience, c'est que ces projets risquent de ne pas se réaliser ou de s'embourber s'ils ne sont pas pris en main par les ouvriers. Il aurait été absurde, pour ne pas dire plus, de soutenir que la nationalisation des mines, imparfaite et à caractère bourgeois, réalisée par le M.N.R. était réactionnaire comme le monopole sur les principales mines aux mains de consortiums dépendants du capital financier et de l'impérialisme (d'une façon générale, l'étatisation de certains moyens de production est progressiste par rapport à un monopole de ces moyens de production aux mains de consortiums étrangers). Certains ont été jusqu'à soutenir cette thèse et ont obligés de soutenir qu'en avril 1952, il ne s'est pas produit de révolution. La marche du prolétariat vers le pouvoir et la construction du socialisme ne peuvent pas ne pas partir de la nationalisation des mines et de l'étranglement qu'elle a subi. Si c'était une mesure aussi réactionnaire que le monopole impérialiste sur les mines, il faudrait lancer le mot d'ordre de leur dénationalisation ; autant que nous le sachions, personne n'a été jusque-là, ce qui tend à démontrer l'inanité des thèses de certains ultra-gauchistes. Pour ceux-ci, on ne peut accepter que des mots d'ordre et des mesures purement socialistes, ceux qui comportent des traits nationalistes

doivent être tout simplement rejetés dans les ténèbres de la contre-révolution. Ce qui était correct était — et c'est ce qu'a fait le P.O.R. de façon conséquente et exemplaire — d'annoncer, et pas a posteriori, que cette nationalisation, décrétée dans une grande mesure par le M.N.R. pour éviter une prise en main par la classe ouvrière et lui barrer le chemin du pouvoir, serait étranglée par le régime lui-même et livrée, directement ou non, au contrôle de l'impérialisme, ce qui s'est effectivement produit. Les nationalisations ne peuvent avoir d'avenir que si elles deviennent un premier pas vers l'étatisation des moyens de production par le gouvernement ouvrier, si l'on brise la pression asphyxiante de l'économie capitaliste dominée par l'impérialisme. Les masses, lorsqu'elles constatent à quel point les choses en arrivent, finissent par abandonner le parti nationaliste et mûrissent pour s'intégrer à l'avant-garde révolutionnaire, à condition que celle-ci se soit trempée dans la lutte quotidienne, ce qui est la seule façon de montrer sa fidélité à ses propres principes.

La réforme agraire

L'on peut en dire autant de la réforme agraire, qui constitue l'effort le plus sérieux fait par le nationalisme bourgeois dans le but de réaliser ce qui constitue l'une des tâches démocratiques essentielles, comme l'indique le *Programme de transition*, le programme de la IV^e Internationale (l'autre revendication décisive est celle de la libération nationale). Le P.O.R. avait avancé une autre solution au problème de la terre mais lorsque le M.N.R. a donné sa réponse « bourgeoise », il s'est bien gardé de l'assimiler au régime du « gamonalisme ». La répartition en parcelles

d'une partie considérable de la terre cultivable était, sans aucun doute, un pas en avant relativement aux rapports de production semi-féodaux qui régnaient à la campagne. Mais, il en signala en même temps les limites imposées par la nécessité, pour le gouvernement du M.N.R., de sauvegarder en partie les intérêts latifundistes, et il dit clairement que le minifundisme ne résoudrait pas les problèmes aigus de la misère et que, dans la mesure où ces problèmes demeuraient en suspens, les paysans continueraient à être les alliés naturels de la classe ouvrière, appelés à constituer le moteur qui la pousserait jusqu'au pouvoir.

Entre les nationalisations que peuvent réaliser les bourgeoisies impérialistes et celles qu'effectuent les bourgeoisies nationales des pays arriérés, il existe une immense différence et leurs implications politiques sont totalement différentes, étant donné que leur nature n'est pas la même. La bourgeoisie impérialiste peut avoir recours à la nationalisation pour sauvegarder les intérêts d'une classe qui opprime et pille les pays arriérés; la nationalisation bourgeoise dans les pays arriérés signifie que certaines branches de l'économie sont arrachées des griffes de l'impérialisme et peuvent constituer le point de départ de la libération nationale. Ces dernières nationalisations doivent être défendues; le prolétariat, quelles que soient ses nombreuses critiques contre leurs limites, ne peut que s'en emparer et les défendre au moyen de leur amélioration, qui suppose de les relier à l'étatisation des moyens de production par le gouvernement ouvrier. Une conduite différente, au nom d'un socialisme chimiquement pur (qui, en réalité, ne peut exister que dans les métropoles), peut mener dans le camp de la contre-révolution. L'ultra-gauchisme est en réalité réactionnaire.

Les critiques du trotskysme se sont penchés à plusieurs reprises sur le comportement du P.O.R. par rapport au gouvernement nationaliste du général Torrès. Il s'agit en réalité d'un aspect particulier du cycle nationaliste entamé le 9 avril 1952, date à laquelle a eu lieu une des plus importantes révolutions de l'histoire de la Bolivie. Le cycle nationaliste est loin d'être terminé et, jusqu'à présent, il a connu de très fortes oscillations, depuis des attitudes gauchistes et pro-ouvriéristes, qui ont grandement développé les tendances bonapartistes, jusqu'aux méthodes fascistes de gouvernement. Qu'est-ce donc qui oblige les divers gouvernements nationalistes à prendre des caractéristiques si opposées? L'attitude qu'a prise le prolétariat, son degré de politisation et de mobilisation. Lorsque la vague révolutionnaire grandit, le nationalisme bourgeois finit par jouer le rôle d'agent ou de tête de pont de l'impérialisme.

Nature du gouvernement Torrès

Les observateurs n'arrivent pas à comprendre ce qu'était le gouvernement qui est tombé le 21 août 1971 pour cette raison que ce gouvernement était militaire. Les épaulettes les empêchent de voir le fond du problème. Sur tout le continent apparaissent de temps en temps des régimes militaires pour la simple raison que les directions nationalistes civiles ont fait faillite. L'armée est une création de la classe dominante et constitue une force de contrainte au service de l'Etat bourgeois subordonné à l'impérialisme. Néanmoins, il n'y a aucune raison de penser que les forces armées des pays arriérés ne reproduisent pas à leur façon les caractéristiques des bourgeoisies nationales, leurs possibilités et leurs li-

mites. Même en agissant sous la puissante pression des masses mobilisées, les bourgeoisies nationales, représentées par des directions civiles ou militaires, ne peuvent aller au-delà de ce que leur permet leur subordination, en dernière instance, aux intérêts de la métropole, et leur crainte d'être écrasées par le prolétariat qui tend à prendre la direction de la nation.

Les régimes militaires nationalistes les plus audacieux ne peuvent rien faire d'autre que de formuler et de tenter de réaliser les tâches démocratiques, mais ils sont inéluctablement condamnés à s'arrêter à mi-chemin, à capituler finalement devant l'ennemi extérieur. La carte militaire n'est pas une garantie suffisante pour la victoire d'une révolution partiellement démocratique. Ce qui peut arriver avec les tendances de gauche au sein de l'armée, c'est que celles-ci, dans les cas où elles incarnent toute l'institution et peuvent apparaître comme salvatrices des intérêts bourgeois, comme un régime personnel puissant car soutenu par les masses, développent et concrétisent les tendances bonapartistes que comportent les gouvernements nationalistes des pays arriérés. Comme tout gouvernement de ce genre, il est éphémère et transitoire: ou bien il succombe sur la droite pour se soumettre aux ordres de l'impérialisme, ou bien il laisse la place à la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière.

Les diverses formes des gouvernements nationalistes boliviens

Les gouvernements nationalistes boliviens, du moins à partir de 1956, ont connu diverses formes souvent contradictoires, mais toutes tendant

à permettre la réalisation des plans de l'impérialisme et la transformation du pays dans le cadre du capitalisme. Inutile de dire qu'ils ont échoué l'un après l'autre. Le fait que l'armée fasse son apparition comme force politique dominante est déjà une preuve palpable de la caducité de la bourgeoisie nationale. Le secret de la transformation de gouvernements pseudo-démocratiques en gouvernements recourant à des méthodes typiquement fascistes (en entendant par-là les manifestations de violence de l'Etat destinées à détruire physiquement les organisations syndicales, populaires et les partis révolutionnaires) se trouve bien souvent dans la recherche anxieuse de la part de l'impérialisme d'une stabilité politique et institutionnelle systématique. Il a été prouvé que le capital financier ne s'intéresse pas à l'assassinat pour l'assassinat ni aux jeux électoraux en tant que tels ; ils ne lui sont utiles que dans la mesure où ils peuvent faciliter la réalisation de ses plans.

Ce qui précède démontre que, dans les forces armées également, il existe des tendances de droite et de gauche, toujours par rapport aux plans nationalistes cherchant à résoudre les tâches démocratiques. Cette gauche nationaliste a une importance pour le mouvement ouvrier et les masses, parce que, dans certaines conditions, elle arrive à jouer un rôle de direction. Dans la pratique quotidienne, il est inconcevable d'oublier cette différence tendancielle interne car, pour pouvoir éduquer et contribuer à faire évoluer le prolétariat, il est nécessaire de caractériser clairement cette gauche et de découvrir ses possibilités de développement. Qu'on le veuille ou non, à certains moments, la gauche nationaliste militaire peut rivaliser avec le parti révolutionnaire pour la conduite des masses.

Le régime Torrès a constitué la réponse démocratique au coup d'Etat

fasciste manqué (retour aux méthodes de Barrientos) du général Rogelio Miranda (octobre 1970). Il s'est empressé de brandir le programme d'Ovando, ce qui signifiait une accentuation du nationalisme et ouvrait une période de tolérance de l'existence des organisations ouvrières et politiques de gauche. Les masses, ayant gagné une importante bataille avec la grève générale politique et ayant suffisamment mûri pour prendre le pouvoir, ouvrirent la possibilité au général Torrès de devenir président. Adversaire de la droite militaire, il apparaissait comme le porte-parole des masses ; bien à contrecœur, cette droite ne put faire autrement que de capituler devant lui, bien entendu sans abandonner ses postes de commandement et en prenant toutes dispositions utiles pour rester en retrait jusqu'à une meilleure occasion. A aucun moment Torrès ne put acquérir un contrôle total des forces armées (les calculs les plus optimistes indiquent que, au meilleur moment, le président pouvait à peine disposer de 20 % des troupes) ; c'est pourquoi il ne put en faire son instrument. Son sabre de général resta toujours au fourreau et il donna plutôt l'impression d'être devenu un leader populaire. Cela n'alla pas au-delà d'une illusion momentanée, car le prolétariat, dans son ensemble (politiquement, le prolétariat englobe les masses en général et dans leur évolution), allait bien plus loin que toutes les promesses que, dans son enthousiasme ou sa faiblesse, pouvait lui faire le nouveau président. Telles sont les raisons qui expliquent pourquoi Torrès ne put à aucun moment apparaître comme la planche de salut pour aucun des secteurs décisifs du pays, aucun des intérêts qui comptent dans le processus politique. Torrès ne put s'élever jusqu'au bonapartisme ; il incarna au contraire la vacance du pouvoir.

L'extrême tension entre les deux pôles : le fascisme « gorilliste » et le prolétariat

Depuis les journées même d'octobre 1970, la lutte se trouva engagée entre le fascisme gorilliste, considéré comme expression politique de la réaction indigène et de l'impérialisme, et le prolétariat comme représentant des masses. L'extrême tension entre ces deux pôles, qui marque la période d'octobre 1970 à août 1971, permit à Torrès de se maintenir en un difficile équilibre sur la pointe d'une aiguille. Les forces en lutte tentèrent, et il aurait été absurde qu'elles ne le fissent pas chacune à leur tour, d'utiliser le faible gouvernement Torrès pour leurs propres fins en en faisant un fer de lance contre leur adversaire. En ce qui concerne le mouvement des masses, celui-ci ne rencontra pas un obstacle nettement découpé contre lequel se heurter et, de façon obligatoire et inconsciente, il se comporta en force de pression sur la mollesse et l'indécision d'un gouvernement toujours en recul, toujours complaisant. Seul le schématisme ultra-gauchiste pouvait imaginer dans ces conditions que le devoir du prolétariat était de se fâcher, de ne pas faire pression sur ce gouvernement et de se hâter de le renverser, ce qui pratiquement aurait aidé le fascisme à accéder au pouvoir avant tous les délais qu'il s'était lui-même fixés. Une chose est d'arracher au gouvernement par la violence, ou en faisant pression sur lui, des concessions qui peuvent être importantes dans la lutte contre l'ennemi fondamental, ou encore de l'utiliser contre l'ennemi, toutes choses qui supposent que l'on conserve l'indépendance de classe et que l'on affirme une stratégie propre ; une autre chose, bien différente, est de se joindre aux officiels, de devenir le

soutien critique du nationalisme, sa gauche ouvriériste. Cette dernière attitude suppose l'abandon de la classe aux mains de la petite-bourgeoisie radicalisée ou non et éloigne de l'indépendance de classe.

Entre des gouvernements qui utilisent des méthodes fascistes et d'autres gouvernements qui ont pour norme quotidienne la pratique démocratique, il n'y a pas, certes, de différence de classe, mais ils ne sont pas identiques par rapport au mouvement des masses. Les premiers détruisent physiquement le prolétariat et ses organisations syndicales et utilisent l'assassinat politique comme méthode de gouvernement ; les seconds permettent, à contrecœur peut-être, l'existence et le développement du mouvement des masses. Entre un gouvernement fasciste et un gouvernement démocratisant, il est clair que nous préférons le second, car il peut nous permettre d'organiser, d'éduquer et de mobiliser les masses dans de meilleures conditions que sous le fascisme. Si le « gorillisme » fasciste se soulève les armes à la main, il est évident que nous ne pouvons nous contenter de hausser les épaules et de justifier notre indifférence avec l'argument que ces deux régimes sont de nature bourgeoise et réactionnaire ; une attitude révolutionnaire nous oblige à descendre dans la rue et à écraser les conspirateurs, et, ce faisant, nous pouvons nous trouver amenés à occuper la même tranchée que le gouvernement. La conduite adoptée par les bolcheviks lors du soulèvement de Kornilov ne fut pas différente.

La position du P.O.R.

Le P.O.R. est le seul parti à avoir expliqué, de façon conséquente et opportune, pendant les gouvernements du M.N.R., et également sous

le régime Torrès, que les gouvernements militaires nationalistes ne méritaient pas la confiance des masses et que celles-ci devaient partir de la certitude que les transformations démocratiques ne pourraient être réalisées que par le prolétariat. Pour vaincre l'arriération, il était nécessaire et primordial que la classe ouvrière se constitue en classe dirigeante.

Les gouvernements nationalistes, même ceux qui ne désirent pas rompre avec l'impérialisme mais seulement modifier les relations existantes entre les pays dépendants et les métropoles, sont contraints, face au problème de la modernisation du pays, de prendre des mesures qui entrent en conflit, d'une façon plus ou moins nette, avec les intérêts impérialistes. Aussitôt après viennent une campagne internationale déclenchée contre ce régime par les métropoles et, aussi, des mesures de pression économique et politique. A ce moment-là, le devoir élémentaire des révolutionnaires, particulièrement ceux des pays impérialistes, est de prendre ouvertement la défense des gouvernements nationalistes des pays arriérés. Le mouvement révolutionnaire indigène doit prendre pour devise de rejeter avec énergie les pressions impérialistes sur les gouvernements nationalistes et de démontrer que l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures ne pourra être définitivement extirpée que par la victoire de la révolution dirigée par le prolétariat.

C'est ce que n'ont pas compris les critiques du trotskysme et du P.O.R. Ils ont mis sur le même plan Torrès, Barrientos et, chose beaucoup plus grave, Nixon. Ainsi, ces critiques sont contre-révolutionnaires et expriment la pression qu'exerce sur eux l'opinion publique fabriquée par l'impérialisme.

Il est néanmoins nécessaire d'analyser certaines déviations sur ce problème. Comme nous l'avons indiqué, l'une de ces déviations consiste à capituler face au nationalisme et à soutenir que l'attitude révolutionnaire est de faire pression sur un gouvernement de ce type jusqu'à ce qu'il devienne socialiste. Une autre erreur consisterait à faire du prolétariat l'aile gauche du nationalisme, ce qu'en fin de compte soutenait le P.C.B., en partant de la théorie selon laquelle, en Bolivie, seule est viable la révolution démocratique bourgeoise.

L'accusation selon laquelle le P.O.R. s'est allié au stalinisme, trahissant ainsi la ligne trotskyste traditionnelle, est contraire aux faits. Ce prétendu pacte n'a existé à aucun moment. Nous avons expliqué les raisons qui donnèrent naissance à cette circonstance étrange : des coïncidences occasionnelles dans l'adoption de certaines positions.

Le combat du P.O.R. contre le stalinisme

Nos adversaires oublient que, pendant des décennies et jusqu'à ce jour, le P.O.R. de Bolivie a livré une longue bataille contre le stalinisme et qu'il lui a assené de rudes coups. Sur le plan syndical s'est développé un combat plein de vicissitudes entre le P.O.R. et le P.C.B. avec l'enjeu d'influencer et de diriger le mouvement ouvrier. C'est sur ce plan que le travail trotskyste a le plus de relief. Depuis trente ans, la classe ouvrière s'est structurée progressivement autour de claires idées politiques (trait qui donne sa singularité au mouvement syndical bolivien), et ces idées sont, pour l'essentiel, celles qui correspondent à la révolution permanente. Il est nécessaire de rappeler sur ce terrain les thèses de Pu-

lacayo (1946) et celles approuvées par le 4^e congrès de la Centrale ouvrière bolivienne en 1970 (sous la présidence d'Ovando). La ligne directrice de ces documents, outre qu'ils présentent la prise du pouvoir par le prolétariat comme une nécessité historique, tend à dépasser les formulations du nationalisme afin que ce soit le prolétariat qui, en prenant la tête de la nation, prenne en main la solution des tâches démocratiques et les transforme en tâches socialistes.

Il ne faut pas oublier, comme cela arrive trop souvent, que ces documents correspondent au mouvement ouvrier syndical, et que ce ne sont pas des thèses émanant d'un parti, ce qui implique qu'ils aient des limites de forme et de contenu par rapport non seulement à la nature des organisations syndicales (formes élémentaires de front unique de classe), mais aussi au rapport de force qui existe en son sein à un moment donné. Les thèses de Pulacayo, qui sont les moins combattues par les trotskystes de l'extérieur, connaissent de grandes limitations, particulièrement en ce qui concerne le rôle du parti : elles n'ont pas pu en parler, car elles étaient destinées à la discussion à l'intérieur des syndicats.

Les thèses politiques approuvées par le 4^e congrès de la C.O.B. sont nées au milieu d'une lutte acharnée entre partis à l'intérieur de la Fédération des mineurs et de la C.O.B. elle-même. Le projet des trotskystes a subi des modifications d'une importance certaine au congrès de Siglo XX et, ensuite, à la réunion de La Paz. Ces modifications furent introduites par la fraction du P.C. et il saute aux yeux qu'elles relèvent de la conception de la révolution démocratique bourgeoise et de la révolution par étapes. L'on a dit, contrairement à la réalité, que le P.O.R. avait accepté un compromis pour l'adop-

tion de ces amendements, dont la présence ferait que, dans ces thèses, coexistent deux lignes idéologiques différentes. Ce qui s'est passé, c'est que, après des discussions passionnées, les pièces rapportées (car c'était cela en réalité : des pièces d'une autre couleur ajoutées sur la structure primitive) furent approuvées par une majorité des voix, tant dans les commissions politiques que dans les réunions plénières.

Au 4^e congrès de la C.O.B.

Le P.O.R. a exprimé au congrès de la C.O.B. qu'il avait pleinement conscience que son projet était arrivé à l'étape de son approbation avec des adjonctions qui obéissaient à des positions étrangères à la tradition politique de la classe ouvrière, qu'il souffrait d'un caractère hybride aigu, et qu'on se trouvait face au dilemme de le repousser ou bien de l'approuver avec toutes ses modifications et limitations. La fraction trotskyste vota l'approbation des thèses en considérant que la ligne maîtresse du document (refus du nationalisme militaire comme possibilité révolutionnaire, urgence de la prise du pouvoir par le prolétariat afin de matérialiser l'accomplissement des tâches démocratiques, ouverture du processus socialiste, en reconnaissant comme méthodes de lutte les méthodes de la révolution prolétarienne) était sienne et qu'elle était appelée à devenir l'axe de la future mobilisation des masses. Les puritains (ils maintiennent leur virginité politique parce qu'ils s'isolent de la lutte quotidienne des exploités et agissent et vivent comme une chapelle) nous conseillent, mais trop tard, en nous disant qu'être révolutionnaire consiste à souscrire à des documents cent pour cent trotskystes, copies serviles des programmes du parti. Cela im-

plique la méconnaissance de ce qu'est un syndicat et donc l'oubli de ce que les masses, dans leur majorité, tiennent compte seulement des lignes motrices et non des détails ou des amendements ajoutés à toute force. L'action du P.O.R. dans la Centrale ouvrière bolivienne fut juste à tout point de vue. A cet égard, l'expérience a déjà rendu son verdict : la mobilisation s'est opérée avec, pour guide, les idées de base des Thèses politiques de la C.O.B., qui sont des postulats trotskystes ; on a ainsi contribué positivement à l'éducation, à l'organisation et à la radicalisation des masses. Le bilan est positif pour le trotskysme : les Thèses politiques de la C.O.B. ont permis d'accroître l'influence du P.O.R. sur les plans strictement ouvrier et national ; elles ont rapproché les masses de la conquête du pouvoir. Avant août 1971, durant la période qui va d'octobre 1970 au coup d'Etat fasciste, les exploités sont descendus dans la rue aux cris de « Vive le gouvernement ouvrier ! », « Vive le socialisme ! » et on ne les a entendus à aucun moment défendre la révolution démocratique ni la collaboration au gouvernement nationaliste avec les tendances pro-bourgeoises.

Le P.O.R. et l'armement des masses

On entend très fréquemment reprocher au P.O.R. de n'avoir pas armé les masses, et les renégats du trotskysme que l'on trouve encore blottis dans les rangs du Comité international ont provoqué tout un scandale quand un des militants du P.O.R. a déclaré que, en octobre 70, les trotskystes eux-mêmes entretenaient l'espoir que l'aile gauche militaire, en se voyant placée dans une situation désastreuse, n'aurait d'autre ressource,

pour neutraliser l'assaut fasciste, que de donner des armes aux ouvriers qui auraient gagné le contrôle des rues. Cette question peut bien être considérée comme secondaire : on peut obtenir les armes, quelle qu'en soit l'origine ; ce qui compte, c'est le critère politique avec lequel on les utilisera.

Nos adversaires ont fait un pari : le général Torrès ne pouvait livrer d'armes au peuple. Chose curieuse, le matin du 21 août, ce même président ordonna la remise de 4 000 armes à feu au Commandement politique et nous sommes sûrs qu'il donna son consentement à ce qu'une organisation ouvrière puisse les emporter à l'extérieur. Ces faits ne modifient certes pas la caractérisation que nous avons donnée des gouvernements militaires nationalistes, mais ils démontrent que les contradictions aiguës qui naissent au sein des forces armées, face à la puissante pression des exploités, ouvrent toujours la possibilité aux nationalistes de gauche en uniforme de céder des armes aux révolutionnaires.

Les attaques de ces pseudo-trotskystes commencent par déformer les faits. On a dit qu'en octobre 1970, à cause de la propre faiblesse du mouvement des masses, qui commençait à sortir de la nuit profonde du barrientisme, et des illusions que peut engendrer naturellement l'apparition d'un général de gauche qui promet beaucoup de choses, l'opinion était répandue (et le P.O.R. ne l'écartait pas de façon absolue) que Torrès et ses amis pourraient se donner les moyens de livrer des armes aux ouvriers. Or, il y eut des accords dans ce sens et les trotskystes firent partie de commissions désignées par le Commandement politique en vue de les exécuter. Mais en même temps, il y a le fait, habituellement caché par les critiques du trotskysme, que le P.O.R., de façon

systématique, a toujours signalé les limites de la lutte de fraction dans l'armée et a appris aux travailleurs qu'il leur fallait s'armer eux-mêmes, sans attendre que les militaires leur offrent des armes. Cette attitude est facilement compréhensible à la lumière de toute l'intervention antérieure du trotskysme, qui fut la première et même la seule force politique à indiquer avec une clarté lumineuse l'énorme péril que signifiait pour la révolution la réorganisation de l'armée et sa chute totale dans les bras de l'impérialisme nord-américain.

Des critiques mal informés

On dit donc de ce côté que les masses ont été désarmées en août 1971 parce que le P.O.R. s'est désintéressé de ce problème. Peut-être n'est-ce pas ce parti qui, durant des décennies, a enseigné aux ouvriers, dans la théorie et dans la pratique, comment ils devaient s'armer. Nous sommes sûrs que nos critiques s'efforcent d'ignorer que la préoccupation centrale du P.O.R. a été de trouver les solutions pour marcher consciemment contre le temps en matière d'armement du prolétariat et des masses, celles-ci les ayant perdues au combat et aussi lors de leur réquisition par le barrientisme. Ces critiques n'ont pas besoin d'être informés et, s'ils l'étaient, ils s'efforceraient certainement d'ignorer les faits, à savoir que ce furent des militants trotskystes qui réussirent à trouver des filières pour un possible armement massif des Boliviens. La précipitation du coup d'Etat à une date beaucoup plus avancée que celle prévue originellement fut un facteur négatif et décisif.

Les adversaires du trotskysme tombent, en traitant le problème de l'ar-

mement, dans une déviation militariste ; ils défendent l'armement pour l'armement. Sans s'en rendre compte, ces critiques reprennent les positions et les objections que l'ultra-gauche a faites à l'intérieur des frontières boliviennes. Les masses, en se mobilisant, poseront de façon concrète les problèmes de leur armement et, au moment le plus élevé de tension, elles sauront les résoudre. Les critiques du trotskysme posent cette question, de la même façon que les autres, comme quelque chose d'extérieur et d'étranger aux masses. Ils partent du principe que les travailleurs acquièrent une expérience militaire en s'inspirant de ce qu'ont fait et dit les groupuscules dans leurs manœuvres et leurs actions quelque peu ésotériques. Sur ce plan aussi, le P.O.R. soutient depuis longtemps la même ligne intransigente ; les actions militaires ont une influence sur l'évolution de la conscience des masses chaque fois qu'elles constituent une expérience vécue par ces masses, c'est-à-dire une partie de leur activité. L'histoire sociale bolivienne est très riche en luttes armées contre l'armée, la police et les organisations para-militaires des patrons, luttes qui ont pris les formes les plus variées.

Contre tous les calculs et toute la propagande adverse (dans la polémique, l'impression est restée que, pour le P.O.R., les problèmes militaires ne comptaient pas, et que seuls les problèmes politiques comptaient), durant les journées d'août 1971, les cadres trotskystes ont su occuper leur place dans les combats et se sont présentés munis de leurs propres armes ; dans la région minière d'Oruro, ce sont des militants du P.O.R. qui se sont mis à la direction militaire des masses. Il est clair que nos adversaires malhonnêtes taisent discrètement ces faits rapportés par la presse quotidienne elle-même.

2. L'ASSEMBLEE POPULAIRE

L'Assemblée populaire constitue une des plus grandes créations des masses et du trotskysme, comme l'expression la plus élevée de la conscience de ces masses. C'est ce qui explique pourquoi la droite nationaliste, le stalinisme, les ultra-gauchistes et les renégats qui déambulent encore dans le Comité international ont concentré presque toutes leurs attaques contre la plus grande conquête de la révolution bolivienne, en la présentant comme une œuvre du gouvernement du général Torrès (c'est-à-dire de la petite-bourgeoisie nationaliste), comme un repaire de réformistes et de conciliateurs, qui cherchent à transformer la société en discutant avec le président de la République au lieu d'empoigner les fusils, etc. Il est certain que jamais ne s'est formé un bloc aussi compact de tous les nationalistes, gauchistes, staliniens contre le trotskysme militant. Tous ceux qui ne sont pas sur notre ligne se sont lancés furieusement contre nous, mais ils n'ont pas trouvé d'autre solution que d'implorer leur entrée à l'Assemblée, pour se soumettre, à contrecœur et hypocritement, à notre ligne politique, à la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Peut-on demander une victoire plus remarquable du trotskysme ? L'Assemblée a été l'œuvre de la classe ouvrière et du Parti ouvrier révolutionnaire, qui s'est référé intégralement à son programme, à ses documents de base. Quelqu'un peut-il encore douter de l'importance du P.O.R., de ses liens vitaux avec les masses boliviennes ? Les renégats du trotskysme, les aventuristes gauchistes, les capitulateurs devant le nationalisme, les staliniens ont des raisons plus que suffisantes de vouer toute leur haine au trotskysme. D'octobre 1970 à août 1971, et au cours des journées d'août, le P.O.R. a dé-

montré de manière indiscutable ses capacités de direction politique des masses ; il a mis en évidence la viabilité du trotskysme comme doctrine de la révolution ; il a donné une preuve irréfutable de la validité de la révolution permanente. Qu'ils aboient, les laquais de l'impérialisme, du nationalisme bourgeois, les aventuristes de tout poil ! La révolution dirigée par le prolétariat et la marche du P.O.R., de l'authentique parti trotskyste bolivien, sont irrésistibles. Nous vaincrons et nous passerons sans nous arrêter sur les restes de nos adversaires.

Naissance de l'Assemblée

L'Assemblée est née immédiatement après les journées de janvier 1971, qui permirent aux tendances les plus profondes des masses en lutte d'émerger ; elle est issue du plus profond des exploités mobilisés, dressés par la structuration du gouvernement ouvrier et du socialisme. En octobre 1970, les couches les plus avancées de la classe ouvrière sont passées de l'incertitude, de la désorganisation et de la peur à la confiance en elles-mêmes et en leurs propres organisations, et elles ont fait le pas décisif grâce auquel elles sont devenues maîtresses de la rue. Néanmoins, il ne s'agissait que des seules couches les plus avancées, vivant les moments préliminaires de leur grande maturité politique. Ce sont ces circonstances qui ont déterminé les caractéristiques particulières du Commandement politique (la direction organisée en octobre, et qui constitue l'embryon de l'Assemblée), dont les ambitions n'allaient pas au-delà de sa transformation, de son institutionnalisation comme parlement

populaire, variante modernisée du parlement traditionnel. Les théories pablistes s'effondrent, qui veulent que, si la classe n'a pas pris le pouvoir en octobre 1970, ouvrant plutôt au général Torrès le chemin de la présidence, cela a été exclusivement dû à l'esprit conciliateur du P.O.R. Le P.O.R. est-il donc l'autorité indiscutée des masses et peut-il les mener où il veut, même contre la tendance la plus puissante qui les anime ? Pourquoi le pablisme n'a-t-il pas appliqué ses théories et consignes et conduit les masses à la prise du pouvoir, si réellement il considérerait que c'était possible en août ? Il est absurde que ceux qui furent absents des événements se livrent, et à ce niveau, à une élaboration a posteriori des normes auxquelles auraient dû se soumettre les masses pour pouvoir vaincre. Quel dommage que ces thaumaturges soient apparus si tard, quand tout était déjà passé, quand déjà les masses s'étaient trompées ! Le plus grand malheur d'un prophète est d'être né trop tard.

Il est certain qu'en octobre 1970 le P.O.R. n'a pas lancé le mot d'ordre de la prise du pouvoir, pour cette simple raison que les masses n'avaient pas suffisamment acquis de maturité politique pour le réaliser. C'est pur infantilisme que d'agiter sans distinction les mots d'ordre en considérant seulement leur radicalisme verbal ou le ton haut et enflammé sur lequel on les lance. Les mots d'ordre doivent correspondre à une situation politique déterminée et ne doivent pas être lancés sans distinction à n'importe quel moment, comme le font les chapelles de toutes nuances, qui finissent ainsi par isoler définitivement du mouvement des masses. Le P.O.R. n'a pas donné, en octobre 1970, l'ordre de prendre le pouvoir parce qu'il ne pouvait pas mobiliser le prolétariat et d'autres secteurs des exploités pour sa réalisation effective.

C'est cette même maturité politique limitée des masses qui a rendu inévitable l'arrivée du général Torrès à la présidence. Si l'avant-garde lucide savait bien d'avance le peu que l'on pouvait attendre du nouveau gouvernement militaire, il est également évident que les couches attardées, et il n'est pas besoin de dire qu'elles sont importantes, commencèrent à entretenir certaines espérances au sujet des possibilités révolutionnaires du militaire nationaliste. Le P.O.R. a donné la seule réponse que l'on puisse donner à une situation de cette nature : expliquer patiemment que le nationalisme était caduc ; qu'il était incapable, dans la mesure où il lutait pour se maintenir dans le cadre du capitalisme, de détruire effectivement les noyaux fascistes, de mener à terme la libération nationale, d'améliorer sérieusement les conditions de vie et de travail des ouvriers, de révolutionner la technique agricole, etc. Cette campagne a contribué à accélérer l'évolution politique des masses opprimées.

Les masses dépassent le nationalisme

On peut dire qu'à partir de janvier 1971 les masses ont dépassé politiquement le nationalisme de Torrès (tendance que venait renforcer la chute du M.N.R.) et, en concrétisant toute leur évolution politique, en mettant au premier plan tout ce qu'elles avaient appris au long de trois décennies d'une histoire dans laquelle le travail politique du P.O.R. joue un rôle d'une extrême importance, elles ont tiré de leur sein le mot d'ordre de lutte pour leur propre gouvernement — non pour étayer et fortifier le régime de Torrès — et pour la construction du socialisme. Torrès a fait de nombreux efforts (devenus manifestes le 1^{er} mai, à l'occasion

duquel le président alla jusqu'à se mettre à la tête des manifestants pour démontrer sa popularité) pour pouvoir contrôler les masses et les entraîner derrière lui, mais celles-ci passèrent à distance du palais Quemado. Tous ses efforts, malgré les ressources utilisées, aboutirent à un fiasco, que l'on doit attribuer à la très rapide politisation par laquelle sont passées les masses.

Les longues et patientes explications du P.O.R. à propos de la nature et des limites du gouvernement Torrès ont été nécessaires et irremplaçables en leur temps ; il n'y avait pas d'autre solution que de les abandonner pour les remplacer par le travail concret de création d'une organisation qui puisse matérialiser le mot d'ordre de gouvernement ouvrier (mot d'ordre qui, à ce moment, ne pouvait signifier que le gouvernement de la classe ouvrière appuyé par les forces essentielles des masses et non une combinaison des partis pouvant se réclamer du programme des travailleurs), qui soit un organe de pouvoir ouvrier. C'est alors qu'il fut possible de définir la transformation du Commandement politique, qui, jusqu'à ce moment, ne pouvait aspirer à n'être qu'un parlement populaire, en l'Assemblée-soviet. L'évolution politique du pays a fait de cette mesure une nécessité historique, et non le fruit des caprices de la direction trotskyste. L'Assemblée a traduit sous une forme organisationnelle et programmatique les puissantes tendances qui s'agitaient au sein des masses.

Une thèse absurde

On doit rejeter comme absurde la thèse selon laquelle l'Assemblée populaire a été créée par Torrès pour le servir et que, par conséquent, elle n'avait rien à voir avec les masses et la révolution. La presse quoti-

dienne a généreusement publié des informations selon lesquelles le gouvernement refusait de reconnaître l'Assemblée populaire parce que celle-ci sortait du cadre de la légalité et était étrangère au schéma constitutionnel (l'Assemblée répondit qu'elle n'avait besoin ni de l'aval ni de la reconnaissance de quelque autorité que ce fût et qu'elle existait par la volonté des exploités). Elle s'imposa par la force de la mobilisation des masses et non grâce à l'appui ou à la tolérance des autorités.

Par sa définition programmatique, l'Assemblée s'est constituée comme pouvoir ouvrier, et avec les caractéristiques de Front anti-impérialiste révolutionnaire, pour se transformer en réalité en gouvernement ouvrier et lutter pour le socialisme. Dans ces conditions, il n'y avait aucune possibilité qu'elle s'identifie au gouvernement nationaliste de Torrès, et encore moins qu'elle se borne à l'appuyer. La présence du P.O.R. dans l'Assemblée, dont les documents programmatiques ont été élaborés dans le cadre de la conception trotskyste, constituait une garantie suffisante pour qu'une telle déviation ne pût se développer. Même compte tenu de ce que cette déviation pouvait exister en puissance comme conséquence des plans formés par quelques tendances politiques qui soutenaient qu'il fallait contenir le processus révolutionnaire dans le cadre démocratique, pour s'identifier au gouvernement Torrès ou l'appuyer, l'Assemblée et le P.O.R. auraient dû abandonner leurs programmes, et cela au moment précis où les événements et la mobilisation même des masses venaient les confirmer. Il est évident que l'Assemblée n'est pas née et n'a pas vécu comme étant avant tout hostile à Torrès ; ce qui est compréhensible si l'on considère que, pour le P.O.R. et les ouvriers, l'ennemi essentiel, c'était la camarilla fasciste,

point de vue qui a été pleinement confirmé par les événements d'août 1971. Les actes et la stratégie de l'Assemblée avaient pour référence directe ses objectifs de mobilisation et de préparation des masses pour la conquête du pouvoir et, en même temps, l'écrasement des fascistes en uniforme. Il est clair que, dans cette lutte, il n'y avait d'autre solution que de faire face au gouvernement de Torrès et de lutter pour qu'il se transforme en un instrument susceptible d'être utilisé contre les gorilles. Cela ne suppose pas que l'Assemblée se soit limitée à de simples requêtes au gouvernement, mais qu'elle agissait comme si celui-ci n'existait pas, sans le consulter ni tenir compte de la volonté des gouvernants et des dispositions légales.

Dans les conditions qui régnaient alors en Bolivie, l'existence en soi d'une organisation réunissant de vastes secteurs des masses était déjà un péril pour le gouvernement, pour la réaction intérieure et pour l'impérialisme, car, en offrant aux masses un moyen d'exprimer leur tendance la plus radicale, elle les projetait vers le pouvoir, les obligeait à dépasser toutes les limites du nationalisme.

L'impulsion élémentaire de toute la classe ouvrière

Il ne faut pas oublier que l'Assemblée populaire (dépassement politique et organisationnel du Commandement politique) naît et se justifie parce qu'elle correspond à la revendication d'une organisation ouverte et novatrice, revendication posée par les nouvelles couches extrêmement vastes qui se sont intégrées récemment à la lutte. L'impulsion élémentaire de toute la classe ouvrière était celle de son indépendance en tant que classe, qui, sur le terrain de l'avant-garde, se traduit comme pro-

gramme révolutionnaire du gouvernement ouvrier. A tout point de vue, il est illogique et puéril de soutenir que l'Assemblée se serait donné pour objectif de devenir l'aile populaire et ouvrière du gouvernement Torrès. Mais tout cela ne veut pas dire pour autant que l'Assemblée ait résolu de repousser tout contact ou tout pacte transitoire avec le gouvernement pour écraser les gorilles en rébellion.

L'encre et le papier gâchés pour démontrer que l'Assemblée n'était pas un soviét sont incalculables. Les argumentations passent par toutes les nuances : ce n'était pas une organisation de masse ; elle n'avait pas de liens avec la classe ; elle n'était pas démocratique ; les soldats et les paysans n'y étaient pas ; elle s'est perdue en diversions au lieu de créer l'insurrection ; elle n'a pas affirmé la nécessité de structurer l'armée populaire, etc.

Le soviét concentre et coordonne les mouvements de très larges secteurs des masses, y compris les couches qui viennent de s'intégrer à la lutte et dont la virginité politique est notable. Dès le début, il est la direction de ces larges couches populaires et, pour elles, il est la seule autorité, une autorité qui ne doit tolérer aucune autre institution au-dessus de lui ou qui, par ses attributions, soit son égale. Interprète des désirs et des objectifs des masses à un moment de tension extrême de la lutte des classes, cette nouvelle organisation ne peut que prendre des décisions en marge des désirs et des idées du gouvernement constitutionnel, presque toujours en violant l'ordre juridique ; ce seront les masses en colère qui imposeront l'exécution de ces décisions par la voie directe, c'est-à-dire en se donnant elles-mêmes les moyens de cette exécution. Qu'elle délibère ou non de façon longue et passionnée, elle cesse d'être

une forme parlementaire traditionnelle, pour être précisément un organe en même temps exécutif.

Un soviét bolivien

Telles sont les caractéristiques qui permettent de dire que l'Assemblée populaire a été en tout point un soviét bolivien, avec de nombreux traits typiquement nationaux, bien entendu, c'est-à-dire un organe de pouvoir du prolétariat et des masses (ainsi que le disent, d'ailleurs, les bases constitutives et les statuts de l'Assemblée). Sa grande importance réside dans le fait qu'elle montre le véritable chemin que parcourt la révolution de nos jours et qu'elle implique un retour à la conception bolchevique, qu'on pourrait appeler traditionnelle, de la transformation sociale dirigée par la classe ouvrière. Celle-ci, se dressant et marchant à la conquête du pouvoir à partir de sa situation actuelle d'opprimée, de son absence totale de propriété des moyens de production, de son manque de culture, de son absence d'instinct de puissance, ne peut que tirer de son sein les organes de son propre pouvoir, qui, en se développant — fait qui marque le degré atteint par la vague révolutionnaire —, mettent en relief et accentuent la dualité de pouvoirs. Il s'agit du chemin nécessaire qu'emprunte la marche vers la révolution. Nous nous trouvons devant les masses en train de faire la révolution, fait qui vient jeter bas toutes les assertions gauchistes et révisionnistes, selon lesquelles ce serait les minorités sélectionnées qui réaliseraient les transformations sociales, se substituant ainsi aux classes, ou que le prolétariat des pays arriérés ne serait pas capable, du fait de son inexpérience, de son ignorance ou du nombre de ses membres, de devenir la classe dirigeante. La naissance et le développement de l'As-

semblée populaire ont causé la défaite et la déroute de toutes les tendances étrangères au prolétariat, bien que celles-ci se soient donné les moyens d'y participer.

L'opinion selon laquelle l'Assemblée n'était qu'une création des directions politiques et qu'elle n'avait que très peu de choses à voir avec les masses a trouvé quelques partisans; cette affirmation ne semble étayée par aucun fait ni aucun argument, elle a simplement été lancée. La nature des délégués et la façon dont ils furent désignés constituent des preuves indiscutables du caractère de masse de l'Assemblée. Il faut encore insister sur le fait que les représentants étaient désignés en assemblées de base ou en congrès, et que, seule, une infime proportion des délégués était nommée au sein des directions nationales ou régionales. Comme il arrive dans les organisations de ce type, la démocratie y trouva sa plus haute expression (il semblait aux gauchistes ou à d'autres tendances étrangères au prolétariat que ne régnait aucune démocratie, mais au contraire une espèce de terrorisme idéologique et physique de la part de ceux qui furent qualifiés, par les partis universitaires, d'ouvriéristes), naturellement dans les limites imposées par les programmes de l'Assemblée et de la C.O.B. (l'Assemblée a reconnu comme siennes les Thèses politiques de la centrale ouvrière).

Un congrès des organisations de base

Des assemblées régionales apparurent de façon spontanée dans les principaux centres du pays. L'Assemblée populaire nationale fonctionna pratiquement comme un congrès des organisations de base.

Si les délégués venaient du sein même de la classe, et étaient direc-

tement élus par la base, l'Assemblée était par conséquent directement liée aux masses et à la classe ouvrière. Pour démontrer la vitalité de ce lien et l'intérêt que l'on a mis à ce que soit vraiment représentée la majorité des exploités, il faut ajouter que les représentants étaient obligés d'avoir un mandat impératif de leurs électeurs et qu'ils pouvaient être révoqués à tout moment, s'ils perdaient la confiance de la base.

La représentation des paysans est un sujet dont a discuté avec passion au sein de l'Assemblée, ce qui prouve que, à aucun moment, on n'a perdu de vue l'intérêt qu'il y avait à gagner la majorité des exploités des campagnes aux positions révolutionnaires. Les documents programmatiques de l'Assemblée indiquent que la poutre maîtresse de la stratégie révolutionnaire en Bolivie est constituée par l'alliance des ouvriers et des paysans (il faut répéter aux gauchistes que cette alliance ne veut pas dire un pacte entre deux puissances égales — quelques-uns parmi eux insinuent que les paysans ont plus d'importance que les ouvriers —, mais que la classe révolutionnaire des villes entraîne derrière elle les exploités des campagnes, ceux-ci jouant le rôle de moteur pour la prise du pouvoir par le prolétariat) et par là même, on a cherché tous les moyens de la réaliser et indiqué comme une perspective assurée que l'on verrait les paysans se joindre en masse à la nouvelle organisation, qui commençait, pour les paysans aussi, à se présenter comme l'autorité qui offrait les plus sérieuses garanties de victoire.

Le problème de l'intégration du gros des masses paysannes à l'Assemblée ne pouvait être résolu qu'en tenant compte de leur propre histoire; leur politisation supposait qu'elles se libèrent de l'influence et

du contrôle du gouvernement. Quand commença la première période des sessions de l'Assemblée, les paysans faisaient tout juste les premiers pas dans la voie de leur radicalisation (il faut insister sur le fait que les ouvriers donnaient une forme organisationnelle et politique à leur irruption); l'appareil syndical bureaucraté, dont l'expression la plus achevée était la Confédération des paysans, était en train de sombrer matériellement et, malgré la pression officielle, le pacte militaro-paysan n'a pu être clairement ratifié; la base elle-même commença à bouger et à faire pression sur leurs porte-parole afin qu'ils prennent contact avec les directions ouvrières. Le congrès de Potosi ne put se dispenser de consacrer son attention au problème de la représentation paysanne au sein de l'Assemblée. La tendance qui se dessinait clairement conduisait au ralliement intégral des masses paysannes à l'Assemblée. Cependant, le coup d'Etat fasciste d'août arrêta ce processus à ses débuts.

Dès le début, ce qu'on a appelé le Bloc indépendant (nommé plus tard Confédération indépendante des paysans), qui s'était organisé sous le gouvernement du général Barrientos pour diriger le mouvement de protestation contre l'intention du gouvernement d'instaurer un impôt financier, participait à l'Assemblée. Cette organisation s'est sans aucun doute acquise une place dans l'avant-garde révolutionnaire, mais elle ne représentait qu'une petite minorité paysanne. Les forces paysannes essentielles suivaient un autre rythme et vivaient une autre expérience. Ça aurait été tromperie et fraude que de confondre, comme le proposaient les gauchistes, le Bloc indépendant avec la totalité des paysans. La seule chose à faire était de travailler à ce que le processus de radicalisation des paysans s'accroisse, pour que

les directions bureaucratismées soient remplacées par des directions réellement représentatives de la base.

Les soldats, les paysans et l'Assemblée

On a soutenu par ailleurs que l'Assemblée, pour être un véritable soviet, devait commencer par intégrer les soldats dans ses rangs. Ce marxisme à l'eau de rose cherchait par là à réaliser un calque servile des aspects formels des soviets russes en 1917. En Russie, les soldats représentaient les paysans en uniforme à cause de la guerre de 1914. En Bolivie, les paysans ne pouvaient être représentés que par des paysans en costume local.

Ce qui est indiqué plus haut caractérise ce que sont les soviets. Ceux-ci existent même s'ils n'ont pas un programme révolutionnaire, et même si, au cours de leur existence, ils ne lancent jamais de mots d'ordre nettement anti-gouvernementaux et n'appellent jamais à l'insurrection. Ce n'est que dans la mesure où le parti révolutionnaire y prend une influence croissante que les soviets peuvent prendre un autre aspect.

La méconnaissance de ce que sont les soviets a amené certaines personnes à soutenir qu'il n'y avait pas eu de soviet en Bolivie parce que l'Assemblée n'a pas précipité l'insurrection et, au contraire, a perdu son temps à discuter de mesures présentant franchement, selon elles, un caractère de diversion, telles que la coparticipation ouvrière à la Comibol (1) et la création de l'Université unique.

Sous ce point de vue se manifeste implicitement une conception de la révolution qui n'a rien à voir avec celle du prolétariat ni avec le

(1) Comibol : organisme de gestion des mines d'étain nationalisées.

marxisme. Pour les gauchistes, y compris les pablistes, la révolution bien qu'ils y mettent en relief la participation des masses, est quelque chose qui vient de l'extérieur et qui est imposé aux travailleurs. Il s'agit d'un schéma soigneusement élaboré par les minorités héroïques, en marge du véritable développement de la situation politique ; nous considérons que celle-ci est déterminée par les modifications qui s'opèrent dans la conscience des majorités nationales. De cette façon, le gauchisme se présente à nouveau à nous comme l'un des piliers du foquisme et il est certain, cette fois, qu'il s'agit d'un guérillérisme éhonté.

Le P.O.R. a signalé maintes et maintes fois que la révolution sociale était un processus interne aux masses, qui se produit lorsque les majorités nationales s'intègrent au processus de subversion de manière effective, quand elles prennent en main les problèmes du pays et quand elles font de leurs mains l'histoire. Le facteur fondamental est alors, sans aucun doute, la transformation qualitative qui se produit dans la conscience de classe. Ce processus ne peut être modifié par l'action pour spectaculaire qu'elle soit, d'une quelconque minorité héroïque.

Les masses acquièrent une conscience de classe et se mobilisent au cours de leur propre combat de classe, c'est-à-dire en affrontant et en résolvant les problèmes quotidiens aussi minimes soient-ils. Le parti politique qui désire hâter ce processus et se souder avec les exploités n'a d'autre ressource que de vivre la vie quotidienne des travailleurs. Les opprimés n'arbovent pas tous les jours des mots d'ordre pompeux et radicaux, ils avancent graduellement en partant de leurs nécessités immédiates, qui, dans la généralité des cas, sont très modestes.

La participation ouvrière majoritaire à la Comibol

On a déjà indiqué en d'autres occasions que les résolutions de l'Assemblée populaire, à propos de la participation ouvrière majoritaire (on ne doit oublier cela à aucun moment) dans l'administration de la Comibol et la création de l'Université unique sous la direction hégémonique du prolétariat, ont été approuvées et formulées comme des mots d'ordre capables de mobiliser tout le pays pour la conquête du pouvoir. Le chemin vers le gouvernement ouvrier passait par cette voie, et cela comme aboutissement de l'histoire qui venait de se dérouler.

Sous le gouvernement Ovando, les travailleurs ont déjà posé le problème de la voie à suivre pour conquérir une participation effective dans la Comibol, en partant de l'expérience de contrôle ouvrier qu'ils avaient connue. C'est pourquoi il est faux et archi-faux de dire que c'est le général Torrès qui a entamé cette manœuvre à des fins strictement gouvernementales. Le gouvernement a proposé un type de participation (qui est entré en vigueur aux Gisements pétrolifères fiscaux boliviens) prétendument paritaire, entre les représentants des travailleurs et ceux de l'Etat et de la Comibol, mais qui laissait entre les mains de l'Exécutif la désignation du président-directeur général de l'entreprise ; cependant, aux échelons intermédiaires, les réunions seraient présidées lorsque les questions les plus importantes se traitent à l'ordre du jour, par les représentants légaux de l'entreprise. On n'avait jamais ébauché de plan aussi généreux depuis qu'avait été promulgué le contrôle ouvrier avec le droit de veto sous le gouvernement M.N.R. de Hernan Silés. Le projet gouvernemental analysé froidement, on découvrirait que son but n'était

autre que d'obliger les ouvriers à se comporter comme responsables directs du sort de la Comibol, et de leur donner la possibilité de résoudre des questions de second plan, le pouvoir restant entre les mains du gouvernement dès qu'il s'agissait des questions fondamentales.

La Fédération des mineurs proposa la coparticipation paritaire et le droit de désigner le directeur général ; elle réclama en outre une majorité indiscutable aux échelons intermédiaires. La solution de toutes les questions devant rester entre les mains de l'assemblée syndicale et des comités organisés sur les lieux mêmes de travail, les travailleurs formulaient ainsi leur volonté de devenir les véritables patrons des mines d'étain, dont l'importance dans la vie nationale ne se mesure pas à leurs pertes, mais à ce fait qu'elles fournissent les seules devises qui permettent au pays de vivre. En même temps, on exprima l'urgence de reconstituer l'industrie minière, en y adjoignant les fonderies et la Banque minière (spécialisée, du moins théoriquement, dans la commercialisation des minerais). On peut déduire aisément de là qu'ils ne s'agissait pas seulement de prendre en main la gestion de la Comibol sous l'angle technique et administratif, mais aussi de gérer presque toutes les importations du pays.

Une conquête des masses

Ceux qui demandaient la coadministration ouvrière majoritaire des mines savaient parfaitement qu'il n'était pas possible que le « gorillisme » fasciste consente à ce que les mines appartiennent aux travailleurs, même si la faiblesse de Torrès avait obligé celui-ci à l'accepter. Depuis quelque temps, les forces armées ont pris une orientation très

claire, au moins aux Etats-Unis et au Brésil. C'est pour cette raison que la participation dans la Comibol n'a pas été approuvée comme une revendication adressée au gouvernement, mais comme une conquête qui devait être arrachée par les masses profondément mobilisées, comme il est dit dans la résolution de l'Assemblée sur ce point. De plus, au cours des débats, il fut clairement établi que les travailleurs, avant de démontrer leurs capacités d'administrateurs, seraient contraints de lutter pour la prise du pouvoir. C'était là le sens ultime de la proposition : mobiliser tout le pays autour de ce mot d'ordre afin de le placer face à l'urgence de la prise du pouvoir politique. Cette mobilisation aurait posé et résolu le problème de l'armement. Immédiatement après l'approbation de la proposition, des commissions de la Fédération des mineurs parcoururent les centres miniers pour la mettre en discussion dans de larges assemblées regroupant tous les travailleurs. La participation ouvrière majoritaire à la Comibol devint le point de mire de tout le pays et le coup d'Etat fasciste du 21 août eut pour objet, entre autres choses, d'empêcher cette mesure d'entrer en vigueur. Le déroulement des événements s'est de lui-même chargé de réfuter les objections des gauchistes et les a réduites à zéro.

Les universitaires, sous la pression de la fraction trotskyste, ont fait leur programme de la Centrale ouvrière

3. QUE S'EST-IL PASSE LE 21 AOUT 1971 ?

Faisons la synthèse des aspects politiques du coup d'Etat fasciste. Nous vivons encore dans le cadre du processus politique qui a débuté en avril 1952, avec l'accession au

bolivienne et ont déclaré qu'ils se soumettaient aux bases constitutives de l'Assemblée populaire (les étudiants faisaient partie des deux organisations) ; cela est manifeste. Cependant, en dépit du radicalisme extrêmement intense de l'intelligentsia petite-bourgeoise, chez qui ne se sont jamais manifestées avec force les tendances qui prétendent que ce sont les étudiants qui dirigeront et réaliseront la révolution sociale, il n'est pas moins manifeste qu'affleurent continuellement dans ses rangs des tendances gauchistes et aventuristes qui, en passant à l'action, compromettent le processus de maturation du mouvement révolutionnaire et qui ignorent dans la pratique les principes programmatiques qu'ils disent défendre. Le mouvement ouvrier a cru le moment venu de transformer le mouvement étudiant en un aspect de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. L'initiative qu'il a prise de créer l'université unique sous la direction hégémonique du prolétariat correspondu à ce souci. Il ne s'agissait pas seulement de surmonter le chaos absurde régnant dans les universités boliviennes, qui consomment de grandes ressources dans un pays appauvri à l'extrême, mais de poser cette nécessité que ce soit effectivement la lutte ouvrière qui dirige les masses étudiantes, dont l'importance dans les luttes révolutionnaires est indiscutable. Le projet fut approuvé ; ce fut un sérieux revers pour les partis universitaires.

pouvoir du M.N.R., parti de la petite-bourgeoisie. Ce processus a connu de profondes oscillations entre la droite et la gauche, depuis les formes pseudo-démocratiques jusqu'aux

manifestations carrément fascistes. La classe ouvrière se trouve placée au centre même de ce processus et lui donne ainsi des prolongements incontrôlables.

Les gouvernements qui se sont succédé à partir de 1952 ont chacun tour à tour juré fidélité absolue aux principes et au drapeau d'Avril. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne le gouvernement actuel. On pourrait arguer que les tendances nationalistes se sont délimitées politiquement dans le feu des événements, jusqu'au point où l'on trouve à un pôle le « gorillisme » et à l'autre ceux qui se réclament du nationalisme révolutionnaire. En fait, ces deux pôles apparaissent étroitement mêlés, sur la base d'une alliance sordide, au sein du gouvernement né le 21 août. Les luttes fractionnelles et même personnelles se déroulent dans le cadre étroit du nationalisme et des frontières de classe de celui-ci. Il n'y a rien de nouveau à affirmer aujourd'hui que ces deux tendances ont abouti de façon inéluctable à la soumission la plus abjecte à l'impérialisme. Banzer, Gutierrez, Paz Estenssoro au palais du gouvernement constituent la carte la plus sûre des yankees. Si ce trio n'était pas la plus haute expression de la tragédie bolivienne, il pourrait apparaître comique de constater la fusion des nationalistes, devenus réactionnaires, avec les porte-parole délirants de la Rosca et des forces réactionnaires de la province de Santa Cruz.

Beaucoup cherchent à ignorer que le « gorillisme » est né, s'est développé et s'est formé au sein même du M.N.R. et que cette armée, réorganisée, entraînée et endoctrinée par le nationalisme petit-bourgeois, qui porte de façon indélébile la marque de ses origines de classe. Le fascisme des « gorilles » n'est pas étranger au nationalisme créole, il ne lui a pas été imposé de l'extérieur ; il

constitue au contraire l'aboutissement inévitable des tendances de droite puissantes qui se sont exprimées au sein des derniers gouvernements M.N.R. La logique d'une politique de capitulation face à l'impérialisme et d'hostilité au mouvement ouvrier l'a conduit au fascisme. Ce qui hier n'était qu'un pronostic est aujourd'hui confirmé dans les faits. Paz Estenssoro est tombé victime de la conspiration de ses généraux Ovando et Barrientos ; en 1971, le même Paz hante les couloirs du palais Quemado parce que les gorilles barrientistes se voient obligés de consentir à ce que le vieux politicien revienne au pouvoir.

Nature du coup d'Etat du 21 août 1972

Le coup d'Etat militaire du 21 août 1971 est indiscutablement de nature fasciste (et non seulement réactionnaire) et a eu un caractère préventif. Nous l'avons dit à de nombreuses reprises : la droite indigène et l'impérialisme, pour exécuter leurs plans et concrétiser leurs objectifs, n'ont pu compter que sur l'armée (le parti politique contre-révolutionnaire le plus puissant et le plus cohérent), ils ne pouvaient abandonner la scène sans luttes, ils ne pouvaient laisser le mouvement ouvrier progresser lentement et fermement à la faveur de l'indécision et de la faiblesse du gouvernement Torrès. Le véritable problème pour le fascisme n'était pas tant d'infliger une défaite à Torrès que d'écraser le mouvement ouvrier et révolutionnaire, qui menaçait d'expulser l'impérialisme et de détruire le pouvoir économique de la réaction. On ne peut totalement exclure l'hypothèse que Torrès ait envisagé de se rallier aux gorilles putschistes ; dans ce cas, il serait devenu l'instrument de la répression

contre la classe ouvrière et les autres secteurs radicalisés de la classe moyenne. Cependant les choses se sont passées autrement ; c'est l'armée qui s'est unie contre le général Torrès et a cherché à le remplacer à travers une opération violente. Le panorama a complètement changé lorsque les masses ont fait irruption dans cette lutte au moment le plus aigu du conflit. Le véritable combat s'est alors déroulé entre le « gorillisme » dans son ensemble (la contre-révolution) et les masses.

Pour les journalistes superficiels, le conflit s'est réduit à la question de la présence de Torrès en maître au palais Quemado. En réalité, le coup d'Etat a été dirigé contre l'Assemblée populaire, contre la coparticipation ouvrière majoritaire dans la Comibol, contre la structuration de l'Université unique sous la direction hégémonique de la classe ouvrière, contre la perspective de structuration du gouvernement propre du prolétariat, etc. C'est contre tout cela que les gorilles ont organisé le coup d'Etat, et non contre cette ombre de président de la République qu'était Torrès.

Il est bien évident qu'il y a une différence notable entre les gouvernements Barrientos, Ovando et Torrès, de la même façon que ce dernier diffère de celui de Banzer. De nombreux gauchistes répètent à satiété que tous ces gouvernements étaient identiques et que les concessions démocratiques faites par Torrès, par exemple, étaient le résultat de l'ascension des masses. Dire cela, c'est dire quelque chose de différent que d'affirmer que le retour partiel à la démocratie, tout comme le recours aux méthodes de gouvernement fascistes les plus cyniques obéissent l'un et l'autre à la nécessité de mettre en œuvre les plans de l'impérialisme et du capitalisme indigène. Le heurt entre la réaction et les gouvernements

nationaux de divers types s'est produit chaque fois que ceux-ci ont démontré leur incapacité, avant tout par rapport au mouvement ouvrier mobilisé.

Les gauchistes et le coup d'Etat

Ne pas voir les différences qui existent entre un régime fasciste « gorilliste », qui a recours à la violence la plus ouverte pour détruire les organisations syndicales et populaires, et qui fait de l'assassinat politique une méthode de gouvernement (les gauchistes pourraient au moins garder présent à l'esprit qu'aujourd'hui on fusille toute personne suspectée d'activité politique) et un gouvernement militaire qui tolère les activités syndicales et l'agitation des partis de la gauche marxiste, c'est faire preuve d'un extraordinaire aveuglement politique, qui ne peut que mener, dans le meilleur des cas, à la paralysie, sinon à la défaite. Où réside la racine, de cet aveuglement ? Dans sa nature de classe et dans son subjectivisme, à l'aide de quoi on justifie le gauchisme. Les événements nous ont donné une leçon sévère. Le coup d'Etat a placé les révolutionnaires aux côtés du général Torrès, et il n'y avait pas d'autre chemin pour défaire le fascisme. Si la théorie gauchiste était juste, il aurait fallu alors se croiser les bras devant le coup d'Etat fasciste et attendre patiemment que Torrès soit remplacé par le colonel Banzer. Le mouvement populaire n'a pas triomphé, mais il a tracé, sur le terrain des faits, la perspective de la victoire future.

Ce qui précède ne veut pas dire que nous nous fassions la moindre illusion quant à la capacité révolutionnaire d'un gouvernement du type de celui de Torrès. Au contraire

nous avons été de ceux qui ont dénoncé avec la plus grande énergie ses limitations.

Le coup d'Etat du 21 août 1971 n'a pas été un coup réactionnaire quelconque : il comporte des traits fascistes sans équivoque. Il ne s'agit pas d'examiner si ce régime est plus ou moins répressif que d'autres, mais de constater qu'il concentre sa violence pour détruire physiquement les organisations syndicales, populaires et révolutionnaires. Dès ses débuts, on pouvait prévoir son activité très nette sur ce plan.

On peut arguer que les grandes organisations syndicales que sont les organisations minières n'ont pas été jusqu'à maintenant détruites, mis à part le fait qu'au niveau confédéral et fédéral elles rencontrent la plus grande difficulté à fonctionner, leurs cadres principaux emprisonnés, déportés ou dans la clandestinité. Ce qui est sûr, c'est que le plan anti-ouvrier du gouvernement commence par l'élimination des foyers de résistance dans les villes pour ensuite se concentrer sur les centres prolétaires les plus importants. La petite-bourgeoisie, particulièrement les intellectuels (universitaires, étudiants, maîtres, journalistes, etc.) a subi la répression en premier. Si, dans ce secteur, le gouvernement parvient à une victoire complète, il s'en prendra aux secteurs ouvriers. Il est significatif que, dans les villes, certains secteurs ouvriers connaissent déjà les conséquences des méthodes répressives.

Abolition des garanties démocratiques

Le régime fasciste a aboli de fait les garanties démocratiques avec la plus grande vigueur.

A partir du palais du gouvernement, c'est la division syndicale qui est organisée sur la base du remplacement des directions élues dans des congrès — où, bien ou mal, s'exprimait la volonté de la base — par de petites cliques au service exclusif du gouvernement. On a annoncé déjà qu'un nouveau régime syndical était à l'étude. Tout cela nous fait présager que bientôt on fera tout pour imposer aux organisations de s'intégrer à l'appareil d'Etat. L'étatisation des syndicats, la suspension de l'autonomie universitaire et la remise en ordre de l'université selon les schémas fascistes apporteront la touche finale au visage du régime totalitaire fasciste.

Le coup d'Etat contre-révolutionnaire triomphant, la suspension des garanties démocratiques, ainsi que la répression sans frein nous imposent de présenter comme tactique immédiate la défense intransigeante des garanties démocratiques, la défense de la Constitution, de l'application des lois, de l'autonomie universitaire, de la liberté sans restriction de la presse, du respect du droit syndical et du droit d'association, etc.

Il ne s'agit pas pour nous de nous transformer en réformistes ou démocrates, mais de partir du fait que, pour rassembler et mobiliser profondément les masses, il n'y a pas d'autre solution que de prêter la plus grande attention à leurs problèmes immédiats et vitaux, qui, aujourd'hui, dans cette période sombre, se concentrent sur la défense des libertés démocratiques.

Nous ne laissons pas pour autant de côté notre finalité stratégique : l'établissement du gouvernement propre des travailleurs, qui rendra possible la construction du socialisme. Mais aujourd'hui, pour nous diriger vers cette fin, nous ne disposons pas d'un autre moyen que celui de la défense des garanties démocratiques.

4. LA SITUATION POLITIQUE ET LA NAISSANCE DU FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-IMPERIALISTE (F.R.A.)

Comme nous l'avons déjà dit, les journées d'août 1971 ont confirmé la justesse de la stratégie politique du prolétariat, dont le point culminant a été l'Assemblée populaire. Du fait même que l'insurrection n'a pas eu le temps d'arriver à son point de maturité, on n'a pas assisté à un écrasement physique de la classe ouvrière, qui a été obligée d'opérer un repli stratégique.

Cependant, une profonde transformation politique s'est opérée dans le pays, qui a eu pour effet de démoraliser les travailleurs. Jusqu'à présent, l'assaut direct des lieux de travail par les troupes a fait place à une politique qui cherche à ignorer la volonté des bases ouvrières et à leur imposer des directions syndicales au service du gouvernement. On note un affaiblissement notable dans l'activité des syndicats, et dans certains d'entre eux, particulièrement dans les villes, les équipes dirigeantes démocratiquement élues ont été remplacées par des camarillas dévouées au « gorillisme », bien que celui-ci ait été fréquemment obligé de recourir à l'emprisonnement et à la persécution des titulaires. On ne peut manquer de signaler qu'au cours des premiers mois, seules les grandes organisations ouvrières, particulièrement de mineurs, ont pu faire entendre publiquement leur voix, parfois sur un ton très irrité, et protestant contre les emprisonnements arbitraires de travailleurs ou le manque de garanties dans le fonctionnement des confédérations et fédérations.

Même dans les moments de plus forte répression, les gorilles n'ont pu imposer le silence au pays, et on peut dire que la résistance passive des secteurs populaires s'est toujours

exprimée face aux excès des autorités. Après le 21 août, les problèmes de la tactique révolutionnaire se sont centrés autour de la nécessité de transformer cette résistance passive — qui s'est exprimée le plus souvent sous forme d'explosions intermittentes — en résistance active, de généraliser le mécontentement, de l'élever politiquement.

Un régime essentiellement fragile

Au début, il a pu sembler que le nombre impressionnant de prisonniers politiques, dont beaucoup avaient été arrêtés arbitrairement, leur traitement bestial dans les camps de concentration, la fusillade des opposants, etc., donnaient de la force et de la stabilité au gouvernement. On se rendit rapidement compte que ce n'était qu'illusion. La protestation contre l'emprisonnement de centaines de citoyens (on parle de cinq cents et on va même jusqu'à parler de plusieurs milliers) s'est étendue à de larges couches de la population, se transformant en un vaste mouvement, bien que cela ait commencé par un noyau de résistance limité aux familles de prisonniers. Les diverses organisations professionnelles, les syndicats et les fédérations et même les paysans ont commencé à réclamer la liberté des prisonniers politiques presque immédiatement après le 21 août. La pression populaire et minière pour exiger l'amnistie a atteint des dimensions inimaginables un peu avant Noël 1971. L'église s'est prononcée dans le même sens, et seules quelques institutions (comme par exemple les Anciens

combattants), en rupture avec la tradition bolivienne, ont osé s'opposer à ce que les « communistes » sortent de prison. Il est revenu à Selich de donner la note pittoresque : « *Le pays étant pacifié et les extrémistes éliminés, il n'est pas nécessaire d'édicter une quelconque amnistie.* » Cependant, cette première poussée (qui politiquement a acquis la signification de démontrer l'échec du plan fasciste d'écrasement total des secteurs populaires des villes) n'a pas pu venir à bout de l'obstination des autorités qui, en toutes circonstances, se sont acharnées à défendre le principe d'autorité. La vague de protestation contre les emprisonnements arbitraires s'est de nouveau enflée pendant la première moitié du mois de février 1972, marquée par une grève de la faim des prisonniers et de leurs proches. Il faut souligner que, pour la première fois depuis le 21 août 1971, une grève politique a concentré toute l'attention du pays et déclenché un mouvement de solidarité international. Sans aucun doute, il s'agissait là du premier pas dans la voie de l'entrée en lutte des masses populaires, cessant d'avoir peur. Cela démontre la fragilité essentielle d'un régime totalitaire, mais ne veut pas dire qu'il n'y aura plus d'emprisonnements et de persécutions, que les excès ne continueront pas ; cette politique à son tour peut cependant exacerber la colère des masses et les obliger à descendre de nouveau dans la rue.

Il y a d'autres actions et attitudes qui apportent un démenti total à la version gouvernementale selon laquelle les Boliviens — et particulièrement les ouvriers — auraient accepté docilement de se soumettre au bon vouloir du fascisme en uniforme. Il suffit, pour cela, de se référer à la protestation générale, qui s'est étendue à tous les secteurs de la population, contre l'élévation des tarifs de l'électricité à La Paz, à la

suite d'un décret particulier. Bien que ce fût l'entreprise étrangère Bolivian Power qui ait été directement visée, le mécontentement a pris, de façon très nette, un contenu anti-gouvernemental. Les syndicats des mineurs y ont vu le moment opportun pour rappeler au gouvernement son engagement d'élever les salaires en relation avec la hausse du coût de la vie.

Dans les centres de travail, surtout dans les mines, on réclame avec insistance l'obtention de garanties qui permettent de continuer à produire, des assurances pour le fonctionnement normal et pacifique des syndicats et fédérations, le respect de la dignité humaine des travailleurs, le respect et l'application des lois sociales protégeant les ouvriers. A ces très modestes revendications s'ajoute la lutte pour obtenir la confirmation de certains avantages en nature, et pour que cesse l'hostilité contre quelques « extrémistes » qui sont très souvent déplacés dans les centres miniers insalubres et où l'on gagne moins, etc.

Des « théoriciens » abasourdis

Bon nombre de « théoriciens » restent complètement abasourdis devant cette nouvelle réalité. Ils partent du schéma que la classe ouvrière suit une ligne uniforme et toujours ascendante jusqu'à l'arrivée au pouvoir ; ils n'arrivent pas à comprendre que la lutte des classes suit un cours riche en hauts et en bas, en avances et en reculs. Le profond changement qui s'est opéré dans la situation politique a brutalement obligé nos gauchistes à rectifier leurs positions : l'opposition au gouvernement (que nous désignons pour rappeler notre point de départ, à l'aide du terme de résistance passive) s'exprime au

travers de la lutte autour de mots d'ordre minimums démocratiques et de contenu syndical. Ceci apparaît aux « radicaux » comme une véritable trahison et un abandon couard des positions qui avaient été conquises par les masses. De janvier à août 1971, on avait lutté et mobilisé les masses sous le drapeau du socialisme. Aujourd'hui, on nous dit qu'il faut continuer dans cette voie, il faut continuer à lancer les mots d'ordre de « gouvernement ouvrier » et de « socialisme », qui sont des objectifs à conquérir immédiatement. Il ne s'agirait pas de chercher des mots d'ordre limités de caractère démocratique, mais de mettre plus d'emphasis que jamais dans la proclamation du socialisme comme tâche du moment. Cette position absurde paraît ignorer que dans le pays s'est opéré un changement politique d'importance (le remplacement d'un gouvernement militaire nationaliste de contenu bourgeois, c'est-à-dire d'orientation anti-impérialiste, par un gouvernement ouvertement fasciste), ou considérer que le simple énoncé d'un mot d'ordre est suffisant pour créer les conditions nécessaires à sa réalisation. La manière correcte de procéder est inverse : les mots d'ordre doivent être adaptés à la situation politique qui existe à un moment donné. Les slogans qui ont servi en certaines circonstances peuvent s'avérer inopérants en d'autres.

Les faits ont montré que, dans les conditions actuelles, les masses ne se mobilisent pas autour de revendications socialistes, mais autour de problèmes démocratiques et de petites revendications traditionnellement cataloguées comme syndicales.

De la résistance passive à la résistance active

La situation politique bolivienne est en train de se modifier rapidement

et on peut passer à court terme de la résistance passive à la résistance active, passage qui se produira à mesure que les mouvements de révolte contre le gouvernement se généraliseront et, de ce fait, acquerront une haute expression politique. Il faut noter en ce sens l'importance de l'échec des candidats officiels dans les élections syndicales qui se sont déroulées dans les centres miniers.

Il n'est pas suffisant de dire que la résistance passive est en train de se transformer en résistance active. Ce processus s'accomplit dans des conditions extrêmement difficiles, et le plus grand obstacle qu'il rencontre pour atteindre son point culminant est le climat de répression qui règne dans le pays (tous les jours, le gouvernement menace d'appliquer la peine de mort aux agitateurs), le manque de garanties démocratiques et le plan de destruction et de contrôle bureaucratique des organisations syndicales par en haut. Le travail politique acquiert nécessairement un caractère conspiratif et doit s'adapter aux normes de la lutte clandestine. L'activité politique est menée essentiellement par les partis, et l'impossibilité matérielle d'utiliser les canaux démocratiques empêche les masses de s'exprimer de façon adéquate et de désigner leurs représentants. La direction politique des exploités se réduit nécessairement aux partis qui se réclament du programme révolutionnaire.

L'Assemblée populaire a été une forme soviétique particulière qui comportait l'unité anti-impérialiste dirigée par la classe ouvrière. Dans sa courte histoire, elle n'a connu ni les déviations droitières ni les déviations gauchistes et elle représente la forme organisationnelle prise par la stratégie du prolétariat. Le 21 août 1971 elle n'a pas été détruite physiquement.

La nouvelle situation politique a entraîné de façon quasi mécanique son recul, mais sa validité a été vérifiée par les événements dans la mesure où la justesse de la stratégie du prolétariat a été démontrée. Ce sont les raisons pour lesquelles elle ne pouvait disparaître de la scène pour une large période, mais aussi pour lesquelles on ne pouvait s'attendre purement et simplement à ce qu'elle se réunisse de nouveau dès les premiers jours du gouvernement fasciste. Très rapidement, la nécessité de maintenir la politique de l'Assemblée populaire, en adoptant une nouvelle forme, est devenue chose palpable. Ceux qui ne perçoivent pas le changement de la situation politique, militent pour que l'Assemblée soit de nouveau convoquée, mais ils oublient d'indiquer comment il sera possible de réunir plus de deux cents représentants. L'Assemblée, sans délibérations publiques, sans possibilité d'agir comme pôle catalyseur des tendances révolutionnaires, est inconcevable.

L'Assemblée populaire et le F.R.A.

L'Assemblée a surgi dans un moment de très haute mobilisation des masses, lorsque celles-ci étaient fermement engagées dans la voie de la conquête du pouvoir politique. C'est cette circonstance politique qui explique sa naissance, comme réponse à une nécessité historique particulière, ainsi que les caractéristiques qu'elle a prises. La seule constatation que les masses ne sont plus pour le moment maîtresses de la rue doit nous amener à la conviction que l'Assemblée ne peut exister avec les traits qu'elle a eus avant les événements d'août 1971. Les objectifs politiques immédiats se sont également modifiés : il s'agit de mobiliser de

nouveau les masses (à un autre endroit, nous disons qu'il faut transformer la résistance passive en résistance active) et non de se fixer comme objectif la conquête immédiate du pouvoir. Il est certain qu'après août 1971, on a formulé la nécessité d'assurer la continuation de la ligne stratégique de l'Assemblée et le maintien de l'hégémonie politique du prolétariat ; mais rapidement on a compris qu'il n'était plus possible de traduire en chiffres cette influence politique décisive, comme cela fut le cas lors du fonctionnement de l'Assemblée. Par-delà la discussion, la réalité quotidienne a imposé une profonde modification de structure à l'organisation qui incarne cette stratégie. Les observateurs superficiels se sont empressés de souligner que l'Assemblée et sa nouvelle version n'avaient absolument rien de commun. Et même plus, ils ont lancé la nouvelle idée que le Front révolutionnaire anti-impérialiste, le nouveau moule dans lequel la stratégie révolutionnaire du prolétariat a été obligée de se couler, n'était rien d'autre que la négation de l'Assemblée. L'ignorance se mêle à la mauvaise foi lorsqu'ils accusent le F.R.A. d'avoir délibérément écarté le prolétariat de sa direction. Dans la période de recul momentané des masses et de clandestinité, le prolétariat — nous le démontrons plus loin — ne peut s'exprimer qu'au travers de son avant-garde révolutionnaire et non au travers de ses directions syndicales du moment.

Après le coup d'Etat du 21 août, les révolutionnaires et la classe ouvrière se sont trouvés confrontés à la nécessité de se donner des organisations adaptées à la lutte contre le « gorillisme » dans les conditions de la clandestinité. C'est ce qui a justifié la naissance du Front révolutionnaire anti-impérialiste et y a nécessairement conduit.

Son idéologie est la prolongation

de l'Assemblée, mais sa structure est profondément marquée par les nouvelles conditions politiques actuelles. Enfant légitime d'un peuple écrasé sous la botte militaire, il ne pouvait choisir librement son lieu de naissance. Ses premiers pas ont été les titubations d'une gauche exilée.

Le F.R.A. comprend toute la gamme de la gauche, depuis les tendances qui, d'une façon ou d'une autre, se rattachent au nationalisme dont le cycle a commencé en 1952 jusqu'aux plus radicales, et aux partis formés au travers des multiples fractionnements du tronc marxiste. Sous cet aspect, le F.R.A. présente des différences avec l'Assemblée. L'on y note la présence de groupes en provenance du M.N.R., du P.S. et de l'E.L.N., et des militaires antigorillistes (F.A.R.). L'Assemblée avait décidé d'éliminer le M.N.R. parce qu'il s'orientait vers la droite et elle s'était mise d'accord pour imposer de sévères conditions à l'admission de nouveaux partis politiques. Elle se considérait à juste titre dépositaire de la stratégie révolutionnaire et considérait avec méfiance les avances de groupes dont le passé était douteux et le programme vacillant. L'ampleur du F.R.A. s'explique par l'action clandestine et parce qu'il considère que tous les efforts peuvent aider à mobiliser le peuple. à partir du moment où la mobilisation massive ne peut être l'œuvre de groupes isolés.

La leçon du 21 août

La tolérance délibérée avec laquelle le F.R.A. examine l'adhésion des groupes politiques a son répondeur dans l'esprit de « front » qui s'est emparé de ceux-ci. Le changement d'attitude de nombreux groupes ne résulte pas uniquement de l'appel lancé par le F.R.A., mais

aussi de leur réaction face à la nécessité de structurer l'unité révolutionnaire. La leçon du 21 août a été définitive. C'est dans la bataille et au cours des moments difficiles qu'une unité semblable s'était déjà scellée sans accord préalable. On peut dire que le F.R.A. est né dans les journées d'août, ce qui n'est pas démenti par le fait qu'il a mené une vie embryonnaire jusqu'à ce qu'il se proclame direction des majorités du pays. L'adhésion de l'E.L.N. au F.R.A., et cela depuis le début, en est un exemple, qui n'est pas sans leçon.

Dans ce regroupement de tendances diverses, le problème de la direction revêt une grande importance. La ligne politique du prolétariat est présente au sein du F.R.A., dans ses documents et parce qu'il part des thèses de la C.O.B. et de l'expérience de l'Assemblée. Il est clair que l'approbation d'un bon programme ne suffit pas pour garantir qu'un front ne connaisse pas d'oscillations vers la droite, qu'il ne capitule pas devant l'impérialisme ou qu'il n'aboutisse pas à des opérations aventuristes. S'il se faisait que la F.R.A. tombe entre les mains d'une direction étrangère à la classe ouvrière (le nationalisme anti-impérialiste de contenu bourgeois, par exemple), son programme perdrait toute valeur devant une action quotidienne contraire à la stratégie révolutionnaire. La seule façon de garantir l'hégémonie du prolétariat dans le F.R.A. (il se définit comme front révolutionnaire anti-impérialiste, c'est-à-dire dirigé par la classe ouvrière) est de se garantir une direction qui exprime la stratégie de cette classe. La supériorité numérique des groupes nationalistes (expressions de la petite bourgeoisie radicalisée) dans la direction conduirait le F.R.A. à s'écarter de la stratégie prolétarienne. Par là, nous voulons montrer qu'il faut faire extrêmement attention à ce que les directions politiques restent entre les

maines des partis dont les programmes expriment les intérêts historiques de la classe ouvrière. Bien que le libéralisme le plus grand règne pour les nouvelles affiliations, il faut lutter ouvertement pour que la participation nationaliste et petite-bourgeoise ne soit que minoritaire dans la direction du F.R.A.

Cette large unité qu'est le F.R.A. paraît surprenante à l'observateur pour deux raisons :

1. — Il s'agit d'un front révolutionnaire dominé par les marxistes (au nombre desquels aucun ne soutient la théorie d'une possible transformation pacifique de la société dans laquelle nous vivons).

2. — Ce front s'est formé autour d'idées clairement définies sur les finalités stratégiques et les méthodes de lutte. Il suffit de rappeler ses antécédents pour comprendre sa grande signification historique.

La méthode suivie pour la matérialisation du F.R.A.

Il faut noter que la méthode suivie pour la matérialisation du F.R.A. est certainement opposée à celle suivie jusqu'à présent dans le travail de construction de fronts divers. Généralement, on s'efforce de cacher les divergences de principe pour se limiter à souligner les occasionnelles coïncidences d'objectifs, quasiment purement tactiques. L'expérience enseigne que ces fronts sont tout à fait éphémères et fragiles, que d'une certaine manière ils expriment la faible évolution politique générale du pays, de ses masses et donc de ses partis politiques. Ces fronts, cimentés par d'hypocrites déclarations unitaires, commencent par exiger de leurs participants qu'ils renoncent au droit

à la moindre critique, et éclatent lorsque les divergences idéologiques et politiques sont rendues publiques. La défense intransigeante du droit à la critique de la pensée et de la conduite de leurs alliés occasionnels est fondamentale pour les révolutionnaires parce qu'elle constitue un moyen pour eux d'éduquer les masses, en démasquant leurs directions traîtresses. Le parti de la classe ouvrière ne peut renoncer à son ambition de gagner la majorité de la classe à son programme, ce qu'il ne peut faire qu'en démontrant que les autres partis sont incapables de mener jusqu'au bout la lutte anti-impérialiste.

Le Front révolutionnaire anti-impérialiste a suivi pour se construire un autre chemin : on a d'abord procédé à une délimitation minutieuse des positions, des différences politiques et idéologiques des partis qui voulaient s'y intégrer. A partir de cette discussion acharnée et menée à fond, il a été possible d'élaborer une stratégie et une méthode de luttes uniques qui doivent être appliquées par tous les participants. Consciemment ou non, nous avons suivi le conseil de Lénine : pour s'unir, il faut d'abord se délimiter, savoir ce que nous sommes et quelles sont nos véritables divergences. Dans ces conditions la critique réciproque entre les organisations qui constituent le F.R.A. est préservée, critique qui a lieu tous les jours aussi bien à l'intérieur des organismes du F.R.A. qu'à l'extérieur.

Les objectifs du F.R.A.

Nous résumons les objectifs du F.R.A. :

- 1) Dans sa charte de fondation, nous lisons :

« Le F.R.A. s'organise pour la prise du pouvoir. Le peuple de Bolivie a

atteint un haut niveau de conscience politique qui l'habilite à se donner la lutte pour le socialisme comme but politique.»

L'Assemblée populaire elle-même se définissait auparavant comme organe de pouvoir des masses et du prolétariat, dont l'objectif central était la conquête du pouvoir politique et la construction du socialisme. Il est par conséquent facile de conclure que l'Assemblée se projette stratégiquement dans le F.R.A., qui n'est certainement pas un front momentané, mais un front en vue de la prise du pouvoir et de la construction du socialisme, qui implique la maturité politique la plus élevée des masses, et particulièrement du prolétariat.

2) Il ne fait aucun doute que le F.R.A. a pour objectif immédiat la lutte contre la dictature militaire contre-révolutionnaire et fasciste. Il ne se fixe pas pour tâche l'opposition pour l'opposition, attitude qui, comme l'enseigne l'histoire tragique de la Bolivie, peut se conclure par l'adoption des projets putschistes des camarillas regroupées autour du gouvernement, mais il définit avec une clarté limpide le type de gouvernement qui doit être instauré après la victoire de la lutte menée par lui, à savoir le gouvernement dirigé par le prolétariat, conception qui synthétise toute l'expérience antérieure des luttes sociales, qui repose sur l'assimilation de l'expérience et des leçons de l'Assemblée populaire et exprime, sur un plan politique élevé, le mouvement profond des exploités vers la constitution de leur propre gouvernement et la construction du socialisme. A la base des postulats programmatiques du F.R.A. se trouvent les thèses politiques (si discutées) approuvées par le 4^e congrès de la C.O.B. et les bases constitutives du F.R.A. lui-même.

Le F.R.A. réunit les partis de gauche et les grandes organisations de masse (syndicales, paysannes, étudiantes, populaires, etc.). La gauche bolivienne, sous l'influence du trotskysme, qui a eu la sagesse de tirer les leçons politiques du déroulement des événements, a assimilé à fond cette certitude que la révolution sera faite par les masses et par personne d'autre. Le prolétariat s'érige en dirigeant de la nation qui s'est soulevée, qui lutte et qui s'unifie en cherchant à rompre les liens qui l'assujettissent à l'impérialisme. Il serait absurde, pour ne pas dire utopique, de croire à la possibilité d'une révolution purement prolétarienne ou socialiste dans laquelle la classe ouvrière pourrait se payer le luxe de faire cavalier seul contre la majorité nationale. L'axe principal de la stratégie révolutionnaire n'est pas autre chose que l'alliance des ouvriers et des paysans (le concept implique l'urgence d'obtenir le soutien de la petite-bourgeoisie des villes à la politique du prolétariat), ce qui veut dire que la classe ouvrière entraîne derrière elle la majorité de la nation.

Les partis politiques constitutifs du F.R.A. visent à agir en direction de vastes secteurs des masses, activité qui suppose une lutte conjointe des partis, seule méthode qui permette d'imposer la ligne politique du F.R.A.

3) La gauche bolivienne s'est divisée et redivisée en de multiples occasions à partir de disputes et de divergences sur les méthodes à employer dans le processus révolutionnaire, discussion qui porte en elle la conception de chaque parti en ce qui concerne la dynamique des classes dans laquelle s'expriment les particularités du pays.

Dans le pays, les tendances politiques qui soutiennent la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme n'ont pas eu le courage

nécessaire pour formuler leur thèse de manière franche et systématique, ce qui doit être attribué à la puissante pression qu'exerce sur elles un pays radicalisé à l'extrême. Elles ne font qu'essayer de dévoyer ou d'atténuer le sens des méthodes qui relèvent de l'action directe.

Le foquisme et la réalité

La discussion s'est centrée autour du foquisme qui, à un moment donné, a prétendu substituer le foyer guérillériste au parti politique, et qui aujourd'hui persiste dans sa ligne aventuriste de recherche de contacts avec le peuple et de lutte insurrectionnelle des masses. A un moment donné de la discussion, ses positions se sont présentées comme ayant un caractère irréductible. La discussion théorique, à elle seule, ne pouvait obliger les partisans à tout crin du foquisme (espèce dont il reste quelques échantillons) à modifier leurs positions et à se soumettre à la direction de la classe révolutionnaire dans la lutte, ce qui est autre chose que de reconnaître lyriquement l'hégémonie du prolétariat dans le processus de transformation de la société. Le heurt entre les conceptions du foquisme et la dure réalité, les échecs catastrophiques auxquels il a abouti ont forcé ses partisans à rechercher désespérément la façon de créer un mouvement lié aux masses.

La grande maturité politique du processus révolutionnaire bolivien se mesure au fait que la gauche regroupée dans le F.R.A. est arrivée à formuler un plan unitaire quant aux méthodes à employer dans la révolution. Cette unité est une des vertus du Front, parce qu'elle permet de se consacrer avec minutie et patience au travail préparatoire à l'insurrection sans courir le risque que le processus avorte ou que l'on soit réduit à la prostration et à l'inefficacité. Nous

n'insisterons jamais assez sur le fait que l'extrême-gauche s'est soumise par moment en reclinant aux méthodes mêmes de la révolution prolétarienne.

Dans un des documents de base du F.R.A. il est dit :

« Le F.R.A. ne rejette aucune méthode, il les reconnaît au contraire toutes comme valables. Cependant, il affirme clairement qu'il ne les situe pas toutes au même niveau et déclare que la prédominance de l'une sur les autres dépendra des conditions politiques de chaque phase de la lutte insurrectionnelle, toutes devant être en tout temps celles qui sont propres à la révolution prolétarienne, à la base de laquelle se trouve la mobilisation des masses et l'action directe, qui peut acquérir des formes diverses selon le moment politique, depuis les manifestations de masses jusqu'aux diverses modalités de lutte armée. »

La lutte armée et la direction politique du prolétariat

C'est l'existence de la direction politique du prolétariat qui fait que toutes les formes de lutte sont bien l'expression des méthodes propres de la révolution prolétarienne. Pour le F.R.A., la lutte armée doit être nécessairement une manifestation concrète de la lutte des masses. Tout ce que nous venons de dire peut se résumer dans la formule suivante : tout avec les masses, rien sans elles et contre elles. La lutte armée prend un sens dans la mesure où elle devient une activité propre des exploités eux-mêmes ; dans cette mesure, elle peut être une expérience de la classe et contribuer à l'évolution de sa conscience.

La subordination des diverses organisations aux méthodes du F.R.A. est expressément établie. « Chacune

des organisations composantes du F.R.A. doit agir conformément à un plan politico-militaire élaboré collectivement. Un accomplissement de ce plan ainsi que des agissements ou décisions qui iraient à l'encontre de cette forme du travail révolutionnaire et unitaire, qui auraient un caractère sectaire, fractionnel ou scissionniste, doivent être rejetés énergiquement.»

La norme tactique du F.R.A. peut se résumer ainsi :

« Toute action qui contribue à amener les masses à l'insurrection est bonne, et toutes celles qui les éloignent de ce but est à rejeter. »

Les formes de l'action directe des masses

L'action directe des masses acquiert les formes les plus diverses, et l'une ou l'autre de ces formes peut être à l'ordre du jour dans des conditions déterminées et reléguer à l'arrière-plan les autres. Par exemple, le F.R.A. ne refuse ni ne rejette par principe les actions de commando ou la guerre de guérilla, mais il les subordonne aux nécessités créées par une conjoncture politique donnée, qui est déterminée fondamentalement par l'attitude des masses et les modifications de leur conscience. C'est cette réalité qui détermine si telle ou telle méthode politique est à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas simplement de constater un changement de la situation politique, mais de juger si les masses sont assez mûres politiquement pour s'engager efficacement dans une méthode de lutte déterminée. Les forces révolutionnaires se trouvent devant la nécessité de surmonter des obstacles déterminés dans leur lutte et la réponse qu'elles apportent à cette nécessité (nécessité historique) n'est rien d'autre que l'adoption d'une méthode de lutte existante, ou sa création si elle fait défaut.

Le F.R.A. est un front de partis politiques qui sont indiscutablement minoritaires, y compris par rapport à la classe ouvrière elle-même minoritaire. Cette direction minoritaire a la mission de mener au combat et à la victoire les masses, ce qu'elle ne peut faire que si elle suit les vicissitudes de la lutte des classes. La préoccupation primordiale est de souder l'avant-garde avec le gros de la classe. Le travail prioritaire doit viser à mobiliser les masses en partant du mécontentement qui existe contre le gouvernement, et de la sourde résistance au « gorillisme ». Cette mobilisation naît sous la forme de l'unification des mouvements spontanés de résistance et de protestation qui apparaissent de plus en plus fréquemment dans les diverses classes sociales. La première tâche consistera à généraliser ces mouvements au travers de mots d'ordre qui les unifient et qui élèvent leur niveau politique, mots d'ordre concernant la lutte pour les garanties démocratiques et les revendications économiques et syndicales délémentaires. On ne pourra le faire que si l'on suit quotidiennement, pas à pas, la ligne du développement de la lutte des classes. Les ouvriers vivent et se mobilisent quotidiennement sur de petits objectifs.

Il ne s'agit pas de s'isoler des masses pour pouvoir arborer des mots d'ordre purement socialistes ou grandiloquents, mais de marcher avec elles ; il faudra donc tenir compte de leur état actuel, y compris de leurs préjugés et de leurs limitations naturelles.

Les mots d'ordre qu'il faudra formuler doivent avoir pour fonction de permettre aux masses de se mobiliser dans la voie de la lutte pour le pouvoir (ou, pour mieux dire, de s'en rapprocher chaque jour davantage) en partant de leur lutte immédiate. La défense des garanties démocratiques, des libertés syndicales, des

conquêtes sociales les plus élémentaires, du respect de la Constitution, des richesses et des intérêts de la nation, etc., acquièrent une importance révolutionnaire de premier ordre en ce moment. L'expérience directe que vivent les masses, si minime soit-elle, possède une énorme signification pour leur maturité politique, bien plus que la diffusion des principes et mots d'ordre abstraits du socialisme. Lénine avait raison quand il soutenait qu'un pas dans la lutte quotidienne valait plus que toute une bibliothèque de livres théoriques. Les Boliviens ont appris et mûri davantage, par exemple, dans la grève de février qu'au travers de la lecture des journaux et des tracts que publient les marxistes, lorsqu'ils en publient.

La thèse selon laquelle les organisations ouvrières ne sont pas représentées dans le F.R.A. est de tous points de vue erronée et absurde. Les thèses politiques du 4^e congrès de la C.O.B. indiquent l'axe fondamental selon lequel la formation d'un front anti-impérialiste est indispensable pour la libération nationale, du moment qu'il s'agit d'une tactique qui peut aider à surmonter la faiblesse du facteur subjectif de la révolution. Accomplissant ce mandat, les dirigeants ouvriers reconnus ont cru de leur devoir élémentaire d'impulser la formation du F.R.A. et de rédiger ses documents. Beaucoup de dirigeants des partis politiques qui se réclament du prolétariat sont en même temps des syndicalistes. Ni les dirigeants ouvriers, protagonistes de la naissance du F.R.A. et qui luttent pour le consolider, ni les partis marxistes, surtout après la riche expérience de l'Assemblée populaire, ne pouvaient accepter de laisser la classe ouvrière à l'écart de la nouvelle organisation, qui n'a d'autre but que d'amener les masses à renverser le fascisme. D'autre part, à l'intérieur du pays, là où se livrera la bataille définitive

contre le « gorillisme », les dirigeants des organisations participent à la direction du Front.

Le F.R.A. et la tradition bolivienne

Eliminer la classe ouvrière du F.R.A. impliquerait l'abandon des positions que les masses ont conquises par la lutte et qu'elles ont donc accumulées comme partie de leur expérience ; ce serait abandonner la stratégie révolutionnaire du prolétariat et reculer par rapport à l'Assemblée populaire. Ce ne sont là que suppositions ; aucune possibilité de cet ordre ne s'est exprimée dans une organisation qui se proclame, quant à sa ligne politique, continuateur de l'Assemblée populaire. Il n'existe également aucune raison pour que les partis politiques abandonnent leurs idées politiques et leur stratégie, à la base de laquelle se trouve l'hégémonie indiscutable du prolétariat dans la révolution, les divergences existant uniquement sur la façon dont doit se matérialiser cette hégémonie. On peut dire que le F.R.A. hérite de la tradition bolivienne dans le sens où seul, le prolétariat peut diriger politiquement les luttes pour la libération nationale et sociale.

Par là même, nous ne soulignons jamais trop la relation de continuité qui existe entre l'Assemblée populaire et le Front révolutionnaire anti-impérialiste.

Nous disons que l'Assemblée populaire constitue la plus grande conquête obtenue au cours du processus révolutionnaire, parce qu'elle a été une création des masses elles-mêmes et que les actes de cette nature ont un caractère définitif dans l'histoire sociale.

L'Assemblée populaire organisait physiquement les couches les plus vastes des exploités, dont un bon nombre venaient pour la première fois à la lutte politique. Dans les conditions de clandestinité existantes, cette représentation directe ne peut plus fonctionner, elle peut uniquement s'exprimer sur le plan politique. La réduction au minimum de la représentation des partis était une des conséquences caractéristiques de l'Assemblée populaire ; aujourd'hui, c'est le parti qui est le porteparole le plus authentique de la conscience de classe ; on a, de ce fait, l'impression d'une hypertrophie des partis au préjudice des organisations syndicales.

Or, puisqu'il s'agit de conserver l'essentiel de l'Assemblée populaire, il ne faut pas oublier que la question qui se pose est celle de conserver et de projeter sa nature d'organe de pouvoir, dans la mesure où elle a été la seule autorité pour les masses. En se proposant de lutter pour une profonde mobilisation à partir de l'activité élémentaire des masses, le F.R.A. ne fait rien d'autre que de préparer la possibilité, à coup sûr à un niveau politique supérieur, d'un resurgissement de l'Assemblée.

L'Assemblée populaire, comme l'indiquaient ses statuts, a acquis le caractère de Front révolutionnaire anti-impérialiste dirigé par la classe ouvrière. La nature du F.R.A. est la même, et ce n'est pas un hasard. Ce front ne constitue pas un but en soi ; c'est le canal qui centralise les classes et courants engagés dans la voie de la libération nationale, en tant qu'un aspect de la révolution accomplie par le prolétariat.

Le Front anti-impérialiste que nous réalisons n'a rien à voir avec les fronts anti-impérialistes manœuvrés par des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises, qui, dans les faits, finissent par surbor-

donner les travailleurs à des classes sociales qui leur sont étrangères. Ces fronts, dont l'histoire nationale et internationale est remplie, ont toujours abouti à des gouvernements complaisants envers l'impérialisme et à faire des ouvriers de simples marionnettes. Quand on part du principe que c'est le prolétariat qui possède la direction politique au sein du Front anti-impérialiste, on en modifie profondément la portée. Il est indiscutable que la libération nationale constitue la partie substantielle de son programme, mais la libération nationale menée à bien sous la direction de la classe ouvrière devient un aspect, et un aspect seulement, de la révolution prolétarienne et un pas dans la voie de la construction du socialisme. C'est ce que ne comprennent pas beaucoup de gens et particulièrement ceux qui, à gauche, nous critiquent.

L'Internationale communiste et le Front anti-impérialiste

Pour nous, les antécédents du Front unique anti-impérialiste, c'est-à-dire de la politique que nous menons aujourd'hui, se trouvent dans les premiers congrès de l'I.C., dont les documents de base, ont été rédigés, analysés dans les débats et défendus par Lénine et Trotsky (les fondements programmatiques de la IV^e Internationale sont le *Programme de transition* et aussi les thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C.). Les bolcheviks ne pouvaient ignorer que les masses des pays arriérés, et parmi elles la classe ouvrière, commencent par être mobilisées par la bourgeoisie nationale sous de faux drapeaux anti-impérialistes. Il fallait trouver les moyens d'arracher les secteurs exploités et majoritaires au contrôle des partis nationalistes, de faire du prolétariat le dirigeant des masses exploitées

et, par conséquent, de renforcer l'avant-garde révolutionnaire. Le Front anti-impérialiste constitue le cadre adéquat pour l'accomplissement de ces tâches. Nous connaissons avec précision les limites du nationalisme de contenu bourgeois et sommes sûrs que, tôt ou tard il doit capituler devant l'ennemi étranger et s'allier à lui pour tenter d'écraser le prolétariat indigène et chercher vainement à sauver ses intérêts. L'I.C. a lancé le mot d'ordre de Front unique de la classe ouvrière dans les pays hautement développés pour arracher les travailleurs à leurs directions traditionnelles, et ainsi les aider à devenir communistes. C'est dans le même but qu'a été élaborée la ligne du Front unique anti-impérialiste propre aux pays arriérés. Les bolcheviks savaient parfaitement que les métropoles d'une part, les colonies et semi-colonies de l'autre étaient deux réalités différentes.

On soutient fréquemment que le Front unique anti-impérialiste ne serait qu'un élargissement du Front unique du prolétariat, ou qu'il se constituerait en partant du Front unique du prolétariat. C'est une autre façon d'ignorer ce que sont les pays arriérés, et le fait qu'ils supportent le poids de l'oppression impérialiste. Le Front unique du prolétariat dans les pays arriérés cesse d'avoir un caractère politique et acquiert un caractère simplement syndical, en tant que prolongement de ce que sont les syndicats : la forme élémentaire du front de classe. Le Front unique du prolétariat se limite à proclamer l'unité de la direction syndicale (généralement, on lutte pour une centrale unique à l'échelle nationale). Le Front unique anti-impérialiste considéré comme l'élargissement du front de classe limite la lutte politique au cadre syndical.

Le Front unique anti-impérialiste est un mot d'ordre d'une autre nature

et correspond à une réalité différente, qui est celle des pays arriérés. Il s'agit d'un front politique des secteurs sociaux intéressés à la lutte contre l'oppression impérialiste. L'unité syndicale ne fait que renforcer les positions du prolétariat dans le Front unique anti-impérialiste et rien de plus ; sans doute peut-on ajouter que l'unité de classe aide la classe ouvrière à s'ériger en direction de la nation, à partir du moment où elle accentue son indépendance de classe face aux directions politiques qui lui sont étrangères. Loin de chercher à confondre le Front unique du prolétariat avec le Front unique anti-impérialiste, il faut, au contraire, les distinguer très clairement. En définitive, le Front unique anti-impérialiste est un mot d'ordre irremplaçable dans la lutte révolutionnaire dans les pays arriérés, à condition qu'il soit dirigé politiquement par le prolétariat.

Le F.R.A., projection de l'Assemblée populaire

En résumé, comme nous l'avons montré, le Front unique anti-impérialiste n'est rien d'autre que la projection de l'Assemblée populaire. Entre eux, il y a une continuité stratégique : le gouvernement ouvrier pour construire le socialisme. Les deux organisations affirment clairement le rôle hégémonique du prolétariat. Les deux entités réalisent l'unité des partis de la gauche bolivienne et des secteurs majoritaires du pays (syndicats, universités...) qui se sont engagés dans la lutte pour écraser le « gorillisme », et qui ont cherché à se donner une direction unique dans le combat, sur la seule ligne qui puisse leur permettre de ne pas aboutir d'une façon ou d'une autre à la défaite : à savoir le Front révolutionnaire anti-impérialiste dirigé par le prolétariat.

Les profondes transformations de la situation politique qu'a connues la Bolivie ont imposé des différences importantes quant à l'organisation et au fonctionnement entre l'Assemblée populaire et le F.R.A., différences qui les font apparaître comme deux entités différentes, et même pour certains, opposées.

C'est dans des conditions de lutte clandestine qu'a surgi le F.R.A., qui lutte avec des méthodes conspiratives pour abattre le « gorillisme », ce qui ne peut être atteint sans mobiliser les masses pour le combat. Cette direction politique doit, par nécessité, être composée d'un nombre limité de militants et ses méthodes de travail, moulées sur le verticalisme, ne pourront que violer certaines normes de la démocratie interne traditionnelle et plus large. Le F.R.A. a pleinement conscience du fait que sa force et sa viabilité passent par son enracinement dans les masses ; mais il préserve jalousement l'intégrité physique des organisations ouvrières et populaires, et, pour cela, il réserve pour l'instant l'adhésion de celles-ci à des niveaux de direction. La façon dont la classe ouvrière doit être représentée dans le F.R.A. a suscité de violentes discussions qui recouvrent les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne.

Ceux qui, au nom du prolétariat, prétendent opposer les syndicats aux partis révolutionnaires assument une attitude très dangereuse, à la limite des positions contre-révolutionnaires. Nous sommes une nouvelle fois en face de l'argument classique brandi par la réaction contre la ligne révolutionnaire. Cette voie mène inévitablement à la défense de l'apolitisme des syndicats, à la nécessité pour les ouvriers de n'appartenir à aucun parti et à la thèse selon laquelle les organisations syndicales ont les capacités nécessaires à la prise du pouvoir et à la construction du socia-

lisme, etc. Cette « doctrine » n'a rien à voir avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier bolivien.

Après plusieurs décennies de lutte, la classe ouvrière s'est érigée en force dirigeante de la nation, c'est-à-dire en direction politique des masses qui combattent contre l'oppression impérialiste et pour surmonter notre retard séculaire. Cette histoire longue et tumultueuse se synthétise dans les efforts sérieux de la classe pour construire son propre parti à travers les expériences faites dans le sein des organisations politiques étrangères à la classe ouvrière.

Classe ouvrière, syndicat et parti

L'expression politique achevée de la classe n'est pas le syndicat, mais le parti politique, parce que seul, le programme de celui-ci est capable d'exprimer complètement les intérêts historiques de la classe. Le syndicat a été créé par les travailleurs lorsqu'ils se sont vus obligés d'entreprendre des luttes élémentaires. Le parti apparaît lorsqu'ils acquièrent une conscience de classe.

En Bolivie, c'est une attitude absurde de continuer à prétendre que le syndicat suffit à lui seul pour diriger les exploités dans leurs luttes quotidiennes et dans la lutte pour leur émancipation. Au contraire, l'évolution de notre mouvement syndical s'est faite autour d'idées politiques claires et déterminantes (dont le sens, en dernière analyse, est d'aider le prolétariat à dépasser les limites des mouvements nationalistes de contenu bourgeois et de mener à l'indépendance idéologique et organisationnelle de la classe par rapport aux directions politiques qui lui sont étrangères). Cela a été possible parce qu'agissent en son sein certaines tendances politiques, incarnées par

les partis de gauche, qui contribuent positivement à l'évolution de la conscience de classe. L'idéologie marxiste ne naît pas spontanément au sein des masses ; elle vient de l'extérieur et se convertit en son temps en l'élément actif qui contribue à la formation véritable de la classe.

Il n'y a pas opposition entre syndicat et parti, mais entre le parti révolutionnaire et les tendances réactionnaires, qui peuvent parfois se dissimuler au sein des organisations syndicales. Notre devoir élémentaire est de lutter énergiquement contre les tentatives d'introduire dans les syndicats l'idéologie réactionnaire sous le masque du « syndicalisme pur ».

Le F.R.A. fait ses premiers pas en Bolivie avec les plus grandes difficultés. Il paie très cher l'accusation lancée contre lui par le « gorillisme » d'être né au Chili, prétendument à l'initiative d'ennemis de la Bolivie.

Le F.R.A. et l'éventualité d'un putsch

Le F.R.A., par définition, et pour rester fidèle à ses principes, demeurera à l'écart de tout type de coup d'Etat qui viserait à changer le maître du palais Quemado, ou à substituer aux militaires en place d'autres militaires moins fascistes. Il rejette toute forme de putschisme, ou toute tentative de coup d'Etat qui serait étrangère aux intérêts ouvriers. Cependant la perspective putschiste est une menace qui pèse sur l'avenir du F.R.A.

L'apparition d'un axe nationaliste d'opposition (il n'existe pas la possibilité que s'organise un front de gauche en dehors du F.R.A.) se présenterait devant le pays comme une alternative à celui-ci. Cet axe nationaliste pourrait s'établir de deux façons principales : 1) se constituer comme un front nationaliste formé par des secteurs de la droite (P.S.D.)

et des groupes dissidents de phalangistes de droite mis à l'écart du gouvernement ; ce front évoluerait rapidement dans le sens de la satisfaction des ambitions de tels ou tels généraux ou d'un secteur du M.N.R. ; 2) des secteurs de gauche du M.N.R., particulièrement liés avec les milieux syndicaux peuvent tenter de sceller une alliance conspirative avec un quelconque groupe militaire démocratisant.

Un coup d'Etat victorieux commencerait par affaiblir le F.R.A. comme direction des masses, ferait obstacle au mouvement de celles-ci, augmenterait leur incertitude en se présentant comme anti-Paz et anti-gorilliste.

Un putsch suivi d'une « ouverture démocratique », ou de l'organisation d'élections, pourrait amputer physiquement le F.R.A. de son secteur nationaliste, et peut-être attirer à lui certaines des personnalités militaires qui sont aujourd'hui dans ses rangs. Un contretemps de ce type irait de pair avec une confusion dans les rangs des masses et on pourrait même assister, pendant une courte période, à la renaissance de certaines illusions en ce qui concerne la capacité révolutionnaire d'un gouvernement de ce type.

En cas de soulèvement militaire, le F.R.A. ne peut répondre qu'en mobilisant rapidement les masses, en les organisant et en les armant. Comme le démontre tout le cours de notre histoire, les exploités, devenus maîtres de la rue, parviendraient à transformer un coup d'Etat de ce genre en une véritable révolution. Nous devons nous préparer en toute hâte, avec la certitude que les rythmes de la politique bolivienne sont très rapides, et avec la certitude que nous ne vivons pas un écrasement du prolétariat qui durera plusieurs décades. Nous continuons à travailler contre la montre pour éviter un nouveau 21 août.

En vous abonnant si vous ne l'êtes pas, en prolongeant à l'avance votre abonnement si vous l'êtes (20 F. pour 5 numéros au C. C. P. Bloch Paris 606-23 jusqu'au 31 juillet, ensuite 25 F), en souscrivant sans attendre à la réimpression de la collection de "LA VÉRITÉ" (47 F au C. C. P. Bloch Paris 16913-99), vous contribuerez efficacement à soutenir l'O.C.I. et son organe central.

A propos du texte présenté par le P.O.R. à la Conférence latino-américaine d'avril 1972

Contribution de l'O.C.I. à la discussion

Dans le cadre de la conférence latino-américaine d'avril 1972, une discussion encore insuffisante s'est engagée entre vous et nous et les autres organisations présentes sur les questions suivantes : le Front unique anti-impérialiste, le Front révolutionnaire anti-impérialiste (F.R.A.), le stalinisme et le castrisme.

Nous pensons que la meilleure façon de progresser dans la clarification des termes de cette discussion, afin de déterminer s'il existe ou non des divergences réelles entre nous, est de partir des préoccupations tout à fait légitimes qui sont les vôtres, à savoir la défense et le renforcement de la révolution bolivienne. Nous vous adressons immédiatement notre contribution à cette discussion, comptant bien que d'autres s'y joindront.

Dans le texte que vous avez proposé au vote au cours de la Conférence latino-américaine, vous écrivez :

La défense et le renforcement de la révolution bolivienne deviennent l'un des

devoirs élémentaires du mouvement révolutionnaire et l'une des tâches indispensables de la IV^e Internationale. Renforcer la Bolivie révolutionnaire, c'est renforcer la révolution mondiale (1).

Dans la déclaration que vous avez faite en commun avec Política obrera à l'issue de la Conférence (2), c'est de cette position que vous partez pour reprocher aux délégués du C.I. et de l'O.C.I. « d'avoir suspendu une épée de Damoclès au-dessus de la tête des révolutionnaires boliviens » en exigeant que la discussion se poursuive et se développe.

C'est là un point de vue difficile à défendre, camarades du P.O.R. ! Ainsi que le représentant de Política obrera est venu le rappeler dans le cours des débats, après la campagne politique ample et vigoureuse menée par l'O.C.I., la Ligue des socialistes révolutionnaires

(1) Voir ci-dessus, p. 14.

(2) Cette déclaration est reproduite ci-dessus.

hongrois, la Ligue ouvrière mexicaine et les autres organisations qui ont pris position avec elles au sujet du développement du processus révolutionnaire en Bolivie, de la signification de la constitution de l'Assemblée populaire et du caractère essentiellement juste de la politique menée par le P.O.R., il est réellement difficile de suspecter l'O.C.I. et les autres organisations, lorsqu'elles cherchent à discuter, de ne pas avoir en vue la défense de la révolution bolivienne.

C'est de bien autre chose que d'une « épée de Damoclès » qu'il s'agit !

Pour la défense de la révolution bolivienne

Ce dont il s'agit, c'est uniquement, en réponse aux préoccupations légitimes que le P.O.R. exprime en tant qu'avant-garde du prolétariat bolivien, de savoir par quelles méthodes, à partir de quelle analyse la révolution bolivienne peut être le mieux défendue aujourd'hui. Cela signifie que s'il y a divergences entre nous, ce sera sur ces questions, sur comment agir aujourd'hui le mieux pour la défense et le renforcement de la révolution bolivienne.

Dans votre texte, on lit :

Les secousses profondes et d'importance décisive de la révolution bolivienne ont soumis à une dure épreuve, non seulement les programmes et les propositions des partis, mais aussi les méthodes de lutte. Le bilan de ce qui a été fait et atteint en Bolivie et les perspectives qui s'en dégagent intéressent de manière directe et vitale les pays latino-américains et le mouvement révolutionnaire mondial. Prendre position face aux événements de Bolivie signifie prendre position par rapport aux problèmes cruciaux de la stratégie révolutionnaire. Les problèmes du continent, les grandes questions de la révolution de notre époque ont été posés dans le pays de l'Altiplano, et les lignes directrices de leur solution

y ont également été dégagées. C'est pourquoi prendre position face à la révolution bolivienne controversée, qui a pris le caractère d'une pierre de touche pour toutes les tendances et groupes du large éventail de la gauche, est devenu un devoir révolutionnaire...

Les principaux acquis du P.O.R. bolivien dans ses combats de classe, les positions qu'il a gagnées dans le mouvement des masses, la vigueur qu'il a démontrée en tant qu'organisation face aux attaques répétées des tendances révisionnistes du trotskysme, tout cela fait partie de l'arsenal de la IV^e Internationale, qui doit être pleinement utilisé dans les tâches de reconstruction qui s'accomplissent. Ne pas le faire serait absurde et impliquerait le risque de retomber dans les anciennes erreurs théoriques et organisationnelles. L'exemple de la Bolivie — que la IV^e Internationale présente comme une des principales leçons de ces dernières années — doit être brandi par nous comme l'un de nos drapeaux (3).

C'est effectivement ce point de vue qui nous a guidés tout au long de la dernière période, et qui a constitué la trame constante de toutes nos prises de position, comme celle du document de fond que nous avons présenté à la Conférence latino-américaine et que nous soumettons encore à la discussion internationale dans le cadre de la préparation de la deuxième session de la préconférence de juillet (4).

Oui, la prise de position face à l'Assemblée populaire, à son caractère soviétique, c'est-à-dire de préfiguration d'un organe de dictature prolétarienne, au rôle qu'elle avait commencé à jouer puissamment en tant qu'instrument de regroupement et de mobilisation des masses dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat, a effectivement constitué de janvier à août 1971 une pierre de touche pour l'ensemble des courants se réclamant de la classe ouvrière et

(3) Voir ci-dessus, pp. 13-14.

(4) Voir la Correspondance internationale, numéro spécial sur la Bolivie.

du socialisme. Il est juste d'évoquer à cet égard l'exemple du bolchevisme, donc la révolution d'Octobre : après octobre 1917, c'est également sur la question de la dictature du prolétariat et des organes de pouvoir de la classe ouvrière que s'est fait le clivage entre les courants révolutionnaires et les renégats du marxisme.

Lors du débat sur les vingt et une conditions au 2^e congrès de l'I.C., Lénine s'adressait aux kautskystes encore présents dans les termes suivants :

Quand le camarade Crispin dit maintenant que la dictature du prolétariat n'est pas une nouveauté, et qu'il ajoute : « Nous avons toujours été pour la conquête du pouvoir politique », cela signifie éluder le fond du problème. On admet la conquête du pouvoir politique, mais pas la dictature. Toute la littérature socialiste, non seulement allemande, mais française et anglaise, prouve que les chefs des partis opportunistes, par exemple McDonald en Grande-Bretagne, sont partisans de la conquête du pouvoir politique. Ils sont tous — ce n'est pas peu dire — des socialistes sincères, mais ils sont contre la dictature du prolétariat ! Dès l'instant que nous avons un bon parti révolutionnaire digne de porter le titre de communiste, il faut faire de la propagande pour la dictature du prolétariat, à la différence des anciennes conceptions de la II^e Internationale. Le camarade Crispin a masqué et dissimulé cette vérité, et c'est la faute fondamentale propre à tous les partisans de Kautsky (4).

Il en est allé de même pour la caractérisation de l'Assemblée populaire. Soviet ou pas soviétique, c'est-à-dire organe ou non, dans son développement, de la dictature du prolétariat : et sur ce point, nous sommes d'accord ; telle est la question sur laquelle, en 1971, les clivages se sont opérés et où chacun, comme nous l'avons amplement démontré dans notre document, a choisi son camp.

Aujourd'hui, une situation existe, différente de celle qui a vu naître et se développer l'Assemblée populaire. Le 21 août, les masses ont subi une défaite

et ont dû reculer, y compris — et cela est évidemment capital — si elles n'ont subi aucun écrasement physique. Leur recul est temporaire. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une défaite scellant le sort du mouvement ouvrier pour toute une période, le détruisant. Dans le texte que nous citons plus loin, nous nous expliquons clairement sur ce point.

Il n'en reste pas moins que l'axe de la lutte s'est déplacé, de sorte que la discussion autour de l'Assemblée populaire n'a de sens que si elle est menée en relation avec le développement de la lutte des classes en Amérique latine, étant bien entendu que l'accord sur le bilan du processus de 1971, et en particulier sur le caractère soviétique de l'Assemblée populaire, demeure un élément absolument vital de définition des positions sur la question bolivienne.

C'est poser là de nouveau la question : comment faut-il agir aujourd'hui pour la défense et le renforcement de la révolution bolivienne ? Pour pouvoir répondre à cette question, il est nécessaire de définir avec précision la place de la révolution bolivienne dans la révolution mondiale.

La place du processus révolutionnaire et des rapports politiques en Bolivie dans les processus mondiaux de la lutte des classes

La reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine est impossible sans que ne soit assimilée la riche expérience du travail fécond réalisé par le P.O.R. au sein des masses boliviennes, qui fait partie désormais du capital politique de la IV^e Internationale.

Car nous sommes convaincus, en ef-

(5) Lénine, Œuvres complètes, Ed. de Moscou en français, t. XXXI, pp. 254-255.

fet, que la reconstruction de la IV^e Internationale, en Amérique latine comme ailleurs, comporte effectivement l'assimilation de la riche expérience bolivienne, mais en l'intégrant au bilan des autres moments les plus significatifs de la lutte du prolétariat mondial dans les dernières années — la grève générale française, le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, les conseils ouvriers de Pologne — dont nous pensons qu'ils représentent les éléments constitutifs de la phase actuelle de la lutte des classes; le processus révolutionnaire de Bolivie en est, avec celui de Pologne, la manifestation la plus élevée à cette date.

Les particularités nationales

L'O.C.I. tient à rappeler ici l'importance qu'elle a toujours attachée à la réponse faite par Léon Trotsky à Staline, à propos de l'internationalisme prolétarien, dans la préface française de son livre, *La Révolution permanente* :

Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un « SUPPLEMENT aux traits généraux », une sorte de vertu sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années (6).

Mais il faut bien s'entendre : l'économie et donc la lutte des classes mondiales ne sont pas la simple somme de fractions similaires. Elles forment une totalité organique. La réalité mondiale n'est pas un puzzle aux parties indépendantes, mais un ensemble aux parties différenciées. Et si les particularités nationales peuvent « déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues

années », elles ne se situent pas en dehors des relations sociales et politiques mondiales. Elles ne peuvent pas en être abstraites. C'est sous la forme des particularités nationales que les traits fondamentaux de la situation mondiale se manifestent.

Les relations sociales et politiques particulières à la lutte des classes d'un pays déterminé sont une expression des relations mondiales. Mais cela signifie qu'elles ne suppriment pas ces dernières et en demeurent donc dépendantes. Par conséquent, autant il serait erroné de ne pas tenir compte des particularités nationales, autant il serait faux de les dresser au-dessus et en dehors des relations mondiales, comme des entités indépendantes. Ce serait nier dans les faits la théorie de la révolution permanente.

Cela signifie qu'autant il serait erroné de ne pas comprendre la place occupée dans le processus révolutionnaire bolivien par les éléments qui découlent tant de sa situation de pays soumis au joug de l'impérialisme et dans lequel les tâches démocratiques bourgeoises n'ont pas été accomplies que des caractères particuliers de sa propre histoire politique et sociale, autant il serait faux de considérer que le processus révolutionnaire bolivien ne traduirait pas les tendances profondes de notre époque, ou inversement que les rapports entre les classes en Bolivie et les relations politiques qui leur sont liées pourraient échapper en quelque sorte à la loi commune mondiale, pourraient être exceptionnels au point d'être de nature différente.

Or, de ce point de vue, votre document nous paraît se caractériser par les deux traits complémentaires suivants : d'un côté, à notre avis, la lutte engagée par les masses boliviennes et le P.O.R. autour de l'Assemblée populaire pour la constitution du gouverne-

(6) *La Révolution permanente*, collection « Idées », Gallimard, p. 12.

ment ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat, n'est pas saisie dans votre document comme une expression — la plus élevée à cette date à côté des conseils ouvriers en Pologne — du mouvement des masses dans la voie de la lutte pour leur propre pouvoir, donc comme une manifestation particulièrement claire des caractères de la période que nous avons désignée comme celle de « l'imminence de la révolution ». De l'autre, il semblerait, à la lecture de votre document, qu'en Bolivie certains des facteurs constitutifs, déterminants de la situation politique mondiale — tels que le stalinisme, en particulier — possèderaient, en vertu de quelque miracle, un signe nouveau, différent de ce qui existe partout ailleurs. Nous revenons par ailleurs sur ce point.

Le processus révolutionnaire bolivien traduit l'ensemble des tendances profondes d'une période où les conflits entre les classes se situent toujours plus au niveau de la lutte pour le pouvoir.

Le développement de la discussion nous impose de revenir sur ce point, tant en raison des lacunes de votre propre texte que des deux observations que vous avez faites à celui de l'O.C.I., sur des questions qui concernent à la fois la caractérisation que l'O.C.I. donne de la période actuelle et la définition qu'elle cherche à donner de la place du processus révolutionnaire bolivien à l'intérieur du processus révolutionnaire mondial.

Dans son document, l'O.C.I. avait écrit :

Pour le prolétariat argentin en lutte contre la dictature militaire en décomposition; pour le prolétariat et la paysannerie du Chili, freinés dans leur lutte pour l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, l'expulsion de l'impérialisme et la liquidation des rapports de production capitalistes par la politique d'Allende et du P.C. chilien menée sous le signe du Front populaire de collaboration de classes; pour le prolétariat et les masses du Pérou, du Mexique, de la Colombie et du Venezuela; pour la classe ouvrière et les étudiants d'Uruguay; pour

les masses brésiliennes, elles-mêmes en lutte contre la barbarie militaire, l'exemple du prolétariat bolivien, engageant la lutte pour le pouvoir ouvrier sur son propre plan autour d'un organisme à caractère soviétique, ne pouvait être qu'un élément supplémentaire et décisif de radicalisation.

La portée de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir en Bolivie a dépassé cependant les limites de l'Amérique latine. Les événements de Bolivie s'intègrent dans le gigantesque combat engagé à l'échelle mondiale entre le prolétariat d'un côté et l'impérialisme et la bureaucratie de l'autre, et en sont devenus une composante centrale dans la dernière période.

La phase historique que nous vivons se caractérise non seulement par le fait que, face à l'impérialisme et au stalinisme qui se disloquent, la classe ouvrière possède l'initiative, mais encore que la lutte des classes pose la question centrale du pouvoir comme l'enjeu effectif des combats réels, posant aussi, par là même, la question des moyens que le prolétariat doit employer pour atteindre son objectif, c'est-à-dire établir la dictature du prolétariat.

La portée du processus révolutionnaire bolivien pour la lutte révolutionnaire mondiale du prolétariat tient au fait, précisément, que c'est dans cette voie que les travailleurs boliviens se sont engagés. Ils l'ont fait non plus de façon spontanée comme à Irbid, mais dans une situation où c'est l'intervention consciente du Parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.), qui leur a permis de se regrouper autour de l'Assemblée populaire, dont la formation a marqué le début d'une situation de double pouvoir et le premier pas vers l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, étape transitoire vers la dictature du prolétariat. Par cela même, les événements de Bolivie constituent dans l'immédiat l'expression la plus élevée de la lutte d'ensemble du prolétariat mondial dans le cadre de la période de l'imminence de la révolution (7).

(7) « Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de la construction des partis révolutionnaires en Amérique latine ». Document du Comité central de l'O.C.I., la *Correspondance internationale*, n° 2-3, mars 1972, p. 17.

Commentant ces paragraphes, vous dites :

Imminence de la révolution. Il s'agit d'une vieille discussion entre nous. Il nous semble qu'en élaborant cette notion l'on n'ait pas tenu compte du développement extrêmement inégal du processus de formation de la conscience de classe du prolétariat, et, par là même, de la formation des partis révolutionnaires. L'imminence de la révolution paraît se référer à la révolution mondiale comme à un phénomène qui est à notre portée. Le processus bolivien n'a pourtant qu'à peine été plus qu'une poussée des masses engagées dans la voie de la rupture de la chaîne impérialiste dans son anneau le plus faible, en Amérique latine, qui a conduit à une défaite, même si celle-ci a été de caractère limité (8).

Plus loin, dans le texte de l'O.C.I., il est également écrit :

La victoire du coup d'Etat de Banzer et Selich porte un coup au processus révolutionnaire en Bolivie et contraint le prolétariat bolivien à opérer aujourd'hui un important recul dans sa lutte pour le pouvoir. L'impérialisme a repris, pour un temps, le dessus en Bolivie, bien qu'il l'ait fait dans des conditions extrêmement précaires pour lui. D'un côté, en effet, le prolétariat bolivien n'a pas été écrasé. Il a été obligé de reculer, mais après avoir livré combat, et dans des conditions où l'intervention lucide de son avant-garde, le P.O.R., lui a permis d'opérer ce recul en bon ordre et d'éviter une décapitation ou une saignée qui hypothéquent l'avenir. De l'autre côté, son recul s'inscrit dans le contexte général d'une situation de montée du prolétariat à l'échelle mondiale et de dislocation de la domination de la bourgeoisie internationalement, c'est-à-dire une situation qui limite considérablement les conséquences et doit aider à abrégier la durée de la victoire du régime de Banzer (9).

Commentant ce passage, vous dites encore :

Quand le document parle de la « montée des masses » et situe la révolution bolivienne dans ce cadre, on a l'impression qu'il s'agit d'une montée généralisée et non pas d'un processus marqué par des hauts et des bas, par des poussées et des reculs, par quelque chose

d'extraordinairement inégal. L'isolement du processus révolutionnaire bolivien ne peut pas être imputé au P.O.R. bolivien, pas plus qu'au C.I., qui ont fait l'un comme l'autre ce qu'ils ont pu pour briser cet isolement, mais au très grand retard de la majeure partie du prolétariat latino-américain, y compris dans les pays où ce prolétariat est en mouvement et s'engage dans des grèves. Les grèves et les manifestations sont des pas en avant dans le processus de formation de la classe, mais ne signifient pas que la classe ait encore atteint un niveau politique élevé. Il faut se poser la question de savoir pourquoi les partis trotskystes sont si faibles (dans certains endroits plus que dans d'autres). Peut-être s'agit-il d'une impression laissée par une rédaction défectueuse et nous espérons qu'il en est ainsi (10).

C'est parce que nous pensons qu'il s'agit d'autre chose que d'une question de rédaction que nous estimons nécessaire de reprendre la discussion sur trois problèmes que vos observations concentrent, à savoir : 1° le contenu de la notion de l'imminence de la révolution ; 2° la signification de la résurgence, précisément aujourd'hui, des formes soviétiques d'organisation des masses ; 3° la relation entre le prolétariat bolivien et les autres prolétariats d'Amérique latine, en particulier du Chili.

L'imminence de la révolution inclut l'imminence de la contre-révolution

Nous savons fort bien bien que le processus révolutionnaire n'est pas rectiligne, mais qu'il s'agit d'un processus au développement inégal très prononcé,

(8) Notes de travail sur le document du C.C. de l'O.C.I., présentées par le P.O.R. à la Conférence latino-américaine.

(9) Voir note 7.

(10) Voir note 8.

fait également de hauts et de bas, de moments de poussée et de recul. Nous avons même explicité les raisons qui font que la période révolutionnaire qui s'ouvre sera particulièrement chaotique et faite, plus que toute autre, de montées et de reculs, suivis de nouvelles remontées. Le processus de dislocation de l'impérialisme, de la bureaucratie stalinienne du Kremlin et des autres bureaucraties ouvre une période révolutionnaire qui sera d'autant plus chaotique que la survie de l'impérialisme a développé le pourrissement de toute la société, que l'emprise du stalinisme sur la classe ouvrière à l'échelle mondiale a été longue et lourde et que la crise de la IV^e Internationale a retardé la construction de la force motrice du combat pour la reconstruction d'une direction mondiale de la révolution prolétarienne.

Nous avons dit et répété d'autre part, dans de nombreux articles et documents qui sont à la disposition de tous les militants, que l'accentuation brutale des antagonismes de classes qui marque la dislocation du statu quo fragile établi au cours de la période antérieure signifie nécessairement, de la part de l'impérialisme et des différentes bourgeoisies, l'organisation (avec l'assentiment et, lorsqu'il le faut, la participation de la bureaucratie) d'attaques contre-révolutionnaires contre les masses, d'autant plus massives, féroces et destructives que le péril pour l'impérialisme est grand. La période de l'imminence de la révolution ne supprime pas, mais bien au contraire implique l'organisation par l'impérialisme de la contre-révolution sanglante chaque fois qu'il en a la possibilité.

Nous avons dit et répété enfin que l'on avait assisté, depuis 1968, uniquement aux toutes premières secousses révolutionnaires, aux manifestations quasi préliminaires de la période qui s'ouvre devant nous, et à propos de laquelle nous avons également précisé qu'il s'agit d'une période s'étendant sur des années, voire des dizaines d'années.

Mais il reste que c'est bien, dans une nouvelle période que nous sommes entrés, en dehors de la compréhension de laquelle il n'y a de compréhension possible de ce qui s'est passé en Bolivie ni du processus sur lequel peut s'appuyer la reconstruction de la IV^e Internationale.

Commentant notre texte, vous dites qu'il est nécessaire de se poser la question de savoir pourquoi les partis trotskystes sont si faibles. Indépendamment du fait qu'on ne saurait poser cette question en faisant abstraction de la dislocation de la IV^e Internationale et des ravages faits par le pablisme, nous pensons qu'il est tout aussi légitime de se poser la question en sens inverse, et de se demander comment il se fait que les trois ou quatre dernières années ont vu précisément un début de renforcement des organisations trotskystes et une reprise de la construction de noyaux luttant sur la base du Programme de transition.

Il est bien évident qu'il n'y a aucune espèce de mécanisme dans ce processus, qui est marqué lui aussi au plus haut degré par le développement inégal et combiné. Il reste néanmoins que le mouvement qui porte une nouvelle génération de militants à la recherche du programme de la révolution prolétarienne est un phénomène qui ne peut pas être saisi en dehors d'une compréhension de la période, car il en est un facteur constitutif, au même titre que l'est le surgissement aujourd'hui, une fois de plus, d'organes de caractère soviétique.

La signification de la résurgence d'organismes à caractère soviétique

Il ne saurait être question de reprendre ici la caractérisation détaillée de la période que l'O.C.I. a donnée (et qu'elle reprend aujourd'hui dans l'ensemble des

documents qu'elle soumet à la discussion internationale dans le cadre de la préparation et de la tenue de la pré-conférence de juillet mais d'en résumer les principales conclusions en ce qui concerne la signification de la réapparition, à l'étape actuelle de la lutte des classes mondiale, d'organes de type soviétique, au premier rang desquels se situe l'Assemblée populaire bolivienne de 1971.

La grève générale française de mai-juin 1968 et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie ont montré quelles étaient les tendances générales du cours de la lutte des classes mondiale à ce moment-là et ont, comme tels, signalé un tournant dans cette lutte. L'équilibre fragile entre les classes à l'échelle mondiale était définitivement rompu ; le statu quo imposé à l'issue de la seconde guerre mondiale avait fait son temps, révolution et contre-révolution allaient désormais s'affronter brutalement sur tous les terrains.

Depuis lors, du côté du prolétariat, ce sont la constitution du soviet d'Irbid, édifié en septembre 1970 par les masses palestiniennes dans leur résistance au boucher Hussein, et, sous l'impulsion du P.O.R., la formation de l'Assemblée populaire en Bolivie, enfin le surgissement des conseils ouvriers en Pologne, en décembre 1970 et en janvier 1971, qui expriment les tendances générales du développement de la lutte des classes mondiale. Ce sont là les signes irréfutables du caractère de la période ouverte en 1968, en même temps que la marque d'une nouvelle phase au sein de cette période.

Dans des pays aussi différents et éloignés géographiquement, socialement, politiquement que la Jordanie, la Bolivie et la Pologne, l'organisation des masses ouvrières et paysannes, la lutte contre l'impérialisme et les bourgeoisies « nationales » comme celle contre la bureaucratie parasitaire de Pologne, instrument de la bureaucratie du Kremlin, la lutte pour le pouvoir voit renaître les

formes soviétiques d'organisation du prolétariat. Cette lutte se situe dans chaque pays à des niveaux divers, mais partout elle pose la question du pouvoir, qui ne peut être résolue que par l'instauration de la dictature du prolétariat, sous la forme du pouvoir des soviets, des conseils, si éloigné que le mouvement semble en être dans tel ou tel pays et quelles que soient les phases par lesquelles il aura à passer.

Que partout se pose la question du pouvoir, que la solution correspondant à la nécessité historique en soit exclusivement la dictature du prolétariat, le pouvoir des soviets ou conseils, c'est là un des aspects de l'unité organique de la lutte des classes mondiale. C'est justement parce qu'ils participent du processus mondial de la révolution prolétarienne, parce qu'il n'y avait pas pour eux d'issue à leurs problèmes en dehors de cette voie, que les travailleurs boliviens, dans un des pays les plus arriérés économiquement et les moins peuplés d'Amérique du Sud, ont pu s'organiser au sein de l'Assemblée populaire et engager la lutte pour la dictature du prolétariat.

L'hégémonie du prolétariat dans la révolution

Les conditions d'existence faites aux masses latino-américaines par l'impérialisme, tout comme les combats d'envergure engagés de façon répétée par celles-ci, ne sont, à leur tour, rien d'autre que l'expression de l'étouffement des forces productives du fait des rapports de production capitalistes et de la base nationale d'organisation de la production et de l'échange, dans les formes criantes que cela revêt nécessairement, à l'époque du capitalisme pourrissant, dans des pays où la bourgeoisie n'a jamais su mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et a laissé à l'impérialisme libre cours pour imposer son emprise profonde et totale sur l'ensemble de la vie sociale.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie sont incapables de résoudre les problèmes laissés en suspens ou d'accomplir aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas été capables de mener à bien hier. A partir du moment où, à l'échelle mondiale, le capitalisme a épuisé ses possibilités de développement et mène une existence toujours plus profondément parasitaire, et où seule l'appropriation par le prolétariat des forces productives à l'échelle du globe peut ouvrir à l'humanité une nouvelle phase de progrès, c'est le prolétariat seulement qui est capable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de prendre la tête de la lutte pour libérer les pays d'Amérique latine du joug de l'impérialisme.

Mais le prolétariat ne peut évidemment le faire que selon ses propres méthodes et en conformité avec les exigences historiques de l'époque, où les problèmes qui se posent à l'humanité sont ceux de la destruction du capitalisme et de la construction du socialisme à l'échelle mondiale. C'est par conséquent à l'aide des institutions de la dictature du prolétariat, du gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans, que les vestiges du passé pré-capitaliste seront liquidés et la lutte contre l'impérialisme menée à bien, dans des conditions où les mesures prises porteront déjà le sceau de la future société à construire et où ce combat s'intégrera pleinement dans la lutte menée à l'échelle mondiale par le prolétariat pour la destruction du capitalisme. C'est cette voie-là qu'a réouverte le prolétariat bolivien en Amérique latine en s'engageant, à l'appel de son avant-garde, le P.O.R., dans la constitution de l'Assemblée populaire.

Le processus de la révolution prolétarienne mondiale n'est pas un processus simultané, mais s'étend sur toute une période historique. Il ne se développe pas non plus nécessairement de façon « rationnelle », en commençant par les pays où les forces productives sont le plus avancées. Rapports écono-

miques et relations politiques se combinent de telle sorte que le processus de la révolution mondiale est marqué au plus haut point par la loi du développement inégal, dans des conditions où les pays qui sont « mûrs » en premier pour la dictature du prolétariat ont effectivement été pour une part, et pourront être de nouveau, ceux où les forces productives sont le moins développées.

Dans les remarques que vous faites à propos de notre texte, vous dites que « les masses étaient engagées dans la voie de la rupture de la chaîne impérialiste dans son anneau le plus faible en Amérique latine, dans une des parties les plus arriérées de l'économie mondiale ». En effet ; et c'est pourquoi l'analyse de Trotsky à propos de la révolution chinoise est d'une brûlante actualité :

Tel pays peut être « mûr » pour la dictature du prolétariat sans l'être cependant ni pour la construction indépendante du socialisme ni même pour de larges mesures de socialisation. Il ne faut jamais prendre comme point de départ l'harmonie préétablie de l'évolution sociale. En dépit de la douce étreinte théorique de Staline, la loi de l'inégalité du développement existe encore. Elle manifeste sa puissance aussi bien dans les rapports entre plusieurs pays que dans les rapports mutuels entre différentes séries de phénomènes à l'intérieur d'un seul pays. C'est seulement à l'échelle mondiale qu'on pourra réconcilier le développement inégal de l'économie et de la politique. Cela signifie en particulier qu'on ne peut pas considérer le problème de la dictature du prolétariat en Chine dans les seules limites de l'économie et de la politique chinoises (11).

C'est sur la base de ces éléments théoriques, absolument fondamentaux, qu'il faut, premièrement, établir la relation exacte entre la révolution prolétarienne en Bolivie, où le développement

(11) La Révolution permanente, ibid., p. 204.

limité des forces productives ne permettra que des mesures partielles de socialisation, et la révolution prolétarienne mondiale, deuxièmement, dire, que c'est en tant que détachement du prolétariat mondial et dans la perspective de la révolution socialiste mondiale que le prolétariat bolivien peut seulement mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de la libération nationale, enfin réaffirmer la nécessité absolue pour lui d'établir, pour ce faire et pour défendre ses conquêtes révolutionnaires, le régime de la dictature du prolétariat.

L'Assemblée populaire : un jalon non seulement pour les masses boliviennes, mais pour le prolétariat de toute l'Amérique latine

Mais la victoire de la révolution bolivienne, l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie, procédant à la réalisation des tâches fondamentales de destruction de l'Etat bourgeois et d'instauration de la dictature des soviets d'ouvriers et paysans, devaient nécessairement être, s'ils se réalisaient, un élément puissant, et peut-être décisif, de radicalisation pour le prolétariat et les masses des autres pays d'Amérique latine, en premier lieu au Chili et en Argentine. Le processus révolutionnaire bolivien se présentait comme la pointe avancée du processus révolutionnaire latino-américain dans son ensemble ; la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie révélait, et révèle toujours, le mouvement profond de la lutte des classes dans certains pays essentiels du continent.

C'est cette réalité qui explique l'intérêt et l'inquiétude extraordinaires que le développement de la lutte des classes en Bolivie de 1970 à 1971 a éveillés dans la C.I.A. et les dictatures

brésilienne et argentine. C'est cela avant tout qui explique leur décision d'armer Banzer, Selich et Gutierrez, et de guider leurs bras contre le prolétariat bolivien, ses organisations et l'Assemblée populaire. L'impérialisme américain et les classes dominantes d'Amérique latine avaient parfaitement reconnu le danger dans toute son ampleur. Ils savaient, eux, que le mouvement du prolétariat et des masses dans la majeure partie des pays d'Amérique latine les portait, en cas de victoire de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie, à établir la jonction entre leur combat et celui des masses boliviennes.

Et aujourd'hui encore, en dépit de leur victoire du 21 août, la préoccupation principale de l'impérialisme américain et des forces réactionnaires du continent, c'est que l'exemple de l'Assemblée populaire n'ait pas fait soudainement son chemin et ne surgisse pas, sous de nouvelles formes, dans un autre pays.

Voir dans l'Assemblée populaire un phénomène explicable avant tout par des « circonstances exceptionnelles », c'est en diminuer l'importance. La défense et le développement de la révolution bolivienne ne sont pas indépendants du développement de la lutte des autres prolétariats d'Amérique latine, lutte qui comprend l'assimilation par ces prolétariats et leur avant-garde de ce qui a constitué un **jalon impérissable**, non seulement pour le prolétariat bolivien, mais pour tout le prolétariat d'Amérique latine : la naissance de l'Assemblée populaire, premier soviet d'Amérique latine.

Oui, le processus de formation de la conscience de classe du prolétariat, et, par là même, de la formation des partis révolutionnaires est un processus extrêmement inégal.

Oui, le processus de « montée des masses » n'est nullement une montée généralisée, mais effectivement un processus marqué par des hauts et des bas par des poussées et des reculs, par quel-

que chose d'extraordinairement inégal.

Mais il faut être conséquent. L'inégalité de développement de la lutte des classes et de la formation de la conscience de classe du prolétariat s'applique à toute l'Amérique latine comme à la Bolivie. La situation ne peut pas être figée telle qu'elle a existé au moment du processus révolutionnaire bolivien de 1970-1971.

Le prolétariat bolivien

C'est ainsi que parler à propos de la Bolivie d'« **un pays radicalisé à l'extrême** », comme le fait à un moment le document du P.O.R., c'est s'en tenir à une constatation abstraite. Le prolétariat bolivien a depuis trente ans une riche histoire révolutionnaire. Mais il est faux qu'il soit toujours « **radicalisé** ». Il n'est pas exact que « **l'évolution générale** » du prolétariat bolivien soit linéaire (ainsi que, de façon contradictoire, le texte en convient lui-même dans d'autres parties). Hier, il était à l'avant-garde, aujourd'hui il a subi une défaite, demain il sera sans doute de nouveau à l'offensive. Dans l'immédiat, cependant, il vient de subir une défaite ; son avenir proche dépend très directement de la lutte des classes en Amérique latine et dans le monde.

Actuellement, c'est au Chili que la question du pouvoir politique du prolétariat, la question du gouvernement, est posée avec le plus d'acuité. Sans doute le prolétariat est-il pris dans le carcan de l'Unité populaire, tandis qu'en Bolivie le P.O.R. avait dégagé au prolétariat bolivien ses propres voies de classe. Mais celui qui ne voit pas que c'est la question du pouvoir que pose le prolétariat chilien, que c'est vers un gouvernement ouvrier que tend le prolétariat chilien, ne comprend pas le développement de la lutte des classes. Celui qui prétend que le prolétariat chilien est un « **prolétariat arriéré** » mais que, par contre, la Bolivie « est

un pays radicalisé à l'extrême », isole en fait le prolétariat bolivien. Le prolétariat chilien n'est pas plus un « **prolétariat arriéré** » que le prolétariat bolivien n'est un « **prolétariat trotskyste** », ainsi que le disent parfois les dirigeants du P.O.R.

En fait, tous les efforts déployés pour abattre l'Assemblée populaire en Bolivie, comme pour entraver le prolétariat chilien dans les rêts du parlementarisme et de l'Unité populaire, participent, de la part de l'impérialisme et de la bourgeoisie, d'un même et clairvoyant combat. Ils savent que le prolétariat chilien cherche ses propres voies de classe, et que, s'il y parvenait, la voie serait à nouveau ouverte au prolétariat bolivien. En somme, ils savent que la lutte des classes en Bolivie est partie constituante de la lutte des classes en Amérique latine et dans le monde. Au moins empiriquement, ils comprennent l'unité organique de la lutte des classes mondiale et son développement inégal.

Un stalinisme « exceptionnel »

C'est à ce point, en relation avec la lutte du prolétariat chilien, qu'il convient de discuter du rôle joué par le stalinisme et le castrisme. Mais préalablement il faut ouvrir une parenthèse et répondre à la question suivante : **le stalinisme bolivien est-il un stalinisme « exceptionnel » ?**

Dans votre texte, on lit :

A de nombreux titres, le cas du stalinisme bolivien est exceptionnel. Il a pris des positions radicales et sa représentation ouvrière s'est alignée sur le P.O.R. dans de nombreux problèmes, notamment au sein de l'Assemblée populaire et du Front révolutionnaire anti-impérialiste. Ce fait, qui apparaît à beaucoup comme un paradoxe et à un bon nombre comme une trahison de la part des trotskystes de Bolivie à l'égard de la ligne anti-

stalinienne traditionnelle, trouve son explication dans l'histoire même du P.C.B. et dans les puissantes pressions qu'il subit de la part d'une classe ouvrière radicalisée (12).

Ces lignes nous paraissent contenir une série d'idées erronées, dont le résultat est de limiter extraordinairement la portée du combat que le P.O.R. a mené sur la ligne du Front unique ouvrier et celle du Front unique anti-impérialiste (nullement contradictoires, comme nous le démontrons plus loin) en direction du Parti communiste bolivien et même de le dénaturer, de dénaturer — en la rabaisant — la portée du combat que le P.O.R. a mené pour la constitution de l'Assemblée populaire.

Pour sa part, l'O.C.I. ne comprend pas quelle serait cette ligne « **antistalinienne traditionnelle** » qui serait prétendument celle des trotskystes. L'O.C.I. s'est éduquée sur des questions comme celle de la défense de l'U.R.S.S., telle que Trotsky en a expliqué le sens dans sa polémique avec Burnham et d'autres, et, surtout, a milité sur la ligne du Front unique ouvrier, dans des conditions où cette politique était orientée **pleinement**, voire à certains moments **essentiellement**, en direction du Parti communiste français.

C'est à la lumière de sa propre expérience que l'O.C.I. considère que l'obligation où le P.C.B. s'est trouvé, dans le cours de 1971, de s'aligner de plus en plus sur les positions défendues par le P.O.R., n'est rien d'autre que **l'expression des résultats auxquels peut conduire un combat conséquent sur la ligne du Front unique**. Chercher l'explication de ce fait ailleurs, dans de quelconques traits « spécifiques » du stalinisme bolivien, c'est finalement faire le jeu de l'appareil stalinien, international, qui a cherché à passer pratiquement sous silence **l'existence même d'un parti à lui en Bolivie**, ou alors, lorsqu'il a été contraint d'en parler, a tenté de l'écartier d'un revers de main en le

caractérisant comme un « **parti faible, parti incapable de résister à la démagogie trotskyste** ».

Parti faible ? Parti « **exceptionnel** » ?

A ces interrogations, l'O.C.I. répond :

Non ! Parti dont la pratique, tout simplement, permet de vérifier dans les faits l'exactitude de l'analyse faite précédemment par l'O.C.I. sur la base de l'analyse historique (et de sa propre expérience), c'est-à-dire simultanément la vulnérabilité des P.C. par rapport à une politique menée de façon conséquente sur la ligne du Front unique ouvrier grâce à l'influence désagrégatrice que cette politique peut exercer par rapport à l'emprise de l'appareil sur les cadres moyens et les militants du P.C., mais aussi la capacité que l'appareil possède de **suivre très loin les masses dans leur évolution vers la gauche, dans le but d'en reprendre à une étape ultérieure le contrôle**. C'est ainsi que le fait, par exemple, que le 20 août, des militants du P.C. bolivien soient venus offrir au P.O.R. une partie des armes en leur possession, bien qu'il possède une très grande portée, ne signifie en aucune manière que l'appareil stalinien en Bolivie avait perdu toute possibilité de porter encore des coups traités aux masses (souligné par nous, N.D.L.R.) (13).

Le « **radicalisme** » du P.C. bolivien

Ce dernier point nous paraît d'une extrême importance. Il faut **vraiment comprendre** le sens du « **radicalisme** » apparent des positions adoptées par l'appareil de la direction du P.C. bolivien. S'il a adopté « **des positions radicales** », c'est **uniquement** parce qu'il s'agissait pour lui de la seule manière de tenter de préserver un minimum d'influence sur les masses et de pouvoir essayer de jouer un rôle contre-révolu-

(12) Voir ci-dessus, pp. 15-16.

(13) Document du C.C. de l'O.C.I. o.c., p. 19.

tionnaire à une étape ultérieure. La **direction du P.C. bolivien** n'avait pas changé de nature, elle n'avait pas cessé d'être une force contre-révolutionnaire. Cela avait été dit par le camarade Lora en personne en octobre dernier à Paris, et nous nous étonnons que dans votre document vous paraissiez adopter une position légèrement différente.

Dans votre texte, il est écrit :

C'est pour cette raison que nous soulignons que le fil conducteur qui unit le stalinisme au nationalisme de contenu bourgeois, c'est la **résurrection du menchevisme**. Bien sûr, le caractériser de menchevique n'épuise pas toutes les facettes contre-révolutionnaires du stalinisme, considéré comme une force mondiale ; mais cette caractérisation est irremplaçable quand il s'agit de mettre en relief le rôle qu'il joue dans les relations des pays arriérés et ses liens avec les mouvements nationalistes (particulièrement le sens qu'il donne quant à lui au mot d'ordre de Front unique anti-impérialiste) (13 bis).

Suit toute une série de considérations sur la manière dont l'affaiblissement du P.C. est dû pour une large part à la faillite et à l'effondrement du nationalisme bourgeois, et notamment du M.N.R.

Il est indispensable de revenir sur cette question. Certes, vous dites que « **la caractérisation de menchevisme n'épuise pas toutes les facettes contre-révolutionnaires du stalinisme considéré comme une force mondiale** ». Nous pensons que cela ne suffit pas, car cette caractérisation n'épuise même pas la question de la compréhension correcte du stalinisme comme une force à l'échelle nationale.

La formule « **résurrection du menchevisme** » prête à équivoque. Dans les pays économiquement arriérés, le stalinisme se coule effectivement souvent dans les moules du menchevisme, développe dans le cadre de la « **théorie** » de la prétendue « **révolution par étapes** » des positions qui ressemblent aux vieil-

les positions réformistes du menchevisme dans la mesure où elles amplifient et exagèrent le rôle de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationales, et ont toujours pour but de justifier la subordination du prolétariat aux forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises. Mais s'il développe ces théories, le stalinisme **ne s'identifie jamais** avec elles, n'aliène jamais totalement son existence par rapport à elles. Les partis staliniens **utilisent** un arsenal « **théorique** » qui s'apparente au menchevisme. Ils ne se transforment **nullement pour autant** en partis mencheviques ou sociaux-démocrates. Leur « **réformisme** » est une **arme politique**, dont ils usent pour tromper le prolétariat. **Ce n'est jamais le fond de leur politique** — y compris si une partie de leurs propres militants se laissent souvent prendre au jeu et passent parfois avec armes et bagages dans les rangs de partis bourgeois.

Cela signifie que la force des P.C. n'est jamais totalement dépendante du sort des partis nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois avec lesquels ils sont, bien évidemment, très souvent alliés. Ce serait vraiment trop beau et trop facile si l'effondrement de tels partis signifiait effectivement l'effondrement des P.C. ! **Mais tel n'est pas le cas !** La force de ces partis repose d'une part (et ce n'est pas déjà une mince affaire) sur l'appui matériel et politique qu'ils reçoivent du Kremlin ; d'autre part (et ceci est décisif) sur l'usurpation qu'ils ont faite et continuent à faire de **l'héritage même d'Octobre**. C'est de là que vient leur force la plus profonde, le lien qui les unit aux masses, c'est ce qui explique leur capacité de récupération après les plus graves crises. C'est également pourquoi **le seul facteur en dernier ressort** de crise des P.C. est la construction en face d'eux de partis trotskystes, héritiers légitimes, eux, de la révolution d'Octobre : la construction de la IV^e Internationale. Telle est **la leçon** qu'il est de

(13 bis) Voir ci-dessus, p. 15.

notre devoir d'enseigner, en partie sur le bilan même de votre propre capacité à vous construire en Bolivie, aux jeunes organisations trotskystes, c'est pour cela que nous pensons indispensable d'éliminer toute confusion sur ce point.

Stalinisme et castrisme face aux masses chiliennes

La question est aussi de savoir s'il y a accord complet ou non entre nous sur le problème de savoir, pour utiliser un terme familier, « dans quel monde nous vivons », c'est-à-dire si nous apprécions ou non de la même manière l'ampleur du rôle contre-révolutionnaire que la bureaucratie du Kremlin joue partout dans le monde, aux côtés de l'impérialisme américain, le sens et la force des coups qu'elle tente de porter — et que dans de nombreux cas elle porte effectivement — aux masses et à leurs organisations, dans toutes les parties du monde.

Nous laisserons de côté dans ce texte des problèmes que nous avons abordés ailleurs : le sens du soutien par les dirigeants du Kremlin au plan Rogers en Palestine ; le sens de la politique, dirigée depuis Moscou, qui a conduit à la décapitation du P.C. lui-même et des syndicats au Soudan ; le sens de l'appui inconditionnel apporté par la bureaucratie du Kremlin à la bourgeoisie indienne ; le sens exact de la normalisation en Tchécoslovaquie ; le sens de la collaboration soviétique avec l'impérialisme américain face au combat des masses au Vietnam et dans toute l'Indochine. Nous nous concentrerons ici sur un seul point : le Chili, et la politique du P.C. et de l'appareil international du Kremlin face à la situation chilienne.

Dans le dispositif international de la lutte des classes en Amérique latine, la situation chilienne s'apparente, depuis le 4 septembre 1970, à un verrou que le stalinisme doit s'efforcer à tout prix

de tenir, en même temps qu'il tente de faciliter les phases préliminaires de la contre-révolution.

Tel est le sens d'une politique où le P.C. met tout son poids dans la balance pour empêcher les masses chiliennes de porter atteinte aux intérêts les plus vitaux de l'impérialisme au Chili (c'est le P.C. qui a été le principal défenseur de l'indemnisation des propriétaires des mines de cuivre nationalisées et surtout aux institutions de l'Etat bourgeois).

Tel est le sens d'une politique où, en mettant tout en œuvre pour démobiliser et démoraliser les masses, pour interdire au prolétariat de dégager les voies de son propre pouvoir, le P.C. chilien crée un terrain où la contre-révolution peut venir se nourrir, non seulement en raison du découragement des masses, mais aussi du fait que, sur le plan économique, la politique de demi-mesures du gouvernement Allende accumule les conditions d'une grave crise économique.

La portée des événements chiliens

Ces questions ne sauraient être considérées comme purement « chiliennes ». La participation du P.C. au gouvernement Allende dans le but d'endiguer le mouvement des masses chiliennes, de leur barrer toute voie d'accès indépendante au pouvoir, a une portée qui concerne le développement de la lutte des classes dans tout le continent, car le Chili y occupe aujourd'hui une place clef. Le rôle qu'assume le P.C. chilien déborde de très loin les frontières chiliennes. Ce n'est pas le fait du hasard si c'est le stalinien Teitelbon qui est allé en Bolivie, en mars 1971, apporter son soutien à Torrès et examiner avec le P.C. bolivien les moyens d'étrangler l'Assemblée populaire. C'est à bon escient que les stalinien, à l'échelle internationale, ont mis tous leurs moyens

de propagande en œuvre pour opposer la « folie » et « l'aventurisme » de la voie tracée par l'Assemblée populaire en Bolivie à la sagesse de la voie chilienne.

Pour notre part, nous disons que la politique du P.C. chilien n'est rien d'autre que celle que le P.C. bolivien n'a pas été en mesure de mener en 1970-1971 du fait de l'existence du P.O.R. et de la capacité de celui-ci à développer une politique qui a permis aux masses de se frayer, chaque jour de façon plus consciente, une voie vers le pouvoir. Pour notre part, nous disons aussi : aujourd'hui, par sa politique, le P.C. chilien ne trahit pas seulement les masses chiliennes. Il travaille plus largement pour le compte de l'impérialisme et frappe directement les masses boliviennes elles-mêmes. La politique que le P.C. chilien mène au compte des intérêts spécifiques de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin est le complément de celle de Banzer. Telle est la réalité.

Mais le P.C. chilien n'est pas seul en cause. Castro l'est également, et cela y compris s'il occupe une place spécifique, non identique à celle du stalinisme, dans les rapports sociaux et politiques entre les classes.

C'est une chose d'avoir des divergences, pratiquement inévitables à cette étape de la reconstruction de la IV^e Internationale, quant à la caractérisation exacte de la nature de l'Etat cubain, et de savoir s'il faut ranger cet Etat, comme le fait Política obrera (14), au nombre des Etats ouvriers déformés où le prolétariat est appelé — en construisant un parti trotskyste pour ce faire — à lutter pour la révolution politique, ou au contraire s'il faut dire avec l'O.C.I. :

Ne pouvant en aucune manière être défini comme une dictature du prolétariat, et ne possédant pas non plus les liens de caractère historique qui rattachent l'Etat ouvrier dégénéré et les Etats ouvriers déformés de l'Europe et de la Chine à la révolution d'Octobre,

l'Etat cubain se définit exclusivement par les fonctions qu'il occupe, c'est-à-dire de défendre les positions et intérêts de la petite-bourgeoisie cubaine, face à l'impérialisme, mais aussi face à la classe ouvrière et aux masses.

Constitué d'institutions qui ont été soit héritées (parfois avec un changement de personnel seulement limité) de l'ancien Etat de l'époque de Battista, soit alors reconstituées, avec l'aide des stalinien dans la période où Castro a refoulé les masses dans leur mouvement vers la dictature du prolétariat, l'Etat cubain est un Etat bourgeois. Il le demeurera jusqu'à ce que le pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans règne à Cuba. Cet Etat n'est plus l'ancien Etat compradore et a été fortement affaibli en 1959-60. Mais il doit être détruit pour faire place à la dictature du prolétariat, à l'Etat ouvrier. S'il ne l'était pas, dans d'autres circonstances il pourrait toujours redevenir le cadre à partir duquel l'impérialisme établirait une fois de plus sa domination. Sous une certaine forme et dans d'autres conditions, il en a été ainsi en Algérie en 1962 (15).

C'est une tout autre chose de se refuser à caractériser clairement la fonction que Castro remplit, lorsqu'il vient faire peser son poids dans la balance au Chili en appuyant de toutes ses forces Allende face aux masses, face au mouvement qui conduit celles-ci à essayer de forcer les limites que le gouvernement de l'Unité populaire cherche à leur imposer dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois et de la propriété privée, dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

(14) Pour connaître les positions de Política obrera sur ce point, l'on consultera utilement la suite d'articles de polémique contre Moreno dont Política obrera a commencé la publication à l'occasion de la dissolution par Moreno de son groupe, La Verdad, et son entrée dans le parti social-démocrate argentin dirigé par Coral. Voir Política obrera n° 104, 105, 106, 108 de mars, avril, mai 1972 : « La dissolution du P.R.T. (La Verdad) : du centrisme pseudo-trotskyste au centrisme anti-trotskyste ».

(15) Voir le document du C.C. de l'O.C.I., o.c., p. 52.

Cette politique est la continuation directe de la politique suivie par Castro en 1968 en appuyant de Gaulle et le parti stalinien français par le silence qu'il a gardé sur la grève générale française ; en justifiant l'intervention de la bureaucratie stalinienne en Tchécoslovaquie, et plus tard en défendant la normalisation ; en se taisant sur le massacre des étudiants mexicains, et en participant aux jeux olympiques de Mexico tenus quelques jours après ce massacre.

La nature de la direction castriste

Le castrisme ne se réduit pas à la théorie du « foco », et que Castro ait renoncé à soutenir les guérilléristes ne signifie en aucune façon que le castrisme ait changé de nature, y compris s'il faut exploiter contre les castristes l'abandon des guérillas.

Le groupe castriste est un mouvement politique de la petite-bourgeoisie qui a été conduit « sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » à aller, ainsi que le Programme de transition en prévoyait théoriquement la possibilité, « plus loin qu'il ne voulait lui-même dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie » (16).

Les ambitions du Mouvement du 26 juillet dans le maquis se limitaient à la réalisation de la réforme agraire et de l'indépendance nationale. Sa victoire l'a confronté rapidement avec une situation qu'il n'avait ni prévue ni recherchée. En effet, si l'effondrement du gouvernement compradore du dictateur Batista, expression des intérêts de l'oligarchie, de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers cubains et des défenseurs des positions de l'impérialisme nord-américain, a laissé la place libre à Castro et lui a remis un pouvoir plein et entier, cet effondrement a ouvert, en même temps, la voie à une poussée profonde des masses. C'est alors que la succession d'agressions dont

Castro et son gouvernement ont été l'objet de la part de l'impérialisme nord-américain les a obligés à aller beaucoup plus loin qu'ils ne l'avaient jamais envisagé dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

Prise entre les exigences de l'impérialisme et le mouvement des masses cubaines, l'équipe de Fidel Castro a été conduite à porter des coups très sérieux à la propriété privée capitaliste et impérialiste, à exproprier les secteurs fondamentaux de l'économie, à collectiviser, dans une large mesure, l'exploitation de la terre, à porter atteinte à une partie des institutions de l'Etat bourgeois compradore de l'époque de Batista, mobilisant les masses pour accomplir ces tâches qui ne pouvaient être réalisées sans leur intervention de caractère révolutionnaire.

Au cours de la période déterminée où se sont accomplis ces bouleversements, et au moment de l'affrontement le plus direct avec l'impérialisme, la mobilisation profonde des masses et l'existence d'organes tels que les milices ouvrières armées ont donné indiscutablement au gouvernement de Castro un net caractère de gouvernement ouvrier et paysan, au sens que l'Internationale communiste donne à ce terme [c'est-à-dire de gouvernement dont « la tâche majeure doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire » (17)], et ont créé les éléments d'une situation révolutionnaire où le problème de

16) Programme de transition, « Le gouvernement ouvrier et paysan », Edition des Cahiers marxistes, p. 29.

(17) Thèses sur la tactique dans Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, pp. 158-159.

la destruction totale de l'Etat bourgeois et de l'établissement des organes du pouvoir de la classe ouvrière, les conseils d'ouvriers et de paysans, est posé.

Mais alors que le Programme de transition considérait que, si un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué, s'établissait, il ne représenterait en fait qu'un « court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat », à Cuba, le processus n'est pas allé jusqu'au bout et le gouvernement de Castro n'a pas cédé la place à un gouvernement issu des conseils ouvriers et paysans ni abouti à cette étape au rétablissement d'un gouvernement bourgeois.

Cela tient évidemment à l'absence de toute organisation révolutionnaire marxiste, section de la IV^e Internationale à Cuba. Mais cet élément lui-même, tout comme le fait qu'un tel parti ne se soit pas encore construit à Cuba et que Castro ait pu défendre jusqu'à présent avec succès son existence et son pouvoir politiques, ne peut se comprendre qu'en relation avec la situation exacte des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale.

La durée au pouvoir de Castro doit être mise en relation avec la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin, sa capacité à bâillonner, pendant toute une phase historique, le mouvement du prolétariat mondial vers la révolution, à imposer — sur la base à la fois de ses relations politiques avec le prolétariat, de la puissance économique de l'impérialisme américain et de la capacité que celui-ci a eue pendant une vingtaine d'années d'assurer le fonctionnement de l'économie capitaliste mondiale — l'instauration du statu quo qui a régi depuis la fin de la guerre mondiale les relations à l'échelle mondiale entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le rôle qu'a pu jouer la direction castriste, comme d'autres mouvements petits-bourgeois qui sont allés, eux, infiniment moins loin que celle-ci dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie,

ne saurait être compris indépendamment de ce facteur, c'est-à-dire en dehors de cette compréhension de la manière dont la puissance du prolétariat mondial a été bloquée pendant près de trente ans.

Le jeu d'équilibre de Castro

Dans le cadre ainsi défini, l'existence de Castro repose sur son aptitude à jouer un jeu d'équilibre fort précaire, ainsi que les événements l'ont démontré à plusieurs reprises, en particulier au moment de la crise des missiles, entre les masses, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, à Cuba, en Amérique latine et dans le monde. Mais ce jeu d'équilibre possède comme toujours un axe qui, en l'occurrence, est l'alliance de Castro avec la bureaucratie du Kremlin.

Dans les conditions déterminées de la révolution cubaine, le stalinisme a joué, comme ailleurs, son rôle de rempart de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale. Il a su intervenir à Cuba pour interdire à la classe ouvrière et aux masses de se frayer un chemin vers l'établissement de leur propre pouvoir, dans un contexte où la situation de dislocation de l'Etat bourgeois créait un vide dont le stalinisme pouvait craindre à bon escient qu'il soit comblé par un pouvoir fondé sur les conseils d'ouvriers et de paysans.

Pour mener à bien cette tâche, l'appareil stalinien n'avait d'autre recours que de se servir de Castro lui-même. C'est ainsi que l'appareil stalinien à Cuba a poussé à la fusion de son parti avec le Mouvement du 26 juillet, dans des conditions où il paraissait occuper le second plan. Cette politique lui a permis d'agir de la manière la plus efficace et d'empêcher en particulier les milices ouvrières de sortir du cadre de fonctions purement militaires et de poser le problème de l'établissement à Cuba des organes de la dictature du prolétariat.

Cette politique lui a également permis d'œuvrer efficacement, ici encore avec la collaboration — consciente ou non à l'étape initiale, peu importe — de Castro, pour canaliser, réduire et mener à l'impasse la poussée révolutionnaire qui s'est manifestée dans toute une partie de l'Amérique latine, dans la période qui a suivi 1959-1960.

Dans tout cela, il ne s'agit pas de discuter le fait que Cuba se trouvait dans l'obligation de vendre son sucre et de s'approvisionner en pétrole — encore que les conditions dans lesquelles ces échanges se sont établis donnent des indications de la plus haute importance, dont la portée intéresse également la Bolivie, quant au caractère extrêmement limité que peut avoir l'indépendance nationale à l'époque impérialiste et au caractère vital que possède, par conséquent, la lutte pour les Etats-Unis socialistes, ceux d'Amérique latine en l'occurrence.

Il s'agit d'autre chose. Il s'agit de comprendre les relations que Castro a établies avec la bureaucratie du Kremlin : relations fondées sur un accord politique au terme duquel la bureaucratie du Kremlin apporte, le temps que cela convient à la défense de ses propres intérêts, bien sûr, son appui politique et matériel à Castro, en échange de services tout aussi importants, à savoir le blocage du mouvement des masses vers le pouvoir à Cuba, la déviation du mouvement révolutionnaire des masses latino-américaines vers l'impasse du guérillérisme, l'appui apporté aujourd'hui tant à Allende et à l'Unité populaire qu'au régime militaire péruvien.

L'expression politique de la petite-bourgeoisie radicalisée

Dire cela ne signifie en aucune manière établir un signe égal entre Castro et le stalinisme. Castro est l'expression

politique de la petite-bourgeoisie radicalisée de Cuba, qui a été conduite à établir un accord toujours plus étroit avec le stalinisme, faute d'être prête ou capable (il n'y a pas de « marxisme spontané » ou « naturel ») de s'orienter vers des positions prolétariennes.

Il ne fait pas de doute que, face à l'appareil stalinien international, Castro se soit toujours vu obligé de défendre très âprement ses propres intérêts, largement légitimes sur ce plan, et y compris, dans un cas, celui de la crise des missiles, son existence même. Il ne s'est jamais laissé intégrer à l'appareil du Kremlin et a toujours cherché et cherche encore à jouer ses propres cartes et à mener son propre jeu. Mais l'ensemble de ce jeu s'est fait dans le cadre des rapports fondés sur le « respect des intérêts mutuels », c'est-à-dire l'accord passé entre le groupe castriste et le Kremlin en 1960, largement confirmé et consolidé depuis, donc d'une situation où, même s'il était menacé par celui-ci, Castro a toujours choisi de composer, en considérant que son alliance avec l'appareil du Kremlin conditionnait en partie sa capacité à se maintenir au pouvoir.

Castro peut encore faire à l'avenir ce qui pourra apparaître comme des « tournants à gauche ». Mais il est indispensable de chasser toute illusion quant à la capacité de Castro d'être un allié loyal, et plus encore un protagoniste de la révolution en Amérique latine.

Nous comprenons fort bien à quel point l'écho extraordinairement profond que la révolution cubaine a rencontré dans la jeunesse, dans la classe ouvrière et même dans la paysannerie de toute l'Amérique latine, et qu'elle garde encore jusqu'à ce jour, crée une très forte pression qui conduit les organisations et les militants à s'arrêter à mi-chemin dans la caractérisation politique de Castro. Mais les trotskystes ne peuvent pas céder à cette pression, et le P.O.R. moins que tout autre, car la moindre erreur à cet égard pourrait coûter très

cher, aussi bien aux masses boliviennes qu'au travail de reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine.

Il s'agit d'une question qu'il est indispensable de tirer au clair. Elle conditionne l'avenir, et c'est l'une des fonctions du travail de reconstruction de la IV^e Internationale que de développer la discussion et la clarification politiques à ce sujet. Si l'on a en vue « la défense et le renforcement de la révolution bolivienne », il est impossible d'éluder plus longtemps le problème de la caractérisation correcte du castrisme.

Front unique anti-impérialiste et Front unique ouvrier

Dans le cadre des dispositions contenues dans la résolution votée à la fin de la Conférence latino-américaine organisant la suite de la discussion, le camarade Filemon Escobar a donné à *Informations ouvrières* un article qui reprend l'essentiel des positions du P.O.R. sur cette question.

Il écrit :

Etablir une confusion entre la tactique du Front unique anti-impérialiste et celle du Front unique ouvrier en expliquant que le premier ne serait qu'une prolongation du second revient à méconnaître le fait qu'il s'agit de deux tactiques distinctes correspondant à deux réalités différentes. Les bolcheviks ont mis en avant la tactique du Front unique ouvrier pour les pays industrialisés dans des conditions où ce front doit être compris comme l'alliance politique entre les partis ouvriers. Le Front unique défendu par Trotsky comme seule façon de barrer la voie au fascisme en Allemagne en est un exemple. Soutenir la thèse, ainsi que le fait la direction de l'O.C.I., que la réalisation du Front unique anti-impérialiste est subordonnée à la réalisation du Front unique ouvrier, c'est à la fois contredire la réalité et donner une explication contraire à celle des bolcheviks.

Le camarade Escobar reprend là des idées qui sont développées également dans votre document (18) et qui sont contenues d'autre part dans les notes que vous avez présentées sur le document de l'O.C.I. Elles font donc pour l'instant partie de l'arsenal théorique du P.O.R. et doivent être discutées en tant que telles.

Pour que la polémique soit féconde, encore faudrait-il cependant que les positions défendues par l'O.C.I. ne soient pas déformées. L'O.C.I. n'a jamais considéré que le Front unique anti-impérialiste était un simple prolongement du Front unique ouvrier, pas plus qu'elle n'a dit qu'il y aurait une sorte de priorité : d'abord Front unique ouvrier et ensuite Front unique anti-impérialiste.

Le Front unique anti-impérialiste au 4^e congrès de l'I.C.

La définition de la tactique du Front unique anti-impérialiste au 4^e congrès de l'I.C. répondait à des nécessités spécifiques qui procédaient, et procèdent encore, des traits spécifiques des relations sociales et politiques des pays économiquement arriérés sous la domination de l'impérialisme, lesquelles ne sont pas identiques à celles qui existent dans les métropoles impérialistes. Bien plus, chaque pays économiquement arriéré, comme chaque métropole impérialiste, a ses particularités qui résultent de la place qu'il a occupée dans le développement du système impérialiste mondial et de son histoire propre.

Mais il faut le répéter : « L'économie mondiale n'est pas la simple somme de

(18) Pour l'article de F. Escobar, voir *Informations ouvrières* n° 563 du 10 mai 1972. Dans le document du P.O.R. voir en particulier ci-dessus, p. 51.

fractions similaires.» Elle forme une totalité organique. Les particularités nationales sont des composantes de cette totalité organique. La réalité mondiale n'est pas un puzzle aux parties indépendantes, mais un ensemble aux parties différenciées. Et si les particularités nationales «peuvent déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années», elles ne se situent pas en dehors des relations sociales et politiques mondiales. Elles ne peuvent en être abstraites.

Les problèmes commencent lorsque, développant des positions communes à tous vos documents récents sur cette question, le camarade Escobar écrit :

Nous ne parlons pas, dans nos textes, de Front unique ouvrier car nous considérons que, dans le cas des pays arriérés, il s'agit d'un mot d'ordre sectaire, qui ne peut avoir pour effet que d'éloigner le prolétariat de ses alliés naturels et l'éloigner également de la perspective de la lutte pour le pouvoir. Nous ne devons pas oublier que le Front unique ouvrier ne désigne pas seulement une tactique, mais également une stratégie : l'établissement d'un gouvernement ouvrier pour l'accomplissement de tâches directement socialistes. Au contraire, le Front anti-impérialiste possède comme perspective l'établissement d'un gouvernement ouvrier appuyé sur d'autres classes pour accomplir des tâches démocratiques de caractère transitoire qui conduisent à des tâches socialistes.

Force est de constater que l'affirmation arbitraire : «L'O.C.I. déclare que le Front unique anti-impérialiste est le simple prolongement du Front unique ouvrier et qu'il faut d'abord que se réalise le Front unique ouvrier pour que se réalise le Front unique anti-impérialiste» sert au P.O.R. de point de départ pour opposer le Front unique anti-impérialiste au Front unique ouvrier et rejeter ce dernier. Pour le camarade Escobar, le Front unique anti-impérialiste exclut le Front unique ouvrier qui, selon lui, «éloignerait le prolétariat de ses alliés naturels», et cela parce que «le gouvernement ouvrier

(dans les pays arriérés), appuyé sur d'autres classes, doit accomplir des tâches démocratiques de caractère transitoire qui conduisent à des tâches socialistes».

Escobar va jusqu'à écrire que le Front unique ouvrier «ne sort pas du cadre d'un front purement syndical (dans les pays économiquement arriérés), c'est-à-dire de quelque chose de tout à fait étranger à la lutte pour le pouvoir».

Mais en même temps la direction du P.O.R. ne cesse de répéter que le Front unique anti-impérialiste ne peut se réaliser que sous la direction du prolétariat et par son hégémonie.

C'est dans ces conditions que les questions suivantes surgissent : pourquoi et comment doit et peut se réaliser l'hégémonie du prolétariat au sein du Front unique anti-impérialiste ?

Tâches démocratiques, indépendance nationale, dictature du prolétariat

A la première question, Trotsky répond sans ambages : l'hégémonie du prolétariat est nécessaire, car «la révolution démocratique n'est concevable qu'au MOYEN DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT qui s'appuie sur une alliance avec la paysannerie et résout en premier lieu les tâches de la révolution démocratique» (souligné par nous).

Nous citons là la quatrième thèse sur la révolution permanente. On pourrait les citer presque toutes. De la deuxième à la huitième, elles concernent toutes la question de la dictature du prolétariat en tant que seule forme du pouvoir qui soit susceptible de permettre la réalisation des tâches démocratiques et de libération nationale.

Il en est ainsi parce qu'à l'époque de l'impérialisme la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises, la lutte

contre la domination impérialiste et pour l'indépendance nationale sont des problèmes et des tâches indissociables de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale, et qui s'insèrent dans cette lutte comme «une de ses composantes». C'est pourquoi seul le prolétariat est capable de réaliser ces tâches et de mener cette lutte jusqu'à son terme. Et c'est également pourquoi l'hégémonie du prolétariat est nécessaire.

Sans aucun doute, le prolétariat, dans les pays économiquement arriérés, dirige la lutte des autres couches sociales exploitées et victimes de la domination impérialiste. Il intègre leurs revendications à son programme. Il noue également des alliances avec ces couches sociales et leurs expressions politiques organisées.

Polémiquant avec Boukharine, Trotsky écrivait à cet égard des choses parfaitement claires :

Si, hier, la bourgeoisie chinoise était incorporée au front révolutionnaire unique, aujourd'hui on proclame «qu'elle est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution». Il n'est pas difficile de voir à quel point ces enrôlements et ces transferts effectués de façon toute administrative, sans analyse quelque peu sérieuse, manquent de fondement.

Il est absolument évident que la bourgeoisie rejoint le camp des révolutionnaires non par hasard, mais parce qu'elle subit la pression de ses intérêts de classe. Par crainte des masses, elle abandonne ensuite la révolution ou manifeste ouvertement contre elle une haine jusqu'alors dissimulée. Mais elle ne peut passer définitivement dans le camp de la contre-révolution, c'est-à-dire se libérer de toute nouvelle obligation de «soutenir» la révolution ou tout au moins de flirter avec elle, que lorsque, par des méthodes révolutionnaires ou autres (celles de Bismarck par exemple), elle réussit à satisfaire ses aspirations fondamentales de classe (19).

La capacité de la bourgeoisie indigène de «flirter» avec la révolution n'est pas un facteur donné une fois pour

toutes, mais un élément qui doit être analysé avec précision, à chaque moment, en fonction de chaque situation concrète, à l'aide des instruments d'analyse du marxisme, dont Trotsky a rappelé la teneur :

La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble ou à une partie de celui-ci, enfin — et c'est là le principal — par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes (20).

Aujourd'hui, au stade bien plus avancé d'évolution et donc de pourrissement atteint par l'impérialisme comme système mondial, la capacité — et les velléités — de la bourgeoisie indigène de se heurter réellement à l'impérialisme, et de «flirter» tant soit peu avec la révolution, sont infiniment moindres qu'au moment où Trotsky analysait la révolution chinoise. C'est là un point qui était indiscutablement très insuffisamment traité dans le document publié par l'O.C.I. en mars 1972, mais l'O.C.I. et les organisations et militants luttant pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine ne tarderont sûrement pas à combler ensemble cette lacune.

(19) L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, éd. P.U.F., Paris, 1969, t. II, p. 299.

(20) *Ibid.*, p. 293-294.

Une chose est certaine néanmoins : piètres révolutionnaires seraient ceux qui ne comprendraient pas et n'utiliseraient pas éventuellement ces contradictions propres aux bourgeoisies coloniales ou semi-coloniales.

C'est de ces relations de classes spécifiques, de ces tâches particulières que naît la possibilité du Front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Mais le prolétariat doit garder son indépendance de classe. Il lui faut exercer l'hégémonie politique sur un éventuel Front unique anti-impérialiste.

C'est ici que surgit la **seconde question** : comment peut-il assurer cette hégémonie effectivement ? A cette question, nous répondons : pour affirmer son hégémonie et maintenir son indépendance de classe, pour assumer et diriger la lutte pour les revendications démocratiques et l'indépendance nationale, qui sont ses revendications comme ce sont celles des autres couches exploitées, le prolétariat **intègre à son programme les revendications spécifiques des autres couches exploitées**, mais, dans la lutte pour la réalisation de ces tâches, il lui faut utiliser ses **propres méthodes de classe**, et définir également ses **propres revendications** spécifiques.

Or, pour cela, il lui est nécessaire, indispensable, **de s'unifier et s'organiser comme classe**, car autrement, l'hégémonie du prolétariat ne serait qu'une phrase creuse.

Tâches démocratiques et tâches socialistes

Bien qu'il englobe sous une même dénomination — celle de gouvernement ouvrier — le gouvernement qui résulte, selon lui, du Front unique anti-impérialiste et celui qui résulte du Front unique ouvrier, Filemon Escobar en vient, en fait, à les opposer, tout comme il oppose le Front unique anti-impérialiste et le Front unique ouvrier eux-mêmes.

Il établit des différences dans les tâches que l'un et l'autre auraient à accomplir. Il les caricature même (21).

Selon lui, dans les pays économiquement arriérés, le gouvernement ouvrier et paysan doit accomplir « **les tâches démocratiques qui conduisent à des tâches socialistes** ». Dans les métropoles par contre, ce gouvernement aurait selon le camarade Escobar, à « **accomplir des tâches directement socialistes** ».

La réalité n'est pas si simple et logique. D'un côté, dans les pays semi-coloniaux, le gouvernement ouvrier et paysan, pour réaliser les tâches démocratiques bourgeoises, doit exproprier non seulement l'impérialisme mais aussi une grande partie de la bourgeoisie « nationale » elle-même, qui est à la fois liée et antagonique à l'impérialisme.

Dans les métropoles impérialistes, d'autre part, le gouvernement ouvrier et paysan aura à accomplir beaucoup de tâches qui a priori n'ont rien de « socialiste », en relation avec la situation qui est celle de la petite bourgeoisie, de la petite paysannerie, des couches qui luttent contre l'exploitation des monopoles. Le prolétariat de ces pays a également à nouer des liens politiques avec les autres couches exploitées contre le grand capital, le capital financier, le gouvernement et l'Etat bourgeois. La défense des libertés démocratiques est une des bases de la lutte pour le Front unique ouvrier.

Mais dans les métropoles impérialistes au même titre que dans les pays arriérés, le prolétariat engage et mène ce combat sur son propre terrain, pour ses propres revendications, selon ses propres méthodes. C'est à cette seule condition qu'il entraîne derrière lui les autres couches exploitées. Il ne peut vaincre et diriger les autres couches exploitées que pour autant qu'il s'unifie

(21) Pour une autre présentation également caricaturale, de cet aspect du problème, voir dans le document du P.O.R., ci-dessus, p. 51.

et s'organise comme classe ; c'est là la raison, d'être du Front unique ouvrier, c'est de là précisément que surgissent la nécessité et le rôle des soviets.

Filemon Escobar commet une erreur fondamentale : encore que ce soit de façon quelque peu simple et formelle, il voit ce qui **différencie** le gouvernement ouvrier et paysan dans les pays économiquement arriérés et dans les métropoles impérialistes. Par contre, il paraît ne pas voir ce qui les **unit**, où est leur **contenu commun**, lequel procède de la période historique actuelle de l'humanité, celle de l'impérialisme, qui est également la période de la révolution prolétarienne mondiale.

Que ce soit dans les pays économiquement arriérés ou dans les métropoles, les gouvernements ouvriers et paysans sont toujours des **gouvernements de transition vers la dictature du prolétariat**, comme solution historiquement nécessaire (bien entendu, le caractère transitoire est alternatif) et donc une étape politique dans la mobilisation du prolétariat pour accomplir des tâches qui sont identiques quant au fond dans tous les pays, à savoir **détruire l'Etat bourgeois, instaurer la dictature du prolétariat** sur la base des soviets, constituer l'Etat ouvrier, et cela y compris si les relations sociales et politiques sur lesquelles le prolétariat et son parti révolutionnaire prennent appui pour accomplir ces tâches sont diversifiées d'un pays à l'autre.

Encore une fois, il faut poser la question : pour quelle forme de pouvoir politique le prolétariat et son parti luttent-ils, fût-ce en recourant à la tactique du Front unique anti-impérialiste, si ce n'est pour le **gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat, et pour cette dictature elle-même ?** « **Le paysan** [et ceci vaut tout autant pour la petite-bourgeoisie urbaine] **suit ou Pouvrier ou le bourgeois**. Cela signifie que la « **dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie** » n'est concevable que comme dictature

du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes » [et urbaines], (thèse 5 sur la révolution permanente).

Mais pour que le prolétariat puisse entraîner derrière lui le paysan et le petit-bourgeois des villes et les arracher à la bourgeoisie, encore faut-il qu'il ait démontré qu'il en a la force, donc qu'il ait constitué son unité de classe.

Son incompréhension sur ce point mène le camarade Escobar très loin. Il en est ainsi par exemple lorsqu'il écrit : ne pas « **éloigner le prolétariat de ses alliés naturels** ». La formule est dangereuse : on peut en déduire que si le prolétariat lutte pour ses objectifs propres, il « **s'isole de ses alliés naturels** ». Elle est encore plus dangereuse si elle est rapprochée de cette autre formule : « **Le Front unique ouvrier n'a aucune utilité par rapport à la lutte pour un objectif quelconque de portée nationale.** »

Ailleurs, F. Escobar affirme avec virulence que le Front unique ouvrier « **éloigne de la perspective de la lutte pour le pouvoir** », que, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il se réduit aux limites d'accords de type syndical. Faut-il en conclure du même coup que le gouvernement ouvrier et paysan, dont les tâches essentielles sont la destruction de l'Etat bourgeois, la marche à la dictature du prolétariat, la construction de l'Etat ouvrier, ne serait plus nécessaire pour atteindre « **un objectif quelconque de portée nationale** » ? Ou encore que ces tâches ne seraient pas des tâches politiques ?

La stratégie du Front unique ouvrier

En fait, le camarade F. Escobar commet des confusions importantes : il saisit le Front unique ouvrier uniquement en tant qu'accord entre organisations ouvrières, partis et syndicats. Des ac-

cords de ce genre sont l'une de ses concrétisations. Mais les soviets, ainsi que l'a expliqué Trotsky, sont la forme la plus développée du Front unique de la classe ouvrière.

La stratégie du Front unique ouvrier procède du besoin fondamental du prolétariat de s'unifier et de s'organiser comme classe afin d'accomplir ses tâches politiques. Cette vérité est d'autant plus évidente que le prolétariat est relativement peu nombreux et faible par rapport aux autres classes et couches sociales. Sans s'unifier et s'organiser comme classe, il lui est impossible d'entraîner les autres classes et couches sociales exploitées à lutter contre l'impérialisme et d'exercer son hégémonie sur elles.

Le combat pour le Front unique ouvrier peut et doit être mené dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, afin que le prolétariat soit en mesure d'engager la lutte pour l'accomplissement des tâches démocratiques et pour la libération nationale par rapport au joug de l'impérialisme. Et cela, **précisément** parce que ce sont là des tâches qui **incombent au prolétariat**, et qui l'obligent à combattre pour unifier, dans et pour cette lutte, la paysannerie et la petite-bourgeoisie autour et derrière lui dans le cadre du Front unique anti-impérialiste.

Inversement, les progrès qui pourront être accomplis dans la réalisation d'un Front unique anti-impérialiste sur un programme conséquent permettront de développer la lutte pour le Front unique ouvrier. Les revendications démocratiques et l'indépendance nationale sont en effet les revendications de la classe ouvrière autant que celles des autres couches et classes exploitées.

Il n'y a ni priorité ni séquence logique quelconque : d'abord Front unique ouvrier et ensuite Front unique anti-impérialiste, ou inversement. Au contraire, il est tout à fait concevable, par exemple, que des P.C. ou d'autres organisations politiques de la classe ou-

vière refusent de mobiliser et d'organiser la classe ouvrière sur des objectifs anti-impérialistes et démocratiques ou de participer à un Front unique anti-impérialiste conséquent.

Dans ce cas, l'organisation révolutionnaire a le devoir politique d'axer son combat pour l'unité ouvrière et l'organisation du prolétariat comme classe, précisément par rapport à ces objectifs démocratiques et d'indépendance nationale et pour la réalisation — sur la base de l'hégémonie du prolétariat — du Front unique anti-impérialiste. Une telle lutte n'est nullement contradictoire avec la lutte pour la réalisation des objectifs spécifiques de la classe ouvrière.

Il est également possible que le parti révolutionnaire soit le seul parti ouvrier. Dans ce cas, le prolétariat s'unifiera et s'organisera comme classe sous son impulsion et sous sa direction et engagera la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, dans des conditions où le parti révolutionnaire cherchera à nouer des accords politiques sur la ligne du Front unique anti-impérialiste avec les organisations politiques représentatives des autres couches exploitées.

L'essentiel est toujours d'assurer l'indépendance de classe du prolétariat, son unité, son organisation comme classe, la poursuite par lui de ses objectifs propres (au nombre desquel figurent nécessairement l'indépendance nationale et les tâches démocratiques), la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, la destruction de l'Etat bourgeois et la réalisation de la dictature du prolétariat sur la base des soviets. Tel est le contenu de la stratégie du Front unique ouvrier.

Loin d'être antagoniste au Front unique anti-impérialiste réalisé sous la direction des organisations de la classe ouvrière, de son ou de ses partis, c'est-à-dire dans des conditions où l'hégémonie du prolétariat se trouve assurée, la stratégie du Front unique ouvrier en est inséparable.

Première question au sujet du Front révolutionnaire anti-impérialiste :

où en est le prolétariat bolivien ?

La partie de votre texte consacrée au Front révolutionnaire anti-impérialiste commence par une analyse de la situation politique en Bolivie à la suite du coup d'Etat du 21 août. Cette analyse est à notre avis insuffisante (22). Le texte affirme :

On n'a pas assisté à un écrasement physique de la classe ouvrière, qui a été obligée d'opérer un repli stratégique.

Il est nécessaire d'être plus précis : la prise du pouvoir par un gouvernement qui, plus loin, est qualifié de « fasciste », n'équivaut pas à un simple repli stratégique de la classe ouvrière. La classe ouvrière a subi, dans les limites que nous avons données, une défaite. D'ailleurs, immédiatement après, il est écrit :

Malgré tout, une profonde transformation politique s'est opérée dans le pays, qui a motivé la démoralisation et la désorganisation des travailleurs.

Et, plus loin :

L'opposition au gouvernement (...) s'exprime au travers de la lutte autour de mots d'ordre **minimum** démocratiques et de contenu syndical (...). De janvier à août 1971, on avait lutté et mobilisé les masses **sous le drapeau du socialisme** (...). [mais] ... dans le pays s'est opéré un changement politique d'importance (le remplacement d'un gouvernement militaire nationaliste de contenu bourgeois, c'est-à-dire d'orientation anti-impérialiste, par un gouvernement ouvertement fasciste).

Plus loin encore :

Dans les conditions actuelles, les masses ne se mobilisent pas autour de revendications socialistes, mais autour de moti-

vations démocratiques et de petites revendications qui ont été traditionnellement cataloguées comme syndicales. (Ce qui est souligné l'est par nous.)

Les revendications et objectifs des masses, de janvier à août 1971, étaient sans aucun doute ceux de la lutte immédiate pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour le renversement du gouvernement bourgeois. L'Assemblée populaire organisait les masses tout en organisant **d'abord le prolétariat comme classe**. Mais leurs revendications et objectifs combinaient les revendications démocratiques bourgeoises de l'indépendance nationale, des objectifs anti-impérialistes, à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan et pour le pouvoir soviétique. Définir ces revendications avec plus de précision que par la formule « **sous le drapeau du socialisme** » est important ; cela évite des confusions du genre : « **un gouvernement militaire nationaliste de contenu bourgeois, c'est-à-dire d'orientation anti-impérialiste** », utilisées pour qualifier le gouvernement Torrès.

Le rôle du gouvernement Torrès

En conflit avec l'impérialisme, le gouvernement Torrès était cependant et surtout à la recherche d'un compromis avec celui-ci par peur des masses. Son rôle consistait d'abord et avant tout, sinon à refouler, du moins à contenir le prolétariat et, par là, à lutter contre la solution des revendications démocratiques, nationales, anti-impérialistes. Le gouvernement Torrès était un gouvernement de plus en plus impuissant derrière lequel, et grâce à la complicité duquel, l'impérialisme et la caste des officiers ont préparé le coup d'Etat mili-

(22) Voir le document du P.O.R., « La situation politique et la naissance du F.R.A. », quatrième partie, ci-dessus, pp. 40 et suivantes.

taire. Y compris au moment du coup d'Etat, il s'est fait le complice de l'impérialisme en paralysant les masses au nom du « loyalisme de l'armée », en refusant les armes au prolétariat. Agissant ainsi, il participait à la préparation de la contre-offensive contre le prolétariat et les masses. Dans ces conditions, est-il possible de le qualifier de « bourgeois anti-impérialiste », qualification équivoque et qui, dans une certaine mesure, le purifie de ses « péchés » ?

Quant au gouvernement Banzer, il n'est pas moins nécessaire de le définir plus strictement. Ce gouvernement représente la caste des officiers et s'appuie principalement sur elle : c'est de ce type de fascisme qu'il s'agit. Et, d'après votre texte, bien qu'appuyé par Paz Estensoro et une aile du M.N.R., il semble que ce fascisme n'ait pas de base de masse et qu'il hésite à détruire par la force les organisations ouvrières :

Jusqu'à présent l'assaut direct des lieux de travail par les troupes a fait place à une politique qui cherche à ignorer la volonté des bases ouvrières et à leur imposer des directions syndicales au service du gouvernement (...). Il faut noter en ce sens l'importance de l'échec des candidats officiels dans les élections syndicales qui se sont déroulées dans les centres miniers.

Ce serait donc une dictature militaire assez classique qui tenterait de soumettre les syndicats à l'Etat sans beaucoup de succès (l'appellation « fasciste » est trop élastique pour suffire à caractériser le gouvernement Banzer). Les revendications démocratiques sont des revendications politiques formulées dans de nouvelles conditions. Elles ne peuvent être opposées à celles dites « socialistes ». Sur ces revendications, la classe ouvrière, la petite bourgeoisie, la petite paysannerie peuvent se mobiliser, s'unir.

Elles sont nécessaires à la lutte contre le gouvernement Banzer. Elles impliquent l'action politique pour renverser ce gouvernement, donc une perspective gouvernementale. Ce sont des revendications transitoires. La différence fon-

damentale, c'est la disparition de l'Assemblée populaire qui posait en termes concrets et pratiques la question du gouvernement, du pouvoir, de l'Etat. Dans l'immédiat, la classe ouvrière n'est organisée et représentée que par les organisations syndicales et politiques. Elle mène une lutte défensive. La perspective gouvernementale reste nécessaire, mais elle est forcément abstraite et générale.

L'Assemblée populaire et le Front révolutionnaire anti-impérialiste : des différences de nature

C'est justement là où la précision est indispensable qu'au contraire le texte du P.O.R. est le plus confus et contient de nombreuses contradictions. Il y est écrit :

L'Assemblée populaire a surgi dans un moment de très haute mobilisation des masses, lorsque celles-ci étaient fermement engagées sur la voie de la conquête du pouvoir politique. C'est cette circonstance politique qui explique sa naissance, comme réponse à une nécessité historique particulière.

Voilà, semble-t-il, qui est net et précis et avec quoi nous sommes d'accord, encore que nous considérons que la formule est inachevée et exigerait d'être complétée et précisée à l'aide du membre de phrase suivant : « C'est-à-dire de l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, transition vers l'établissement de la dictature du prolétariat. »

La phrase suivante remet tout en question :

La seule constatation que les masses ne sont plus pour le moment maîtresses de la rue doit nous amener à la conviction que l'Assemblée ne peut exister avec les traits qu'elle a eus avant les événements d'août 1971 (souligné par nous).

Ce qui signifie qu'elle pourrait exister avec d'autres traits. Plus loin :

Après le 21 août (...), il n'était plus possible de traduire en chiffres cette influence politique décisive [l'hégémonie du prolétariat] ; (...) la réalité quotidienne a imposé une profonde **modification de structure** à l'organisation qui incarne cette stratégie. Les observateurs superficiels se sont empressés de souligner que l'Assemblée et sa **nouvelle version** n'avaient absolument rien de commun. (Ce qui est souligné l'est par nous.)

L'Assemblée populaire était un organisme de type soviétique. Si l'on est d'accord là-dessus, cela signifie qu'il faut dire, sans équivoque, que l'Assemblée, en tant qu'organe soviétique, contenait en son développement l'établissement de la dictature du prolétariat. Voyons Lénine :

Le pouvoir des soviets n'est pas autre chose que la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, de la dictature de la classe d'avant-garde qui élève à une démocratie nouvelle, à la participation autonome à la gestion de l'Etat des dizaines de millions de travailleurs et d'exploités qui apprennent par leur propre expérience à considérer l'avant-garde disciplinée et consciente du prolétariat comme leur guide le plus sûr (23).

Or, en tant qu'organisme de type soviétique, l'Assemblée ne pouvait exister qu'au moment où les masses s'engageaient fermement sur la voie de la conquête du pouvoir politique. Le coup d'Etat a **liquidé l'Assemblée**. Non, il ne peut y avoir de « **modification de structure** » de l'Assemblée ! Non, il ne peut y avoir de « **nouvelle version** » de l'Assemblée ! Pour l'instant, l'Assemblée n'existe plus et la traduction en « chiffres » de l'influence du prolétariat n'est à que pour obscurcir la question.

Si un organisme est né, il est forcément de **nature différente** de l'Assemblée populaire. Peut-être s'agit-il d'un bloc politique, d'un front, mais nullement d'un organisme de type soviétique. Peut-être ce nouvel organisme — F.R.A. — contribuera-t-il à faire naître

ultérieurement, par son action politique, une nouvelle A.P. lorsque les conditions politiques en seront réunies, mais il est impossible de le **confondre** avec l'A.P. qui est morte le 21 août. D'ailleurs, le texte en convient quelques lignes plus loin :

Après le coup d'Etat du 21 août, les révolutionnaires et la classe ouvrière se sont trouvés confrontés à la nécessité de se donner des organisations adaptées à la lutte contre le "gorillisme" dans les conditions de la clandestinité. C'est ce qui a justifié la naissance du F.R.A. et y a nécessairement conduit.

Mais ici aussi, il y a imprécision. Il ne s'agit pas de « révolutionnaires » en général ni de la classe ouvrière en général. L'expression « hégémonie du prolétariat » ne peut nous faire oublier les différences essentielles qui existent. Le F.R.A. est un front qui regroupe des organisations ouvrières (syndicales et politiques) et des organisations politiques petites-bourgeoises. Mais les conditions de la clandestinité ne permettent pas à la classe ouvrière dans son ensemble de s'organiser et de s'exprimer. Ce sont uniquement les organismes de type soviétique qui le lui permettent, c'est-à-dire l'existence de certains rapports politiques qui ne sont pas ceux d'un front, d'un bloc entre organisations politiques. Le texte du P.O.R. spécifie plus loin :

Enfant légitime d'un peuple écrasé sous la botte militaire, il ne pouvait choisir librement son lieu de naissance. Ses premiers pas ont été les titubations d'une gauche exilée.

Passons pour le moment une fois encore sur le terme « gauche ». Quoi qu'il en soit, le F.R.A. n'est pas identifiable à l'A.P., en raison de sa **formation**, de ses **objectifs immédiats**, de sa **forme** et de son **contenu d'organi-**

(23) Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », **Œuvres complètes**, Ed. de Moscou en français, t. XXVII, pp. 278-279.

sation, des rapports politiques internes et avec les masses dont il est l'expression. C'est un front politique entre organisations et non un soviet ou un embryon de soviet.

Une miraculeuse mutation politique

Toutes ces confusions et contradictions ont une origine : la tentative de donner des lettres de noblesse, une noble origine, celles de l'Assemblée populaire, au F.R.A., organisme mal défini.

Le F.R.A. comprend toute la gamme de la gauche depuis les tendances qui, d'une façon ou d'une autre, se rattachent au nationalisme dont le cycle a commencé en 1952, jusqu'aux plus radicales et aux partis formés au travers de divers fractionnements du tronc marxiste. Sous cet aspect, le F.R.A. présente des différences avec l'Assemblée. L'on y note la présence de groupes en provenance du M.N.R., du P.S. et de l'E.L.N., des militaires anti-gorillistes (FAR). (Ce qui est souligné l'est par nous ; voir ci-dessus p. 44).

Assurément, « sous cet aspect » et sous bien d'autres, le F.R.A. présente des « différences » avec l'A.P.

« L'Assemblée avait décidé d'éliminer le M.N.R. parce qu'il s'orientait vers la droite. » Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Le M.N.R. tentait de détruire le caractère soviétique de l'A.P. Il soutenait le gouvernement Torrès. Une de ses ailes, avec Paz Estenssoro, allait même participer au coup d'Etat et au gouvernement Banzer. Quant aux « militaires anti-gorillistes », ce sont ceux qui entourent Torrès et c'est Torrès lui-même. Or ces militaires « anti-gorillistes », avec Torrès à leur tête, ont combattu l'A.P. Derrière eux, l'impérialisme et la caste militaire ont préparé le coup d'Etat. Ils s'efforçaient de protéger le gouvernement et l'Etat bourgeois. Ils se sont opposés à l'armement du prolétariat.

Le texte du P.O.R., dans sa tentative d'établir que le F.R.A. est la continuation, sinon la prolongation, de l'A.P., utilise une argumentation très particulière :

Le changement d'attitude de nombreux groupes ne résulte pas uniquement de l'appel lancé par le F.R.A., mais aussi de leur réaction face à la nécessité de structurer l'unité révolutionnaire. La leçon du 21 août a été définitive. C'est dans la bataille et au cours des moments difficiles qu'une unité semblable s'était déjà scellée sans accord préalable. (Idem.)

Grâce à « la leçon du 21 août », grâce à l'unité « scellée sans accord préalable », « dans la bataille », un miracle s'est produit : le M.N.R., Torrès et les militaires qui l'entourent se sont ralliés au F.R.A. dont, nous est-il expliqué un peu avant, « l'idéologie est la prolongation de l'Assemblée ». Nous sommes en présence de la pire confusion, d'où surgit le miracle. L'A.P. n'avait pas et ne pouvait pas avoir « d'idéologie ». Elle était un soviet constitué à partir de l'unité des organisations ouvrières et petites-bourgeoises regroupées au sein du « Commandement politique ». Chaque organisation politique combattait au sein de l'A.P. pour son « idéologie », c'est-à-dire pour son orientation politique, sa stratégie et sa tactique, pour son programme. Alors, pourquoi parler de l'« idéologie » de l'A.P. ? Tout simplement pour attribuer au F.R.A. et à ses composantes une « idéologie » : celle de la révolution prolétarienne, de « l'hégémonie du prolétariat ». Le miracle s'accomplit alors : les ennemis mortels du prolétariat, le M.N.R., Torrès et ses officiers, en se ralliant au F.R.A., sont devenus partisans de « l'hégémonie du prolétariat ». Leur adhésion au F.R.A. suffirait à transformer la nature politique du M.N.R. et des officiers organisés autour de Torrès. Mais qui parle de « l'idéologie » d'une organisation veut dire que Banzer, au même titre que les organisations ouvrières (partis et syndicats). Un miracle s'est produit : « sous l'influence

conclure que le F.R.A. est une sorte de super-parti, une sorte de Kuomintang qui reconnaîtrait, en « principe », « l'hégémonie du prolétariat ».

Cependant le texte affirme : « La ligne politique du prolétariat est présente au sein du F.R.A. par ses documents et parce qu'il part des thèses de la C.O.B. et de l'expérience de l'Assemblée. » En tout état de cause, nous ne pouvons nous rallier à ce point de vue tant que les documents — dont on nous a dit qu'ils étaient secrets — ne seront pas publiés. Quant aux textes de la C.O.B., ils sont éclectiques et contradictoires, même si, de janvier à août 1971, c'est la ligne de classe du P.O.R. qui l'a alors emporté (24). Ils conviennent donc parfaitement à un front où chaque organisation met ce qu'elle veut mettre. Quand bien même les textes du F.R.A. seraient-ils parfaits à l'étape actuelle, cela n'embarrasse pas beaucoup des organisations ou des regroupements politiques comme le M.N.R. et les officiers qui sont autour de Torrès. Chang Kai-chek et le Kuomintang avaient bien adhéré à la III^e Internationale !

Que dit le texte du P.O.R. à propos du F.R.A. ? :

Le F.R.A. réunit les partis de gauche et les grandes organisations de masse (syndicales, paysannes, étudiantes, populaires, etc.). La gauche bolivienne, sous l'influence du trotskysme, qui a eu la sagesse de tirer les leçons politiques du déroulement des événements, a assimilé à fond cette certitude que la révolution sera faite par les masses et par personne d'autre. Le prolétariat s'érige en dirigeant de la nation qui s'est soulevée, qui lutte et qui s'unifie en cherchant à rompre les liens qui l'assujettissent à l'impérialisme. (Ce qui est souligné l'est par nous ; voir ci-dessus p. 46.)

La « gauche », ce terme vague et sans contenu de classe, sert à désigner les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises rejetées par le coup d'Etat de Banzer, au même titre que les organisations ouvrières (partis et syndicats). Un miracle s'est produit : « sous l'influence

du trotskysme », ces organisations ont « assimilé à fond », etc. C'est là de l'idéalisme : les positions politiques des organisations politiques ne dépendraient plus des intérêts sociaux des classes et couches sociales qu'elles représentent. Elles se modifieraient en fonction « de l'expérience » et surtout de la compréhension politique, cela grâce au « trotskysme ». En conséquence, la « tâche » du « trotskysme » consisterait à les convaincre. Le principal serait un travail de conviction : la « bataille idéologique » en direction de ces organisations. Et, si ce travail était bien fait, les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises reconnaîtraient le prolétariat comme dirigeant de la nation. Quel désarmement politique ! Rappelons ce qu'écrivit Trotsky dans L'Internationale communiste après Lénine :

Il est absolument évident que la bourgeoisie [des pays coloniaux et semi-coloniaux] rejoint le camp des révolutionnaires non par hasard, mais parce qu'elle subit la pression de ses intérêts de classe. Par crainte des masses, elle abandonne ensuite la révolution ou manifeste ouvertement contre elle une haine jusqu'alors dissimulée.

Ni hier, ni aujourd'hui, ni demain, Torrès et ses officiers, le M.N.R., sans parler du P.C.B. ni des autres organisations, n'ont tiré ni ne tireront « les leçons des événements sous l'influence du trotskysme ». Ils n'acceptèrent pas (autrement qu'en paroles) l'hégémonie du prolétariat. Tous restent ce qu'ils ont toujours été. Après avoir, par peur des masses, laissé Banzer prendre le pouvoir, ils s'opposent à Banzer. C'est le mouvement classique des organisations bour-

(24) Sur la discussion entre le P.O.R. et l'O.C.I. sur les thèses de la C.O.B., voir la Vérité n° 550, octobre 1970, Masas n° 375 et le document du C.C. de l'O.C.I. de 1972, o.c., pp. 26 et suivantes.

geois et petites-bourgeois dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Compte tenu de la situation politique, elles « rejoignent » le camp de la révolution pour mieux l'abandonner et le combattre ensuite. Non, la « nation soulevée » n'acceptera pas la direction du prolétariat. La « nation », même dans les pays économiquement arriérés, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, est composée de classes antagonistes. La « nation » se dissociera, comme toujours, au feu de la révolution. Il faudra arracher à l'influence de la bourgeoisie, à l'influence des organisations bourgeoises, la petite paysannerie et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

A de multiples reprises, les mêmes choses, sous des formes différentes, sont affirmées dans le texte soumis par le P.O.R. Mais on lit notamment ces lignes :

Eliminer la classe ouvrière du F.R.A. impliquerait l'abandon des positions que les masses ont conquises par la lutte et qu'elles ont donc accumulées comme partie de leur expérience : ce serait abandonner la stratégie révolutionnaire du prolétariat et reculer par rapport à l'Assemblée populaire (ci-dessus, p. 45).

Une telle éventualité existerait donc ? Du même souffle, le texte affirme :

Ce ne sont là que suppositions ; aucune possibilité de cet ordre ne s'est exprimée dans une organisation qui se proclame, quant à la ligne politique, continuatrice de l'Assemblée populaire. Il n'existe également aucune raison pour que les partis politiques abandonnent leurs idées politiques et leur stratégie, à la base de laquelle se trouve l'hégémonie indiscutable du prolétariat dans la révolution (idem).

Quelle touchante unité de vues ! Hélas, « les divergences n'existent que sur la façon dont se matérialise cette hégémonie », c'est-à-dire, en clair, sur l'essentiel. Dès lors, il est bien évident que les « suppositions » sont des menaces bien réelles et très concrètement tournées contre le prolétariat et le P.O.R. Le

problème n'est pas celui d'une « majorité » ou d'une minorité, mais celui des rapports politiques réels à l'intérieur comme à l'extérieur du front, avec les masses et le prolétariat en premier lieu, rapports qui dépendent de la politique du P.O.R., de son indépendance politique.

Dans le même chapitre apparaît d'un seul coup cette affirmation :

Nous connaissons avec précision les limites du nationalisme de contenu bourgeois et sommes sûrs que, tôt ou tard, il doit capituler devant l'ennemi étranger et s'allier à lui pour tenter d'écraser le prolétariat indigène et qu'il cherche vainement à sauver ses intérêts (voir p. 51).

Mais alors, que devient « l'unité de la nation » ! Et « les leçons tirées du 21 août » ! Et la « reconnaissance de l'hégémonie du prolétariat » ! Et enfin, cette affirmation : « On peut dire que le F.R.A. hérite de la tradition bolivienne dans le sens où seul le prolétariat peut diriger politiquement les luttes pour la libération nationale et sociale. » (Voir p. 49.) Que devient tout cela ?

Toute cette partie du document est confuse et contradictoire. Il oppose naturellement, tout comme l'article de F. Escobar, Front unique ouvrier et Front unique anti-impérialiste. Ayant répondu à Escobar, il n'est pas utile de reprendre cette question à cet endroit. Cependant, il est indispensable de rechercher les raisons de ces difficultés.

La direction du P.O.R. sait que la révolution bolivienne est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale ; mais, à notre avis, elle estime que, tout de même, la Bolivie occupe une place privilégiée dans la lutte des classes mondiale, et que les organisations politiques boliviennes sont « originales ». A tout instant, et sous de multiples formes, cela ressort des textes.

Le fait que l'A.P. soit née en Bolivie, qu'en Bolivie soit né le premier soviet

d'Amérique latine, n'empêche pas qu'un front comme il en a existé bien d'autres en d'autres pays puisse se constituer en Bolivie. Non, les « partis » boliviens n'ont pas de vertus particulières qui les immunisent des « tares » des partis d'autres pays d'Amérique latine et du monde.

Pas plus que la classe ouvrière bolivienne n'est « trotskyste », « la gauche bolivienne, sous l'influence du trotskysme, [n'] a eu la sagesse », etc.

On ne peut dégager le caractère précis, le contenu des différentes organisations politiques en utilisant le vocable : « marxiste ».

Le Parti communiste bolivien est un parti stalinien. Le groupe Moscoso est lié au Secrétariat unifié et en dépend. Il est anti-trotskyste et œuvre à la destruction de la IV^e Internationale. De même, les organisations et partis bourgeois et petits-bourgeois de Bolivie ne sont pas « imprégnés de trotskysme », en dépit de ce qui a été dit quelquefois. Le fait qu'ils aient siégé à l'A.P., qu'ils aient eu un certain langage, qu'ils se soient prononcés pour un gouvernement ouvrier, qu'ils participent au F.R.A. ne change rien à leur nature, à leurs racines sociales, à leurs liens sociaux et politiques nationaux et internationaux. Que l'existence du P.O.R. et la politique les aient contraints à aller plus loin qu'ils ne le voulaient, à adopter une certaine coloration, ne les empêche pas d'être liés à l'impérialisme, à la bourgeoisie ou à la petite-bourgeoisie mondiale : les uns, directement ; les autres, par leur dépendance du Kremlin ; d'autres, par leurs liens avec le Secrétariat unifié ; d'autres, enfin, avec le castrisme, de façon plus ou moins directe. De plus, leurs forces politiques ne dépendent pas seulement de leurs racines en Bolivie, mais des liens organiques et politiques qui les unissent directement ou indirectement à la bourgeoisie mondiale et aux organisations politiques (bourgeoises, petites-bourgeoises, pablistes, staliniennes, castristes) des autres pays.

En conclusion : Front unique anti-impérialiste, Front unique ouvrier et lutte des classes mondiale

C'est seulement en resituant la lutte des classes en Bolivie comme organiquement intégrée à la lutte des classes mondiale que toute l'importance de l'Assemblée populaire bolivienne pour l'Amérique latine et le monde entier peut être comprise. C'est uniquement comme une réalité spécifique à la Bolivie, mais intégrée aux relations sociales et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes à l'échelle mondiale, que les relations existant en Bolivie peuvent être comprises. C'est également de ce point de vue enfin que peuvent être appréhendées les questions du Front unique anti-impérialiste, du Front unique ouvrier et que peut être situé le Front révolutionnaire anti-impérialiste.

Pour nous, la discussion ne porte pas sur le bien-fondé d'accords pratiques pour la défense des libertés démocratiques, y compris avec Torrès. Nous estimons que participer à la lutte contre le coup d'Etat de Banzer, y compris à côté de Torrès (encore que Torrès n'ait pas réellement combattu, bien au contraire) était parfaitement justifié. Faire reconnaître la nécessité de l'hégémonie du prolétariat au P.C., au M.N.R., à Torrès ne peut être a priori que positif. Mais rien de pis que la confusion, les contradictions, l'obscurité politique, le particularisme, lorsque l'on s'engage dans une politique de « Front ». « Lorsque l'on soupe avec le diable, il faut avoir une longue cuiller » ; un Front, c'est toujours un déjeuner avec le diable. Et, personne ne le contestera, le F.R.A. est peuplé de diables : Torrès, le M.N.R., le P.C.B., les gauchistes, Moscoso, etc.

Le F.U.O., le F.U.A. et le F.R.A. ne peuvent être discutés sérieusement et valablement que sur la base des

principes de la révolution permanente, qui est « posée comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général ». Déjà, avant l'expérience de la deuxième révolution chinoise, le 4^e congrès de l'Internationale communiste écrivait, en ce qui concerne le F.U.A. :

Expliquer aux masses travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique anti-impérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.

Actuellement, cela signifie expliquer :

1^o que la lutte politique du parti révolutionnaire, ou la lutte pour construire le parti révolutionnaire, dans quelque pays que ce soit, s'intègre à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, comme un problème de la lutte des classes ;

2^o que la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine est indispensable à celle de la révolution en Bolivie (ou dans tout autre pays) et qu'elle est elle-même indissociable de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sans cette perspective, il est impossible de comprendre l'unité organique et le développement inégal de la lutte des classes en Amérique latine et dans le monde. Elle seule permet de saisir, par exemple, l'importance capitale que revêt le cours actuel de la lutte des classes au Chili pour le prolétariat bolivien, pour le P.O.R. Dégager une perspective gouvernementale concrétisant le gouvernement ouvrier et paysan au

Chili, lutter pour la construction du parti révolutionnaire au Chili sont des problèmes étroitement liés aux questions du F.U.A., du F.U.O. et du F.R.A. en Bolivie. Actuellement, sur ce terrain, s'unissent toutes les forces de la contre-révolution qui s'opposent au gouvernement ouvrier, aussi bien au Chili qu'en Bolivie et dans tous les pays d'Amérique latine, que ce soit l'impérialisme, les organisations petites-bourgeoises, les organisations stalinienne, le castrisme, le pablisme : les mêmes forces qui, pour les mêmes raisons, rejettent la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine et combattent contre la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cela signifie-t-il qu'il faille poser à l'intérieur du F.R.A., ou mettre comme condition à tout accord et toute action de Front unique la question du Chili, des Etats-Unis d'Amérique latine, de la IV^e Internationale ? Ce dont il s'agit, c'est que le P.O.R. aborde, saisisse ces questions comme des problèmes qui le concernent directement ; qu'il agisse pour les résoudre, qu'il s'exprime sur le stalinisme et le castrisme, au même titre que sur le pablisme et les organisations petites-bourgeoises, et les combatte ouvertement, non seulement lorsque la Bolivie est directement en cause, mais à propos de l'ensemble des problèmes de la lutte des classes en Amérique latine et dans le monde.

Ce sera une importante contribution à l'éclaircissement des rapports politiques à l'intérieur et à l'extérieur du F.R.A., des rapports politiques entre le F.U.A., le F.U.O. et le F.R.A.

A propos du dernier document de la S.L.L.

Front unique, gouvernement ouvrier, philosophie marxiste

par F.-O. FORGONTIER

Comme c'est toujours le cas lors d'une lutte politique sérieuse, quelques efforts de camouflage et de diversion que l'on fasse, les problèmes qui sont véritablement au centre du conflit apparaissent nécessairement. C'est la logique de la lutte qui contraint à dégager les divergences majeures de la gangue des questions secondaires, ceux-là mêmes qui tentent par tous les moyens d'empêcher la discussion d'aller à son terme.

Ainsi en est-il dans le cas de la direction de la Socialist Labour League qui, après avoir brisé le Comité international pour éviter la discussion organisée — et avant tout pour contenir la discussion au seuil de sa propre organisation — se voit aujourd'hui obligée, pour tenter de justifier son acte irresponsable, qui va exactement en sens contraire des exigences de la reconstruction de la IV^e Internationale, de poursuivre publiquement cette discussion.

Bien naturellement, elle le fait en cherchant à ruser avec les questions majeures qui sont en cause, en faussant les positions de l'O.C.I., en usurpant le titre du Comité international pour une déclaration politique qui lui est propre ().*

Ce n'est que fortuitement, en apparence, au détour d'un paragraphe, que le fond des divergences est soudain brutalement éclairé.

Nous apprenons qu'en 1967 « l'O.C.I. centrât ses attaques sur toutes sortes de plans pour établir un centre artificiel du Comité international. Des propositions furent faites pour que des professionnels et des plans financiers soient consacrés à attirer des forces à l'échelle internationale (comme la jeunesse dissidente de l'Europe de l'Est) qui étaient censées être à la recherche d'un endroit où aller ».

(*) Le document que nous visons est intitulé : « Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale (majorité). » Daté du 1^{er} mars 1972, il est paru dans Workers Press du 7 au 12 avril.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

"INFORMATIONS OUVRIERES"

journal de l'Alliance ouvrière

Nour parlions plus haut de camoufflage, de diversion, de falsification. Ici, l'on franchit un pas de plus. Non seulement le mensonge est flagrant, grossier, mais il est qualitativement différent.

L'O.C.I. est ici accusée d'avoir mené une politique aventuriste à l'échelle internationale, et en particulier en direction de l'Europe de l'Est. Les arguments employés (« toutes sortes de plans », « consacrer des professionnels et des plans financiers », « la jeunesse dissidente ») ne sont pas tellement différents de ceux que l'appareil stalinien emploie lorsqu'il veut présenter comme un complot, comme une « activité subversive » le combat politique pour la défense des conquêtes ouvrières, la lutte contre la bureaucratie usurpatrice.

Nous quittons ici, nettement, le terrain de la discussion politique. Mais nous le retrouvons aussitôt. Car le caractère de l'argumentation employée par la direction de la S.L.L. montre précisément que nous touchons ici au cœur du problème que celle-ci refuse de voir débattre.

C'est bien la question de la reconstruction de la IV^e Internationale qui est au centre du conflit politique et qui a conduit la S.L.L. à s'attaquer à l'unité du Comité international : c'est la question de la lutte réelle pour cette reconstruction dont l'un des aspects majeurs, du fait du développement de la lutte des classes, était le rétablissement en termes d'organisation, et donc de conscience, de l'unité de combat entre les prolétariats des pays capitalistes et ceux où le capital a été exproprié, mais où le pouvoir politique est entre les mains de la bureaucratie contre-révolutionnaire.

L'O.C.I., pour sa part, est fière du rôle qu'elle a tenu, aux côtés de la Ligue des socialistes révolutionnaires hongrois et du Comité d'organisation des communistes-trotskyistes d'Europe de l'Est, dans les premiers pas de la réalisation de cette tâche historique, indissolublement liée à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Mais pour revenir à ce problème central, il faut à la fois déblayer le terrain et traiter les questions qui sont liées à cette tâche qui concentre tous les problèmes stratégiques et tactiques de la période historique que nous vivons.

La S.L.L. centre son attaque contre l'O.C.I. sur les questions de la « philosophie marxiste » et du Front unique ouvrier. Ce sont là, en un sens, des prétextes, car, les positions de l'O.C.I. étant faussement présentées, il s'agit avant tout pour la S.L.L. d'une opération de diversion.

Ce sont en même temps des questions centrales, car elles touchent à la méthode marxiste, au programme, à la construction du parti révolutionnaire et à ses rapports avec le mouvement de la classe. C'est pourquoi, dans l'article qu'on va lire, nous revenons sur ces deux points.

LA STRATEGIE DU FRONT UNIQUE

L'O.C.I. est tombée dans le piège qui consiste à faire de la tactique du Front unique toute sa politique.

Mais l'O.C.I. fait du Front unique un principe auquel l'indépendance de l'avant-garde et le développement de la théorie marxiste sont subordonnés. Dans les conditions qui prévalent aujourd'hui, cela est équivalent à une forme nouvelle et plus sophistiquée du liquidationnisme qui a été le contenu principal du révisionnisme dans la IV^e Internationale.

Le gouvernement des organisations ouvrières unies auquel l'O.C.I. veut participer est clairement un gouvernement de l'Etat bourgeois. Le révisionnisme ouvre la porte au réformisme.

Voilà quelques-unes des citations les plus caractéristiques (en ce qui concerne la politique de l'O.C.I. quant au Front unique) du nouveau document de la S.L.L. On admettra qu'il s'agit d'autre chose que d'une interprétation discutable de la politique de l'O.C.I. : on est en présence d'une falsification grossière qui ne prend même pas le soin de chercher à s'appuyer sur des références à des déclarations ou à des documents de l'O.C.I. Le seul texte cité (nous y reviendrons), c'est le **Rapport politique** présenté à la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier des 5 et 6 février 1972.

Le mécanisme de cette forme particulière de « polémique » est assez simple et n'a pas le mérite de l'originalité. A coups d'affirmations, une politique imaginaire de l'O.C.I. est reconstruite, cible idéale pour les flèches de la « théorie marxiste ». Le but de l'opération, c'est d'aboutir à la conclusion : « le révisionnisme ouvre la porte au réformisme », c'est-à-dire de donner une justification au refus de toute discussion organisée, une justification à la scission du Comité international.

Et pourtant, bien que le nouveau document de la S.L.L. n'ajoute pas grand-chose à la déclaration scissionniste du 24 octobre (1), il est nécessaire de saisir l'occasion pour revenir encore sur la question du Front unique de classe. Car la falsification porte sur les éléments d'un véritable conflit politique. Des divergences sur la question du Front unique, qui tendaient à s'affirmer depuis longtemps, sont en effet apparues nettement lors de la préconférence de juillet 1970. Mais précisément, le Front unique n'est pas ce problème en soi dont la S.L.L. attribue la conception à l'O.C.I. : les divergences portaient aussi sur le caractère de la période et sur les relations entre la construction du parti révolutionnaire et le mouvement d'ensemble de la classe, sur la méthode même du **Programme de transition**.

Tactique ou stratégie ?

La forme qu'a d'abord semblé prendre l'affirmation de ces divergences a été l'opposition entre le Front unique comme **stratégie** et le Front unique comme **tactique**.

Le document **Pour la reconstruction de la IV^e Internationale**, soumis par l'O.C.I. à la préconférence de juillet 1970, dit en effet : « La lutte pour le Front unique ouvrier et son expression, le gouvernement des organisations ouvrières, est une ligne stratégique et non seulement une tactique » (2).

Mais, objectaient les représentants de

(1) Cette déclaration figure dans une brochure parue en supplément au n° 541 d'Informations ouvrières. En vente à la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 - Paris-10^e, C.C.P. La Source 316 97-97, 1,50 F.

(2) Voir la Vérité, n° 545, p. 41.

la S.L.L., dans les textes de l'Internationale communiste, il n'est jamais question que de tactique.

L'opposition était formelle. Tout d'abord parce que « stratégie » et « tactique » ne constituent pas des catégories métaphysiques opposées. Toute stratégie ne prend corps, ne se manifeste que sous l'aspect de tactiques qui ne sont pas indépendantes du contenu de cette stratégie mais qui en relèvent. Inversement, il ne peut y avoir de tactiques que comme expressions d'une stratégie. Enfin, à un moment donné, c'est dans une tactique donnée que se concentre, que s'affirme une stratégie...

Le Front unique de classe, sous la forme du Front unique, de l'unité d'action d'organisations distinctes et politiquement opposées, plus précisément des partis sociaux-démocrates et centristes et des partis communistes, c'est-à-dire le Front unique tel qu'il est défini par l'Internationale communiste en 1922, est une tactique. Tout comme la politique de rupture de la coalition mise en avant par Lénine constituait une tactique. Mais ces tactiques traduisaient, sous des formes particulières, une **consistante** de la politique révolutionnaire, une ligne stratégique, celle du rassemblement de la classe comme telle, de son **unité de front**, face à la bourgeoisie et son gouvernement, constante qui trouve son origine dans le **Manifeste communiste**.

Si ce point de départ avait été admis, la discussion sur « stratégie ou tactique » aurait tourné court. Comme il est indiqué dans la réponse de l'O.C.I. à la déclaration scissionniste de la S.L.L. du 24 octobre (3), toutes les grandes lignes d'une politique révolutionnaire sont subordonnées à la perspective de la révolution socialiste comme des tactiques à une stratégie, ainsi que Trotsky le disait à propos de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. Il en est de même pour la politique du Front

Les racines du Front unique dans la lutte des classes

Mais ce n'est pas là-dessus que portait le débat. C'était, en définitive, la politique du Front unique elle-même qui était en question à propos de sa caractérisation. L'insistance à n'en parler que comme d'une « tactique » exprimait la volonté de ne la considérer que comme une manœuvre subalterne, comme une ruse d'importance secondaire.

Ce n'est pas là une conception nouvelle. Séparer la question du Front unique de ses racines dans la lutte des classes, dans le mouvement même du prolétariat, revient à en faire une opération artificielle, occasionnelle — et, dans cette mesure, un « raccourci » dans la voie de la construction du parti révolutionnaire conçu comme le résultat de manœuvres d'organisation. C'est la caricature de la conception du Front unique qu'ont défendue Lénine et Trotsky, une caricature qui, sur de nombreux points, devait servir de modèle à Zinoviev.

Devant cette conception qui s'affirme de plus en plus nettement — y compris dans la pratique, sur le terrain, dans la lutte des classes en Angleterre (4) — dans la politique et l'activité de la S.L.L., il faut rétablir celle de Lénine et de Trotsky.

De 1930 à 1933, Trotsky a consacré l'essentiel de son activité à combattre pour la réalisation du Front unique de la classe ouvrière allemande face au nazisme. Défendant sa politique contre les assauts furieux des bureaucrates du

(3) Déclaration du C.C. de l'O.C.I. datée du 24 novembre 1971 et parue en supplément au n° 541 d'Informations ouvrières.

(4) Voir dans Informations ouvrières l'article consacré à la grève des mineurs anglais et à la politique de la S.L.L. dans cette grève, n° 556-557-558.

P.C. allemand qui, sur ordre du Kramlin, pratiquaient la politique criminelle du « social-fascisme », Trotsky a dû re-définir la politique du Front unique.

On peut dire sans exagération que ces textes de Trotsky sur l'Allemagne, qui constituent un insurpassable manuel de stratégie et de tactique révolutionnaires, répondent par avance à bien des questions posées dans la discussion actuelle. Alors que la direction de la S.L.L. s'évertue à embrouiller les idées en opposant de façon métaphysique — et nullement en dégagant les contradictions du mouvement historique — la conscience, le parti révolutionnaire, le Front unique, la mobilisation des masses, Trotsky souligne le lien interne de ces différentes déterminations du combat de la classe ouvrière pour la révolution socialiste :

Le développement de la classe dans sa conscience, c'est-à-dire l'édification d'un parti révolutionnaire qui entraîne derrière lui le prolétariat, est un processus compliqué et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties acquièrent conscience par différentes voies et avec différents délais. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise les organes existants en opposant certaines couches d'ouvriers aux autres. Au sein du prolétariat agissent simultanément différents partis. C'est pourquoi il reste politiquement scindé durant la plus grande partie de son chemin historique. De là découle — dans certaines périodes avec une acuité exceptionnelle — le problème du Front unique (5).

La construction du parti révolutionnaire et la constitution du prolétariat comme classe

Le point de départ qui commande tout, c'est la nécessité historique pour le prolétariat de « régler » la question

de sa direction, c'est le problème de la construction du parti révolutionnaire du prolétariat dans lequel se concentrent tous les éléments constitutifs de la lutte de cette classe. Mais « l'édification du parti révolutionnaire », qui n'est pas autre chose en définitive que le « développement de la classe dans sa conscience », qui appartient donc au mouvement d'ensemble contradictoire de la classe dont il est l'expression la plus élevée, n'est séparable d'aucun des moments (des « conditions objectives du développement du prolétariat », dira plus loin Trotsky) de la lutte du prolétariat, de sa constitution comme classe.

Et Trotsky ajoute :

Mais le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience, non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classes, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels, dans l'enceinte d'une entreprise, que pour les luttes politiques "nationales", telles que la défense contre le fascisme. La tactique du Front unique est, par conséquent, non quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ce n'est pas une manœuvre rusée quelconque — non, elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Les paroles du **Manifeste du Parti communiste** disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du Parti pour la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat (6).

Le prolétariat a besoin d'unité pour sa lutte. Cette lutte ne s'arrête pas, et pourtant la classe ouvrière, qui n'est pas homogène, qui ne combat pas en

(5) Trotsky, *Ecrits*, t. III, « Et maintenant ? », p. 131.

(6) Idem, p. 132.

dehors de la société capitaliste, est généralement scindée en partis divers.

C'est pour toutes ces luttes que le prolétariat a besoin d'unité, y compris dans la lutte pour le pouvoir, que ses **conditions objectives de développement** lui imposent d'engager avant que le problème de sa direction révolutionnaire ait reçu une solution.

Front unique et lutte « classe contre classe »

Ni « manœuvre rusée » ni artifice d'occasion, le Front unique ouvrier est identifiable à la politique de lutte « classe contre classe » : il trouve ses fondements dans les conditions mêmes du développement de la lutte des classes, il s'exprime, dès la constitution d'une organisation communiste, dans le programme de cette organisation : c'est le sens de l'affirmation du **Manifeste communiste** selon laquelle les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de leur classe.

Le « **besoin de l'unité** » dont parle Trotsky n'est pas autre chose, en définitive, que la tendance du prolétariat à se constituer comme classe dominante, à travers ses luttes, en surmontant les divisions nées des « **conditions objectives de son développement** ». C'est fondamentalement de ce même mouvement que procède la construction du parti révolutionnaire.

C'est en ce sens que, non seulement au niveau de la tactique, mais à celui de la stratégie, la question du parti révolutionnaire et celle de l'unité et de l'indépendance de la classe ne peuvent être séparées.

Et l'on ne peut sur ce point, une fois encore, que renvoyer au texte de l'O.C.I. qui date de 1969, qui a été soumis à la préconférence de juillet

1970, et que la S.L.L. n'a toujours pas publié :

Dans tous les pays capitalistes, le programme de la IV^e Internationale implique la stratégie du Front unique ouvrier. La lutte pour le pouvoir, la lutte pour le Front unique ouvrier, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une même totalité : le combat pour le socialisme (7).

Si l'on réduit la ligne stratégique du Front unique ouvrier à une « tactique », au sens étroit du terme, par exemple au seul cas d'accords entre l'organisation révolutionnaire et des organisations dont les directions pratiquent une politique de collaboration des classes, il devient aisé de montrer que, telle ou telle condition nécessaire à l'application de cette tactique n'existant pas, la question du Front unique relève au mieux de la pure propagande...

Le Front unique, tactique défensive ?

On se plaît aussi à sous-entendre que le Front unique est une tactique défensive dont l'importance diminuerait dès que se poserait le problème d'une action offensive de la classe, ou, encore avec plus d'acuité, d'une action révolutionnaire. C'est là encore raisonner de manière formaliste et antidialectique. Certes — comme l'a d'ailleurs remarqué Trotsky à propos de l'Allemagne — le Front unique se constitue plus facilement sur des objectifs défensifs. Mais cela tient au fait que toute lutte de masse permettant de rassembler la majorité de la classe, d'entraîner dans le combat contre la bourgeoisie les couches les plus retardataires politiquement parlant, a toujours un point de départ **défensif**. Mais si, sur le terrain militaire, défensive et offensive sont liées

(7) Voir la Vérité, n° 545, pp. 41-42.

(tout le monde comprend que contre-attaquer, c'est se défendre), cela est encore plus vrai sur le terrain de la lutte des classes.

Pour se défendre, la classe ouvrière a toujours dû remettre en cause l'ordre, la domination de la bourgeoisie. Plus précisément aujourd'hui, dans les conditions de l'impérialisme, du capitalisme pourrissant — à l'ère des guerres, des révolutions et des contre-révolutions —, toute action défensive du prolétariat pose dans les faits la question du pouvoir : c'est le contenu même du **Programme de transition**.

On veut bien admettre qu'en 1932 Trotsky avait raison. Il fallait se défendre contre le nazisme. L'appareil de la social-démocratie était lui-même menacé directement, physiquement. Oui, le P.C.A. aurait dû proposer un accord défensif.

Mais la question du Front unique en Allemagne s'arrêtait-elle là ? Ce serait confondre la particularité tactique (comment pouvait s'amorcer le Front unique) avec la stratégie, avec l'axe du Front unique (unir les rangs ouvriers face à la bourgeoisie et à son Etat). C'était cette stratégie qui pouvait permettre de vaincre le nazisme, mais vaincre le nazisme, c'était écraser l'ultime forme de maintien de l'Etat bourgeois, c'était ouvrir la voie à rien de moins qu'à la révolution prolétarienne.

Le passage de la défensive à l'offensive

Le passage de la défensive à l'offensive (ou plutôt le contenu « offensif » de la défensive) n'aurait pas, bien sûr, été donné par de simples communiqués du P.C.A. et du parti social-démocrate, mais par la mobilisation unie de la classe ouvrière, mobilisation qui posait concrètement la question des formes d'organisation unitaire, de la base au sommet et du sommet à la base.

Voici comment Trotsky répondait à cette question :

L'admiration verbale pour les soviets est répandue dans les cercles de la « gauche », en même temps que l'incompréhension de leur fonction historique. On définit le plus souvent les soviets comme des organes de lutte pour le pouvoir, comme des organes d'insurrection, et enfin comme des organes de la dictature. Ces définitions sont formellement justes. Mais elles n'épuisent nullement la fonction historique des soviets. Elles n'expliquent pas, avant tout, pourquoi ce sont précisément les soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir.

La réponse à cette question est la suivante : comme le syndicat est la forme élémentaire du Front unique dans la lutte économique, de même le soviets est la forme la plus élevée du front unique dans les conditions où le prolétariat entre dans l'époque de la lutte pour le pouvoir.

Le soviets par lui-même ne recèle aucune force miraculeuse. Il n'est que la représentation de classe du prolétariat, avec tous ses côtés forts et tous ses côtés faibles. Mais c'est précisément par cela et uniquement par cela que le soviets crée une possibilité organisationnelle pour les ouvriers des différentes tendances politiques, d'un niveau de développement différent, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir (8).

C'est ainsi, explique plus loin Trotsky, que peut être abordé le fait que :

La tâche de la lutte directe et immédiate pour le pouvoir se pose devant le prolétariat bien avant qu'il soit réuni entièrement sous le drapeau du parti communiste. Une situation révolutionnaire prise sur le plan politique consiste précisément en ceci que tous les groupements et toutes les couches du prolétariat, tout au moins leur majorité écrasante, sont saisis d'un élan pour unifier leurs efforts en vue de changer le régime existant (9).

Mais ces groupements, ces couches sont sous le contrôle de partis politiques différents, qu'ils considèrent

(8) Trotsky, Ecrits, pp. 162-163.

(9) Trotsky, o.c., p. 163.

comme leur direction. En ce sens, explique Trotsky à l'adresse des dirigeants du Parti communiste allemand, la renonciation au Front unique, « c'est la renonciation aux soviets », c'est-à-dire à la révolution prolétarienne.

Renoncer à la lutte pour le Front unique ouvrier, c'est renoncer à la lutte pour les conseils ouvriers, les soviets, c'est renoncer à la lutte pour la révolution socialiste : voilà un avertissement qu'il faut répéter aujourd'hui à destination de la S.L.L., au moment où ses dirigeants, se réfugiant dans la « proclamation du parti révolutionnaire », tournent le dos à une politique d'intervention réelle dans la crise du mouvement ouvrier, à une tentative effective de traduire, dans les conditions actuelles en Angleterre, le mot d'ordre du 3^e congrès de l'Internationale communiste : « Aller aux masses ».

Ce que nous nous sommes attachés à démontrer, c'est que le Front unique ouvrier n'est pas une simple tactique de circonstance, mais la traduction, sous des formes particulières, historiquement déterminées, de la ligne directrice de toute stratégie révolutionnaire : le rassemblement de toute la classe, son unification comme classe contre l'ennemi commun sur la base de son indépendance politique.

Une même ligne stratégique

Cette même ligne stratégique n'a pas occupé une place moins essentielle dans l'attitude des révolutionnaires à l'époque de la constitution du mouvement ouvrier en tant que tel. Toute la politique de Marx à l'égard de la I^{re} Internationale s'en inspire : il s'agit, pour les ouvriers, de se séparer de la bourgeoisie, d'assurer l'indépendance politique de toutes les tendances du mouvement de leur classe, unies dans une seule organisation, tandis que « les communistes », qui « n'ont pas d'intérêts distincts » de ceux du mouvement dans

son ensemble, conservent leur pleine indépendance pour défendre leur programme, le seul fondé sur l'analyse scientifique de la société, et d'en convaincre tous ceux qui, sur la base de l'expérience du combat commun, avec eux, acceptent le terrain de classe. C'est tout le sens de l'article premier des statuts de l'Association internationale des travailleurs que Marx proposait en 1872 de reformuler en ces termes :

L'Association est fondée pour organiser l'action commune des travailleurs des différents pays aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.

C'est la même ligne directrice qui préside à l'attitude des révolutionnaires (qu'il s'agisse des bolcheviks ou de la gauche au sein de la social-démocratie allemande) dans la II^e Internationale qui demeure, internationalement, le parti de classe, cadre organisé dans lequel il faut combattre pour que soient assimilées par l'avant-garde militante de la classe les solutions marxistes.

Une scission irrévocable

Mais, avec le développement de l'impérialisme et la capitulation des directions des divers partis de la II^e Internationale, chacune devant « son » propre impérialisme, s'impose un phénomène nouveau : la constitution d'appareils passés du côté de l'ordre bourgeois, de « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », comme devait les définir Lénine. Plus tard, la formation comme couche dirigeante en Union soviétique d'une bureaucratie contre-révolutionnaire qui utilisera les partis communistes comme des agences mondiales de sa politique globale de collaboration des classes transformera les directions des partis staliniens, elles aussi, en appareils bourgeois.

Après 1914, la politique de Lénine, visant à la constitution de la III^e Internationale, poursuit dans d'autres circonstances les mêmes buts que celle de Marx. C'est par la rupture organisée, par la scission d'avec l'appareil bourgeois de la social-démocratie, que Lénine tend à assurer l'indépendance de classe et l'unité du mouvement prolétarien face à la bourgeoisie, c'est-à-dire les conditions politiques de la constitution du prolétariat en classe. Lénine, dans tous ses écrits de 1914-1915 (la Faillite de la II^e Internationale, l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, l'Impérialisme et la scission du socialisme), parle d'une scission irrévocable. C'est la construction de l'organisation séparée des révolutionnaires qui est le seul garant de la poursuite du combat pour dresser le prolétariat dans son ensemble contre l'exploitation capitaliste et contre l'Etat qui la protège, du combat pour unir les rangs de la classe ouvrière sur la base de son indépendance politique, en chassant donc de ses rangs les agents directs de l'ennemi de classe.

En définitive, le parti de classe se confond avec le parti révolutionnaire. Mais en définitive seulement. L'organisation des révolutionnaires, séparée comme organisation de toutes les autres formations, demeure une composante d'une réalité historiquement donnée et contradictoire, le mouvement ouvrier : l'ensemble des organisations ouvrières, syndicales et politiques, qui ne sont pas définies par le caractère de leurs directions, mais seulement par leur place dans la lutte des classes.

Nature et fonctions des organisations ouvrières

C'est ce qu'explique fort clairement Stéphane Just dans son ouvrage Révisionnisme liquidateur contre trotskysme :

Ces partis sont contradictoires dans leur nature et dans leurs fonctions. Ils

sont nés des luttes de la classe ouvrière, ils la représentent politiquement et, de ce point de vue, la constituent comme classe. Ils sont liés à la société bourgeoise, véhiculant une politique bourgeoise à l'intérieur de la classe ouvrière. La bourgeoisie les charge de la protéger contre la classe ouvrière. Le prolétariat n'abandonne pas facilement ses anciens partis : l'expérience le prouve et l'analyse politique l'explique. Malgré l'élan, la formidable impulsion que donnait la révolution russe à la III^e Internationale, la social-démocratie a résisté et est restée longtemps le parti majoritaire dans la plupart des pays. Elle le reste encore dans de très nombreux pays et non des moindres, ou même y représente exclusivement la classe ouvrière : Allemagne, Angleterre, etc. Il est vrai que, au cours des premières années de l'I.C., les différents partis communistes manquaient d'expérience politique, qu'ils furent souvent soit opportunistes, soit sectaires, quand ce n'était pas les deux à la fois, qu'ils manquaient de cadres et que nulle part ne se formèrent des directions de parti comparables à celle du parti bolchevique au temps de Lénine et de Trotsky. Ensuite, le stalinisme rejeta par millions travailleurs et militants sous l'influence de la social-démocratie, du réformisme.

Cependant, il y a autre chose. La construction des partis sociaux-démocrates demanda des décennies de luttes après, dures, parfois sanglantes ; la social-démocratie était cimentée par cette histoire ; à côté de franchises canailles, des milliers et des milliers de militants étaient les défenseurs quotidiens des travailleurs, obscurément dévoués à leurs tâches. On ne construit pas un parti ouvrier comme on monte un bazar et on ne remplace pas un parti ouvrier par un autre comme on change de chaussettes. La classe ouvrière a besoin de son ou de ses partis dans sa lutte quotidienne, même si elle ressent que ceux-ci la trahissent. La clarification politique est une dure et longue expérience, une longue bataille. Construire un nouveau parti... Mais quel parti ? Quelles preuves de ce nouveau parti ? Les mêmes choses sont valables pour les partis staliniens, avec, en plus, l'identification de la bureaucratie du Kremlin à la révolution russe...

La politique communiste — au sens réel du terme — tient compte du déve-

loppement historique du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, du caractère contradictoire des partis ouvriers traditionnels, de la nécessité de construire le parti révolutionnaire comme facteur de la lutte de classe du prolétariat, de formuler une politique qui unifie la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme et l'Etat bourgeois et qui renforce l'organisation révolutionnaire (10).

Comment réaliser l'unité ?

Comment réaliser l'unité de la classe alors même que, du fait du développement de la lutte des classes, elle est divisée entre des partis fondamentalement opposés ? Comment mettre en pratique, autrement que sous la forme de proclamations propagandistes, la stratégie « classe contre classe » ? C'est l'un des mérites historiques de l'Internationale communiste que d'avoir répondu à cette question.

Comme le disaient, avec une netteté à laquelle, cinquante ans plus tard, il n'y a rien à ajouter, les **Thèses sur le Front unique** de l'Internationale communiste :

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat surgissent et se développent sans cesse par l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans ces conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défense contre le capital. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'action sera irrévocablement condamné par la conscience ouvrière.

Le problème du Front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un Front unique dans la lutte contre le capital, malgré la division fatale, à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière. Pour ceux qui ne le comprennent pas, le parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse (11).

Ainsi, c'est sous la forme particulière (tactique) du Front unique des organisations ouvrières que se réalise, à l'ère impérialiste, la stratégie du Front unique ouvrier, la stratégie « classe contre classe ». Comme l'écrit Trotsky dans **Et maintenant ?** :

Classe contre classe : cela signifie que toutes les organisations du prolétariat doivent prendre leur place dans le Front unique contre la bourgeoisie.

Et Trotsky précisait dans sa préface à l'édition polonaise de **la Maladie infantile du communisme** :

Le fond de la politique léniniste du Front unique consiste à donner la possibilité au prolétariat, tout en conservant une organisation et un programme intransigeants et combattifs, de réaliser en rangs serrés ne serait-ce qu'un petit pas pratique en avant. Sur la base de ce pas pratique des masses, Lénine s'efforce de n'étouffer ni atténuer les contradictions politiques entre le marxisme et le réformisme, mais bien au contraire de les dévoiler, de les rendre compréhensibles aux masses et de renforcer ainsi l'aile révolutionnaire.

Cela ne signifie nullement que la forme particulière du Front unique des organisations soit secondaire. Au contraire, parce que c'est au travers de ces organisations que la classe se rassemble, vers elles qu'elle ne pourra qu'affluer à la première étape de tout grand mouvement, c'est par le Front unique des organisations que s'exprime pleinement la stratégie « classe contre

(10) S. Just, **Révisionnisme liquidateur contre trotskysme**. SELIO, pp. 245-246.

(11) Extraits des thèses élaborées par Trotsky entre le 3^e et le 4^e congrès de l'Internationale communiste, approuvées par le Bureau politique du P.C. russe et par le Comité exécutif de l'Internationale communiste, qu'il cite dans **Ecrits**, o.c., pp. 148-149.

classe », la stratégie du Front unique ouvrier, dont l'expression la plus haute est la constitution des conseils ouvriers, des soviets.

La dimension historique de la stratégie du Front unique

Si l'on saisit la dimension historique de la stratégie du Front unique ouvrier, il n'est pas possible d'expliquer que c'est une politique qui n'a de sens que dans les termes particuliers formulés par l'Internationale communiste (unité d'action entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates et centris-

SUR LA QUESTION DU GOUVERNEMENT OUVRIER

La page la plus glorieuse de l'histoire du prolétariat français, la Commune de Paris, n'a été autre chose qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière groupées contre la bourgeoisie. Si, malgré la réalisation de ce Front unique, la Commune a été rapidement écrasée, c'est avant tout parce qu'il ne se trouvait pas à l'aile gauche de ce front une organisation véritablement révolutionnaire, disciplinée et décidée, capable dans le feu des événements d'en prendre rapidement la direction.

C'est en ce sens que la Commune a été un gouvernement ouvrier, un bloc des partis et groupements ouvriers opposés à la bourgeoisie. En qualité de gouvernement ouvrier, la Commune a été une étape vers l'établissement du régime socialiste. Il suffira au prolétariat conscient de France de se pénétrer de l'exemple de la Commune pour trouver dans son passé héroïque tous les arguments nécessaires en faveur de la tactique véritablement révolutionnaire du Front unique, avec la revendication d'un gouvernement ouvrier qui en découle.

tes), alors que l'Internationale communiste précisait bien que cette tactique ne s'appliquait pas là où l'écrasante majorité de la classe suivait déjà le parti communiste, ni là où le parti communiste n'était qu'un groupe sans organisation de masse.

La dégénérescence des partis communistes, leur transformation en partis staliniens, en partis ouvriers contre-révolutionnaires, la domination donc sur le mouvement ouvrier d'appareils bourgeois ne suspendaient pas la lutte des classes. Les lois de l'histoire, « **plus fortes que les appareils** », conduisaient la classe ouvrière à lutter pour le pouvoir ; et la nécessité du combat pour l'unité de ses rangs, comme expression de la stratégie révolutionnaire, demeurerait entière.

C'est ainsi que Trotsky, dans une résolution de juin 1922 du comité exécutif de l'Internationale communiste, liait le Front unique à la « **revendication d'un gouvernement ouvrier** ».

Répetons-le, la politique « **classe contre classe** », c'est l'unification des rangs ouvriers (le Front unique) **CONTRE LA BOURGEOISIE**. Unité et indépendance de classe sont des termes indissociables. L'affirmation de l'indépendance politique du prolétariat, c'est, en définitive, qu'il revendique comme classe le pouvoir. « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir », c'est l'exigence que les travailleurs, lorsqu'ils se mobilisent, adressent à leurs directions.

Comme l'écrit le document soumis par l'O.C.I. à la préconférence de juillet 1970, ce document que la S.L.L. a

caractérisé comme un document « conforme aux principes et au programme de la IV^e Internationale », mais sur lequel elle a refusé de se prononcer :

La lutte pour le pouvoir exige que la classe ouvrière combatte comme classe et qu'elle entraîne les millions de petits bourgeois des villes et des campagnes à sa suite.

Sous les formes concrètes correspondant aux conditions historiques de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe (à son organisation en partis et syndicats), ainsi qu'à la situation politique, le combat pour le Front unique de classe est inséparable de la lutte pour le pouvoir. Il ne suffit pas de proclamer la nécessité de lutter pour le pouvoir, de détruire l'Etat bourgeois [...] encore faut-il à chaque moment définir quelle forme précise et quel contenu politique peut avoir le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Nulle part dans le monde, l'organisation révolutionnaire n'est encore en mesure de poser sa candidature immédiate au pouvoir et de l'exercer. De même que ce serait renvoyer à un lointain futur la lutte pour les revendications que de la conditionner par la prise de la direction des syndicats par les militants des organisations révolutionnaires, de même ce serait avoir une position purement propagandiste en faveur du socialisme que de ne pas formuler le contenu et les formes politiques du gouvernement ouvrier et paysan (12).

Que la direction de la S.L.L. publie ce texte et qu'elle le critique — cela donnerait, sans aucun doute, plus de consistance et de sérieux à sa polémique contre l'O.C.I. que ses affabulations quant à sa politique.

Curieuses méthodes de polémique de la S.L.L.

En attendant, et pour continuer une œuvre de clarification nécessaire, poursuivons la discussion — ou plutôt le monologue.

C'est l'application de cette politique que la S.L.L. attaque. De curieuse manière, d'ailleurs. Dans l'article paru dans *Workers Press* du 11 avril 1972, un passage du **Rapport politique pour la Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier des 5 et 6 février 1972** (rapport qui a été adopté par cette conférence) est longuement cité. Puis vient le commentaire suivant :

Il y a des questions que les trotskystes français ne peuvent éviter. La politique du Front unique est-elle suffisante pour construire le parti révolutionnaire ? L'histoire de la IV^e Internationale a répondu « non » sans équivoque [...]. L'O.C.I. [...] se limite au mot d'ordre général d'un gouvernement ouvrier formé par les organisations ouvrières existantes.

Ainsi se prépare la conclusion que nous avons citée au début de cet article :

Le gouvernement des organisations ouvrières unies auquel l'O.C.I. veut participer est clairement un gouvernement de l'Etat bourgeois. Le révisionnisme ouvre la porte au réformisme.

Pour pouvoir apprécier la rigueur du raisonnement des « théoriciens » de la S.L.L., nous reproduisons ci-dessous le passage incriminé du **Rapport politique...** :

QUEL GOUVERNEMENT PEUT MERITER LA CONFIANCE DES OUVRIERS ?

Dans une conjoncture politique où les luttes ouvrières nécessaires, pour l'augmentation des salaires et retraites, contre l'aggravation des conditions de vie et de travail, contre le chômage, n'amènent pas les résultats escomptés, l'augmentation des prix, la surexploitation sous toutes ses formes imposée par le gouvernement au service du patronat annulent inmanquablement chaque succès. Dans une situation où toute action sérieuse, même si, répétons-le, son point de départ est une revendication partielle, amène à poser la question fon-

(12) Voir la Vérité, n° 545, p. 40.

damentale du pouvoir, chaque organisation se doit de formuler et de présenter aux travailleurs la solution gouvernementale conforme aux intérêts des travailleurs. La volonté des masses laborieuses et de la jeunesse d'arracher satisfaction à leurs revendications et aspirations ne fait pas de doute, mais pour que cette volonté se matérialise il faut un objectif immédiat : substituer au gouvernement Pompidou-Chaban un autre gouvernement.

Quel gouvernement ?

Un gouvernement qui répondrait positivement aux aspirations des masses, parce que s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs en lutte contre le patronat et l'Etat.

La classe ouvrière attend de ses organisations des réponses claires. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se résumer en un changement de personnes dans la constitution des ministères. Ce n'est pas par des phrases en général contre les monopoles, c'est seulement par une rupture politique et organique avec les capitalistes français et tous les partis bourgeois que l'on s'orientera par des actes, dans la pratique, et non par des mots, vers un changement de gouvernement. Nous ne nous laisserons pas de le dire et de le redire, de le répéter à nouveau, certains d'exprimer la volonté des masses laborieuses.

Le contenu politique du gouvernement des organisations ouvrières unies

Il faut définir clairement le contenu et les contours politiques du gouvernement répondant aux aspirations des travailleurs, car c'est lui qui, appuyé sur les masses en lutte contre le patronat et l'Etat, décidera des mesures à prendre. Si on ne dit pas clairement : « pas un ministre capitaliste, aucun représentant des partis bourgeois ne siègera à nos côtés au gouvernement », dès lors on admet la collaboration de classes, et rien n'aura été entrepris pour avancer dans la voie de la lutte contre la vie chère et le chômage, pour la satisfaction vérita-

ble des revendications. C'est politiquement être responsable que de dire aux dirigeants des grandes organisations qui affirment parler au nom des intérêts des travailleurs : « Accepter qu'au sein du gouvernement siègent les représentants de la bourgeoisie, ne serait-ce qu'en nombre limité, c'est refuser d'envisager de porter atteinte au droit de propriété des grands moyens de production, c'est ouvrir toute grande la porte à la détérioration effrénée des conditions de vie et de travail, c'est laisser en place l'Etat policier que Marcellin a édifié pour défendre les intérêts du capital. »

C'est seulement sur ces bases que le gouvernement des organisations ouvrières unies pour lequel les travailleurs sont prêts à combattre répondrait aux exigences des travailleurs et de la jeunesse. La nécessité de la lutte commune pour le gouvernement ouvrier découle des décisions prises par le gouvernement, dont les conséquences seront de renforcer l'offensive générale du capitalisme contre la classe ouvrière. Le gouvernement ouvrier est une nécessité économique, car la lutte du prolétariat pour se défendre contre l'exploitation est devenue une lutte politique pour les revendications. Il faut chasser, et au plus vite, gouvernements et gouvernants bourgeois. L'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, des organisations qui les rassemblent et des dirigeants qui parlent en leur nom doit imposer le gouvernement ouvrier. Pour cet objectif, il faut combiner et unir dans un front unique puissant les organisations ouvrières qui doivent s'engager à lutter véritablement contre le gouvernement bourgeois. Le socialisme n'est pas pour un avenir lointain, obscur, la volonté de combattre pour le gouvernement ouvrier représente aujourd'hui le pas immédiat à réaliser, car la leçon que des masses immenses assimilent de plus en plus réside en ceci : si le pouvoir du capital n'est pas renversé, on ne peut supprimer l'exploitation (13).

En quoi ce texte permet-il de conclure que l'O.C.I. pense que le Front

(13) Rapport politique pour la conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier, supplément au n° 545 d'Informations ouvrières, pp. 17 à 19.

unique suffit pour construire le parti révolutionnaire ? A son 13^e congrès, la S.L.L. adoptait une déclaration qui affirmait notamment :

Imposons aux dirigeants du Labour Party et des syndicats la préparation d'une grève générale pour contraindre les conservateurs à démissionner. A bas le gouvernement conservateur, le gouvernement des banques qui gouverne sans mandat et sans consentement des masses ! Pour un gouvernement du Labour Party lié à l'application d'une politique socialiste, s'engageant à en finir avec le chômage, les atteintes aux droits et avantages sociaux et à légiférer en fonction de la Charte des droits ouvriers ! Au combat pour imposer de nouvelles élections générales !

Peut-on tirer de cet appel la conclusion que la S.L.L. pense que l'arrivée au pouvoir, après des élections générales, d'un gouvernement du Labour Party suffit à tout ? Non, bien sûr, et la manière de formuler ici la question gouvernementale est correcte. Autre chose est l'usage que la S.L.L. a fait de cette perspective durant la grève des mineurs, lorsqu'elle a présenté comme un préalable à la victoire des mineurs la nécessité de nouvelles élections générales, inversant les termes réels du combat et transformant un mot d'ordre correct en obstacle à la mobilisation des travailleurs (14).

Du gouvernement ouvrier à la République des Conseils

Mais la manière dont *Workers Press* présente l'extrait ci-dessus du **Rapport politique...** pourrait faire croire que ce document se ramènerait à ce seul et unique passage — extrêmement important, parce qu'il exprime, en des termes de lutte pour le pouvoir dont les travailleurs peuvent se saisir, leurs aspirations, mais qui ne prend tout son sens qu'en fonction d'autres parties de ce rapport.

Par exemple, quelques lignes après le passage cité dans *Workers Press*, on peut lire :

Le combat pour le Front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier a cette signification : la lutte pour que les éléments de la démocratie ouvrière — syndicats, libertés, etc. — soient placés à la base d'un système politique où, la propriété privée étant abolie, les moyens de production collectifs serviront à la satisfaction des besoins de l'humanité. Ce système, c'est la république des conseils, prenant en main, à partir des usines, bureaux, chantiers et localités, par branches professionnelles et sur le plan départemental, sous la direction du gouvernement central des conseils ouvriers, la tâche de la construction du socialisme.

Ajoutons que l'appel préparatoire à la conférence des 5 et 6 février 1972 comprend un chapitre intitulé : « Un programme ouvrier pour un gouvernement des organisations ouvrières unies » (15), qui définit le contenu de la rupture avec la bourgeoisie et son Etat, et que le rapport cité par *Workers Press* déclare dans sa conclusion :

L'initiative que l'O.C.I. a prise, appuyée par l'Alliance ouvrière et l'A.J.S., de convoquer la Conférence des militants pour le gouvernement ouvrier n'a qu'un but : assurer le développement positif de la lutte des classes dans le cadre de la démocratie ouvrière, aider à faire tout le possible pour unir les travailleurs et les organisations pour que le gouvernement des organisations ouvrières unies réponde aux aspirations des travailleurs.

Quant à nous, nous continuerons à exposer notre programme, nos solutions révolutionnaires, en expliquant combien ils correspondent aux intérêts et aux revendications des masses et de la jeunesse.

[...] Pour ceux des militants qui, organisés dans l'O.C.I., combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, tous les événements concourent à démontrer que le mouvement de classe, en

(14) Voir *Informations ouvrières*, n° 556, 557, 558.

(15) *Rapport politique*, o.c., p. 31.

dépît des avances et des reculs, tantôt plus nettement, tantôt plus confusément, suit, quant au fond, la route tracée vers l'Etat ouvrier dans tous les pays, vers la république universelle des soviets ; il n'y a pas d'autre voie pour sortir de l'impasse où le capitalisme et l'impérialisme entraînent l'humanité que de construire le parti révolutionnaire en France et reconstruire la IV^e Internationale sur le programme de Marx, Lénine et Trotsky (16).

Nous ne donnons pas ces citations dans un but « défensif », mais parce qu'il est nécessaire de souligner le caractère des procédés de discussion de la direction de la S.L.L. : ils relèvent de la falsification pure et simple. Ils préparent cette calomnie grossière : l'O.C.I. demanderait à « participer » à un gouvernement des organisations ouvrières traditionnelles !

Et un tel gouvernement serait clairement un gouvernement bourgeois, ajoute finement l'idéologue de service. Si l'on veut oublier un instant l'accusation malhonnête — mais stupide — concernant les ambitions ministérielles de l'O.C.I., il y a là un problème réel. Certes, même un gouvernement des seuls P.C.F. et P.S. peut demeurer un gouvernement bourgeois. Qu'il le demeure ou que, plutôt, il soit l'ultime rempart de l'Etat bourgeois, ce sera la politique et l'objectif des appareils stalinien et réformiste. Sans aucun doute !

L'I.C. et le gouvernement ouvrier

Au sujet du gouvernement ouvrier, dans un rapport (17), Stéphane Just a écrit :

[...] l'Internationale communiste a saisi que le développement historique, que le mouvement même de la classe ouvrière portaient obligatoirement, là surtout où existait une longue tradition d'existence d'un parti ouvrier puissamment implanté dans les masses, à poser ses

revendications, à partir de son expérience et des conditions historiques qui étaient les siennes, dans le cadre de ses partis ouvriers traditionnels. C'est la règle : quand bien même le mouvement de la classe ouvrière la portait à engager la lutte pour le pouvoir et que, cependant, son parti traditionnel, la social-démocratie allemande en l'espèce, était totalement inféodé à la défense du système social bourgeois, il n'empêche que les travailleurs chargent d'un autre contenu leurs organisations de masse et que, voulant engager la lutte pour leurs revendications et pour le pouvoir, c'est à ces organisations que, nécessairement, ils s'adressent [...].

Puis, Stéphane Just, après avoir dégagé la signification de la grève de la R.A.T.P., où les travailleurs s'adressaient à leurs responsables en leur disant : « Les permanents à notre service », ajoute :

La stratégie du gouvernement ouvrier et paysan est tout entière inscrite dans ce mouvement de la classe qui la porte obligatoirement, car elle ne peut sortir du néant des instruments qui lui permettraient de combattre, à tenter de ressaisir, de « mettre à son service » les instruments qu'elle a édifiés au cours de sa propre histoire.

Et il ajoute encore :

C'est donc là un mouvement historique qui se fonde, qui a ses racines dans le développement même de la classe ouvrière, dans ce qu'elle a acquis historiquement, et qui contient — évidemment — toutes les contradictions de ses acquis historiques ; c'est là-dessus, sur cette appréciation fondamentale, qu'est fondé le mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

Il est alors bien clair que ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier est délicat à utiliser car, à partir de là, il est certain que, sous l'étiquette du gouvernement

(16) Supplément au n° 541 d'*Informations ouvrières*, o.c.

(17) S. Just, *Le gouvernement ouvrier et paysan*, brochure A.J.S.-information, p. 12.

ouvrier, on peut rencontrer les marchandises les plus diverses, y compris la conception du Front populaire, d'un gouvernement comportant soi-disant les organisations ouvrières, et qui, par conséquent, semble répondre aux aspirations de la classe ouvrière, mais qui est en fait le contraire du gouvernement ouvrier, puisque sa tâche précise, son contenu politique, c'est — au contraire — de contenir le mouvement des masses engagées dans la lutte pour le pouvoir, d'organiser les conditions politiques pour refouler ces masses ; et le résultat pratique de toute cette politique, c'est toujours le développement, à l'intérieur et à l'abri de ce type de gouvernement, des forces contre-révolutionnaires prêtes à faire un coup d'Etat, à instaurer une dictature militaire ou fasciste.

Et c'est pourquoi l'Internationale communiste a dû — d'une manière très précise et qui vaut absolument pour aujourd'hui — préciser très nettement ce que signifiait le mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

LA « PHILOSOPHIE MARXISTE » ET SES PROPHETES

L'*ultima ratio* de la Socialist Labour League, c'est, on le sait, la « philosophie marxiste ». Car la scission du Comité international s'est produite en réalité « sur la question de la place de la théorie marxiste comme fondement du parti révolutionnaire » (Workers Press, 7 avril 1972). De quoi s'agissait-il ? Écoutons la S.L.L. :

La question fondamentale du matérialisme dialectique comme théorie de la connaissance du marxisme (8 avril).

Ils rejetèrent les arguments de la S.L.L. et d'autres sections selon lesquels une lutte sur la philosophie marxiste est la tâche qualitative fondamentale à laquelle le mouvement révolutionnaire se trouve confronté (8 avril).

Dites-le catégoriquement, la dialectique est-elle la théorie de la connaissance du marxisme, oui ou non ? (10 avril).

Ce rapport du camarade Just n'a pas la prétention d'innover, mais de rappeler un certain nombre de principes et d'enseignements et de les expliquer. Reproduit dans une brochure de formation de l'A.J.S., il était en effet destiné à une journée d'études des cadres de l'A.J.S.

Puisque les dirigeants de la S.L.L. s'intéressent beaucoup aux rapports entre la jeunesse et la théorie, on ne saurait trop les inciter à fréquenter les stages de formation de l'A.J.S. La discussion en serait peut-être rendue plus facile.

On disait des émigrés revenus en 1815 que, au cours de leur exil, « ils n'avaient rien appris ni rien oublié ». Il semble bien que les dirigeants de la S.L.L., pour leur part, s'ils n'apprennent rien, oublient beaucoup et très vite.

Dans la lutte véritable pour construire le mouvement, l'O.C.I. rejette la lutte pour la théorie afin de préserver l'alliance centrisme qu'elle a édiflée (7 avril).

Les délégués de la S.L.L. à la préconférence montrèrent à partir de l'expérience de la construction du parti révolutionnaire en Angleterre qu'une lutte acharnée et difficile contre les formes idéalistes de la pensée était nécessaire et allait beaucoup plus profondément que les questions d'accord sur le programme et la politique.

Les délégués de l'O.C.I. déclarèrent que [...] la théorie marxiste n'existait pas autrement que concentrée et objet de combat sous la forme du programme du parti révolutionnaire. Ils s'appuyèrent, comme ils continuent à le faire, sur la remarque de Marx et Engels dans l'Idéologie allemande selon laquelle la philosophie est dépassée par l'extension de la

science, de la théorie et de la pratique révolutionnaire à la sphère de l'activité humaine [...]. Or, Marx et Engels n'ont regardé la philosophie comme dépassée qu'en tant que système se situant au-dessus des sciences (8 avril).

L'œuvre de Lénine sur ces questions a été décisive dans sa rupture avec la social-démocratie et l'édification d'une nouvelle Internationale communiste, et pour la révolution d'Octobre elle-même. L'enrichissement de sa compréhension du développement de la conscience s'est traduit de façon déterminante dans les Thèses d'avril, et la discussion autour de ces Thèses contre les vieux-bolcheviks [...] (8 avril).

Ce qui devenait le plus important dans la préparation des sections, c'était de développer le matérialisme dialectique dans un combat pour comprendre et transformer la conscience de la classe ouvrière dans des conditions objectives changeantes. Ce qui signifie la compréhension et le développement du matérialisme dialectique comme théorie de la connaissance du marxisme (18).

Ces quelques citations de formules sempiternellement répétées par la S.L.L. suffisent à montrer qu'elle embrouille, confond et obscurcit au plus haut point, dans une extraordinaire confusion, des notions telles que « philosophie marxiste », « théorie marxiste », « connaissance », « conscience de classe », « programme du parti révolutionnaire », etc. Il importe donc de les dégager, de dissiper la confusion que la S.L.L. fait régner à leur sujet, puis de restaurer l'enseignement du marxisme sur les relations qui existent entre théorie, conscience, programme et organisation ; enfin d'examiner brièvement quel rôle précis joue la « philosophie marxiste » dans l'activité politique de la S.L.L.

Le jeune Marx, grand philosophe

Depuis la publication de diverses œuvres de jeunesse de Marx, des volumes

ont été écrits, particulièrement après la deuxième guerre mondiale, sur Marx philosophe, sur la « philosophie marxiste », sur le jeune Marx, ce philosophe de génie qui a si malheureusement péri en 1845, etc. Ils l'ont été aussi bien dans les rangs des « inter-prètes » catholiques du marxisme que dans les rangs staliniens. Il s'agissait, dans un cas comme dans l'autre, de rendre Marx, ce « philosophe de l'aliénation », acceptable par la bourgeoisie. L'aliénation n'atteignait-elle pas également toutes les classes de la société ? Les bourgeois combattant pour leurs profits n'étaient pas moins aliénés que les prolétaires combattant pour le socialisme. Marx devenait ainsi un philosophe — quel grand philosophe ! —, un penseur — quel profond penseur ! — parmi d'autres. « Mis en perspective », il prenait sa place, soigneusement préparée à l'avance, dans ce que les philosophes universitaires appellent l'« histoire de la philosophie ». Le marxisme était ainsi soigneusement confiné dans un monde abstrait, à des années-lumière du combat révolutionnaire pour le socialisme, du mouvement historique, objectif-subjectif, du prolétariat pour son émancipation. La « philosophie marxiste » n'était désormais qu'une philosophie, un système parmi d'autres — préoccupée, comme toute philosophie, d'interpréter le monde, et non de le transformer (car cela ne peut se faire que par l'activité révolutionnaire, à la fois objective et subjective,

(18) Phrase extraite de la prétendue Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale (majorité) publiée par la S.L.L. le 24 octobre 1971. Elle est reproduite dans le dernier texte de la S.L.L., celui que nous examinons en ce moment (Workers Press, 10 avril), accompagnée d'une protestation indignée : il paraît que notre commentateur (Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 21 novembre, supplément à Informations ouvrières du 24 novembre, pp. 6-7) en a entièrement faussé le sens. C'est ce que nous verrons.

pratique et théorique, et non par la « philosophie ». Le père de toute cette école, comme l'a montré Balasz Nagy (19), c'est le vieux révisionniste et philosophe idéaliste antimarxiste hongrois, Georg Lukacs, dans son manuel classique de travestissement, d'émasculatation du marxisme, *Histoire et conscience de classe*.

Mais pourquoi donc la S.L.L. tient-elle beaucoup à conserver la « philosophie », que Marx et Engels, on le sait, ont rejetée en 1845, précisant dans *l'Idéologie allemande* qu'elle était à la science, au « savoir réel »... « ce qu'est l'onanisme à l'amour sexuel » ? Pourquoi donc cette obstination du Comité central de la S.L.L. à rester ou à retourner au stade de la masturbation intellectuelle ?

En bonne compagnie

On y est, il est vrai, en bonne compagnie, avec un Lukacs, un Althusser, un Garaudy, un Lefebvre et tant d'autres « penseurs » (chacun avec son « interprétation » propre, bien sûr). Quant à Marx, Engels et leurs plus grands disciples, ils ont considéré la philosophie comme dépassée définitivement par la science, en tant que système non seulement se situant « au-dessus des sciences », comme le dit la S.L.L., mais également à côté des sciences, en tant que système où qu'il se situe. De la philosophie, il ne subsistait plus, selon l'expression d'Engels, que « la pensée et ses lois, la logique et la dialectique » : la « logique de l'évolution », comme Trotsky définit la dialectique, la méthode de Marx pour analyser une réalité en mouvement, la nature ou en particulier la société humaine en voie de changement, de transformation perpétuelle, en dégager les lois, la théorie, afin de pouvoir agir, intervenir avec efficacité dans cette transformation elle-même.

Pour la S.L.L. au contraire, la « philosophie marxiste » occupe une place éminente, confondue avec la théorie (la science), mais transformant par là même cette théorie en une métaphysique, abolissant son caractère de « savoir réel » pour l'insérer dans un monde à part, celui de la connaissance (par ailleurs confondue avec la conscience).

C'est ainsi que, dans le dernier de trois articles consacrés aux *Cahiers philosophiques* de Lénine, le spécialiste des questions philosophiques de la S.L.L., Cliff Slaughter, pouvait écrire (*Labour Review*, vol. 7, n° 4) :

Marx, encore tout jeune, avait compris que l'impasse dans laquelle se trouvait la philosophie ne pouvait être éliminée qu'en basant la théorie sur la force motrice réelle de l'histoire ; il écrivait en 1844 : « La théorie devient une force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses ».

Il est remarquable que la S.L.L., comme tous les champions du « jeune Marx philosophe », préfère citer des textes de celui-ci antérieurs à *l'Idéologie allemande*, c'est-à-dire à la première œuvre où Marx et Engels se placent entièrement du point de vue du matérialisme historique (ou, ce qui est identique, du point de vue de classe du prolétariat). Dans le texte que cite Slaughter, écrit au début de 1844, Marx pense encore que la mission du prolétariat est « d'accomplir la philosophie ». Un peu plus tard, il ne se souciera plus de tirer la philosophie de l'impasse, il montrera au contraire qu'elle ne peut en être tirée ; il s'emploiera désormais à élaborer, non la philosophie, mais la théorie scientifique de la lutte du prolétariat pour sa constitution en classe dominante.

(19) Voir la *Vérité* n° 548, 551 et 553, surtout le troisième article, dans lequel nous aurons à puiser plus bas.

Accomplir la philosophie ou transformer le monde

Slaughter, dans l'article cité, bien que toujours préoccupé de tirer la philosophie de l'impasse, semble par moments le comprendre. Il écrit :

Lorsque Marx « a mis Hegel sur la tête, ou plutôt sur ses pieds », en élaborant la théorie du matérialisme historique et dialectique, il a reconnu que, désormais, le développement de la théorie ne dépendait pas de la philosophie mais de la science, et par-dessus tout de l'action révolutionnaire consciente de la classe ouvrière : « Les philosophes ont interprété le monde. Le problème est de le changer ».

Encore qu'il soit inexact de parler de la théorie comme « dépendant de la science », alors qu'elle est identique à la science, il semble qu'ici Slaughter accepte d'abandonner la philosophie à un passé révolu. Un peu plus loin, il l'accepte plus qu'entre guillemets :

Un nouvel examen de la transition de la « philosophie » au marxisme peut faire apparaître plus clairement le caractère de la méthode dialectique.

Et il ajoute très correctement :

Engels a montré il y a longtemps que le caractère conceptuel de toute connaissance ne conduit absolument pas à la séparation de la pensée et du monde objectif qu'elle réfléchit.

Mais un peu plus loin, il retombe dans l'ornière :

Une fois que cette logique dialectique est consciemment développée, comme c'est le cas avec Hegel, elle est obligée de considérer le rôle vital de la pratique. Le développement de la philosophie elle-même, puisque son stock de marchandises consiste en « idées » et en « explications », mène inéluctablement au matérialisme dialectique, à la reconnaissance du fait qu'elle n'est qu'un « moment » de la conquête du monde objectif par l'homme socialement organisé.

Hegel et Marx

Ainsi le matérialisme dialectique est l'enfant légitime qui naît « inéluctablement » de la philosophie de Hegel ! Que, pour élaborer le matérialisme historique, la théorie de la lutte de classe du prolétariat, Marx doive au contraire rompre, casser avec la philosophie de Hegel comme avec toute philosophie, que la méthode dialectique doive être extraite, par une douloureuse opération chirurgicale, de la gangue idéaliste qui l'enserrait chez Hegel, que Marx et Engels n'y parviendront d'ailleurs qu'après avoir, le premier à Paris, le second en Angleterre, participé activement à la vie du mouvement ouvrier révolutionnaire — tout cela, Slaughter l'oublie. Pour lui, il n'y a pas de rupture. Il y a un processus graduel d'évolution, et ce processus s'accomplit dans le domaine de la pensée, il relève du « développement de la philosophie ». Il s'agit bien d'un événement dans l'histoire des idées ! La philosophie n'a évidemment aucune raison de succomber au cours de ce processus. Elle a tout le temps de se transformer « en un moment de la conquête du monde objectif par l'homme socialement organisé ».

Que cet « homme socialement organisé », ou, plutôt, que cette société humaine dont il s'agit soit divisée en classes irréconciliablement hostiles ; que le destin de la conquête du monde objectif par l'homme soit subordonné à la lutte du prolétariat pour instaurer sa dictature dans cette société (la thèse essentielle du matérialisme historique selon Marx) ; et que ce soit précisément la lutte des classes, contenu du matérialisme historique, qui amènera Marx à prendre pleine conscience du caractère dialectique de la nouvelle conception de l'histoire qu'il élabore — tout cela, Slaughter l'oublie. La « philosophie marxiste » fournira une meilleure interprétation que l'évolutionnisme bourgeois de « la conquête du monde objectif par l'homme socialement orga-

nisé», voilà tout ! Et si la lutte des classes, si le combat du prolétariat pour son émancipation disparaissent de ce tableau idyllique extrait par Slaughter de l'histoire de la philosophie (laquelle, contrairement à l'histoire de l'humanité selon le **Manifeste communiste**, n'est évidemment pas « l'histoire de luttes de classes »), spécifiquement du chapitre « Le matérialisme dialectique, philosophie du marxisme », cela n'est évidemment pas dû au hasard.

Mais Slaughter poursuit :

La philosophie peut alors être considérée comme le rôle joué par la pensée abstraite durant la période de séparation du travail manuel et du travail intellectuel, la période de la société de classes. Afin de progresser, la philosophie doit devenir l'arme théorique de la classe qui va au-delà des luttes de cette période, tout comme le prolétariat a besoin de la logique la plus avancée pour comprendre son propre rôle.

Philosophie, pensée abstraite et division du travail

Cet aveu ingénu est d'autant plus significatif que Slaughter n'a manifestement pas la moindre conscience de ce qu'implique ce qu'il a écrit là. La division entre travail manuel et travail intellectuel, la plus ancienne et la plus fondamentale de toutes les formes de division du travail, a pris naissance au stade encore embryonnaire de la division en classes de la société (dès que l'élevage et l'agriculture ont donné naissance à un surproduit susceptible d'assurer la subsistance de privilégiés se soustrayant au travail manuel pour remplir une fonction « intellectuelle » : chefs, prêtres,...) ; elle ne disparaîtra totalement que lorsque les ultimes reliquats des rapports sociaux contradictoires se dissoudront dans la société communiste sans classe pleinement dé-

veloppée. Si cette division fonde l'existence, non seulement des systèmes philosophiques en tant que formes de l'idéologie bourgeoise, mais d'une philosophie particulière, « le matérialisme dialectique », qui serait l'arme du prolétariat, cela veut dire que l'existence séparée de la philosophie, y compris la « philosophie marxiste », restera inévitable tant que durera le capitalisme et même durant toute l'époque de transition du capitalisme au socialisme. Qui plus est, cette « philosophie », marquée par la séparation du travail intellectuel et du travail manuel, revêtira inévitablement — et avec elle toute pensée abstraite, toute théorie — un caractère spéculatif, idéologique, non scientifique. Quant à l'unité de la théorie et de la pratique, elle n'est qu'une formule vide. Enfin, la « philosophie marxiste », identifiée à la théorie scientifique de la révolution prolétarienne, ne peut être élaborée et développée que par les intellectuels révolutionnaires, à l'exclusion des ouvriers !

Y a-t-il une « histoire de la conscience » ?

On dira peut-être que c'est là le point de vue de Slaughter (d'ailleurs parfaitement inconséquent avec lui-même) et non celui de la S.L.L. ; qu'au surplus il s'agit là d'un texte déjà ancien, et que Slaughter a pu modifier ses vues. L'examen des documents les plus récents ne permet malheureusement pas de retenir cette hypothèse. Dans *Workers Press* du 1^{er} avril 1972, le même Slaughter définit le matérialisme dialectique comme la « **théorie de la conscience du développement de la conscience** ». Et, de façon tout à fait semblable, le document de la S.L.L. dont nous nous occupons caractérise le marxisme comme « **théorie de la conscience du développement contradictoire de la conscience dans la lutte** ». On voit que la S.L.L., une fois

de plus, identifie connaissance et conscience : mais surtout la lutte sur ce qu'elle appelle le « **front théorique** » est conçue par elle comme un domaine à part, un combat se déroulant dans la conscience — il s'agit du « **développement de la conscience** » (Slaughter), du « **combat pour comprendre et transformer la conscience de la classe ouvrière dans des conditions objectives changeantes** » (texte de la S.L.L. du 24 octobre). Aucun doute n'est possible : il s'agit bien d'une lutte d'idées, d'une lutte se déroulant dans le domaine séparé (séparation dont la racine est dans la division du travail) de la « conscience », domaine pour lequel les « conditions objectives changeantes » ne constituent qu'un arrière-plan panoramique. Il s'agit d'une lutte qui se mène dans le domaine spécifique de l'histoire des idées, de l'histoire de la conscience, etc. La S.L.L. n'a décidément pas de chance avec l'**Idéologie allemande** ; on comprend qu'elle ne l'aime pas. Écoutez plutôt Marx et Engels :

A l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, est de la terre au ciel que l'on monte au ciel. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils ont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os ; non, on part des hommes dans leur activité réelle ; c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Ce sont même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui reposent sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. **ELLES N'ONT PAS D'HISTOIRE, ELLES N'ONT PAS DE DÉVELOPPEMENT** [souligné par nous] ; ce n'est au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle

et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience comme étant l'individu vivant, dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants eux-mêmes et l'on considère la conscience uniquement comme leur conscience.

Mais peut-être la S.L.L. a-t-elle plus de chance avec Lénine ? Elle ne cesse de nous rappeler que Lénine a défini le matérialisme dialectique comme théorie de la connaissance du marxisme : « **Et si elle ne l'est pas, quelles ont été les conséquences, dans la théorie et la pratique de Lénine, d'une conception erronée de cette ampleur ?** »

Théorie de la connaissance de quoi, comment, de quelle classe ?

Or, nous sommes tout à fait d'accord que le matérialisme dialectique est théorie de la connaissance, c'est-à-dire qu'il nous permet de comprendre comment, à partir de la pratique, l'homme peut accéder à une connaissance objective de la réalité en mouvement, nous fournit une méthode d'analyse, donc d'élaboration d'une théorie scientifique de cette réalité, etc. Mais connaissance de quoi, et comment, dans quelles conditions, du point de vue de quelle classe ? Connaissance du « développement de la conscience » ? Non, et même s'il s'agit de notes que Lénine ne destinait pas à la publication, il est plus difficile que ne le croit la S.L.L. de le transformer en « philosophe marxiste ». La fameuse formule sur la « théorie de la connaissance » vient à la fin d'un assez long développement dont il importe de citer quelques phrases :

Le dédoublement de l'un et la connaissance de ses parties contradictoires [...] voilà le fond [...] de la dialectique.

[...] La justesse de cet aspect du contenu de la dialectique doit être vérifiée par l'histoire de la science. D'ordinaire, on ne prête pas assez d'attention à cet aspect de la dialectique : l'identité des contraires est considérée comme une somme d'exemples [...] et non comme loi de la connaissance (et comme loi du monde objectif).

[...] L'identité des contraires (leur « unité », devrait-on dire plus exactement, peut-être, bien qu'ici la distinction des termes identité et unité ne soit pas d'une grande importance : en un certain sens, les deux sont justes), c'est la reconnaissance (la découverte) des tendances opposées, contradictoires, s'excluant mutuellement, dans tous les phénomènes et processus de la nature (y compris l'esprit et la société). La condition d'une connaissance de tous les processus du monde dans leur « autodynamisme », dans leur développement spontané, dans leur vie vivante, est leur connaissance en tant qu'unité des contraires. Le développement est une « lutte des contraires ». Deux conceptions fondamentales [...] du développement [...] : le développement comme diminution et augmentation, comme répétition, et le développement comme unité des contraires (dédoublement de l'un en contraires qui s'excluent mutuellement et rapports réciproques entre ces contraires). [...] Seule la deuxième donne la clef de l'« autodynamisme » de tout ce qui est ; elle seule donne la clef des « bonds », de la « rupture dans la succession », de la « transformation dans le contraire », de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau.

[...] Ainsi, dans toute proposition on peut (et l'on doit) déceler comme dans un « alvéole » (« cellule ») les germes de tous les éléments de la dialectique, montrant ainsi qu'elle est propre à toute connaissance humaine en général. Les sciences naturelles nous montrent [...] la nature objective avec ses mêmes qualités, la transformation du particulier en général, du contingent en nécessaire, les transitions, les modulations, le lien réciproque des contraires. La dialectique est précisément la théorie de la connaissance (de Hegel et) du marxisme, (20).

Unité et identité des contraires

Il ne s'agit donc pas pour Lénine de théorie de la connaissance du développement de la conscience, mais de la réalité, de la « nature objective ». Lénine souligne en même temps que l'antagonisme des contraires est inséparable de leur unité (et de leur identité), et inversement. Pour la S.L.L. cependant (pour Cliff Slaughter, par exemple, qui, dans son article de *Workers Press* du 1^{er} avril, parle de « l'unité de la théorie et de la pratique, se niant et s'enrichissant sans cesse mutuellement ») la dialectique se réduit essentiellement à l'interaction de deux termes opposés une fois pour toutes. Et, tout comme chez Lukacs, qui ne connaît pas d'autre dialectique que celle du sujet et de l'objet, ces deux termes opposés sont toujours, sous diverses formes, le conscient et le spontané, la théorie et la pratique, l'esprit et la matière en un mot, chacun des deux termes opposés connaissant un développement spécifique qui interagit seulement avec le développement de l'autre (le « développement de la conscience dans des conditions objectives changeantes »). Rien d'étonnant à cela puisque, nous l'avons vu, la persistance de ces deux termes et le développement propre de chacun d'eux ont, selon la S.L.L., leurs racines dans la division entre travail manuel et travail intellectuel.

La conception dialectique de l'unité et de l'identité des contraires est par contre au centre de la « théorie de la connaissance » de Marx, si l'on tient à l'appeler ainsi. Il n'y a pas d'histoire de la conscience séparée de et opposée à l'histoire des « conditions objectives ». Et, lorsque Marx démontre que, dans toute économie marchande, le travail humain se dédouble en travail concret, créateur de valeurs d'usage, et travail

(20) *L'Idéologie allemande*, Ed. sociales, 1968, p. 51.

abstrait, créateur de valeurs d'échange, il fait pourtant remarquer qu'il ne faut pas imaginer que les ouvriers produisent à certains moments de la valeur d'usage, à d'autres moments de la valeur d'échange... Les deux éléments antagonistes s'identifient à chaque instant dans le travail productif des salariés.

Au surplus, la contradiction entre les éléments en lesquels le processus s'est dédoublé s'exprime à l'intérieur de chacun des éléments antagonistes, le dédoublant lui-même pour le mettre en mouvement. Ainsi, le mouvement spontané de la classe se charge de conscience (traditions, leçons assimilées des luttes) ; quant à l'élément subjectif, l'organisation de l'avant-garde, le parti, il devient un facteur objectif de la situation s'il sait exprimer les tendances du mouvement objectif de la classe dans ses mots d'ordre, sa tactique, les formes organisées qu'il propose aux travailleurs pour combattre...

Connaissance et conscience de classe

Tout cela est manifestement lettre morte pour la S.L.L. C'est ce qui explique qu'elle puisse « proclamer » le parti révolutionnaire comme un acte survenant dans le « développement de la conscience », tout à fait indépendamment et en dehors du processus objectif de la lutte des classes, du mouvement historique de la classe ouvrière anglaise, même si celle-ci charge encore de ses aspirations les Trade-Unions et le Labour Party...

C'est ce qui explique sans doute aussi qu'elle puisse considérer la « théorie de la connaissance » comme une théorie en soi, indépendamment de son contenu, de l'objet à connaître auquel elle s'applique — alors que c'est le propre de la méthode dialectique de n'exister, de

ne se développer, de ne s'enrichir qu'appliquée à un contenu spécifique. Le traité de dialectique de Marx, c'est le *Capital*, comme l'a remarqué Lénine.

Si, d'ailleurs, la S.L.L. confond connaissance et conscience, c'est précisément parce qu'elle ne comprend pas le rôle de l'organisation comme facteur de formation de la conscience de classe révolutionnaire. Pour elle, il s'agit d'un processus exclusivement subjectif, d'un processus qui s'accomplit dans le monde des idées et de la lutte d'idées.

Le camarade Balasz Nagy a cependant mis en lumière, à propos de Lukacs, ce « problème fondamental du matérialisme historique » :

Il s'agit de ce mélange que fait Lukacs entre connaissance et conscience. Il les identifie, car, en parfait idéaliste, il les considère toutes les deux comme fruits de la seule pensée, comme des instances autonomes, qui n'auraient aucune détermination ou forme matérielles. Or déjà la connaissance humaine est étroitement liée à la lutte fondamentale entre l'homme et la nature. Elle est à la fois le produit et le moyen de cette lutte, ces deux fonctions étant en rapport dialectique au cours de tout le développement de l'humanité. Puisque cette lutte ne peut se dérouler que dans le cadre de rapports sociaux déterminés, les sciences dites humaines ou sociales ont elles aussi pour base le développement matériel de l'humanité. Marx et Engels ont à plusieurs reprises expliqué que la connaissance humaine est un long processus, et que « l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir » (21).

(21) Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, préface, Ed. sociales, p. 5.

Deux notions très différentes

La conscience de classe est quelque chose de très différent de la connaissance. En idéaliste achevé, Lukacs n'y comprend rien du tout; représentant lui-même de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, il escamote l'essentiel. Pour lui, la conscience de classe est aussi un produit de la pensée spéculative. Or, en réalité, c'est en exprimant ses intérêts dans et par sa lutte qu'un groupe social déterminé par sa place dans les rapports sociaux se constitue comme classe. Dans un long processus historique, au fur et à mesure de ses combats, cette classe prend conscience de ses intérêts propres. Mais elle ne prend pas conscience n'importe comment, à l'école ou par ses lectures. C'est uniquement à travers ses luttes successives, en leur donnant nécessairement une forme organisée de plus en plus adaptée à ses intérêts, qu'une classe se forme, et par là même devient consciente. Sa conscience de classe n'est pas une pensée connaissante quelconque, mais l'expression de ses intérêts incarnée dans son organisation indépendante, dans ses institutions. La classe en tant que telle se matérialise dans son organisation, et ne peut exister si elle n'est douée de conscience de classe. Ainsi la conscience de classe n'existe que sous sa forme incarnée matériellement, et non pas en tant qu'une pensée suspendue dans les airs comme le cercueil de Mahomet. Pour cette raison, le plus haut niveau du matérialisme historique, méthode et théorie de la mission du prolétariat, réside dans les problèmes de l'organisation de cette classe où se concentre l'ensemble de la théorie. Ce n'est pas par hasard que Lukacs dissout la conscience de classe en une connaissance en soi de la société, et escamote le problème décisif qu'est l'organisation.

[...] Le prolétariat s'est constitué en classe lorsque, au travers de ses luttes, il s'est défini par rapport à toutes les autres classes en formant son organisation indépendante. Ce fut un processus de luttes répétées, souvent aveugles — allant jusqu'à la destruction des machines, par exemple — au cours desquelles les ouvriers ont progressivement reconnu leurs véritables intérêts et la nécessité de s'unir. La conscience de classe est ainsi apparue sur la base de

l'expérience des luttes ouvrières se matérialisant dans l'organisation. La conscience de classe n'est pas une pensée autonome, mais s'acquiert dans et par la lutte. Elle n'est pas non plus désincarnée, mais se résume dans l'organisation. Celle-ci est sa forme d'existence nécessaire. La vérité est diamétralement opposée aux vues idéalistes de Lukacs. La conscience de classe du prolétariat n'est pas une connaissance, elle ne s'identifie en aucune façon avec le savoir conçu comme un ensemble de notions qu'on a dans la tête. Dès le début de sa formation et tout au long de son développement, elle est matériellement déterminée, en dernière analyse, par les rapports de production, par leur degré de développement, ainsi que par l'acquis matériel du prolétariat dans sa lutte. Cependant, elle n'est pas un produit direct de ces rapports, mais le résultat des expériences faites dans la lutte des classes elle-même, apparaissant comme leur généralisation. Cette apparition et ce développement de la conscience, soutenue et matérialisée dans les acquis des combats, dans les conquêtes ouvrières, est elle aussi, matérielle et non spirituelle; elle se fonde dans l'organisation. L'évolution et l'analyse de la conscience de classe du prolétariat ne constituent pas l'objet d'une investigation abstraite de sa connaissance «réifiée», comme le prétend Lukacs, mais le processus historique concret de la lutte de cette classe contre la bourgeoisie, à travers les étapes historiques matérielles de ses acquis et de son incarnation organisée: syndicats, parti, Etat ouvrier.

Intérêts immédiats, syndicats, partis

[...] La classe ouvrière ne pouvait se former qu'à partir de ses intérêts immédiats, face aux exploités, sur la base de sa situation dans la production. Son premier pas vers l'indépendance fut franchi avec la fondation des syndicats, qui représentent la conscience du prolétariat par rapport à ses intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie dans les rapports de production. Par conséquent, si Lukacs affirme que le rapport est «simple» pour le prolétariat entre sa situation de classe et sa conscience de classe, il identifie cette conscience avec ce stade de son

développement, c'est-à-dire avec le trade-unionisme. (A noter que la formation des syndicats elle-même fut un processus historique de luttes matérielles, difficiles.) Il la limite au degré de la conscience syndicale, en contradiction avec plusieurs de ses propres affirmations. La pensée mécanique et idéaliste de Lukacs tombe ici dans ses propres contradictions. En réalité, ce degré syndical de la conscience, bien que réel, est encore limité. Il n'atteint que la formulation des intérêts du prolétariat à l'intérieur de l'ordre bourgeois. Resté à ce stade, le prolétariat est encore politiquement dépendant de la bourgeoisie. Le rapport entre sa situation de classe et sa conscience de classe, contrairement à ce que dit Lukacs, est si peu «simple» qu'un long combat a été nécessaire, avec les expériences qu'il a comportées, pour que la classe ouvrière recouvre son indépendance politique par la formation de son parti de classe, incarnation d'un degré élevé de la conscience de classe.

Pour franchir cette étape du développement de la conscience, le prolétariat avait besoin de quelque chose de qualitativement supérieur au simple reflet direct de sa place dans les rapports de production et de son expérience des luttes. La conscience de classe n'est pas un simple fruit des données matérielles de la situation du prolétariat et des expériences qu'il fait, et le parti, incarnation de cette conscience, n'est pas un produit spontané de la classe, à partir de ses expériences quotidiennes. Un tel déterminisme mécanique n'existe pas. Pour se libérer de l'influence de la bourgeoisie, il lui fallait se hisser au niveau de sa mission historique: abattre l'ordre bourgeois, instaurer sa dictature pour éliminer la société sans classes. Cette mission historique était et est, à son tour, matériellement inscrite dans les lois innées du capitalisme lui-même. Mais, le seul fait de leur existence, ces lois produisent pas une telle conscience réifiée. Il fallait encore intégrer de façon critique dans la conscience de classe du prolétariat les résultats du développement de toute la connaissance humaine des dépassant (la dialectique de Hegel l'économie politique classique par exemple). Marx et Engels ont accompli cette œuvre, en fusionnant l'élaboration critique de l'ensemble des résultats de la connaissance humaine avec l'expérience acquise par le prolétariat, forgeant

ainsi la théorie marxiste. Mais, d'autre part, ils ne l'ont pas fait et n'auraient pu le faire en savants de cabinet. Ce fut un combat en liaison intime avec la lutte du prolétariat et ses expériences, se matérialisant dans l'organisation.

L'Idéologie allemande ne se comprend que comme le programme de l'organisation que fondaient Marx et Engels au moment même où ils en achevaient la rédaction, les comités de correspondance communistes. Le Manifeste du parti communiste et la Ligue des communistes sont inséparables l'un de l'autre, et ce n'est qu'ainsi qu'ils ont été une étape décisive dans le développement de la conscience du prolétariat. En même temps, ils ne pouvaient naître qu'à cette étape déterminée du développement des rapports de production et des expériences de lutte du prolétariat, tout en y intégrant les derniers développements de la connaissance humaine. Cette relation dialectique du développement de la conscience de classe n'est pas donnée une fois pour toutes, à la naissance du parti, car le développement de la théorie elle-même est fonction de la lutte des classes, de ses expériences. La nécessité de la dictature du prolétariat est formulée dans le Manifeste, mais Marx n'a pu analyser l'Etat ouvrier, et développer ainsi la théorie, qu'à partir des expériences de la Commune de Paris. D'autre part, la théorie et son développement sont inséparables de l'organisation, et ce n'est qu'ainsi qu'elles forment la conscience de classe, qu'elles expriment le degré de son développement. Marx a élaboré le Capital en forgeant la 1^{re} Internationale, celle-ci incarnant une étape décisive dans l'évolution de la conscience de classe.

Lukacs, lui, présente au contraire la conscience de classe comme une «connaissance de soi», une pensée quelconque, détachée de cette forme matérielle nécessaire qu'est l'organisation. D'autre part, il l'analyse comme une donnée unique qui serait acquise une fois pour toutes par cette connaissance. Cette vue à la fois idéaliste et mécanique rompt l'unité entre le développement de la lutte des classes et celui de la conscience organisée. La théorie et la pratique sont dissociées, leur fusion dans l'organisation a disparu (22).

(22) La Vérité, n° 553, pp. 76-79.

Où Stéphane Just corrige Lénine

Chose remarquable ! La S.L.L. a traduit et publié cet article dans sa revue. Mais elle ne l'a manifestement pas lu. Elle n'a pas réalisé que cette critique de Lukacs (qu'elle considérait naguère comme un grand « philosophe marxiste ») l'atteint elle-même directement.

C'est d'ailleurs ce qui lui permet d'accuser l'O.C.I. d'avoir trahi les conceptions d'organisation de Lénine. On lit dans le dernier document de la S.L.L., sous le titre : « Stéphane Just corrige Lénine », les lignes suivantes, qu'il nous faut bien citer tout au long :

Le document de l'O.C.I. nous dit :

« Comme le rappelle Stéphane Just dans Défense du trotskysme :

Considérée comme un processus historique et organique, la formation de la conscience de classe du prolétariat relève alors de l'analyse du développement de la lutte des classes, et cessent les discussions métaphysiques à propos de la conscience apportée ou non de l'extérieur, ainsi que celles à propos de l'avant-garde auto-proclamée ou non » (23).

Nous sommes parvenus ici au lien crucial entre les erreurs philosophiques et méthodologiques de l'O.C.I., d'un côté, et sa tendance politique centriste de l'autre. Mettant l'accent sur l'unité des contraires, la théorie marxiste et la classe ouvrière exploitée, elle ignore la lutte de ces contraires en laquelle leur unité consiste. La conception « organique » de Just est tout à fait appropriée à aider à reconnaître n'importe quel « allié » qui apparaît sur la scène comme l'expression plus ou moins légitime de cette conscience qui se développe organiquement. Une citation assez longue, sur cette question, du livre de Just, montrera comment, par une série de formules rationalistes pour « intégrer » tous les divers aspects de la lutte des classes, la dialectique véritable de la manière dont on obtient la conscience se trouve abolie :

« Mais c'est une abstraction que de considérer les luttes et l'organisation du prolétariat en dehors de l'ensemble des rapports sociaux, politiques et idéologiques de la société. Elles naissent et se développent comme une des composantes de toute l'histoire de l'humanité. Elles sont nourries de toute cette histoire dont elles deviennent le principal ressort. La lutte du prolétariat contre l'exploitation, les formes d'organisation qu'il se donne concrétisent la contradiction fondamentale de la société bourgeoise, mais celle-ci s'exprime sous des formes multiples, à l'intérieur de toutes les classes et couches sociales de la société bourgeoise, par des contradictions dérivées des rapports de production de cette société. Les luttes du prolétariat et son organisation nourrissent à leur tour les contradictions et antagonismes sociaux, politiques, idéologiques de la société bourgeoise. Le prolétariat entretient toujours des rapports complexes et multiples avec toutes les autres classes de la société bourgeoise, leurs luttes, leurs antagonismes, leurs rapports politiques et idéologiques. Rien de plus stupide que ces vues symétriques : la conscience de classe apportée au prolétariat de l'extérieur de ses luttes par de « bons prophètes » intellectuels bourgeois, ou la conscience de classe du prolétariat monopolisée par les travailleurs aux mains calleuses qui produisent de la plus-value, les « bons » intellectuels petits-bourgeois ou bourgeois devant humblement se mettre au service de ces travailleurs et les singer. Au fond, ces vues systématiques démontrent le mépris des petits-bourgeois pour le prolétariat : les uns font cadeau à la classe ouvrière de « leur conscience », les autres imaginent une classe ouvrière mythique composée de travailleurs incapables de dépasser l'horizon étroit du terrain de leur exploitation immédiate. Dressé contre l'exploitation, tendant à briser les rapports sociaux fondés sur son exploitation, à la recherche des voies et des moyens de s'organiser, le prolétariat constitue et développe sa conscience en un procès organique et historique nourri par toute l'histoire antérieure et les rapports qu'il entretient avec les autres classes sociales,

(23) S. Just, Révisionnisme liquidateur contre trotskysme. Défense du trotskysme, t. 2, SELIO, 1971, p. 275.

leurs contradictions, leurs antagonismes, les luttes sociales, politiques, idéologiques qui s'y déroulent. Ainsi intellectuels petits-bourgeois et bourgeois peuvent rompre avec leur classe, rejoindre le prolétariat, participer à la formation et au développement de sa conscience de classe, en apportant les acquis des autres classes et couches sociales. Mais ceux-ci sont radicalement transformés en étant intégrés à la lutte du prolétariat qu'ils fécondent. Les luttes de classe du prolétariat leur donnent un nouveau contenu et une nouvelle dimension historique » (24).

Le « développement organique », voilà l'ennemi !

Comme le rôle du prolétariat est relié à chaque événement qui se produit dans la société bourgeoise et comme sa conscience existante dépend du résultat final de toutes ses interconnexions, Just interdit toute étude de la lutte vivante par laquelle la contradiction entre la classe ouvrière comme objet et la classe ouvrière comme sujet est surmontée ! Rien d'étonnant qu'il rejette l'idée centrale du Que faire ? de Lénine comme une « discussion métaphysique » !

C'est précisément contre ce type de théorie « organique » de la conscience mise en avant par Just que Lénine a insisté très fermement sur le fait que le marxisme en tant que science était développé sur la base d'un effort théorique conscient accompli par des intellectuels bourgeois pour saisir la réalité au niveau des rapports entre toutes les classes, et non au niveau de l'expérience ou de la conscience existante de la classe ouvrière. Si le point de vue « organique » de Just était correct, pourquoi Lénine se donnerait-il la peine d'insister sur le fait que, laissé à lui-même, le prolétariat ne peut parvenir qu'à une conscience trade-unioniste, et que c'est là une conscience bourgeoise ? Parce que, même si, du point de vue de Sirius, ou du point de vue de la raison pure qui a amassé en elle-même toutes les déterminations (ou « moments », comme Just les baptise), le magnifique tout peut être considéré comme intégré — néanmoins, du point de vue de la pratique révolutionnaire,

la tâche est précisément de combattre pour la conscience politique ou socialiste contre l'idéologie imposée par la bourgeoisie et ses agents (25).

On laisserait volontiers la S.L.L. déverser ses sarcasmes sur la notion de développement « organique », terme que, au surplus, Just n'a pas employé, mais qui est courant chez les auteurs marxistes qui ne se contentent pas d'opposer rigidement l'élément conscient actif, le combat des révolutionnaires à des « conditions objectives » panoramiques.

Cette méthode, celle de la S.L.L., est précisément celle du pablisme : l'objectivisme, la fatalité mécanique des « conditions objectives » qui engendrent la révolution, et le subjectivisme volontariste de « l'élément conscient » qui combat pour sa « philosophie », pour la « conscience socialiste », selon des normes données une fois pour toutes, en se gardant comme d'un péché mortel d'intégrer son action comme une composante, à la fois historiquement décisive et subordonnée au mouvement d'ensemble de l'histoire, c'est-à-dire au mouvement historique du prolétariat pour se constituer en classe dominante. C'est ainsi que la S.L.L. se plaint d'avoir en vain attiré l'attention de l'O.C.I. sur la crise économique du capitalisme, considérée comme un phénomène à part. L'O.C.I. prétendait « qu'on ne peut séparer les perspectives économiques des perspectives politiques » (Workers Press, 7 avril 1972), cependant que la S.L.L. soulignait que « le stade avancé atteint par la crise économique poserait bientôt la question de la lutte pour le pouvoir dans nombre de pays ». On ne peut qu'admirer ces « dialecticiens » aux yeux de qui la crise économique, tout à fait indépendamment des rapports de force entre les classes, du développement de la lutte des masses, des grèves, manifes-

(24) Idem, p. 274.

(25) Workers Press, 10 avril 1972.

tations, etc., de la crise du pouvoir politique de la bourgeoisie enfin, pose en tant que telle la question du pouvoir !

Pour Lénine, une situation objectivement révolutionnaire est une situation où ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en bas ne veulent plus (donc une situation où la crise économique s'est transcrite en termes politiques par l'intermédiaire de la lutte des classes). Pour la S.L.L., une situation objectivement révolutionnaire, c'est purement et simplement une crise économique ! Il est clair qu'à ses yeux la lutte des classes n'est pas un processus « organique » : c'est un mécanisme déclenché par un autre mécanisme, celui de « l'économie ». Pour Marx, par contre, les catégories économiques les plus abstraites n'étaient, on le sait, qu'une forme spécifique des rapports entre les classes...

On laisserait donc sans peine la S.L.L. manier les jouets qu'engendre, selon sa fantaisie, le mythe métaphysique qu'elle baptise « philosophie marxiste », on la laisserait organiser le combat du « conscient » et du « spontané », réduit à des abstractions désincarnées, toujours identiques à elles-mêmes, de sorte qu'elle croit jouer toujours la même partie (tant que cela ne se passe que dans la tête de ses dirigeants) — si elle ne s'en prenait pour cela à Lénine.

Où Lénine se corrige lui-même

Celui-ci a bien écrit dans *Que faire ?*, en 1902 :

Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que de l'extérieur. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les

patrons, réclamer du gouvernement telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine social-démocrate surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier, comme le résultat naturel et inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes (26).

Et plus loin :

[...] On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, [...] car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme ; [...] le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée du trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, pour l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire (27).

Ce point de vue, qu'il avait d'ailleurs emprunté à Kautsky (28), le théoricien de la II^e Internationale, Lénine lui-même devait s'empresse d'en montrer le caractère unilatéral et exagéré. Ce même prolétariat russe n'était-il pas entré en lutte, en 1905, spontanément ou presque, contre l'autocratie tsariste, et n'avait-il pas, non moins spontanément, créé les soviets ?

(26) Lénine, *Que faire ?*, Ed. du Seuil, collection « Politique », présentation et notes de J.-J. Marie, 1966, p. 85.

(27) Idem, p. 96.

(28) Voir la citation de Kautsky faite par Lénine dans *Que faire ?*, o.c., p. 94.

Aussi bien Lénine, dès le 2^e congrès du Parti (1903) avait déclaré que, dans *Que faire ?*, il avait « forcé la note » ou « tordu en sens inverse le bâton tordu par les économistes », partisans de la « spontanéité trade-unioniste », réformiste. Un peu plus tard, le bolchevik Vorovski publia dans *Vperiod*, organe bolchevique (n^o 11 du 23 mars 1905), un article revu par Lénine et qui défend celui-ci contre Plekhanov qui s'en est pris à *Que faire ?* Après avoir rappelé que Plekhanov lui-même avait dit au 2^e congrès : « Lénine n'a pas écrit un traité de philosophie de l'histoire, mais un article polémique contre les "économistes" qui disaient : nous devons attendre de voir où la classe ouvrière arrivera par elle-même sans l'aide du "bacille révolutionnaire" », Vorovski ajoute :

Ces mots définissent tout à fait fidèlement le sens et la portée de *Que faire ?*, et si Plekhanov dit aujourd'hui qu'il fut dès le début en désaccord avec ses thèses générales, cela prouve seulement la justesse avec laquelle il sut évaluer la signification véritable de la brochure lorsqu'il n'était pas nécessaire d'inventer des « divergences de principe » avec Lénine. *Que faire ?* était effectivement une brochure polémique [entièrement consacrée à la critique de la tendance queueiste de la social-démocratie d'alors, et qui visait à mettre en relief et à réfuter les erreurs particulières de cette tendance]. Il aurait été ridicule que, dans une brochure consacrée aux « questions brûlantes de notre mouvement », Lénine se soit mis à démontrer que le développement des idées, en particulier des idées du socialisme scientifique, s'est produit et se produit en liaison historique étroite avec le développement des forces productives [en liaison étroite avec le développement du mouvement ouvrier en général] (29).

La classe ouvrière « spontanément social-démocrate »

Les mots entre crochets ont précisément été ajoutés par Lénine, que la S.L.L. ne manquera pas de trouver cou-

pable du péché de « développement organique ». Lénine n'en est d'ailleurs pas resté là. Dans un article de novembre 1905 sur « La réorganisation du Parti », il écrit :

La classe ouvrière est instinctivement, spontanément social-démocrate, et d'autant plus que dix ans de travail accompli par les sociaux-démocrates ont puissamment contribué à transformer cette spontanéité en conscience de classe.

Enfin, en septembre 1907, préfaçant un recueil de ses écrits intitulé *Douze années*, dans lequel figurait *Que faire ?*, il notera :

En ce qui concerne le contenu fondamental de cette brochure, il est nécessaire d'attirer l'attention du lecteur actuel sur les points suivants.

L'erreur capitale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre *Que faire ?* consiste à isoler complètement cette œuvre de la situation historique déterminée où elle est née, de la période déjà fort lointaine du développement de notre Parti au cours de laquelle elle a été rédigée. Parvus (sans parler de nombreux mencheviks) illustre de façon très frappante cette erreur, lui qui, plusieurs années après la parution de la brochure, en a critiqué les idées exagérées ou fausses sur l'organisation des révolutionnaires professionnels.

Aujourd'hui, des déclarations de ce genre paraissent bien risibles : il semble que l'on veuille ignorer toute une période du développement de notre Parti, faire fi de conquêtes pour lesquelles il a fallu naguère se battre, mais qui, depuis longtemps déjà, sont assurées et ont fait leur œuvre.

Critiquer aujourd'hui les exagérations de l'*Iskra* (en 1901 et 1902 !) sur l'organisation des révolutionnaires professionnels équivaut, après la guerre russo-japonaise, à reprocher aux Japonais d'avoir surestimé l'armée russe et d'avoir en conséquence préparé trop soigneusement la guerre contre elle. Les Japonais de-

(29) Idem, p. 282.

vaients rassembler toutes leurs forces pour combattre le plus grand nombre possible de troupes russes et remporter la victoire. Malheureusement, nombreux sont ceux qui jugent de notre Parti, de loin, sans connaître son histoire, sans voir que maintenant l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels a déjà remporté une victoire complète. Cette victoire aurait été impossible si l'on n'avait mis, en son temps, cette idée au premier plan, si l'on ne l'avait pas inculquée « avec exagération » à ceux qui en contrecarraient la réalisation (30).

[...] Bien entendu, ce succès [dans la voie de la construction du parti] provient essentiellement du fait que la classe ouvrière, dont l'élite a créé la social-démocratie, se distingue de toutes les autres classes de la société capitaliste, en vertu de causes économiques objectives, par son aptitude supérieure à l'organisation. Sans cette aptitude l'organisation des révolutionnaires professionnels n'aurait été qu'un jeu, qu'une aventure, qu'une étiquette sans contenu, et la brochure *Que faire ?* souligne à maintes reprises que seule l'existence « d'une classe véritablement révolutionnaire et se lançant spontanément au combat » donne un sens à cette organisation. Mais l'aptitude objective que possède au plus haut degré le prolétariat à s'unir en une classe se réalise par des hommes vivants, et ne se réalise qu'à travers des formes définies d'organisation. Et, dans les conditions de la Russie des années 1900-1905, aucune autre organisation que celle de l'Iskra n'aurait pu créer un Parti ouvrier social-démocrate tel que celui qui existe aujourd'hui (31).

La conception du parti

L'essentiel de *Que faire ?*, pour Lénine (et pour nous), c'est la conception du parti révolutionnaire... Mais il souligne lui-même que la forme précise prise par cette conception varie selon les circonstances historiques ; et il définit parfaitement les conditions d'organisation de l'élaboration de la conscience révolutionnaire, qu'il ne confond pas avec la « connaissance », la théorie.

Enfin la thèse de Kautsky, reprise par Lénine en 1902, thèse selon laquelle la théorie scientifique est d'abord élaborée par des intellectuels bourgeois comme analyse d'ensemble de la société bourgeoise, des classes de cette société et de leurs rapports, puis introduite par eux « de l'extérieur » dans le mouvement ouvrier, est incontestablement « unilatérale », « exagérée », comme le dira Lénine, car elle fait abstraction, par exemple, de ce que c'est seulement après s'être mis, en 1844, à l'école des combats de la classe ouvrière, du charisme en Angleterre pour Engels, des groupes socialistes et communistes de Paris pour Marx, que ceux-ci rompent le cordon ombilical qui les rattachait encore à l'extrême-gauche de la démocratie petite-bourgeoise et élaboreront les fondements du matérialisme historique. Il ne s'agit pas là d'un développement, fût-il organique, qui se serait accompli sur le terrain des idées, de la philosophie, de l'histoire littéraire. Désormais, comme l'indique Balazs Nagy dans l'article cité plus haut, l'activité « théorique » de Marx et Engels est inséparable de leur lutte pour la construction du parti de classe du prolétariat.

Ce n'est d'ailleurs pas tout. La direction de la S.L.L. doit également ignorer,

(30) Idem, pp. 44-45.

(31) Idem, pp. 46-47. Chose remarquable, bien avant que l'édition de *Que faire ?* proposée par notre camarade J.-J. Marie ait rendu disponibles tous les documents que nous avons cités, c'est dans un article de Brian Pearce publié par la S.L.L. dans *Labour Review* de février-mars 1960, « La construction du parti bolchévique », qu'on pouvait les trouver (et nous lui avons emprunté plusieurs des textes que nous citons, dont un au moins, et non des moindres, l'extrait de l'article « La réorganisation du parti », ne figure pas dans l'édition française). La direction de la S.L.L. oublie aujourd'hui tout ce qu'elle avait appris, et, comme on l'a vu avec l'article de B. Nagy, ne lit pas sa propre revue.

ou a également dû oublier, ce qu'écrivait Trotsky à propos de *Que faire ?* (et précisément du point que nous débattons actuellement) dans sa biographie de Staline :

En août 1905, Staline reprend à son compte, purement et simplement, le chapitre de *Que faire ?* dans lequel Lénine s'efforce de déterminer les rapports entre le mouvement ouvrier spontané et la conscience socialiste. D'après Lénine, le mouvement ouvrier, livré à lui-même, s'engage inévitablement dans la voie de l'opportunisme, la conscience révolutionnaire lui est apportée du dehors par les intellectuels marxistes. Ce n'est pas le moment de critiquer ici cette conception, qui appartient à la biographie de Lénine et non à celle de Staline. L'auteur de *Que faire ?* reconnut lui-même par la suite le caractère unilatéral et partant erroné de cette théorie, dont il dirigea les feux, à un moment donné, contre l'« économisme », trop respectueux de la spontanéité du mouvement ouvrier (32).

Mais, en tout état de cause, ni Kautsky ni Lénine n'ont vu dans cette introduction « de l'extérieur » de la théorie révolutionnaire dans le mouvement ouvrier un trait permanent de son histoire. Il s'agit pour eux d'une circonstance inévitable dans chaque pays, au début, à l'origine de la formation du mouvement ouvrier organisé, et non se renouvelant constamment au cours de l'histoire de celui-ci. La distinction entre l'expression consciente des intérêts de classe du prolétariat qui restent trade-unionistes et la théorie scientifique du matérialisme historique perd tout sens à leurs yeux, comme aux nôtres, dès que théorie et mouvement objectif fusionnent dans le cadre du parti de classe, de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. La dialectique est sans doute une théorie de la connaissance, mais pas une théorie de la connaissance en soi, de la connaissance pure, en dehors et au-dessus de la lutte des classes. Le socialisme est passé de l'utopie à la science, à une doctrine scientifique objective de la

société humaine et de la nature, non pas parce qu'il n'est pas l'expression des intérêts immédiats et historiques du prolétariat, mais précisément parce qu'il est la théorie du combat émancipateur de la classe en laquelle se concentrent l'espoir et l'avenir de l'humanité entière.

Un trait permanent de l'histoire du mouvement ouvrier

L'idée de faire de l'introduction de l'extérieur de la conscience révolutionnaire (conscience confondue avec la connaissance théorique, elle-même dégradée en philosophie) un trait permanent de l'histoire du mouvement ouvrier, ayant ses fondements dans la division entre travail manuel et travail intellectuel, cette idée n'appartient ni à Lénine ni à Kautsky ; elle appartient en propre à la S.L.L.

Il est à peine besoin d'ajouter que, contrairement à ce qu'écrivait la S.L.L. (dans un passage cité plus haut de son texte), ce qui s'est traduit dans les *Thèses d'avril*, ce n'est pas « l'enrichissement de la compréhension » qu'avait Lénine « du développement de la conscience », mais bien de sa compréhension de la dialectique de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne, des forces motrices de la révolution en Russie.

Pour les marxistes que nous sommes, l'expression suprême de la fusion de la théorie et de l'organisation, c'est le programme marxiste, le programme de la IV^e Internationale, qui résume toute l'expérience historique, théorique-pratique, d'organisation du combat émancipateur de la classe ouvrière.

(32) Trotsky, Staline, édition française, pp. 83-84.

Pour la S.L.L., nous l'avons vu, le programme ne suffit pas comme fondement d'un parti marxiste, il y faut encore et en plus le « matérialisme dialectique », élément distinct. Or, notre **Programme de transition** est l'expression suprême, concentrée, de l'analyse scientifique du capitalisme au stade de sa crise historique d'agonie ; son but, selon le sous-titre que lui a donné Trotsky, c'est « la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir ».

Pour la S.L.L., cela ne suffit pas. N'avons-nous pas appris à son école que, pour construire le parti révolutionnaire en Angleterre, « une lutte acharnée et difficile contre les formes idéalistes de la pensée était nécessaire, qui allait beaucoup plus loin que des questions d'accord sur le programme et la politique » ?

Le programme marxiste suffit-il à la construction du parti révolutionnaire ?

Le programme de la IV^e Internationale, le programme de « la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir » ne fournit donc pas d'éléments suffisants pour lutter contre les « formes idéalistes de la pensée » ! Ainsi, le combat contre les « formes idéalistes de la pensée » est quelque chose d'entièrement distinct, de séparé du combat politique sur la base du programme pour construire le parti ! Cette lutte, cela est clair, se mène « en dehors » du combat politique prolétarien, donc dans le domaine de la « philosophie », dans le domaine des idées... Le programme de la IV^e Internationale ne suffit certainement pas pour une pure lutte d'idées, il n'est pas fait pour cela !

On peut maintenant comprendre à quoi sert la « philosophie marxiste »

dans l'activité pratique de la S.L.L. Elle sert à la direction de la S.L.L. de prétexte théorique à sa désertion du combat pour le parti de classe.

Les statuts adoptés par la Socialist Labour League à sa fondation, après avoir défini très correctement les rapports entre l'avant-garde révolutionnaire organisée et le Labour Party (y compris les Trade-Unions), au sein desquels, en dépit du caractère bourgeois de leurs directions, la classe ouvrière anglaise se rassemble encore chaque fois qu'elle est amenée à combattre, soulignaient qu'un parti révolutionnaire ne peut sortir de la seule volonté d'une avant-garde, mais seulement d'événements majeurs dans la lutte des classes, au cours desquels l'avant-garde affronterait victorieusement l'appareil bourgeois du réformisme avec pour enjeu la direction de secteurs essentiels du prolétariat. Aujourd'hui, la proclamation du parti révolutionnaire sert à la direction de la S.L.L. de couverture pour fuir la bataille contre l'appareil bourgeois du Labour Party et des Trade-Unions, dans les grands combats que livre en ce moment et se prépare à livrer le prolétariat britannique. Ce n'est évidemment pas dans le programme de la IV^e Internationale que l'on peut trouver de justification pour une telle désertion !

Le camouflage « philosophique » de la désertion du combat

Il n'en va pas autrement lorsque la S.L.L. nie la nécessité de combattre pour la reconstruction de la IV^e Internationale en tant qu'organisation internationale centralisée sur la base du **Programme de transition** ; lorsqu'elle fait preuve d'un formalisme rigide, anti-dialectique, en raisonnant à peu près en ces termes : « S'il faut la reconstruire, c'est donc que la continuité du

combat sur la base du programme a été rompue, donc que le programme a fait faillite. Or, le programme n'a pas fait faillite. Donc, il n'y a pas lieu de reconstruire la IV^e Internationale : elle existe, identique à elle-même, sous la forme du Comité international, lui-même identifié à la S.L.L. et à ses satellites. Il suffit de le proclamer bien haut, au nom de la philosophie marxiste. Au commencement était le Verbe... »

La S.L.L. oublie un peu vite qu'elle a voté en 1966, à la 3^e conférence du Comité international, une résolution qui ne se contentait pas, comme son dernier document le prétend, de contenir « en quelques endroits le terme "reconstruction" » (*Workers Press*, 7 avril 1972), mais qui était intitulée : « Résolution sur la reconstruction de la IV^e Internationale ». Ce titre même, **Rebuilding the Fourth International**, figure en gros caractères sur la couverture de *Labour Review*, vol. 2, n° 2 (août 1965) et de nouveau dans le n° 3 du volume 3 (août 1966) de cette même revue, en gros caractères rouges, pp. 106-107, dans le cadre du compte rendu de la 3^e conférence du C.I. (33). On lit dans cette même revue que la 3^e conférence a adopté, par 10 voix contre 2 et 2 abstentions, un amendement présenté par M. Banda au nom de la S.L.L. et libellé en ces termes :

Supprimer la phrase se rapportant à la destruction de la IV^e Internationale par le révisionnisme pabliste, et y substituer ce qui suit :

« La IV^e Internationale a victorieusement résisté aux efforts de l'opportu-

nisme petit-bourgeois, sous la forme d'une tendance révisionniste endurcie qui a pénétré toutes les sections du mouvement trotskyste pour le détruire politiquement et organisationnellement. La lutte contre cette tendance était et reste la préparation nécessaire de la reconstruction de la IV^e Internationale en tant que direction prolétarienne centralisée. »

La S.L.L. a bien voté la nécessité de cette lutte, mais elle a toujours remis à plus tard le moment de s'y engager. Cette lutte contre le révisionnisme et pour la reconstruction de la IV^e Internationale impliquait en effet un approfondissement de la méthode du **Programme de transition**, de la méthode de construction du parti international de classe et notamment du parti révolutionnaire en Angleterre comme participant elle-même de la transition, devant quoi la S.L.L. a reculé. Il aurait fallu alors ouvrir dans ses rangs un débat politique fondamental dont la direction de la S.L.L. ne veut à aucun prix. Maintenant, elle déserte ce combat, même dans les mots. La « IV^e Internationale » existe désormais dans la mystique de la S.L.L. comme une « entité », non comme expression organisée dans la lutte des classes du programme marxiste, mais comme incarnation, dans l'histoire du « développement de la conscience », de la « philosophie marxiste » — qui remplit ainsi sa fonction consistant à camoufler la désertion du combat réel.

(33) Les documents de la 3^e conférence du C.I. sont en français dans le n° 553 de la Vérité.

Une mise au point

Dans une série d'articles consacrée à la crise du Comité international, *Workers Press*, organe du C.C. de la S.L.L. de Grande-Bretagne, fait un pas de plus dans ses attaques contre le Comité international et ses organisations membres.

Après qu'elle (avec quelques groupes) s'est donné frauduleusement le titre de Comité international, la S.L.L. doit obligatoirement se justifier, donc aller plus loin. C'est très difficile, sinon impossible, sans réécrire l'histoire et, par voie de conséquence, sans la calomnie. Ainsi, dans ces articles, les organisations membres du C.I., telles que la nôtre, sont qualifiées, sans ambages et sans aucun argument, de centristes. C'est tout simplement cracher sur le Comité international, dont la S.L.L. a été longtemps l'une des plus importantes organisations membres y coopérant avec ces « centristes ».

Nous nous réservons le droit de répondre à ces attaques en temps voulu. Par contre, une affirmation appelle une mise au point immédiate. *Workers Press* déclare que l'O.C.I. avait proposé « toutes sortes de plans afin de créer artificiellement un centre pour le C.I. ». Il est vraiment surprenant de voir avec quelle naïveté la S.L.L. avoue par-là son opposition au combat réel pour la reconstruction de la IV^e Internationale, tâche centrale du C.I. Mais *Workers Press* continue : l'O.C.I. voulait faire cela, la méchante, « pour attirer des forces à Péchelle internationale ». Ce serait donc un crime pour la S.L.L. que de vouloir attirer des forces vers et pour la IV^e Internationale. Or l'exemple donné par *Workers Press* pour désigner ces forces est le suivant : « [...] telle que la jeunesse oppositionnelle (« dissidente ») en Europe de l'Est dont il est dit qu'elle cherche seulement la direction où aller ».

C'est exactement l'un des langages, celui du mépris, que tient la bureaucratie stalinienne (il y en a plusieurs, dont celui de la répression féroce) contre la jeunesse de ces pays qui livre un combat contre elle et contre son pouvoir pour le socialisme. Ce langage, nous ne le connaissons que trop.

Il est repris et utilisé aussi par la bourgeoisie, par sa presse sur une jeunesse « contestataire ». Il est repris donc par *Workers Press* par ce refus clair d'ouvrir concrètement à cette jeunesse combattante la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous devons dire que c'est d'autant plus surprenant que pendant plus de dix ans, la S.L.L. n'a cessé d'affirmer avec nous la nécessité « d'attirer » effectivement cette force, la jeunesse de l'Europe de l'Est. En la personne de Mike Banda, elle a pris une part active à la conférence de fondation du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, contente d'avoir cette force dans le Comité international. Elle n'avait rien à dire contre le Comité de liaison des étudiants d'Europe de l'Est. (Nous ne serions pas surpris, après cette attaque, de voir la S.L.L. « découvrir » quelque chose à ce sujet.)

Sur ces points encore, ce n'est pas le Comité international qui a changé : c'est la S.L.L. qui a rompu avec la politique et la pratique du Comité international, incapable de supporter plus longtemps la pression vers un engagement effectif et réel pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ligue des révolutionnaires socialistes de la Hongrie.
Paris, le 18 juin 1972.

La lutte contre la normalisation : Premier bilan, premières leçons.

par Michel Varga

Après le succès de la première phase d'une lutte efficace, qui a emporté la libération de Ludek Pachman, il est indispensable de tirer les premières leçons du combat mené contre la normalisation.

Tout confirme aujourd'hui qu'à partir de l'automne dernier, un plan a été mis en exécution à Prague qui visait à briser définitivement la résistance par des arrestations et procès contre les militants et dirigeants de l'année 1968. Mais il importe de retracer les principaux éléments de ce plan, tel qu'il s'est révélé à travers les arrestations successives. Le mouvement ouvrier et ses mi-

litants en ont le plus grand besoin, pour comprendre la pleine signification du combat pour la défense des militants tchécoslovaques, qui ne se réduit pas à un acte de solidarité pur et simple. Plus précisément, ce combat démontre que la solidarité n'a rien à voir avec le sentimentalisme, quand bien même elle implique des sentiments fraternels envers les combattants traqués. C'est une lutte continue, qui ne tire pas son principe du cas particulier de tel ou tel militant menacé, mais, sous cette forme, se dirige contre toutes les déformations du socialisme, contre ce cancer

du mouvement ouvrier international qui a pour nom stalinisme. Et à cet égard, précisément, cette campagne est une forme particulière de la lutte du mouvement ouvrier pour se débarrasser du stalinisme, obstacle essentiel à son unité, à son regroupement révolutionnaire, bref, à la révolution. Combien est-il donc normal et caractéristique que la forme de cette lutte soit justement la défense des communistes et des socialistes menacés par la répression ! Et inversement, il était, et reste, obligatoire pour l'appareil stalinien d'organiser et de développer sur une vaste échelle la normalisation dont, actuellement, le centre se trouve en Tchécoslovaquie.

Ainsi tout ce qui se passe dans ce pays, de même que l'attitude par rapport à la normalisation, sans s'identifier avec cette lutte, concentre en quelque sorte la lutte internationale entre le mouvement ouvrier, membres des P.C. compris, bien sûr, et le stalinisme. Si l'appareil stalinien réussissait à mener à son terme la normalisation en Tchécoslovaquie — ce dont il a besoin — en mettant en prison tous les militants et dirigeants de 1968, c'est, n'en doutons pas un instant, à l'échelle internationale qu'il affermirait sa mainmise sur l'ensemble du mouvement ouvrier, y compris ses propres militants. A cet égard, la critique développée, au mois d'octobre dernier, par Vasil Bilak dans son rapport devant le prétendu Comité central du Parti communiste tchécoslovaque contre plusieurs P.C., dont quatre de l'Europe de l'Est,

indique très clairement le sens de cette tentative de l'appareil. Il serait bénéfique pour les militants communistes, membres des P.C., d'étudier ce rapport, qui n'a malheureusement pas encore trouvé l'écho qu'il mérite, afin d'en tirer toutes les conclusions. D'autant plus que l'ensemble du mouvement ouvrier, militants communistes inclus, exprime de plus en plus la volonté d'en finir avec le stalinisme qui désorganise, disloque et empêche leur propre combat, entre autres choses, en souillant et déformant les réalisations socialistes. Voilà pourquoi il y a une lutte continue, incessante, et qui va s'amplifiant, entre les militants et l'appareil qui, avec ses alliés, tend à les normaliser. Telle est la signification internationale du combat livré contre la normalisation et pour la défense des militants tchécoslovaques.

Une déclaration de guerre : Le rapport de Bilak

Le rapport de Bilak constituait une sorte de déclaration de guerre en vue de la « liquidation de 40 000 contre-révolutionnaires » en Tchécoslovaquie, déjà réclamée par la *Pravda* en 1968. Immédiatement après ce rapport, plusieurs vagues d'arrestations ont été déclenchées. Rappelons quelques faits. Les 9, 10 et 11 novembre 1971, la police arrête Jan Tesar, historien, et Ladislav Hejdanek, philosophe, ce dernier avec sa

femme et ses enfants. Les 25 et 26 novembre, nouvelle vague : Jaroslav Sabata, membre du C.C. du P.C.T. élu au 14^e congrès clandestin, Rudolf Batek, Jiri Müller, dirigeant étudiant, et une centaine d'autres moins connus sont arrêtés. Le régime était à la veille des pseudo-élections : les arrestations pouvaient servir aussi comme mesures préventives et d'intimidation. Mais il était clair que, se succédant à intervalles plus ou moins réguliers, elles déferlaient en vagues concentriques, se rapprochant de plus en plus de militants connus, de dirigeants.

Les 24 et 26 décembre, nouvelles arrestations : 100 à 300 victimes, selon les informations, mais il semble qu'il n'y eut aucun militant connu parmi celles-ci. Or, le 29 décembre, les normalisateurs reprenaient les procès avec celui de Ladislav Mravec, dirigeant étudiant de 1968, condamné à 18 mois de prison. Puis, au début de janvier 1972, on arrêtait Milan Hübl et Karel Kosik, anciens membres du C.C. du P.C.T., Karel Bartosek, Jiri Hochman, Karel Kyršl et Ludek Pachman, journalistes et historiens très proches de l'ancienne direction, ainsi que Richard Slansky et Jan Slings, fils des dirigeants assassinés après le procès Slansky en 1952. L'arrestation de Karel Kaplan, le procès et la condamnation très rapide du journaliste Jiri Lederer, au début de février, confirmaient l'existence d'un plan, chaque nouvelle vague d'arrestations s'arrêtant plus près des dirigeants que la précédente. Une lame de fond devait donc

emporter ces derniers, y compris Dubcek et Smrkovsky. Que cette lame ait dû être la « septième vague » ou non, cette précision a de l'importance. Car les intervalles servaient à tester, à mesurer la réaction du mouvement ouvrier international et, partant, à déterminer l'étendue de la prochaine vague. Ceux qui connaissent tant soit peu le mécanisme de la terreur dont le stalinisme a le secret depuis la « iejovchtchina » des années trente ne peuvent avoir le moindre doute quant à cette volonté des normalisateurs.

Les temps ont changé

Seulement voilà, les temps ont changé. Il leur a d'abord fallu temporiser en guettant les réactions internationales. Puis, tout en poursuivant les arrestations, tout en organisant les procès, ils ont dû relâcher quelques-uns de leurs prisonniers, parmi lesquels Slansky, Slings, Kosik, par exemple. Car le mouvement ouvrier international n'est plus ce qu'il était au temps des procès de Moscou, ou même en 1958, lorsqu'à Budapest on a encore pu pendre Imre Nagy et ses camarades sans que cela provoque de réaction dans le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, à l'époque de l'imminence de la révolution et de la contre-révolution, la reprise de l'initiative par le prolétariat est surtout caractérisée par sa volonté de marcher vers le pouvoir en se débarrassant de tous les obstacles, en se heurtant donc au sta-

linisme et en se libérant de son emprise. Aujourd'hui donc, l'activité des révolutionnaires, des trotskystes de la IV^e Internationale, ne rencontre pas seulement un écho de plus en plus puissant dans cette classe, mais encore c'est elle qui exprime ses aspirations et l'ensemble de ce processus, lui donnant ainsi de nouvelles impulsions. L'ensemble du combat mené contre la normalisation le vérifie. Dans les années trente, il n'était pas possible de sauver les militants bolcheviques exterminés par Staline. Il y a quinze ans seulement, nous n'avons pas pu sauver non plus Imre Nagy et ses camarades. Mais voici qu'aujourd'hui une lutte d'envergure a pu et peut se développer, car le combat des trotskystes a commencé à se fondre avec le sens, le contenu et le rythme de la mobilisation du mouvement ouvrier. Excellente confirmation de ce que l'organisation révolutionnaire du prolétariat ne peut agir efficacement et se développer que lorsqu'elle peut se fondre avec le mouvement « objectif » des masses. Et inversement, s'il n'y a pas d'organisation trotskyste, la volonté des travailleurs et des militants d'agir contre la normalisation, par exemple, n'aboutit pas, ou s'éparpille, leurs actions se disloquent et demeurent sans lendemain.

En effet, en Italie par exemple, bien que le P.C. lui-même ait réagi plus vivement contre la normalisation et bien qu'il y ait eu aussi moult prises de position, surtout pour la libération de Valerio Ochetto, il n'est pas sorti de ces protestations un front allant vers

l'unité des organisations ouvrières et des démocrates, ni à l'échelon national ni au niveau local, et cette lutte n'a jamais pu prendre une forme organisée et centralisée permettant une telle mobilisation et son prolongement. Nous en tirons de façon assurée cette première leçon : nulle part ailleurs n'existe encore une organisation trotskyste telle que l'O.C.I., qui, grâce à sa force politique et numérique, aurait tendu à traduire la lutte des travailleurs et des militants contre la normalisation en une unité politique et organisationnelle ainsi qu'à lui donner une forme centralisée. Certes, en France, aussi bien l'unité que la centralisation de ce combat sont restées très loin d'être complètes et assurées. Néanmoins, cette leçon peut et doit être tirée avec certitude, et nous allons en faire la démonstration.

La lutte contre la normalisation et le mot d'ordre de commission d'enquête du mouvement ouvrier international

Depuis l'intervention des cinq armées du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, depuis le diktat de Moscou, nous, trotskystes, avons inlassablement lutté contre la normalisation. Il faut le dire nettement : pendant longtemps, de nombreux militants ne voulaient pas nous croire lorsque

nous disions que le mécanisme de la normalisation, liquidant tous les acquis de 1968, impliquait obligatoirement l'arrestation de tous les militants et dirigeants fidèles à ces acquis, l'organisation des procès montés et même la liquidation physique de certains militants. Si une telle incertitude était plus ou moins normale de la part des militants des P.C., qui ont cru aux promesses de l'appareil de la bureaucratie, elle semblait étrange venant de ceux, membres et dirigeants de la Ligue dite « communiste », qui pourtant s'affirment trotskystes.

Au printemps de l'année 1970, l'O.C.I. et le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est ont lancé conjointement une campagne organisée contre la normalisation avec le mot d'ordre de « **Commission d'enquête du mouvement ouvrier international** » pour faire toute la lumière sur ce qui se passe en Tchécoslovaquie et mettre ainsi un terme à l'arbitraire. Nous reviendrons sur la signification de ce mot d'ordre. Mais lorsque les délégués du Comité d'organisation ont rencontré les militants de la Ligue malencontreusement chargés de faire quelque bruit en direction de l'Europe de l'Est, pour les inviter à s'associer à cette campagne, ceux-ci ont refusé. A ce moment-là, ils avaient deux « arguments » : premièrement, il ne fallait rien faire, car de toute manière la bureaucratie de Prague n'oserait pas frapper (!), et si nous, trotskystes, nous agitions, cela risquerait d'attirer les foudres de l'appareil sur les militants tchécoslovaques et de déclencher

ainsi la répression. Selon la logique perverse des pablistes, la source de la répression n'était donc pas la normalisation, mais la lutte contre la normalisation. Quand nos camarades, conservant leur sang-froid, ont expliqué à ces guignols de la politique que seule, une lutte conséquente pouvait empêcher la normalisation, que telle ou telle attitude des normalisateurs de Prague était même précisément déterminée par les réactions, voire le combat du mouvement ouvrier international, ils ont sorti leur deuxième « argument ». En général, ils en ont toujours deux, le second traduisant presque invariablement leur réserve mentale par rapport à leur propre « position », commençant donc par un « si ». Ainsi, disaient-ils, « si » (!) cependant la bureaucratie commence à frapper, nous (c'est-à-dire eux) déclencherons une campagne encore plus large avec la participation de tous les démocrates. Dont acte...

Dès ce moment, il fallait comprendre, sur ce terrain également, que l'obstacle principal à une campagne unitaire, et même à une campagne tout court, ne provenait nullement des militants du P.C. ou du P.S., mais des centristes, essentiellement de la Ligue. La réaction des quelques militants du P.C. contactés était différente. Sans s'engager à ce moment dans une campagne publique, eux, au moins, avaient des inquiétudes et des doutes sincères, alors qu'ils ne se réclamaient cependant pas du programme de la IV^e Internationale. Nous devons à la vérité d'ajouter qu'au début la Ligue a même refusé d'adhérer au Comité

du 5 janvier, expliquant tout bonnement qu'elle n'était pas d'accord avec le texte définissant ce comité, pourtant unitaire.

Pendant toute cette période, nous nous sommes efforcés de développer une campagne permanente pour mobiliser toutes les tendances et organisations du mouvement ouvrier. Il n'y a pas un autre journal en France, et même dans le monde, qui ait publié autant d'informations sur la normalisation et consacré autant de place à la lutte contre celle-ci qu'**Informations ouvrières**. C'est un fait incontestable. Membre du Comité du 5 janvier, l'O.C.I. y a expliqué patiemment, semaine après semaine, la nécessité de s'adresser aux organisations ouvrières et démocratiques avec le mot d'ordre de commission d'enquête du mouvement ouvrier international. Elle y a trouvé l'appui de certains camarades de ce comité, bien que, de la part de certains autres, l'incompréhension fût manifeste. Et c'est ainsi qu'un meeting unitaire, proposé par l'O.C.I. pour le début de l'été 1970, a pu être repoussé à l'automne et transformé entre-temps en une tribune partisane pour la politique de R. Garaudy. Bien entendu, les camarades du comité ne voulaient exclure ni l'O.C.I. ni qui que ce soit : certains ne demandaient que la « simple » lecture préalable de l'intervention du camarade B. Nagy... L'O.C.I. ne pouvait pas accepter une telle « unité » censurée, n'ayant pas pour objet la défense des militants tchécoslovaques, mais l'avalisation de la politique de Garaudy.

Pour l'unité de la lutte contre la normalisation

Déjà cet exemple démontrait que, même si, apparemment, tout le monde est contre la normalisation, l'unité de la lutte n'est cependant nullement automatique. Que si la Ligue entendait par « unité » l'acceptation de sa ligne politique par ses partenaires (l'explication de son absence du Comité du 5 janvier était éloquent), il y en avait aussi d'autres qui pensaient d'une manière analogue, quoique avec plus de nuances. Ces nuances viennent de la différence qu'il y a entre Garaudy par exemple, qui tient ouvertement la main d'une fraction de l'appareil, et la Ligue, qui est tenue à ne pas le faire ouvertement. Dans ces conditions, l'O.C.I. a fait la démonstration que l'unité contre la normalisation est possible en organisant le meeting unitaire du 7 mai 1971, qui fut un succès, et en y assurant la pleine liberté de parole pour toutes les tendances, comme celles de Jiri Pelikan et de René Dazy du Comité du 5 janvier.

Mais nous n'avons jamais perdu de vue que notre tâche la plus importante est d'œuvrer de façon indépendante pour la mobilisation des organisations ouvrières et de leurs militants. Car même si un comité unitaire est nécessaire (tel que le fut à ce moment celui du 5 janvier) pour impulser la campagne, le but central reste toujours l'unité des organisations contre la normalisation, et c'est là que la lutte de n'importe quel comité trouve également sa pleine

signification. Ainsi, les membres de l'O.C.I., de l'Alliance ouvrière et de l'A.J.S. sont intervenus dans chaque syndicat à tous les échelons. Les nombreuses prises de position de sections locales du S.N.I., du S.N.E.S., du S.N.E.Sup., de la C.G.T.-F.O., de l'U.N.E.F., de la C.G.T., celles de certaines unions départementales ou inter-syndicales, les motions présentées avec plus ou moins de succès aux conférences et congrès syndicaux étaient et sont l'œuvre de ces camarades. C'est aussi un fait incontestable. Il faut souligner, en particulier, que grâce aux interventions répétées, à la campagne incessante ainsi que, bien sûr, à la compréhension de plusieurs dirigeants syndicaux, les congrès de la F.E.N. ont pris position contre la normalisation, faisant leur le mot d'ordre de la commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier.

Mais, avant d'analyser et d'expliquer ce mot d'ordre autour duquel la lutte pour une campagne unitaire a véritablement tourné, sans cesser encore aujourd'hui de le faire, nous devons évoquer certaines expériences pleines d'enseignements utiles. Au cours de l'été 1971, une délégation du Comité de liaison des étudiants des pays de l'Est fut envoyée en Italie afin d'y discuter avec plusieurs organisations des voies et des moyens d'un combat commun contre la normalisation. Deux faits méritent d'être notés. Trentin, dirigeant du syndicat des métallos, a pris position pour la commission d'enquête, s'engageant à propager ce mot d'ordre. Ce ne fut donc pas une surprise pour nous que

d'apprendre, quelques mois plus tard, la prise de position et la lutte des syndicats des métallos italiens pour la libération d'Ochetto.

L'autre fait concerne le groupe Il Manifesto. Aux propositions des camarades du Comité de liaison, Rossana Rossanda a répondu que la commission d'enquête était un mot d'ordre irréal, et que, avant de s'engager dans une campagne, il fallait savoir avec qui. Devant l'insistance mise par nos camarades à connaître quelles étaient, dans ces conditions, les propositions de Il Manifesto, elle répliqua que la direction du groupe examinerait cette question. Par la suite, à un appel téléphonique de Paris, elle répondit que cette direction avait rejeté le mot d'ordre de la commission d'enquête, mais qu'elle publierait dans son journal ses propositions pour une campagne ainsi que la déclaration du Comité de liaison. Depuis, on attend l'une et l'autre publication...

L'attitude des centristes

Les militants ouvriers peuvent ainsi déjà constater à première vue qu'aussi bien en France qu'en Italie on a immédiatement renoncé, à la fois des possibilités pour une mobilisation réelle des organisations syndicales par exemple, et, chez certains groupes, invariablement des centristes de toutes sortes, une attitude caractérisée par l'incompréhension, l'hostilité ou la haine — selon les cas — envers le mouvement ouvrier organisé. Cette première

impression se trouve être la bonne, elle n'a fait que se confirmer par la suite. Notons immédiatement que, en s'opposant à nos propositions, ces groupes n'ont jamais développé une campagne durable et conséquente — fût-elle à part de la nôtre — pour une mobilisation contre la normalisation. Tout au plus ont-ils publié de temps à autre un article ou organisé, à eux seuls, une action isolée et sans lendemain.

A cet égard par exemple, nous avons injustement accusé ci-dessus la Ligue de n'avoir rien fait. Car en réalité, réveillée de sa quiétude bénie par l'arrestation de Petr Uhl et de ses camarades, elle a édité une brochure (janvier 1970) contre l'accusation de « complot trotskyste » lancée par les normalisateurs. Effort louable. Or le trait le plus remarquable de cette brochure est qu'elle ne prend aucune position sur la question de savoir s'il faut, oui ou non, mener une campagne pour la défense des militants arrêtés. Après cet effort littéraire, la Ligue retomba aussitôt dans sa torpeur, se faisant toute petite (cette fois-ci, sans effort), par crainte, sans doute, d'« exciter » les normalisateurs. Son deuxième réveil coïncida avec le procès de Petr Uhl et de ses camarades, un an plus tard : avec toute la publicité convenable pour une telle occasion, ils ont occupé durant trente minutes l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris. Krivine se déplaça en personne pour y expliquer aux fonctionnaires de l'ambassade (!) et à qui voulait l'entendre que la Ligue était contre ce procès. Fort

bien. Mais par malheur, cet acte, dont on se souvenait encore le lendemain, était oublié le surlendemain. Le résultat fut égal à zéro, si l'on ne tient pas compte de l'autosatisfaction — tout ce qu'il y a de petite-bourgeoise — des occupants, qui avaient « fait quelque chose ».

Nous avons déjà certains éléments pour comprendre pourquoi la Ligue, par exemple, a été absente de la campagne unitaire menée pendant ces derniers mois, ou même l'a freinée, et pourquoi, à l'inverse, l'O.C.I. s'est trouvée au cœur de cette campagne. Il est indéniable que, sans la lutte préalable, unitaire et incessante qu'elle a menée pour la mobilisation des organisations ouvrières contre la normalisation, l'O.C.I. aurait été incapable de déclencher et d'animer la contre-offensive face au mécanisme de répression enclenché l'automne dernier. Il y a autre chose. Nous ne révélerons aucun secret en précisant que ce sont des trotskystes qui ont donné les premières informations sur les arrestations au Comité du 5 janvier pour publication. Ils ont su, en outre, établir une collaboration fructueuse avec l'organe tchécoslovaque *Listy*, également pour avoir d'autres informations afin de nourrir continuellement la campagne. Mais ceux parmi les militants tchécoslovaques qui continuent à envoyer régulièrement, jusqu'à aujourd'hui, des informations précises et détaillées au *Monde* peuvent constater que « la bourgeoisie faite journal » continue non moins régulièrement à les enterrer dans ses tiroirs. Rien de plus normal !

La délégation de l'U.N.E.F. à Varsovie

Revenons à cette campagne. Immédiatement après avoir reçu la nouvelle des arrestations, saisissant l'occasion d'une invitation officielle, l'U.N.E.F. envoyait deux camarades à la réunion de l'exécutif de l'Union internationale des étudiants dont elle est membre. Ils étaient mandatés : en même temps que pour réclamer l'application des statuts de l'U.I.E. à l'U.N.E.F. comme à l'ensemble des organisations estudiantines, ils étaient chargés de prendre et faire prendre position contre la normalisation en Tchécoslovaquie. Il est bon de souligner ici qu'une telle possibilité de lutte n'était concevable que pour l'O.C.I. qui, après avoir combattu dans l'U.N.E.F., en avait pris la direction, alors que la Ligue l'avait désertée. Ainsi la campagne unitaire de même que l'attitude anti-organisations par rapport à la lutte contre la normalisation ne tombent ni l'une ni l'autre du ciel. A Varsovie, les deux délégués de l'U.N.E.F. ont sérieusement et publiquement combattu contre la normalisation. Et bien qu'ils aient été expulsés de Pologne, leur action a influencé certaines délégations, et la bureaucratie elle-même s'est trouvée dans l'embarras. La déclaration faite à plusieurs reprises par Valerio Ochetto selon laquelle sa libération était due, entre autres, à l'action des étudiants français, en est une confirmation. Est-il nécessaire de préciser que ces délégués de l'U.N.E.F. étaient aussi membres de l'O.C.I. ?

C'est du meeting convoqué par l'U.N.E.F. le 10 février 1972 pour rendre compte du mandat de cette délégation, et qui se tint avec la participation de plusieurs tendances et organisations et de nombreux professeurs, qu'est sorti le Comité pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est. Il fallait un tel organisme, réunissant différentes tendances et organisations ouvrières ainsi que des personnalités démocratiques, pour assurer la centralisation nécessaire du combat, afin de l'animer et de l'impulser. Dès le début, ce comité s'est constitué sur la base du mot d'ordre de la commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier, qui constitue, en quelque sorte, sa charte. Il est donc indispensable d'expliquer ce mot d'ordre pour répondre aussi à ceux qui penseraient qu'avec lui l'O.C.I., épine dorsale du comité, imposerait sa conception comme condition. Car, même s'il n'exige pas de chacun de ses membres l'adoption de ce mot d'ordre, le comité en tant que tel doit l'avoir à sa base non pas pour faire une fleur à l'O.C.I., mais parce qu'il est juste et correct.

Ce mot d'ordre et les discussions fort animées qu'il a suscitées soulèvent toutes les questions importantes de la lutte politique des révolutionnaires. L'opposition hargneuse qu'y font les centristes, surtout les pablistes, bien qu'elle paraisse peut-être incompréhensible à de nombreux militants, est en réalité tout à fait justifiée de leur part.

Les arguments des centristes

Leurs arguments, si j'ose les qualifier ainsi, peuvent être résumés en trois points. Premièrement, ils disent que la revendication d'une telle commission est irréaliste, étant donné que les P.C. ou les organisations influencées par eux n'accepteraient jamais d'en faire partie. Deuxièmement, même si (tiens ! encore un « si »...) une telle commission pouvait se former, jamais elle ne recevrait la permission d'entrer en Tchécoslovaquie. Troisièmement, ils avancent l'« argument » (qui, soit dit en passant, suffirait à lui seul si les pablistes étaient des gens sérieux) que la défense des militants tchécoslovaques et la lutte contre la normalisation sont l'affaire des communistes, et que, eux, ils ne font jamais cause commune par exemple avec « **des Bergeron et autres Marangé** », comme l'écrit **Rouge** du 27 mai.

Or la première question qui se pose est la suivante : qui, quelles forces sont capables de défendre réellement les militants tchécoslovaques et, partant, de freiner et d'arrêter le processus de la normalisation ? A cette question, la seule importante, toute personne normalement constituée — et pas seulement les militants ouvriers pour qui cela va de soi — répond que c'est le mouvement ouvrier, ce sont les organisations ouvrières qui, unies, sont les plus qualifiées et les plus efficaces pour mener à bien ce combat. Bien évidemment avec tous les démocrates sincères, mais c'est au mouvement ouvrier de prendre l'initia-

tive et c'est encore lui qui constitue l'axe de cette mobilisation, de ce large front commun. Quelle comparaison tant soit peu sérieuse pourrait-on faire entre la force et l'efficacité des organisations ouvrières, de la mobilisation organisée de leurs militants, et celle d'actions isolées, de caractère désespéré, sans lendemain ? A qui les Krivine et Cie veulent-ils faire croire que l'« occupation » de l'ambassade tchécoslovaque a plongé dans le désarroi les normalisateurs ? Veut-on se moquer des militants tchécoslovaques ? D'un autre côté, on nous explique parfois que des actions comme la collecte de signatures de personnalités connues peuvent avoir le même effet.

Rien n'est plus loin de notre attitude que de nous opposer aux actions diverses entreprises par des personnalités connues. Bien au contraire, nous les saluons et nous faisons tout notre possible pour les associer sous les formes les plus diverses à la campagne contre la normalisation. Mais précisément, nous voulons voir ces actions non pas en elles-mêmes, comme — hélas ! — elles apparaissent de temps en temps sur les colonnes de tel ou tel journal, isolées de tout, mais au contraire intégrées organiquement à une campagne d'ensemble et la renforçant, campagne dont et l'ampleur et la continuité, sans parler de la puissance, ne peuvent être garanties que par les organisations ouvrières et la mobilisation de leurs militants.

Car quel est le problème essentiel qui se trouve au fond de cette discussion ? Est-il vrai que seul,

le mouvement ouvrier international peut défendre efficacement les militants tchécoslovaques ? Les « arguments » des centristes donnent une réponse négative à cette question. Car si, comme ils le disent, le mouvement ouvrier n'est pas mobilisable, c'est-à-dire si les mots d'ordre visant ce but sont « irréalistes », il ne reste qu'à choisir ou bien de ne rien faire, ou bien de chercher autre chose. Et puisque les pablistes cherchent — et trouvent — cette « autre chose », sans même essayer de mobiliser le mouvement ouvrier, ils nient, en fait, que le mouvement ouvrier soit la force décisive.

On retrouve donc bien à propos de la lutte contre la normalisation ce qui constitue leur caractéristique principale : l'opposition à l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes, dans toute lutte sociale et politique en général.

C'est ce problème de principe qui est au cœur de cette discussion. Tout espèce d'« argument » visant à expliquer leur refus de lutter pour la commission d'enquête n'est qu'un paravent pour dissimuler ce problème de fond. D'autres militants, qui ne s'opposent pas à ce mot d'ordre, qui même le font leur, argumentent souvent qu'à côté de la commission d'enquête toutes les autres actions sont également bonnes. Ils établissent une équivalence entre un mot d'ordre centré sur la mobilisation du mouvement ouvrier et n'importe quelle autre action contre la normalisation, imaginant sans doute qu'ils ont de la sorte ajouté quelque chose. Or il n'y a aucune équivalence entre la force qui est décisive pour n'importe quel combat

et diverses sortes d'actions, si spectaculaires soient-elles. Cette deuxième position est une forme inavouée, ou innocente, ou encore ignorante — comme le lecteur le voudra — de la négation de l'hégémonie du prolétariat. En règle générale, elle est le fait de centristes pour ainsi dire immatures, inconséquents ; elle n'est parfois que le fruit de l'ignorance, de l'inexpérience chez des personnes pleines de bonne volonté.

En ce qui concerne donc cette divergence considérée dans son ensemble, qu'elle se situe sur le terrain de la discussion ou sur celui de l'activité pratique, une première conclusion s'impose déjà : le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, en adoptant le mot d'ordre de commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier, s'est situé lui-même à l'intérieur du mouvement ouvrier ; il a mis au centre de son activité la mobilisation de cette force, décisive dans n'importe quelle bataille, cependant que c'est en dehors de celle-ci et sous des formes qui en reflètent l'abandon délibéré que se donnent carrière les agissements des pablistes de la Ligue.

C'est ainsi que vient au jour, en dépit de tout leur verbiage, non seulement le caractère de classe, mais aussi l'aspect que prend continuellement leur politique : faisons « autre chose », laissons le mouvement ouvrier « tranquille », c'est-à-dire sous la direction des appareils. On ne peut donc que saluer le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Eu-

rope de l'Est pour avoir compris et adopté le mot d'ordre de la commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier. Que celui-ci ait été formulé et proposé par l'O.C.I., c'est simplement dans l'ordre des choses !

Le contenu de classe des divergences

Dans l'abstrait, on pourrait évidemment discuter longuement pour savoir si, oui ou non, des P.C. entreraient dans une telle commission, ou encore si celle-ci parviendrait à se faire délivrer un visa pour la Tchécoslovaquie. Quelle passionnante discussion de salon pour petits-bourgeois avertis ! Car la question est mal posée. Il s'y exprime une vue statique, mécanique sur un problème, une lutte politique qui, par leur essence, comportent une contradiction, une dynamique, donc une dialectique interne. Mais faire comprendre cette contradiction, cette dynamique à ces gens ? Chacun sait que, dès qu'ils commencent à « raisonner », il devient impossible d'introduire une seule notion dialectique dans leurs têtes, à la fois obtuses et sophistiquées.

Encore que... cette façon de considérer les P.C. comme un bloc où les militants et l'appareil formeraient un ensemble homogène pourrait bien être le fruit, non d'un quelconque effort de réflexion, mais d'un réflexe politique. Les pablistes n'ont-ils pas écrit que « l'hégémonie de la bureaucratie provient d'une délégation du pou-

voir de la classe ouvrière... » ? Ne résulte-t-il pas de là une identité de nature entre les militants communistes qui veulent lutter pour le socialisme et l'appareil qui trahit cette lutte ? Y'a-t-il contradiction ou non ? Et s'il y en a, est-elle déterminante, ou seulement contingente ? Et si l'appareil et les militants forment un bloc uni, comme l'« argument » de la Ligue le suppose, comment faut-il interpréter l'affirmation de cette même Ligue que la défense des militants tchécoslovaques est l'affaire des seuls communistes ? Celle de Krivine et de Duclos ?... On ne peut pas escamoter ces questions. Toute une politique se révèle ici.

Nous avons tous vu, par rapport à la Tchécoslovaquie notamment, comment s'exprimait cette contradiction entre les militants des P.C. et la politique de l'appareil. Que ce dernier a été obligé de manœuvrer ; en dépit de ces manœuvres, la contradiction s'est aggravée. Mais non pas automatiquement. Même si l'indignation de ces militants était et est plus ou moins spontanée face à la normalisation, leur lutte et leur mobilisation ne peuvent, ne pouvaient pas l'être. La question est de savoir quelle est la perspective et quelles sont les formes de lutte qui peuvent effectivement traduire en pratique leur volonté de se battre. L'occupation de l'ambassade tchécoslovaque ? Certainement pas. Même la parution occasionnelle de signatures de personnalités, aussi bien intentionnées soient-elles, ne change pas grand-chose. Le mot d'ordre de la commission d'enquête du mouvement ouvrier

international est, par contre, saisissable pour tous les militants ouvriers, y compris les membres du P.C., pour centraliser et développer leur lutte contre la normalisation, sur leur propre terrain, dans leurs propres organisations. C'est donc une revendication qu'ils peuvent faire leur ; elle ne pose aucune condition préalable et ultimatisée concernant leurs rapports avec leurs organisations. Elle est donc réellement unitaire.

L'appareil du P.C.F. obligé d'intervenir

Ce n'est pas par hasard si, plus le combat sous ce mot d'ordre a pu réellement se développer, plus le danger s'est profilé pour l'appareil de perdre son contrôle sur les militants et plus il a été obligé d'intervenir. Jusqu'à une certaine limite et à sa manière, ajoutons-le tout de suite. Non, le P.C.F. n'est pas prêt à entrer dans une commission d'enquête — celle-ci étant imaginée d'ailleurs comme chimiquement pure, issue d'un accord réalisé au cours d'une réunion. Non, une commission n'obtiendrait probablement pas de visa pour enquêter librement en Tchécoslovaquie. Mais visa ou pas, Roland Leroy y a été vite dépêché pour rédiger avec Husak une déclaration destinée à apaiser l'inquiétude des militants communistes. Entré dans une commission d'enquête ou pas, Georges Séguy bien été obligé de répondre longuement à cette proposition

lors du 38^e congrès de la C.G.T. Qui pourrait nier que ces interventions, non pas pour combattre la normalisation mais pour se justifier auprès des militants, ont contribué à freiner la répression en Tchécoslovaquie, sinon à empêcher la réalisation complète du plan préalable de répression ? Et, comme par hasard, le camarade Dupont à qui Séguy a dû répondre appartient, lui aussi, à l'O.C.I. Si, par contre, un militant de la Ligue s'était trouvé — par un miracle extraordinaire ! — au congrès de la C.G.T., lui pour qui la Tchécoslovaquie est l'affaire des seuls communistes, qu'aurait-il pu dire ou proposer ? Vaines suppositions...

Il est regrettable de constater qu'il existe encore des personnes qui se disent révolutionnaires et qui n'ont pas compris que l'issue d'une campagne politique se décide uniquement par et à travers la lutte. Pour des jeunes susceptibles d'être influencés par de grands mots et de « grandes actions », nous ajoutons cependant que c'est justement le combat qu'on évite en s'opposant au mot d'ordre de commission d'enquête et en le remplaçant par de pseudo-luttes. Car entre un combat véritable et une lutte à la Don Quichotte, aussi bruyante et fatigante soit-elle, il y a une différence notable. Une lutte réelle se place sur le terrain où les véritables problèmes décisifs sont concentrés et a pour enjeu leur solution. On ne peut pas qualifier de lutte des agissements capricieux qui ne dérangent personne, qui laissent complètement indifférent le mouvement ouvrier où, précisément,

sont concentrés tous les problèmes de notre époque, y compris la normalisation et la lutte contre celle-ci. Avec notre mot d'ordre, la lutte s'engage par rapport au mouvement ouvrier, et voilà qu'en fonction même de cette lutte, les données, supposées statiques, du P.C. se sont révélées en réalité dynamiques — jusques et y compris l'intervention de la direction. Il en est ainsi parce que cette lutte a été menée sur la base de nos aspirations communes avec les militants du P.C., mais au niveau de leur compréhension. C'est de cette manière que leur mobilisation pouvait être effective et réelle.

Une promesse faite avec duplicité

Bien évidemment, si la promesse arrachée à Husak et à la direction du P.C.F. de ne pas permettre la poursuite des militants tchécoslovaques constitue un succès, elle ne signifie nullement une victoire décisive. D'autant moins que ceux qui l'ont faite sont pleins de duplicité. Mais de cela, les militants des P.C. ne sont pas sûrs. S'ils étaient déjà convaincus de la duplicité et du caractère traître de l'appareil, ils ne se trouveraient pas dans ces partis ou influencés par eux. Comment les convaincre, c'est-à-dire comment poursuivre le combat contre la normalisation ? Car s'ils ne voyaient que des mascarades à l'ambassade tchécoslovaque, ou même des signatures pleines de bonne volonté,

ils resteraient dans leur parti jusqu'à l'éternité. Et en cela ils n'auraient pas tort.

La réponse à la question posée est très simple. Elle concerne le caractère même de la campagne contre la normalisation et pour la défense des militants. Si, en effet, une telle campagne était conçue comme une demande adressée à l'appareil en Tchécoslovaquie de ne pas normaliser, ou à la direction des P.C. de faire quelque chose, elle serait subordonnée à l'appareil lui-même, ne se situerait pas au niveau de la compréhension des militants du P.C. mais s'alignerait sur leurs illusions. La différence entre ces deux attitudes est insaisissable pour les sectaires et les opportunistes. En bref, il fallait que la campagne soit, dès le début, un combat dirigé contre l'appareil stalinien lui-même.

Or le mot d'ordre de la commission d'enquête est précisément celui d'un combat réel contre le stalinisme et son appareil. Il exprime ouvertement une attitude de méfiance envers cet appareil contre-révolutionnaire et est dirigé contre lui, puisqu'il réclame une enquête, c'est-à-dire la lumière publique sur ses actions, mettant ainsi au premier plan le contrôle des travailleurs, qui implique la démocratie ouvrière. Rejeter ce mot d'ordre, c'est rejeter le combat, qu'on l'explique ouvertement ou qu'on essaie de le cacher. De ce point de vue, les militants du P.C. ont cet avantage sur les partisans qu'en saisissant bien le contenu de ce mot d'ordre, ils expliquent sincèrement qu'ils ne veulent pas de rupture avec leur

direction. Par rapport à ces militants, le bilan de la campagne menée pendant ces derniers mois pour la défense des militants tchécoslovaques emprisonnés apparaît contradictoire. D'une part, surtout à partir de la campagne développée dans les organisations ouvrières pour la commission d'enquête, ils se sont mobilisés par milliers pour faire pression sur leur direction, reprenant sous des formes diverses et à leur manière l'idée de la commission d'enquête. Mais, d'autre part, ils n'étaient pas encore prêts à réclamer ouvertement cette commission avec les militants des autres organisations face à l'appareil. Cette contradiction est néanmoins déjà un considérable pas en avant. Ils ont fait l'expérience que les trotskystes avaient raison en expliquant que la normalisation implique l'arrestation des militants, et que l'appareil a menti.

Après toutes ces expériences, après la campagne menée en commun pour la libération de Pachman, nombreux sont ceux, parmi eux, qui regardent différemment les trotskystes et leurs arguments. S'ils ont encore besoin d'autres expériences, sur la valeur des promesses récentes par exemple, celles-ci leur ouvriront davantage les yeux. Qui ne voit que la campagne pour la défense des militants tchécoslovaques est en même temps l'une des formes du processus de la construction du parti révolutionnaire ? Nous sommes loin de ce bloc cher aux partisans entre militants et appareil ; les centristes démontrent ainsi qu'en réalité ils ne veulent pas de la construction du parti.

D'autres « arguments » contre la commission d'enquête

Nous reviendrons sur ce processus, mais il est encore nécessaire de répondre aux autres « arguments » avancés contre la commission d'enquête. Il fallait expliquer, peut-être longuement, le problème du P.C., car c'est effectivement le plus important. Mais nous n'avons jamais dit ou pensé que, pour la réalisation de la commission d'enquête du mouvement ouvrier international, la participation du P.C. est absolument indispensable, qu'elle en est la condition. Le mouvement ouvrier ne se compose pas seulement du P.C. et des organisations sous son influence. Ce n'est pas une nécessité absolue que le P.C. participe à une telle commission. En tout cas, si cette commission pouvait se former avec la participation effective de la majorité des organisations ouvrières, la volonté et l'ampleur de la lutte des militants du P.C. en seraient considérablement renforcées. Cela suppose une telle mobilisation que la vue statique d'un « bloc P.C. » serait volatilisée dans ce processus dynamique. Dans un tel cas, nous laisserions volontiers le soin à la direction du P.C. d'expliquer à ses militants la raison de son absence. Il lui était déjà très difficile de le faire aux mois de mars-avril-mai lorsqu'un véritable front uni des organisations ouvrières se dessinait en France pour la défense des militants tchécoslovaques, pour la libération de Pachman.

Les mêmes considérations s'appliquent à l'éventualité du voyage d'une telle commission à Prague. Elle n'aurait pas de visa? Et alors?... L'essentiel est qu'il suffit pour les normalisateurs de réaliser que le mouvement ouvrier international est mobilisé, qu'il s'est dressé d'une façon organisée contre la normalisation. Et ce mouvement ouvrier trouverait certainement le moyen de parvenir en Tchécoslovaquie même. Tout dépend du degré de sa mobilisation, et c'est encore et de nouveau une question qui se règle par la lutte. Qui peut affirmer que, dans le cas d'une mobilisation de l'ensemble des organisations syndicales et politiques des travailleurs, les P.C. et les organisations sous leur influence pourraient rester en dehors et indifférents? Ou bien que, face à une telle mobilisation, les normalisateurs pourraient réaliser leurs plans? Uniquement des gens à qui le mouvement ouvrier, avec ses méthodes et les lois internes de son développement, est complètement étranger. Des gens qui, dans leur servilité vis-à-vis de l'appareil, conçoivent les P.C. comme un bloc non seulement uni, mais dont l'« unité » serait cimentée une fois pour toutes et pour toujours, de façon mécanique, fatale, par l'appareil, et raisonnent comme si cet appareil, dieu insensible à l'égard des militants du parti qu'il contrôle, était un dieu universel, non moins insensible et déterminant à l'égard du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Ce qui échappe complètement aux pablistes, c'est que, si l'appa-

reil et sa politique régissent le mouvement ouvrier, ils subissent à leur tour l'influence de celui-ci, transmise par les militants du P.C., par les autres organisations et par l'organisation révolutionnaire elle-même. C'est la dialectique des rapports changeants entre la classe et les appareils, entre les militants et les appareils, ainsi qu'entre la classe, l'organisation révolutionnaire et les appareils, rapports en interaction et en pleine évolution dialectique, donc contradictoire, faite essentiellement de sauts brusques, de reculs et de modifications imprévues, c'est tout cela qui est absent chez les pablistes et les centristes en général. De ce point de vue, l'appareil stalinien, gardien vigilant de ses propres intérêts, n'est pas si insouciant. Il ne peut pas se permettre une telle attitude de négligence à l'égard du mouvement ouvrier, de ses militants et de ses organisations.

La pureté proverbiale de la Ligue

Ce n'est pas tout. Pour justifier son refus de la commission d'enquête et de la campagne unitaire, la Ligue — dont la pureté proverbiale est généralement connue depuis le Comité du milliard pour le Vietnam — explique qu'elle ne participera à aucune action à côté des réformistes du P.S., de la F.E.N. ou de la C.G.T.-F.O. Pour elle, voyez-vous, la défense des militants tchécoslovaques est l'affaire des seuls communistes. Ses dirigeants « oublient » cependant

de préciser qui sont exactement ces communistes, et où ils se trouvent. Néanmoins, ils ne font nul secret que, pour eux, il s'agit de Marchais, Duclos et autres staliniens. Il en ressort que la Ligue établit dans le mouvement ouvrier une échelle de valeurs sur laquelle les staliniens sont en bonne place, tandis que les réformistes en sont éliminés. Une conception bien curieuse d'où a disparu, comme par enchantement, le fait que le stalinisme est passé (lui aussi!) « définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».

Lorsqu'elle refuse la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier en prétextant de la critique des réformistes, il faut rappeler que la Ligue manque d'originalité : elle a un précurseur qui, au début des années trente, avec le même « argument », a empêché le front uni des travailleurs allemands et a frayé ainsi la voie à Hitler. Ce précurseur s'appelait Staline. Il faut en tout cas avoir une bonne dose de haine envers le mouvement ouvrier pour interdire (!) aux travailleurs réformistes et à leurs organisations la défense des acquis socialistes et celle de leurs représentants en Tchécoslovaquie! La position et les explications de la Ligue à l'égard de la commission d'enquête ont une logique implacable. C'est ainsi que, à une réunion de la commission administrative du Syndicat des chercheurs scientifiques, au mois de mars 1972, nos camarades avaient proposé que ce syndicat, affilié à la F.E.N., donnât son adhésion à la campagne de signatures déclenchée par la F.E.N. et la Ligue des droits

de l'homme. Les staliniens, en déclarant que cette proposition constituait une tentative de division (!), votaient contre ; et nos pablistes de la Ligue, en déclarant qu'ils voulaient bien lutter contre la normalisation, mais pas avec les réformistes, votaient également contre. Ainsi donc (et bien sûr avec des « arguments » différents), staliniens et pablistes ont repoussé ensemble la proposition et laissé ce syndicat à l'écart du front commun des organisations. La pratique a ainsi répondu à la question de savoir qui sont les communistes pour la Ligue. Et cela indépendamment de la volonté personnelle de quelques militants de la Ligue qui, dans le même syndicat, avaient signé pour exiger la liberté pour Pachman ou Boukovski.

Une remarque indispensable

Il est impossible de ne pas remarquer que cette noble aversion à l'égard des réformistes, de tous ceux qui ne sont pas « communistes » (patentés par la Ligue), s'exerce très curieusement. Toujours contre les réformistes du mouvement ouvrier! Jamais contre ceux qui sont en dehors du mouvement ouvrier! Avec ces derniers, la Ligue est toujours prête à collaborer. Contre la commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier, par exemple, la Ligue a proposé (et s'est contentée de proposer) un tribunal qu'elle baptisait « rouge », sans doute pour être plus « communiste », avec la participation de personnalités : parmi elles des

réformistes, des intellectuels bourgeois, etc. La Ligue ne défend donc si ardemment sa pureté que contre les organisations ouvrières, contre le mot d'ordre de la commission d'enquête œuvrant pour leur unité. Cela a été confirmé plusieurs fois, notamment lorsque les dirigeants de la Ligue ont refusé de lutter et de signer pour la libération de Pachman — mais voyons, à côté de Bergeron! —, cependant que Krivine et Michaloux se sont empressés de signer un texte anodin à côté de Jules Moch, de Victor Fay, de Maurice Clavel, eux, sans doute, étant des « communistes ».

La campagne menée contre les arrestations et pour la libération de Pachman a confirmé la justesse de notre mot d'ordre. Elle a démontré qu'autour de celui-ci, il est possible d'unifier et de centraliser le combat, de réaliser l'unité des organisations. Les épisodes de cette campagne sont connus des militants. Nous n'y reviendrons pas, bien que l'analyse de ses détails confirmerait encore plus tout ce que nous avançons.

Au moment où nous écrivons ces lignes, il est permis de dire que la réalisation du plan des normalisateurs exposé dans le rapport de Bilak, et qui visait à écraser définitivement la résistance tchécoslovaque et à resserrer ainsi le nœud coulant sur l'ensemble du mouvement ouvrier international, a été bloquée à mi-chemin. Dans le combat entre le stalinisme et le mouvement ouvrier international, ce dernier a pu empêcher que le stalinisme, en menant jusqu'au bout la nor-

malisation en Tchécoslovaquie, ne renforce son contrôle sur les travailleurs du monde entier. Il est hors de doute que c'est par sa mobilisation unitaire contre les arrestations et pour la libération de Pachman que le mouvement ouvrier, par ses propres méthodes, a remporté un succès au compte, non seulement des militants tchécoslovaques, mais aussi de l'ensemble de la classe ouvrière, contre le stalinisme.

L'unité combattante des organisations ouvrières

Dans cette lutte, c'est à l'unité combattante des organisations ouvrières que revient la première place. Sans elle, notre succès à tous aurait été impensable. Mais, leçon importante, elle n'a pas été facile à obtenir. L'unité des organisations ouvrières est aussi fragile que les succès remportés par elles : une fois obtenus, ils sont immédiatement remis en question. La suspension momentanée des arrestations de dirigeants, la libération de Pachman ne doivent pas nous faire oublier que Prchlik, Lederer, Mravec et d'autres crouissent encore en prison, souvent sans jugement, comme Hübl, Bartosek, Hochman, Kyncl, Sabata et tant d'autres, et que la menace de leur arrestation pèse sur tous les militants et dirigeants de 1968 encore en liberté comme une épée de Damoclès. Pour la victoire, rien n'est assuré ; exactement comme rien n'est assuré en ce qui concerne l'instrument de la victoire, l'unité des organisations.

Au cours même de la campagne, nous avons dû lutter chaque jour pour faciliter et assurer cette unité. Elle n'était et n'est pas évidente, même si le but affiché est le même. En effet, derrière les opérations contre l'unité, telle que le torpillage de la conférence de presse unitaire de la F.E.N., de la Ligue des droits de l'homme, du P.S. de la C.G.T.-F.O., etc., par le P.S.U. et la C.F.D.T., ou derrière d'autres manœuvres encore, il y a la peur de voir se réaliser cette unité. Il serait alors beaucoup plus difficile d'expliquer aux travailleurs pourquoi, si l'unité peut se faire pour la Tchécoslovaquie, elle ne serait pas possible aussi sur d'autres questions. C'est donc un précédent dangereux. Et l'on voit ici encore une fois apparaître en pleine lumière le lien organique qui rattache la campagne contre la normalisation et la lutte militante dans chaque pays. A cet égard encore, la Ligue se définit comme représentant tous ceux qui détachent cette campagne de leur activité militante quotidienne, qui la conçoivent comme une chose à part, surajoutée.

Le rôle des trotskystes

Or, dans toute cette campagne, le rôle d'animateur, l'initiative ont été assurés par les trotskystes, par leur organisation révolutionnaire. Et il ne pouvait en être autrement. Car pour nous, militants de la IV^e Internationale, l'unité organique du mouvement ouvrier international et des combats qu'il livre découle de notre

programme. Nos tâches, dans nos pays respectifs, sont indissolublement liées aux tâches internationales du mouvement. Car nous choisissons nos mots d'ordre en fonction des besoins profonds de la classe ouvrière internationale, et non pas par rapport à telle ou telle tâche comprise isolément. La commission d'enquête du mouvement ouvrier international n'est pas seulement le mot d'ordre permettant la mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier et son unité, pas seulement celui par lequel on peut effectivement et efficacement défendre les militants tchécoslovaques, mais encore — et justement pour ces raisons — il contribue puissamment à réaliser notre objectif principal, la construction du parti révolutionnaire. Nous ne prétendons pas, cependant, que ce mot d'ordre soit parfait, unique. Nous en accepterions un meilleur, si une organisation ou un militant voulaient bien nous le proposer.

Il est certain que tous les militants ouvriers sont convaincus, les membres du P.C. également, que, si l'O.C.I. avait une position aussi forte dans le mouvement ouvrier que le P.C.F., la commission d'enquête serait une réalité, et le processus de la normalisation serait très sérieusement perturbé. De fait, il y a un rapport étroit entre l'ampleur de la lutte contre la normalisation et le rôle, l'influence et la force de l'organisation révolutionnaire. Ce rapport n'est cependant pas non plus statique. Nous avons expliqué plus haut comment cette lutte bouleverse le prétendu « bloc » entre les militants et les appa-

reils, principalement l'appareil stalinien. Dans son développement, elle mène à la libération des travailleurs et de leurs militants de l'emprise des appareils. C'est donc un facteur très important du processus de la construction du parti.

Il y a des camarades qui parlent et écrivent beaucoup à propos de cette construction. Ainsi en est-il de **Workers Press**, le quotidien de la S.L.L., qui a également publié quelques articles relatant les arrestations en Tchécoslovaquie. Ces articles sont peu nombreux et, après avoir relaté les faits, ils se terminent presque invariablement en rappelant que les ouvriers tchécoslovaques ont besoin d'un parti, qu'il faut donc construire un parti. Noble intention. Mais nos camarades de la S.L.L. qui, par ailleurs, voudraient nous instruire en dialectique, ne disent jamais comment construire ce parti. Il nous semble, à nous qui n'avons pas encore compris la « philosophie marxiste », que ces prises de position de la S.L.L. — encore qu'assez minces — en faveur des militants tchécoslovaques n'ont jamais inspiré à celle-ci une campagne quelconque, même non unitaire. La solidarité abstraite s'accompagne donc d'une construction abstraite du parti en direction des militants du P.C. britannique par exemple. Ecrivant sur le 38^e congrès de la C.G.T., **Workers Press** a oublié de mentionner l'intervention du camarade Dupont et la réponse de Séguy. Ailleurs, avec cinq autres faits divers, le quotidien de la S.L.L. annonce la libération de Pachman, sans dire ni pourquoi ni comment.

« **Briefly** »... Beaucoup d'abstractions, vraiment beaucoup pour des dialecticiens. N'y a-t-il pas une parenté certaine entre ce véritable fossé séparant la théorie de la pratique et la « philosophie marxiste » ? Notre opposition à cette « philosophie » y trouve son explication.

Nous pensons, éclairés aussi par cet exemple, que la campagne contre la normalisation avec pour mot d'ordre la commission d'enquête épouse le processus de la construction du parti. Elle permet aux trotskystes, comme nous l'avons vu effectivement, de tisser des liens nombreux avec les différentes couches de militants, d'enraciner leur organisation dans la classe ouvrière, d'ancrer cette organisation dans le mouvement ouvrier et d'élargir son rayonnement. L'isolement des trotskystes par rapport à leur propre classe, par rapport au mouvement ouvrier, est définitivement révolu — grâce aussi, qui pourrait le nier, à cette campagne. L'O.C.I., l'Alliance ouvrière, l'A.J.S. font partie du mouvement ouvrier, reconnues comme telles par tous les militants. Elles œuvrent pour le regroupement des organisations ouvrières et de leurs militants à l'échelle nationale et au niveau local, comme nous le voyons à travers les campagnes successives ainsi que les meetings locaux contre la normalisation. Les militants de la IV^e Internationale, ceux de l'O.C.I. notamment, savent pertinemment que, s'ils peuvent jouer ce rôle pour la défense des militants tchécoslovaques, ils n'occupent pas pour autant une place dirigeante dans la lutte des classes en général.

Mais ils savent aussi que, par cette campagne, en affermissant leur propre influence et leur indépendance, ils fraient la voie qui mène à la réalisation de cet objectif.

La campagne contre la normalisation se poursuit. L'O.C.I. et ses

militants occuperont la place qui leur revient, ils assumeront les responsabilités qui leur reviennent; de même qu'ils continueront, par cette voie également, la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

COMITE POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DES EMPRISONNES POLITIQUES EN EUROPE DE L'EST

BULLETIN D'ADHESION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

J'adhère au **Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politique en Europe de l'Est.**

Je verse francs de soutien.

- au C.C.P. Alain Challier 31.574-74 La Source (mentionner dans la partie réservée à la correspondance : pour le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est) ;
- par chèque bancaire ci-joint ;
- par mandat-poste ci-joint.

A remplir et retourner à :

Alain CHALLIER,
48, rue Louise-Michel,
92 - Levallois-Perret.

Permanence du Comité :

Bureau national de l'U.N.E.F.,
15, rue Soufflot,
Paris-5^e.

GIEREK face aux grévistes de Szczecin

Procès-verbal de la rencontre entre Edward Gierek, premier secrétaire du P.O.U.P., accompagné d'autres membres du Bureau politique, et les ouvriers des Chantiers navals Adolf Warski à Szczecin le 24 janvier 1971.

REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ENREGISTREMENT
MAGNETIQUE EFFECTUEE PAR LES TRAVAILLEURS DU PORT.

S. E. L. I. O.

SOCIETE D'EDITION, LIBRAIRIE, INFORMATIONS OUVRIERES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75 - PARIS (10°)

Prix : 16 F - Envoi franco contre 17 F au C.C.P. SELIO 31.697-97 La Source

VA-T-ON LAISSER LES PROCES DE MOSCOU RECOMMENCER ?

Les membres encore en liberté du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques viennent d'annoncer l'arrestation à Moscou du communiste Pierre IAKIR par la police politique soviétique (le K.G.B.), pour prétendues « agitation et propagande antisoviétiques ».

Le « crime » de Pierre IAKIR, aujourd'hui, c'est de prétendre rester fidèle au bolchevisme dont il n'a jamais cessé de se réclamer.

Aucun prétexte ne peut permettre à personne d'éviter de se prononcer.

C'est pourquoi le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Est, qui fut il y a quelques mois l'initiateur de la campagne qui aboutit à la libération du communiste tchécoslovaque Ludek PACHMAN, s'adresse à tous les travailleurs et militants communistes, socialistes, à tous les démocrates, pour qu'ils prennent leurs responsabilités, pour qu'ils empêchent que les procès de Moscou ne se répètent, pour qu'ils arrachent IAKIR aux griffes des héritiers de Staline.

Nous demandons à chaque signataire de l'appel pour la libération de PACHMAN d'envoyer personnellement une lettre à Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel - 92 - Levallois-Perret, exigeant la libération de IAKIR.

Le structuralisme, stade suprême de l'obscurantisme

par Antoine Thivel

Le XIX^e siècle était le siècle de l'histoire, le nôtre est celui du structuralisme.

Quelles que soient les positions qu'on adopte au sujet de l'histoire et des sciences de l'homme, on ne peut nier que, vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, ces disciplines ont connu un changement d'orientation. Alors que, jusque-là, les faits étaient essentiellement envisagés dans l'ordre de leur succession, et qu'on cherchait à les expliquer en remontant dans le passé et en découvrant d'autres faits qui en étaient les causes, au tournant du siècle une nouvelle manière de voir s'est fait jour : les doutes sur la valeur causale et explicative du lien entre le passé et le présent et sur la possibilité de prolonger la chaîne causale vers l'avenir, par conséquent de faire des prévisions, se sont accumulés. Les savants ont alors cherché un autre mode

d'explication : dans la liaison des faits entre eux, saisis à un certain moment de leur évolution. On découvrait et on appliquait aux sciences de l'homme la notion de système.

Certes, il n'y avait rien là de répréhensible. Que les phénomènes soient organisés en systèmes, c'est ce qu'on avait reconnu depuis longtemps dans toutes les sciences, à commencer par les sciences de la nature et de la vie. La première, l'astronomie a donné aux hommes l'idée que les choses de ce monde fonctionnaient comme un système cohérent. Cette constatation est toujours le premier pas vers leur compréhension. Le système solaire, la circulation du sang, l'unité de l'organisme animal, la comparaison entre un organisme vivant et une société, autant de découvertes qui ont marqué dans le passé les progrès de l'esprit humain. A plus forte raison devait-on forcément

découvrir, un jour ou l'autre, dans les tentatives pour créer des sciences de l'homme, que les faits de civilisation, le langage, la société et le psychisme individuel étaient des systèmes, étant donné que l'homme est le plus hautement organisé des vivants. La découverte de l'importance de la notion de système en linguistique, en psychologie, en sociologie était incontestablement un progrès.

On peut comprendre également que, dans un premier temps, sous le coup de cette découverte, les savants aient eu tendance à exagérer fortement l'importance du système et à négliger l'aspect historique des phénomènes. C'est ainsi qu'en histoire, certains introduisent, de nos jours, une séparation radicale entre l'histoire dite « événementielle » (la « successivité ») et l'histoire structurale, la description des régimes et des époques comme formant des tous cohérents. Or il n'y a aucune contradiction entre les deux : les événements sont les conséquences visibles des causes profondes, qui agissent aussi bien dans l'ordre de la structure que dans celui de l'histoire. De telles déformations étaient inévitables, et se sont produites effectivement dans toutes les sciences dont nous avons parlé. Mais tant que la science continue à se construire, cela n'est pas très grave : les spécialistes discutent de ces questions, et, s'ils s'en tiennent à l'observation rigoureuse des faits, il n'y a pas de raisons pour qu'ils ne remettent pas la recherche sur ses rails dialectiques.

Mais le phénomène auquel nous assistons avec le développement du struc-

turalisme est tout autre chose. Le structuralisme est une doctrine qui prétend s'imposer à toutes les formes de connaissance, quoique pour le moment il ait surtout triomphé dans les disciplines « littéraires » (il y a des raisons à cela ! la théorie de l'information utilise largement les mathématiques, mais l'inverse n'est pas vrai...). Mais cette doctrine est en passe de devenir un dogme : qui n'a pas lu Lévi-Strauss et Roland Barthes, qui est incapable d'interpréter un mythe grec d'après les systèmes de parenté et un roman de Balzac d'après la théorie des « actants » doit être voué aux gémonies. Le structuralisme règne absolument sur toutes les écoles de linguistique (ou presque), sur la sociologie, la psychologie, la pédagogie, la psychanalyse. Dans les revues intellectuelles du P.C.F., il fait bon ménage avec le « marxisme » ; les diverses variétés de gauchisme en font leurs choux gras ; il donne un vernis de modernisme aux projets du ministère de l'Éducation nationale, de la pédagogie « nouvelle », aux mathématiques « modernes » et à la réforme du français. Si l'on n'est pas structuraliste, il faut se réclamer de lui pour avoir l'air à la page. Le structuralisme est en train de réaliser ce que ni le bergsonisme, ni le christianisme social, ni l'existentialisme n'avaient réussi dans les universités des pays capitalistes : faire l'unanimité, l'unité de l'idéologie. Si, comme nous le pensons, les marxistes n'ont pas à emboîter automatiquement le pas aux nouveaux pontifes, mais à critiquer la nouvelle théorie, nous devons nous demander ce qu'est le structuralisme, et comment il s'explique.

QU'EST-CE QUE LE STRUCTURALISME ?

Cette question forme le titre d'un ouvrage collectif paru aux Editions du Seuil en 1968, et qui contient des études de linguistique, de littérature et de sociologie. Dans l'**Introduction** (de François Wahl), il est dit que le struc-

turalisme « a bouleversé le champ des défuntés sciences humaines », et qu'il est la science des signes et des systèmes. Jusque-là, rien que d'acceptable. Mais les formules employées nous font tout de suite dresser l'oreille :

Parce que, dans le signe, ce qu'il y a de nouveau n'est pas le signifié mais son rapport au signifiant, on pourrait être tenté (je serais personnellement tenté) de dire que c'est par ce dernier que se définit le structuralisme (p. 11).

Prenons, par exemple, le signe linguistique. Le signifié est le sens du mot, le signifiant est sa forme, les sons qui le composent. Que veut dire François Wahl quand il affirme que c'est par le rapport entre le signifiant et le signifié que se définit le structuralisme ? Jusqu'à présent, tous les efforts de la linguistique n'ont pu faire avancer d'un pouce le problème du rapport entre la forme du mot et son sens. A part quelques onomatopées, qui sont d'ailleurs différentes selon les langues, personne n'a jamais pu dire encore pourquoi les Français disent « table » pour désigner l'objet que les Allemands désignent par « Tisch ». Les seules explications qu'on ait trouvées sont d'ordre historique, mais elles ne font que retracer l'histoire du mot dans chacune des deux langues, si bien que le problème de la coïncidence entre ces sons et ce sens reste entier. Il n'est pas dit, d'ailleurs, qu'on arrive jamais à le résoudre. Cela ressemble fort au problème que se sont posé depuis toujours tous les métaphysiciens : étant donné le monde réel d'une part, le monde des idées de l'autre, comment se fait-il que les deux coïncident ? Si l'on pose les deux mondes séparément au départ, il est certain qu'on n'y comprendra jamais rien. Poser un tel problème, c'est le propre de l'esprit métaphysique, car il suppose que le système du monde est complet, comme le système des idées, et que nous pouvons arrêter l'histoire. Mais laissons la parole à Engels (1) :

L'idée que des rapports systématiques relient l'ensemble des phénomènes naturels pousse la science à démontrer ces rapports systématiques partout, dans le singulier comme dans le tout. Mais une représentation scientifique exhaustive et adéquate de ces relations, la constitution dans la pensée d'une image exacte du système du monde dans lequel nous vivons,

reste une impossibilité pour nous comme pour tous les temps. Si, à une époque quelconque de l'évolution humaine, pareil système concluant et définitif des relations de l'univers, tant physiques que mentales et historiques, était réalisé, cela voudrait dire que le domaine de la connaissance humaine a atteint ses bornes et que le développement historique ultérieur est suspendu dès l'instant que la société est organisée en harmonie avec ce système, ce qui serait une absurdité, un pur non-sens. Les hommes se trouvent donc en présence de la contradiction suivante : d'une part, acquérir une connaissance exhaustive du système de l'univers dans l'ensemble de ses relations, et d'autre part, en raison de leur propre nature et de celle du système de l'univers, n'être jamais capables d'accomplir entièrement cette tâche. Mais cette contradiction ne repose pas seulement sur la nature des deux facteurs : l'univers et l'homme ; elle est aussi le principal levier de tout le progrès intellectuel, et elle se résout chaque jour et constamment dans l'évolution progressive sans fin de l'humanité, exactement comme, par exemple, ces problèmes mathématiques qui trouvent leur solution dans une série infinie ou dans une fraction continue. En fait, toute réflexion du système du monde dans la pensée est et reste limitée objectivement par la situation historique, et subjectivement par la nature physique et psychique de son auteur.

La pensée métaphysique raisonne par identités fixes, et aboutit à des contradictions insolubles. Le problème du rapport entre le signifiant et le signifié est de celles-là. François Wahl en a d'ailleurs tout à fait conscience, car il ajoute qu'à son avis le structuralisme n'est pas capable de répondre à la question qu'il pose et qui serait

l'autonomie dernière du sujet qui parle au regard des langues dont il use, en place de quoi nous découvririons les effets constituants du signifiant, et que c'est peut-être en lui que réside le plus irréductible de chaque sujet.

(1) **Anti-Dühring**, Ed. sociales, 1971, p. 67.

Dans la mesure où cette prose se laisse analyser (mais les structuralistes nous en réservent de bien pires !), il apparaît que le problème que se pose François Wahl, au travers du langage, est celui du « **sujet** », du « **moi** ». Il pose la question : « **Comment se fait-il que je parle ?** » La réponse de l'idéalisme traditionnel, c'est que j'ai en moi une pensée, et que je choisis dans la réalité extérieure des objets (sons, lettres) pour exprimer cette pensée. Tout le problème est de savoir ce qu'est « **exprimer** ». Le structuraliste pose le problème dans les mêmes termes que l'idéaliste traditionnel, mais il en cherche la solution dans l'analyse du langage (ou de la société, d'une œuvre littéraire...), et comme il sait que l'analyse du système de concepts n'avance à rien, il cherche la réponse dans la **forme** des mots, le signifiant. Si absurde que cela paraisse, alors qu'il était parti à la recherche d'une réalité spirituelle (son « moi »), le voilà engagé dans une recherche méticuleuse et infinie : noter et classer des prononciations, des choix de mots, des constructions de phrases, pour arriver à cerner l'esprit qui se cache derrière, comme si nous n'étions pas à chaque instant, nous et les phrases que nous formons, une pièce de l'évolution de l'univers et de l'activité pratique des hommes ! Le plus piquant, c'est que le structuraliste, en cherchant à mettre le doigt sur « l'esprit », « **le caractère irréductible de chaque sujet** », supprime la pensée, comme inconnaissable, car il lui semble que c'est dans le signifiant, dans l'arrangement des mots, que le sujet s'exprime. On cherchera donc à faire de la syntaxe en supprimant le sens des phrases, à analyser la morphologie d'une langue « **indépendamment de l'expérience** », « **sans tenir compte du contenu sémantique que contiennent les catégories grammaticales** » (2). Ce formalisme, qui nie le concept parce qu'il est trop plein d'expérience concrète, et qui confie à l'analyse des mots le soin de découvrir de nouvelles structures mystérieuses, revient en fait au même que l'idéalisme

traditionnel, pour qui l'idée préexistait au mot, ne l'adoptait que comme vêtement. Dans les deux cas, le fait d'expérience concrète, le langage, est vidé de sa réalité. Le structuralisme est une philosophie qui dédaigne à la fois la paille des mots et le grain des choses, et qui n'en récolte que du vent. Curieuse philosophie du signe, pour qui le signe n'a de valeur que s'il ne signifie rien ! Mais avec les prémisses qu'avait posées François Wahl, la recherche de la spécificité du moi, ce qui n'est autre chose que la vieille introspection, on ne pouvait aboutir à un autre résultat.

Si nous nous adressons à un anthropologue, les choses ne vont pas mieux. Dans son **Anthropologie structurale**, p. 306, Lévi-Strauss donne du structuralisme la définition suivante :

Les recherches de structure ne reviennent pas un domaine propre parmi les faits de société ; elles constituent plutôt une méthode susceptible d'être appliquée à divers problèmes ethnologiques, et elles s'apparentent à des formes d'analyse structurale en usage dans des domaines différents.

La définition qui va être donnée n'est donc pas strictement ethnologique, mais recouvre tout le structuralisme.

Il s'agit alors de savoir, continue Lévi-Strauss, en quoi consistent ces modèles qui sont l'objet propre de l'analyse structurale... Nous pensons que, pour mériter le nom de structures, des modèles doivent exclusivement satisfaire à quatre conditions.

En premier lieu, une structure offre un caractère de système. Elle consiste en éléments tels qu'une modification quelconque de l'un d'eux entraîne une modification de tous les autres.

En second lieu, tout modèle appartient à un groupe de transformations dont chacune correspond à un modèle de même famille, si bien que l'ensemble de ces transformations constitue un groupe de modèles.

(2) Ibid., article d'Oswald Ducrot.

Troisièmement, les propriétés indiquées ci-dessus permettent de prévoir de quelle façon réagira le modèle, en cas de modification d'un de ses éléments.

Enfin, le modèle doit être construit de telle façon que son fonctionnement puisse rendre compte de tous les faits observés.

À première vue, cette définition est tout à fait correcte. La science consiste en effet à créer des systèmes d'idées (des modèles, si l'on veut), des hypothèses, afin de « rendre compte de tous les faits observés », et une des conditions de leur véracité est justement que tous les faits considérés entrent dans cette explication. On doit ensuite vérifier les hypothèses, et on le fait en imposant à l'expérience des modifications, pour voir dans quelle mesure l'hypothèse est juste ou fautive.

Mais ce n'est pas cela que veut dire Lévi-Strauss. Il ne parle pas de modifications de l'expérience, mais de modifications du modèle, ou des éléments du modèle. Faut-il dire alors qu'il s'agit de modifications de l'hypothèse ? Exactement. Nous croyions, par la définition de Lévi-Strauss, être en possession d'un moyen pour saisir les faits, mais nous en étions complètement sortis, nous n'y étions même jamais entrés.

Toute l'ambiguïté vient de l'emploi des termes « **transformations** » et « **modifications** ». Un esprit non averti s'imaginera tout de suite qu'il s'agit de transformations dans les choses elles-mêmes, et par conséquent dans le temps. Mais ce n'est pas cela qu'entendent les structuralistes : il s'agit, pour eux, de transformations opérées par l'esprit du chercheur sur les hypothèses, les structures qu'il a lui-même créées, pour en éprouver la fécondité. Ainsi, en grammaire « **transformationnelle** » (ou « **générative** »), on crée des règles pour expliquer des types de phrases, et on modifie ensuite la phrase pour voir si la règle s'applique encore. Quand elle ne s'applique pas, on crée une nouvelle règle, et on recommence. Tout cela en se passant du sens. Ainsi la phrase : « **Pierre mange des gâteaux** »

est possible. Avec le verbe « **rêver** », il faut dire « **rêver de** ». Dira-t-on alors : « **Pierre rêve de des gâteaux** » ? Non. Pourquoi ? Là, la grammaire transformationnelle invente une « **règle** », la règle de cacophonie : c'est pour éviter la répétition de « **de** » qu'on dit : « **Pierre rêve de gâteaux** ». Bien. Mais alors, comment se fait-il qu'on puisse dire : « **Pompidou a rêvé de De Gaulle ?** » Il faudra inventer une nouvelle règle : la règle des noms propres... et ainsi de suite indéfiniment. Si l'on veut rendre compte de cette manière de toutes les phrases existantes ou possibles, il faudra créer autant de règles que de phrases. Au lieu d'expliquer la langue, le formalisme lui substitue un système d'abstractions fixes qui n'ont jamais existé, même inconsciemment, dans l'esprit d'aucun homme parlant. Le seul fait que les principes d'explication soient aussi nombreux, ou presque, que les objets à expliquer, est une preuve suffisante de l'échec de cette méthode (3).

Il en est de même des modèles de Lévi-Strauss, ce sont des constructions de l'esprit qui se suffisent à elles-mêmes, et échappent à la réalité et au temps. Voici comment il conçoit sa méthode en ethnologie (4) :

En ethnologie comme en linguistique, ce n'est pas la comparaison qui fonde la généralisation, c'est le contraire. Si, comme nous le croyons, l'activité inconsciente de l'esprit consiste à imposer des formes à un contenu, et si ces formes sont fondamentalement les mêmes pour tous les esprits, anciens et modernes, primitifs et civilisés, — comme l'étude de la

(3) Il est évident que, dans l'exemple cité, l'erreur vient d'un mauvais découpage des mots : « **des gâteaux** » ne forme pas une unité (que les transformationnalistes appellent « **syntagme nominal** »), mais il y a l'article « **des** » et le nom « **gâteaux** ». La grammaire transformationnelle nous fait revenir en arrière, par rapport à l'analyse du langage opérée par la grammaire traditionnelle, tant décriée !

(4) **Anthropologie structurale**, p. 28.

fonction symbolique, telle qu'elle s'exprime dans le langage, le montre de façon si éclatante —, il faut et il suffit d'atteindre la structure inconsciente, sous-jacente à chaque institution et à chaque coutume, pour obtenir un principe d'interprétation valide pour d'autres institutions et d'autres coutumes.

La référence à la linguistique est ici intéressante (5) : le langage est pris pour « modèle » (on ne peut éviter le mot) d'une structure cohérente, inconsciente, immuable et incompréhensible, telle que Lévi-Strauss conçoit l'esprit humain, le même sous toutes les latitudes et à toutes les époques. Tout le chœur des linguistes aurait légitimement le droit de hurler devant une telle utilisation faite de leur science. Mais reprenons le raisonnement de Lévi-Strauss : si je compare deux structures sociales semblables, comme par exemple l'esclavage en Grèce et à Rome, ce n'est pas parce qu'elles se ressemblent que j'ai le droit de les comparer et d'en tirer (par « généralisation ») l'idée qu'un même développement de la technique de l'agriculture, dans des conditions de terrain et de climat semblables, donne naissance à des formes semblables de division du travail, mais parce que le « modèle » de l'esclavage existe préalablement dans l'esprit des Grecs et des Romains, et c'est en vertu de l'existence de cette structure mentale chez l'homme éternel que j'aurai le droit de faire des comparaisons avec d'autres civilisations. On se demande, dans ces conditions à quel « contenu » l'esprit humain pourrait bien appliquer ses « formes », puisqu'elles existent préalablement à l'existence de tout contenu. L'esprit humain ne pourrait-il pas faire l'économie du monde extérieur ? Nous nous trouvons renvoyés au problème éternel de la métaphysique : comment faire pour justifier la matière à partir de l'esprit (ou de Dieu) ?

Lévi-Strauss se trouve dans la même difficulté que ces philosophes, jeunes-hégéliens, que Marx et Engels fustigeaient dans l'*Idéologie allemande* (Editions sociales, p. 489) :

Pour les philosophes, c'est une tâche des plus difficiles qui soient que de quitter le monde de la pensée pour descendre dans le monde réel. La réalité immédiate de la pensée est le langage. De même que les philosophes ont fait de la pensée une réalité autonome, ils ne pouvaient faire autrement que d'attribuer au langage une réalité autonome pour en faire leur domaine réservé. Voilà le secret du langage philosophique où les pensées ont en tant que mots un contenu propre. Le problème : descendre du monde des idées dans le monde réel, se ramène au problème : passer du langage à la vie.

Il est réjouissant de voir que la philosophie la plus « moderne » de notre époque se trouve réfutée par avance par ce « vieux » Marx, auquel d'autres ont cherché à substituer un fantomatique « jeune Marx » pour lui faire dire le contraire de ce qu'il avait dit. En même temps, Marx nous livre le secret du structuralisme : la référence constante à la linguistique n'est, chez nos modernes idéalistes, que la recherche d'un « modèle », d'une réalité autonome qui échappe aux déterminations de la matière et de l'histoire, afin de remettre l'activité de l'homme sur la tête et de ne pas avoir à transformer le monde. Il est vrai que le langage a un grand avantage : son évolution n'a pas l'air de suivre celle de la société, et il ne reflète pas, à première vue, la division de la société en classes. A première vue, car en fait les choses sont plus compliquées. Nous y reviendrons. Retenons aussi l'expression de Marx : « domaine

(5) Dans un article de la revue de linguistique *Word*, I, 1945, p. 35, Claude Lévi-Strauss dit que la linguistique structurale est appelée à renouveler les sciences sociales comme la physique nucléaire a renouvelé les sciences exactes. Pour lui, la linguistique structurale, c'est la phonologie de l'école de Prague (Trubetskoï, Jakobson), qui ne s'occupe que du système des phonèmes, mais il la prend pour une explication exhaustive et définitive de la langue, et il applique cette analyse à la société. Deux erreurs, dont tout le reste de sa pensée se ressent.

réservé » pour caractériser l'utilisation du langage par les philosophes. Chez les structuralistes, c'est une véritable annexion.

Mais Max Stirner, Bruno Bauer étaient du moins des hégéliens, ils concevaient l'histoire comme l'histoire de l'esprit, mais ils parlaient de l'histoire. Nos structuralistes font beaucoup mieux : ils nient l'histoire, ils l'expulsent, ils l'anéantissent, afin de mieux se débarrasser de la réalité, et d'effectuer un retournement idéaliste complet.

Adressons-nous encore à Lévi-Strauss. Il écrit (6) :

L'ethnologie ne peut pas rester indifférente aux processus historiques et aux expressions les plus hautement conscientes des phénomènes sociaux [c'est heureux, mais aussi quelle hauteur dans le ton, quand les philosophes essaient de mettre un pied par terre !]. Mais, si elle leur porte la même attention passionnée que l'historien [cela ne coûte rien de faire des affirmations gratuites quand on va justement prouver le contraire], c'est pour parvenir, par une sorte de démarche régressive [c'est nous qui soulignons : Lévi-Strauss a inventé la machine à remonter le temps !], à éliminer tout ce qu'ils doivent à l'événement et à la réflexion [on ne saurait être plus clair]. Son but est d'atteindre, par-delà l'image consciente et toujours différente que les hommes forment de leur devenir [en effet, la conscience que les hommes ont de leur histoire n'est pas la vérité de leur histoire], un inventaire de possibilités inconscientes qui n'existent pas en nombre illimité [voilà que nous remontons déjà au ciel — tous les philosophes ont cru pouvoir dresser un catalogue des catégories] ; et dont le répertoire, et les rapports de compatibilité ou d'incompatibilité que chacune entretient avec toutes les autres [= le système des idées] fournissent une architecture logique à des développements historiques qui peuvent être imprévisibles, sans être jamais arbitraires [tout cela est bien vague : si l'histoire est guidée par l'Idée, elle doit être prévisible ; Hegel ne s'est pas privé de faire des prédictions ; mais pour Lévi-Strauss, l'Idée qui dirige l'histoire est inconsciente, et elle n'est pas du ressort de l'ethnologue, donc mieux vaut ne pas se prononcer]. En ce sens,

la célèbre formule de Marx [Lévi-Strauss ne répugne pas à citer Marx, il s'affirme même quelquefois « marxiste »] : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne savent pas qu'ils la font » justifie, dans son premier terme, l'histoire, et dans son second, l'ethnologie. En même temps, elle montre que les deux démarches sont indissociables.

Et le tour est joué. Rien de tel que de jeter des fleurs à celui qu'on va enterrer. C'est de bonne compagnie. Mais que signifie cette séparation radicale entre l'histoire et l'ethnologie, dont la première serait consciente et la seconde étudierait l'inconscient des peuples ? Rien d'autre, si ce n'est que l'histoire n'a pas le droit de se prononcer sur les structures sociales et que l'ethnologie, la dimension structurale des sociétés, n'est pas historique. Pour ce faire, il vaudra mieux, évidemment, s'attacher aux sociétés primitives, aux sociétés sans histoire, pour ne pas être gêné par les documents du passé, plutôt que d'étudier ces sociétés avancées où nous vivons, et sur lesquelles on a déjà écrit tant de choses, notamment un certain Marx. Des sociétés qui ont quelque cinq mille ans d'histoire écrite et continue, c'est bien gênant ! A force de les étudier, on pourrait peut-être finir par les comprendre, ce serait bien dangereux pour l'ordre existant (la structure). Précisément, quand Marx parlait des motivations inconscientes des hommes, c'était pour lui leurs intérêts de classe, et il s'agissait de les faire venir à la conscience, pour démystifier l'ordre bourgeois et le détruire, faire passer la lutte de classe du prolétariat au stade supérieur de la conscience : l'organisation. Son but était de rendre les hommes maîtres de leur histoire, de les faire passer du régime de la nécessité à celui de la liberté. On voit assez que le but de Lévi-Strauss est exactement inverse : nous prêcher la soumission à l'ordre de la nécessité, incompréhensible et éternel, aux desseins insondables

(6) *Anthropologie structurale*, p. 21.

de la Providence. Exagération ? Déformation partisane ? Qu'on en juge par les déclarations de Lévi-Strauss lui-même, par exemple par cet aveu stupéfiant que contient *Tristes Tropiques* (7) :

Aujourd'hui je me demande parfois si l'ethnographie ne m'a pas appelé, sans que je m'en doute (il y a dans l'idéologie allemande de fort bonnes choses sur la « vocation » des patrons à être des patrons, des ouvriers à être des ouvriers, et des jeunes-hégéliens à être des idéologues), en raison d'une affinité de structure entre les civilisations qu'elle étudie et celle de ma propre pensée. [C'est nous qui soulignons. Relevons que « structure » est ici exactement synonyme de « esprit », et que Lévi-Strauss est à la recherche de la structure individuelle de son esprit]. Les aptitudes me manquent pour garder sagement en culture un domaine dont, année par année, je recueillerais les moissons [arrêtons-nous à ce jeu de mot sur « culture » : Lévi-Strauss l'entend ici au sens botanique et chimique, et même au sens agricole : il est peu doué pour l'inventaire patient et les vastes synthèses, c'est un « chercheur » qui va toujours de l'avant]. J'ai l'intelligence néolithique. Pareille aux feux de brousse indigènes, elle embrase des sols parfois inexplorés, elle les féconde peut-être pour en tirer hâtivement quelques récoltes et laisse derrière elle un territoire dévasté.

Reconnaissons au moins à notre auteur le mérite d'une certaine lucidité. On ne saurait mieux dire : le vaste domaine qu'a exploré Lévi-Strauss, pratiquement tout sauf la civilisation où il est né et où il vit, il l'a laissé complètement dévasté par l'application de sa méthode symbolique. Comment croire, après qu'il en a parlé, que le totémisme ait un sens ? que les institutions, les mythes, les coutumes expriment des besoins des hommes concrets ? Que reste-t-il de Marx, de Sausure, de Boas, de la linguistique et de l'ethnologie quand Lévi-Strauss y a répandu les ravages de ses « feux de brousse » intellectuels ? Tout devient incompréhensible, toute réalité est dis-soute, la science, l'histoire, la lutte des classes. La conscience des hommes est

à jamais obscurcie, et l'obscurantisme triomphe sur cette table rase. Pour cette vieille besogne, le structuralisme (que nous pouvons maintenant considérer comme un euphémisme pour « spiritualisme ») use de ces vieux procédés qui ont déjà fait leurs preuves à bien des époques : coupure entre l'esprit et la matière, négation de l'histoire, affirmation que la seule réalité est l'esprit, à jamais mystérieux, et qu'il est interdit aux hommes de s'occuper de leurs affaires.

Pour la négation de l'histoire, prenons comme exemple ce que Lévi-Strauss dit de la révolution de 1789 (8) :

La révolution de 1789 vécue par un aristocrate n'est pas le même phénomène que la révolution de 1789 vécue par un sans-culotte, et ni l'une ni l'autre ne sauraient jamais correspondre à la révolution de 1789 pensée par un Michelet ou par un Taine.

On appréciera le choix des exemples, et l'affectation d'« objectivité ». On croirait lire un article du *Monde*. Par un vieux procédé de la pensée libérale bourgeoise, on fait semblant de tenir la balance égale entre les nobles et le peuple, entre la « gauche » et la « droite », en évitant de se prononcer, mais, par le fait même, on nie que les sans-culottes aient eu des raisons de lanterner les aristocrates, et on prend donc implicitement le parti des aristocrates. De même, mettre Taine, cet historien réactionnaire qui présente la révolution comme une hystérie collective, sur le même plan que Michelet est une infamie. Mais qu'est-ce en définitive, si nous en croyons Lévi-Strauss, que la révolution de 1789 ? Quelle est sa réalité historique ? La pensée que Lévi-Strauss en a ? Nous ne le saurons jamais, puisqu'il est ethnologue, et que pour lui l'ethnologie est en dehors de l'histoire.

(7) Plon, 1955, collection 10/18, p. 39.

(8) *Anthropologie structurale*, p. 23 ; la même idée y est développée page 231.

Il faut apprécier aussi le jeu sur le terme « phénomène » : ou bien le mot est pris au sens de « apparence », et Lévi-Strauss n'énonce là qu'une plate banalité, à savoir qu'il peut y avoir plusieurs points de vue sur la révolution de 1789 (mais ce qui serait intéressant, ce serait de savoir d'où viennent ces points de vue..., chercher des explications historiques. Pouah ! Lévi-Strauss n'en a cure) ; ou bien (et c'est ce que fait Lévi-Strauss, mais sans le dire) le mot « phénomène » est pris au sens de « réalité », et cette phrase signifie que sur un événement historique il ne peut y avoir que des points de vue, de vagues impressions sans aucun rapport avec la réalité, qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura jamais de connaissance scientifique, objective, des faits humains. La notion de point de vue va d'ailleurs ici plus loin : non seulement elle coupe l'esprit de la réalité, mais elle dissout cette réalité elle-même. Quand on connaît Lévi-Strauss, on sait que pour lui toutes les réalités sociales ne sont que des mythes (9), donc la révolution de 1789 n'est elle aussi qu'un mythe, une imagination, elle n'existe pas ; on vous a dit qu'elle avait eu lieu, mais c'est une erreur. On s'en doutait, et quel soulagement pour certains, dont les ancêtres ont tiré les marrons du feu de la révolution de 1789, mais qui sentent aujourd'hui de plus en plus consciemment qu'ils pourraient bien, eux et leurs capitaux, être au centre du prochain brasier qu'allumera la révolution. Car, contrairement aux « feux de brousse » de Lévi-Strauss, qui ne sont que des métaphores, ceux-là sont bien réels ! Demandez aux bureaucrates de Szczecin !

Pour le retour à la théologie, nous avons un autre aveu de Lévi-Strauss (décidément, il s'épanche beaucoup, cet homme-là !) dans l'*Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss* (10). Dissertant sur l'opposition entre la pensée symbolique, que révèle l'ethnologie, et la connaissance, la pensée scientifique, à laquelle il est quand même bien difficile de ne pas faire une petite place à

côté de l'autre, il définit le langage comme appartenant à la première, et donc dépourvu de toute fonction de connaissance, incapable de nous donner prise sur le monde. Ce langage, pourtant, est « signifiant », c'est même sa définition, mais que signifie-t-il ? Quel est son contenu ? Lévi-Strauss ne nous le dit pas, mais nous savons que, pour les structuralistes, le principal mérite d'une forme, d'une structure, est d'être parfaitement elle-même, structure en soi, vide de toute substance. Le langage n'est signifiant qu'à la condition qu'il ne signifie rien. Quant à la connaissance, la pensée scientifique, elle se distingue de la pensée symbolique en ce qu'elle est « continue » (historique), mais comme, nous l'avons vu, l'histoire est inintelligible, nous ne donnons pas cher de la connaissance scientifique. Alors, où est la réalité ? Le langage, bien sûr, n'est pas un produit de l'histoire, « il n'a pu naître que tout d'un coup », dit Lévi-Strauss. Rappelons-nous la Genèse, et Adam donnant des noms aux choses et aux animaux. C'est l'homme qui, en nommant les choses, les fait exister. Toute la magie repose là-dessus. Mais l'Adam de Lévi-Strauss a beau nommer les choses, elle n'existent toujours pas : « L'univers entier, dit-il, est tout d'un coup devenu significatif, sans pour autant être mieux connu. » Pas de chance, on invente une nouvelle création, mais c'est une création de rien.

(9) *La Pensée sauvage*, p. 338 : « Il n'est pas en son pouvoir [il s'agit de l'homme] de le faire [« se dégarer de l'intériorité », c'est-à-dire penser l'histoire], et la sagesse consiste pour lui à se regarder la vivre, tout en sachant (mais dans un autre registre) que ce qu'il vit si complètement et intensément est un mythe, qui apparaîtra tel aux hommes d'un siècle prochain, qui lui apparaîtra tel, à lui-même, peut-être, d'ici quelques années, et qui, aux hommes d'un prochain millénaire, n'apparaîtra plus du tout ».

(10) *Sociologie et Anthropologie*, Bibliothèque des sciences sociales, P.U.F., pp. XLVII et suivantes.

Dans l'ancienne théologie, c'est Dieu qui a donné le langage à l'homme, il ne peut en être autrement. Le théoricien de la monarchie de droit divin, De Bonald, disait ainsi que, pour vivre en société, les hommes ont besoin du langage (ce qui est exact), et qu'ils n'ont pas pu se donner le langage à eux-mêmes, puisque, pour communiquer entre eux, il aurait déjà fallu qu'ils aient le langage. Voilà une nouvelle et ingénieuse preuve de l'existence de Dieu, et qui repose d'ailleurs sur le même sophisme que toutes les autres : l'opposition radicale entre l'idée et la matière, la forme et le contenu, comme si la matière n'était pas à la fois forme et contenu, substance structurée évoluant dialectiquement par elle-même, par des passages constants de la quantité à la quantité et de la quantité à la qualité. La preuve de l'existence de Dieu, chez Lévi-Strauss, suit le mode de raisonnement théologique, mais elle aboutit au néant : « Sans doute, dit-il (11), il y a les progrès de la connaissance, il y a la science moderne... mais il y a aussi une situation fondamentale qui relève de la CONDITION HUMAINE [soulignons l'apparition, chez ce penseur ultra-moderne, de cette vieille tarte à la crème, habillement moderne de la définition de l'homme, fils de Dieu]... il y a toujours une inadéquation entre les deux [le signifiant et le signifié, l'esprit et la matière] résorbable par l'entendement divin seul ». Dieu est pur esprit. Suit une confuse théorie sur le « signifiant disponible » (la pensée) qui « déborde » toujours le « signifiant repéré » (les faits). La pensée qui « déborde » toujours le riche que la réalité, qui n'est que son fantôme. Pour Lévi-Strauss, l'homme a en lui une « valeur signifiante », « un signifiant flottant qui est la servitude de toute pensée finie, mais aussi le gage de tout art, toute poésie, toute invention mythique ou esthétique ».

En somme, l'homme doit se consoler de son incapacité d'accéder à la connaissance (réservée à Dieu) en faisant de

la poésie, cette chose inutile, comme on sait, et qui ne saurait rien exprimer (quelle vulgarité !) sous peine de se renier elle-même et de retomber dans la prose. Il faudra bien, un jour, dégager la poésie de cette promiscuité avec l'irrationnel où la pensée réactionnaire voudrait l'enfermer. D'ailleurs, faire de la poésie pour ne rien dire, ce n'est pas gai. Cela ne peut se faire que dans de petits cénacles où des intellectuels désespérés, ayant renoncé à vivre leur vie d'hommes concrets dans l'histoire, essaient de se persuader eux-mêmes qu'ils sont la quintessence de la pensée humaine. Et c'est bien à ce repliement sur nous-mêmes, à cette « sagesse », comme il dit, que Lévi-Strauss nous invite.

La « servitude de la pensée », Marx et Engels l'avaient pourtant parfaitement définie (12) :

Dès le début, une malédiction pèse sur « l'esprit », celle d'être entaché d'une matière qui se présente ici sous forme de couches d'air agitées, de sons (13), en un mot sous forme du langage. Le langage est aussi vieux que la conscience, est la conscience réelle, pratique, existant aussi pour d'autres hommes. Là où existe un rapport, il existe pour moi. L'animal « n'est en rapport avec rien », ne connaît somme toute aucun rapport. Pour l'animal, ses rapports avec les autres n'existent pas en tant que rapports. La conscience est donc d'emblée un produit social et le demeure aussi longtemps qu'il existe des hommes.

(11) Ibid., p. XLIX.

(12) L'Idéologie allemande, op. cit., p. 59. Cf. aussi p. 489.

(13) Marx ne s'était pas spécialement intéressé à la linguistique ; mais Engels connaissait et appréciait les travaux des linguistes de son temps. Ils indiquent par ces mots que toute science du langage doit commencer par l'étude des sons, et en effet c'est bien ce qui se passe : la phonétique (étude de la production matérielle, individuelle des sons) et la phonologie (étude des sons comme système) forment aujourd'hui la base de la linguistique.

La pensée de Lévi-Strauss — et nous verrons que cela est vrai de tout le structuralisme, en son fond — est toute entière une négation de la possibilité de la science, en définitive une négation de l'homme. C'est l'originalité du nouveau spiritualisme que de n'offrir aucune perspective, de nous acculer au néant et à l'absurde, comme l'avait déjà tenté l'existentialisme.

Aux époques où la bourgeoisie montante jetait les fondements de la science moderne, la plupart des philosophes ne pouvaient penser la nature que comme création de Dieu, mais ils s'efforçaient du moins de faire de ce Dieu le fondement de la connaissance et de la science : ils en faisaient une pure intelligence. Avec un philosophe comme Lévi-Strauss, on entre au contraire dans une sorte de théologie négative : le vrai est tout ce qui n'est pas, et le Vrai en soi est ineffable. Le Dieu de Lévi-Strauss est un rêveur, comme son auteur, il ne peut même plus créer le monde. Les rapports que Lévi-Strauss établit entre les choses, grâce à ses « modèles », sont des rapports fictifs qui ne peuvent rien nous apprendre sur la réalité intime ou ultime des choses et de nous-mêmes. C'est peu de dire qu'avec son « cerveau néolithique » il veut nous ramener à l'âge de la pierre, comme le général Westmoreland. Il veut nous ramener à l'état de l'animal, dont Marx montre qu'il ne conçoit aucun rapport, ce pour quoi il ne possède pas le langage, et n'élabore que des sociétés incapables de progresser. Quand Lévi-Strauss parle de la science, il dit qu'elle ne peut « qu'étañher et discipliner partiellement la pensée symbolique » (14). Si on le comprend bien, il faut dire qu'elle n'étañhera jamais la soif de « signifié » que creuse la parcelle de « signifiant » qui est en nous. On se demande d'ailleurs comment, dans une telle conception, la pensée scientifique peut exister. Elle ne pourrait venir que de la matière, et la matière n'existe pas. Nous tournons en rond. En termes philosophiques, la pen-

sée de Lévi-Strauss porte un nom, c'est le solipsisme, la philosophie de ceux qui ne conçoivent de réalité que leur propre pensée, la pointe extrême de l'idéalisme. Voici la définition qu'en donne Lévi-Strauss (15) :

« La connaissance ne repose pas sur une renonciation ou sur un troc, mais consiste dans une sélection des aspects vrais, c'est-à-dire ceux qui coïncident avec les propriétés de ma pensée. »

Lévi-Strauss a beau, ensuite, faire semblant de réfuter l'idéalisme (le néo-kantisme), et dire que sa pensée est un objet, qu'elle est « de ce monde », c'est toujours de sa seule pensée qu'il s'agit, de son être individuel, et finalement de son caractère. La science ne consiste d'ailleurs pas à « sélectionner les aspects vrais » : que ferait-elle des autres ? Elle consiste à élaborer des systèmes pour reconstituer des chaînes causales, qui sont la réalité elle-même. Plus loin (16), il dit qu'il aime l'ethnologie non pas parce qu'elle lui permet de découvrir la vérité, mais parce qu'elle lui apporte « une satisfaction intellectuelle », elle « réconcilie son caractère et sa vie ». Une activité de dilettante, en somme. Un violon d'Ingres. Il est bien tentant de rapprocher Lévi-Strauss de ce type du « bricoleur » dont, dans la Pensée sauvage, il veut faire un type humain éternel, à côté du savant, de l'ingénieur... En faisant la philosophie du bricolage, il n'a fait que bricoler la philosophie (17).

Non, Marx et Engels hésiteraient à enrôler notre ethnologue dans leur Sainte Famille, à le canoniser à son

(14) Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, p. XLIX.

(15) Tristes Tropiques, p. 42.

(16) Ibid., p. 45.

(17) Dans Anthropologie structurale, p. 235, Lévi-Strauss dit qu'il n'a pas la prétention d'expliquer les mythes, mais seulement d'en faire une « démonstration », comme un camelot qui montre le fonctionnement d'une petite machine à des badauds. La comparaison est assez juste.

tour. Leurs « saints » prêchaient un nouvel évangile, et prétendaient « bouleverser le monde ». Ils croyaient pouvoir le faire grâce à « la Critique », ils se trompaient. Tout ce qu'on pouvait leur reprocher, c'était de se faire des illusions. Rien de tel chez le grand maître du structuralisme : d'autres peuvent s'enthousiasmer pour ses idées, lui sait d'avance que ses idées n'expliquent rien et n'apporteront jamais rien, qu'elles ne sont qu'un divertissement de lettré qui a beaucoup voyagé. Mais pourquoi faut-il que, 2 500 ans avant nous, un petit peuple industriel, comme dit Engels, ait inventé les mathématiques, l'astronomie, et tout ce qui s'en est suivi ? C'est à cause des Grecs que nous vivons dans l'ère industrielle, dans cette « civilisation claquemurée » (18) que, de temps en temps, quelques « bons sauvages » surgis du fond des âges comme d'une autre planète viennent agrémenter de leur poésie et de leurs rêves.

LE STRUCTURALISME, C'EST L'ANTI-MARXISME

Partis à la recherche d'une définition du structuralisme, nous avons tout de suite rencontré son plus prestigieux représentant, qui est peut-être aussi celui qui a poussé le plus loin, de la manière la plus logique, l'application des nouveaux principes. Mais nous aurions pu prendre tout aussi bien un théoricien de la linguistique, puisque la linguistique et la sociologie sont les deux principales sciences sur lesquelles s'appuient les structuralistes, avec toujours une nette tendance, d'ailleurs, à modeler la sociologie sur la linguistique, et non l'inverse. Il s'agit donc, pour eux, de décrire la société comme ils décriraient une langue, comme un système de signes, sans aucune référence à l'existence concrète des hommes, à leurs besoins, au milieu naturel d'où ils tirent leur subsistance et à l'organisation des

Bien entendu, Lévi-Strauss se considère comme un de ceux-là, il se compare à Christophe Colomb ! La décadence du monde est irrémédiable : « 20 000 ans d'histoire sont joués, il n'y a plus rien à faire... Nous sommes voués à la monoculture et à la culture de masses » (19). Quelle horreur ! Tout ce que Lévi-Strauss demande, c'est qu'on le laisse humer mélancoliquement, loin du monde et du bruit, au milieu de ses collections de masques amazoniens, le parfum de la pensée sauvage, ou du moins ce qui en reste dans notre triste époque. A l'âge des grands ensembles et de la pollution, cela devient de plus en plus difficile. Quel péché originel ont bien pu commettre nos ancêtres pour nous faire ainsi tomber dans la civilisation ? Il faut le dire, ils ont mordu au fruit de l'arbre de la science. De ce péché au moins, Lévi-Strauss est innocent.

forces productives qui en a résulté. Il faut reconnaître que c'est de cette manière que le structuralisme peut rendre les plus grands services à la bourgeoisie. L'idée que la société est organisée comme un langage est née chez des sociologues du début du XX^e siècle qui cherchaient simplement à donner à la sociologie une méthode rigoureuse : ainsi, aux Etats-Unis, l'anthropologue et linguiste Boas, et, en France, Durkheim et Mauss. Mais depuis, chez les structuralistes, cette idée est devenue un véritable dogme, et elle a abouti exactement au contraire de ce que cherchaient

(18) Ibid., p. 61.

(19) Ibid., p. 26.

les précurseurs. Elle a vidé la sociologie de tout caractère scientifique (20).

Est-ce, alors, la linguistique qui serait anti-scientifique et qui serait coupable de cette déviation ? Absolument pas, du moins au départ. La linguistique est justement la première science humaine qui se soit dotée d'une méthode scientifique, et cette méthode était historique. Au XIX^e siècle a été mise au point la méthode comparative, qui permet d'établir des rapprochements rigoureux entre les langues, de décrire leur évolution et de montrer leur parenté, en de vastes tableaux généalogiques comme ceux qui ont été dressés pour les langues indo-européennes et pour les langues sémitiques, puis pour les autres familles de langues que l'on a pu reconnaître chez tous les peuples de la terre. Cette méthode, reprise et poussée à sa perfection par le linguiste genevois Ferdinand de Saussure (1857-1913), lui est cependant apparue comme insuffisante, et il a tenté d'ouvrir à la linguistique un domaine nouveau, l'étude de la langue comme système, considéré à un moment donné de son évolution. Ce faisant, il avait conscience d'appliquer à la linguistique la méthode de la sociologie, car il avait appris de Durkheim que les institutions sociales formaient système, mais jamais il ne perdit de vue que le système de la langue était en constante évolution, et que le langage exprimait l'activité pratique des hommes, car il partait constamment de la définition de la langue comme « fait social » (21). Cette affirmation a toujours été à la base des travaux de ses disciples Antoine Meillet, qui a écrit l'histoire de nombreuses langues indo-européennes, et Jules Vendryès, à qui nous devons, dans la collection *L'Évolution de l'Humanité* un volume, *Le langage*, où les conditions concrètes d'apparition du langage (p. 13) et l'influence de l'évolution sociale sur la langue sont étudiées avec les moyens dont on disposait à cette époque (22). Les structuralistes, et en premier Lévi-Strauss, citent constamment Saussure comme la grande autorité à laquelle ils se réfèrent,

mais il est facile de montrer que dans les principes, et jusque dans le détail des démonstrations linguistiques, ils le trahissent complètement. En fait, Saussure, lorsqu'il analyse le signe linguistique en distinguant ses deux faces, les phonèmes et les sémantèmes, les sons et les sens, voit dans les deux, au même titre, des réalités matérielles, et n'établit aucune priorité du concept sur le mot. Cette dichotomie spiritualiste, que l'on ne s'occupe que des sons en négligeant le sens, ou qu'on fasse dépendre le son du sens, sera réintroduite dans la linguistique par les structuralistes.

Comment alors, s'il ne vient ni de la linguistique ni de la sociologie, ce système philosophique du structuralisme a-t-il pu se former, orienter la pensée de nombreux chercheurs dans un sens aussi spiritualiste, et imprégner à tel point tant de travaux contemporains ? Les idées ne sont pas en l'air, ce ne sont pas des bulles de savon qui crèveraient à peine formées, elles ont une existence concrète, et sont, en tant que telles, analysables. C'est ce que dit Saussure, dans le passage que nous venons de citer :

(20) Parmi de nombreux ouvrages allant en ce sens, citons : Henri Lefebvre, *Le langage et la société* (Idées, N.R.F., 99). La société y est décrite comme divisée en trois parties, comme la langue selon Lefebvre : paradigmatique, symbolique, syntagmatique. Il manque la phonologie...

(21) F. de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Payot 1968, p. 32.

(22) J. Vendryès, *Le langage, introduction linguistique à l'histoire*, p. 285 : « C'est de la nature et de l'extension du groupe que résulte le caractère de la langue. » Les chapitres suivants : « Dialectes et langues spéciales », « Les langues communes », « Contact et mélange des langues » sont consacrés à ces problèmes. Engels a donné, dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (Editions sociales 1971, pp. 244-268), un exemple d'étude linguistique géographique et historique : *Le dialecte franconien*. C'est l'objet d'une branche importante de la linguistique actuelle, la dialectologie.

La langue n'est pas moins que la parole un objet de nature concrète, et c'est un grand avantage pour l'étude. Les signes linguistiques, pour être essentiellement psychiques, ne sont pas des abstractions ; les associations ratifiées par le consentement collectif, et dont l'ensemble constitue la langue, sont des réalités qui ont leur siège dans le cerveau.

De telles déclarations de Saussure sont fort peu citées par les structuralistes, qui mettent au contraire l'accent sur d'autres principes de Saussure qu'il est plus facile de tirer dans un sens idéaliste : l'idée de système, le caractère arbitraire du signe linguistique. Or, en affirmant que les mots et les idées sont des réalités concrètes, Saussure est d'accord avec Marx et Engels, qui ont toujours défini le langage et la pensée comme des produits du cerveau, des résultats de tout le conditionnement naturel et social. L'ensemble d'idées qui constitue la philosophie structuraliste est aussi quelque chose de réel, il doit bien avoir ses racines quelque part. Pour les trouver, rappelons-nous d'abord ce que c'est qu'une idéologie (23) :

Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle... Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous formes d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination.

Le structuralisme est aujourd'hui l'idéologie dominante de la bourgeoisie, il est l'idée que la bourgeoisie se fait aujourd'hui de sa domination. Certes, on pourrait nous objecter que le structuralisme ne règne pas absolument sur tout le domaine intellectuel, que la science continue à se construire et à engendrer des théories, et surtout qu'il y a, encore et toujours, la fidèle alliée de toutes les classes dirigeantes, la reli-

gion, avec les différentes variétés de métaphysique qu'elle engendre. Le structuralisme, dans certains milieux intellectuels bourgeois, rencontre une résistance très forte. Mais à cette objection, Marx et Engels ont déjà répondu (24) :

Nous retrouvons ici la division du travail... comme l'une des puissances capitales de l'histoire. Elle se manifeste aussi dans la classe dominante sous forme de division entre le travail intellectuel et le travail matériel, si bien que nous aurons deux catégories d'individus à l'intérieur de cette même classe. Les uns seront les penseurs de cette classe (les idéologues actifs, qui réfléchissent et tirent leur substance principale de l'élaboration de l'illusion que cette classe se fait sur elle-même), tandis que les autres auront une attitude plus passive et plus réceptive en face de ces pensées et de ces illusions, parce qu'ils sont, dans la réalité, les membres actifs de cette classe et qu'ils ont moins de temps pour se faire des illusions et des idées sur leurs propres personnes. A l'intérieur de cette classe, cette scission peut même aboutir à une certaine opposition et à une certaine hostilité des deux parties en présence.

Ajoutons qu'une classe dirigeante, même très consciente de ses intérêts, peut hésiter à choisir une philosophie ou une autre comme idéologie dominante. Les exemples de ce fait abondent : qu'on pense seulement à la rivalité, au XIX^e siècle, entre les bourgeois cléricaux et anticléricaux. Ce qui est certain, c'est que de nos jours le structuralisme intéresse beaucoup les chefs d'industrie. Dans les revues patronales, on lit des articles exposant avec intérêt les idées de Lévi-Strauss, de Lacan, de Roland Barthes. Les patrons trouvent cela bien compliqué, mais s'y initient plus volontiers qu'à l'existentialisme, par exemple, qui était entaché d'un certain gauchisme. Le structuralisme devient de plus en plus la philosophie du ministère de l'Éducation nationale.

(23) *L'Idéologie allemande*, p. 75.

(24) *Ibid.*, p. 76.

Il y trouve des thèmes aptes à appuyer sa politique de privatisation de l'enseignement. Ces thèmes sont largement discutés dans les rencontres Université-industrie. Si cette politique peut se poursuivre et si la classe ouvrière n'y met pas un terme par son action, le structuralisme — même s'il est définitivement réfuté sur le plan scientifique — pourrait bien devenir, à côté de la religion, qui joue toujours son rôle irremplaçable, mais manifestement insuffisant, la philosophie officielle du régime capitaliste actuel.

Ce qui est frappant, quand on compare l'idéologie bourgeoise du XX^e siècle avec celle du XIX^e siècle, c'est l'abandon complet des thèses scientistes, de la croyance que l'humanité, par le développement harmonieux des sciences et des techniques, marié au développement harmonieux de l'économie par l'initiative privée fondée sur la propriété des moyens de production, accéderait à la maîtrise complète de l'univers et au bonheur pour tous. De nos jours, cette idée n'est plus guère soutenue qu'en Amérique, au cœur de l'impérialisme, mais en Europe occidentale on ne la trouve plus — jointe à l'illusion de la « démocratie avancée » — que dans les publications stalinienne, à tel point que l'assimilation se fait, dans beaucoup d'esprits abusés, entre marxisme et scientisme. Les idéologues bourgeois se servent même de cette assimilation pour condamner le marxisme comme une philosophie dépassée, une philosophie du XIX^e siècle, « une philosophie de la machine à vapeur », comme dit M. Fontanet. Il y a là une affectation habile de faux matérialisme. Le marxisme est une philosophie de la machine à vapeur, certes, mais en fait des ouvriers qui fabriquaient et faisaient marcher ces machines. La maîtrise totale de l'homme sur l'univers et la transformation des moyens de production et d'échange ne se fera que par l'expropriation de la bourgeoisie. Et cela est vrai à l'ère des ordinateurs, car la propriété privée des moyens de production existe toujours. Comme le dit encore

Marx, pour qu'il y ait des idées révolutionnaires, il faut qu'il y ait une classe révolutionnaire.

Dans l'idéologie bourgeoise actuelle, le structuralisme a occupé la place laissée vacante par le scientisme. Malgré ses échecs dans la classe ouvrière, la vieille théologie est toujours efficace, mais il faut aussi à la bourgeoisie une philosophie qui ait l'air moderne, laïque et scientifique. Le scientisme correspondait au stade de la bourgeoisie ascendante : il donnait à cette classe triomphante sa place dans l'histoire, il lui fixait un avenir. Le tournant se situe au début du XX^e siècle, dans la transformation du capitalisme de concurrence en impérialisme de monopoles, que Lénine étudie dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : désormais le capitalisme ne peut plus progresser, il a conquis tous les marchés, il ne peut plus surmonter sa crise permanente par une perpétuelle marche en avant, il est obligé de se replier sur lui-même, d'exploiter de plus en plus la classe ouvrière, et ne peut plus utiliser les découvertes scientifiques pour augmenter la production. La guerre est inévitable. L'idée de progrès n'a plus cours, il faut arrêter la marche de l'histoire. La bourgeoisie est bien incapable de le faire en réalité, mais elle peut toujours le faire en idée, et c'est pourquoi elle se donne alors des philosophies qui, toutes, nient l'histoire, et en même temps renoncent à l'explication des faits humains, se contentant de les décrire. Un modèle du genre est l'analyse du sociologue allemand Max Weber (1864-1920), qui se propose d'« expliquer » ce phénomène curieux de l'histoire qu'est le capitalisme occidental. Pour cela, il ne fait pas appel à l'histoire du capitalisme, car ce serait introduire dans les faits humains un causalisme bien douteux ; il cherche à définir le « type idéal » du chef d'industrie, de l'entreprise, etc., et finit par découvrir que ce type idéal correspond exactement au système des fins et des moyens que propose à l'homme le cal-

vinisme. Est-ce à dire que le calvinisme serait la cause du capitalisme en Europe ?

Weber ne va pas jusque-là, mais constate qu'il y a entre les deux une « **parenté structurale** », un « **isomorphisme** ». Nous avons là tout le principe du structuralisme : le type, la structure, le modèle préexiste à la réalité, c'est le concept qui crée la chose. Ce faisant, d'ailleurs, il la détruit, car c'est le concept qui a toute la réalité, la chose n'en est qu'un double évanescant. On ne peut pas rêver retour plus complet à l'idéalisme, et cette fois dans une philosophie qui pourra s'appuyer sur les exposés techniques de la sociologie et de la linguistique. En outre, il faut signaler la répugnance profonde du structuralisme à toute explication causale et en dire la raison : c'est parce qu'il considère (qu'il le dise ou non, et à la limite, consciemment ou non) qu'entre la nature et l'homme il y a une différence non de degré, mais de nature, que l'homme est « **d'un autre ordre** » que les choses qui l'entourent, et qu'on ne pourra jamais expliquer l'homme par des lois scientifiques semblables à celles qu'on a découvertes pour la nature. En d'autres termes, il n'y a pas de « **sciences de l'homme** », il n'y a que des « **sciences humaines** », c'est-à-dire en fait de fausses sciences, qui peuvent dégager des structures, des types, des symboles, mais non des lois. Déjà le spiritualisme niait que la vie puisse s'expliquer comme les objets physiques. A plus forte raison est-il opposé à une explication scientifique de l'« **esprit** », ce serait un sacrilège ! Le structuralisme concentre donc en lui tous les concepts de la vieille métaphysique, de l'esprit le plus réactionnaire, et il réalise ce tour de force d'en présenter une démonstration pour ainsi dire expérimentale. On comprend qu'il ait fait fortune à l'époque de l'impérialisme pourrissant. Il en est même, plus exactement, le produit.

Mais il ne faudrait pas, à notre tour, verser dans l'idéalisme, en faisant du

structuralisme une sorte de philosophie idéale de la bourgeoisie, qu'elle pourrait utiliser à volonté. Le structuralisme n'est pas une tentative d'explication de l'homme, une méthode scientifique, c'en est directement le contraire : c'est la vieille métaphysique qui s'introduit dans les sciences de l'homme pour les empêcher de progresser et de menacer la domination de classe de la bourgeoisie. S'il est tant à la mode en ce moment, c'est à cause du développement de ces sciences de l'homme, et aussi parce que, dans le monde entier, la classe ouvrière a l'initiative. « **Ce n'est pas la Critique, dit Marx (25), mais la révolution qui est la force motrice de l'histoire, de la religion, de la philosophie, et de toute autre théorie.** » Si la bourgeoisie utilise tant, en ce moment, le structuralisme, c'est qu'il lui paraît la philosophie la plus propre à réfuter le marxisme, vieux rêve que ni la théologie ni l'idéalisme traditionnel ne lui avaient permis de réaliser. Avec les linguistes et les sociologues, elle a enfin trouvé des gens sérieux qui lui permettent de traiter les idées de Marx de billevesées afin d'arracher à la classe ouvrière son moyen de lutte.

Ouvrons, pour nous en convaincre, le volume 12^a de l'**Encyclopédie Bordas**, consacré aux sciences sociales. Dans ce volume de 160 grandes pages, plein de tableaux et d'illustrations, chercher un exposé du marxisme est chose bien difficile. Page 17, la vie de Marx est résumée en une colonne, qui contient surtout des dates et des titres d'œuvres. Mais la plus grande partie de la page est occupée par la reproduction d'une caricature de 1864, qui représente le tribunal des grandes puissances, présidé par l'Angleterre (chaque Etat est figuré par son animal symbolique), mettant en accusation l'hydre de l'Internationale,

(25) Ibid., p. 70. La « **Critique** » est la philosophie de Bruno Bauer et de ses amis jeunes-hégéliens. Lisons : « **la structure** ».

effroyable monstre aux têtes de serpents et d'oiseaux de proie, heureusement enchaîné à un pilori. Voilà une manière bien objective de faire connaître la pensée de Marx ! Mais rassurons-nous, il y a ensuite un exposé : **Karl Marx et le matérialisme historique**. Las ! Après le rappel de sa vie et de ses œuvres, les « **généralités** » sont bien décevantes : on nous parle surtout des influences que Marx a subies : Saint-Simon, ce visionnaire ; Hegel, qui tombait dans la « **logomachie** ». Et l'on insinue charitablement que, s'il y a une « **coupure** » entre Hegel et Marx, elle ne doit pas être si profonde, puisque « **une bonne partie du vocabulaire hégélien est passée dans le Capital** ». Et la logomachie avec... Les paragraphes se suivent, dument numérotés d'après le système de la numération décimale universelle, et nous ne savons toujours pas en quoi consiste la pensée de Marx. Avant de se décider quand même à en parler, l'auteur (anonyme) nous sert ce petit paragraphe prophylactique :

L'attitude qui consiste à affirmer que cette science totale de l'homme qu'est le marxisme est dépassée en cette fin du **XX^e** siècle, est très répandue chez les adversaires du **Capital**. A notre avis, ce n'est pas là une critique du marxisme, mais un aveu d'impuissance intellectuelle : en remisant Marx au musée de la culture, en constatant que ses prédictions ne se sont pas réalisées, que l'imprévu est la règle de notre monde..., etc., on ne fait pas une critique du marxisme, on se contente de le prendre en considération. La véritable attitude critique consisterait à examiner avec rigueur le système des concepts et la méthode de Marx, à en montrer l'inadéquation au monde et à les remplacer par un autre système et une autre méthode. Or, cette entreprise n'a pas eu lieu, et personne n'a proposé de nos jours de théorie d'ensemble qui satisfasse à la fois les exigences de la raison et notre expérience.

C'est pourquoi l'auteur, ne disposant ni d'une méthode de critique scientifique pour réfuter Marx ni d'un autre système pour le remplacer et ne pouvant faire autrement que d'en parler,

va continuer à l'exposer « **sans rigueur** », ou plutôt à présenter uniquement des arguments contre Marx en prétendant exposer ses idées. Ces arguments sont d'une telle faiblesse qu'ils ne méritent même pas de mention. L'auteur lui-même en a cruellement conscience, et indique parfois entre parenthèses la manière de les réfuter. Le principal procédé consiste à utiliser les renvois pour égarer le lecteur (un bref énoncé des têtes de chapitres du livre I du **Capital**, lui-même entrelardé de « **réfutations** », est renvoyé à la fin du volume), mais là encore, à la page 18, le principal argument est une caricature, agrémentée d'une légende où il est dit que le marxisme joue le même rôle à notre époque que le christianisme au moyen âge, et qu'il a le même « **fanatisme** » — opinion mise bien entendu sur le compte de ces mystérieux « **adversaires du marxisme** » que nous avons déjà rencontrés — : cette caricature représente la Trinité de l'an 2 000, Saint-Marx (le Père), Saint-Engels (le Fils) et Saint-Bebel (le Saint-Esprit). Enfin les pauvres victimes de Marx, ces bons philosophes hégéliens qui ne faisaient de mal à personne, qui se contentaient de faire de la philosophie et ne se mêlaient pas de fonder des Internationales, Max Stirner et Bruno Bauer, Saint-Max et Saint-Bruno, sont vengés ! Mais ce qui est le plus caractéristique, c'est que l'idéologue bourgeois ne trouve pas de meilleur moyen pour dénigrer le marxisme que de l'amalgamer à sa propre idéologie, la religion, en essayant de rejeter sur la pensée révolutionnaire le discrédit qui s'attache, chez les prolétaires et bon nombre de petits-bourgeois, à l'éternelle mascarade de la prêtraille. Comme mouvement tournant, on ne fait pas mieux ! Il y aurait des études à faire sur la stratégie et la tactique dans la guerre idéologique.

Si nous voulons savoir à quoi pense Bordas, il suffit de feuilleter le volume, et d'en regarder les illustrations : page 11, un groupe de jeunes aux prises

avec les C.R.S. en mai 68 ; page 30, un athlète noir américain levant le poing sur le podium, aux Jeux Olympiques de Mexico (1968), en faveur du Black Power ; p. 66, les troupes fédérales américaines repoussant des manifestants ; p. 67, une gravure révolutionnaire de 1797 sur la liberté de la presse ; p. 80, les ouvriers de Citroën en grève, en mai 68, pendant le capital en effigie ; p. 89, des ouvriers occupant leur usine ; p. 98, le guichet d'une banque fermée en mai 68 ; p. 146, Léon Blum haranguant la foule en février 1934... Est-ce pour montrer son objectivité que Bordas donne tant d'images de la lutte des classes ? C'est ce qu'il voudrait nous faire croire, mais en réalité cette convergence de tous les sujets, analyse sociale, économique, financière, sports, loisirs, moyens de communication, vers des images de la révolution (commentées de façon à leur enlever leur force percussante) traduit une obsession : la bourgeoisie fait ce qu'elle peut pour exorciser ses démons, mais ils l'empêchent de dormir. S'il y a des gens qui ne « croient » pas à la révolution, c'est « à gauche » qu'ils se trouvent, ou dans les groupes dits « révolutionnaires », mais la bourgeoisie, elle, y croit et fait parfaitement le lien avec les signes les plus ténus et les plus éloignés qui en apparaissent. Tout ce qu'elle peut faire pour ne pas perdre la face, c'est appliquer le vieux précepte : « **Pensez-y toujours, n'en parlez jamais.** »

Heureusement il y a le stalinisme, le meilleur des repoussoirs, et Bordas lui fait une large place. Evidemment, il ne dit mot de la socialisation des moyens de production, et insiste lourdement sur la perte des libertés, tout en jetant un voile sur ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Brésil. La bourgeoisie connaît ses alliés, et sait parfaitement le prix du stalinisme et des services qu'il lui rend. On nous montre une morne séance de l'Union des écrivains de l'U.R.S.S. Soljénitsyne, avec nous ! Espérons que, dans le prochain volume, il y aura des photos des chars entrant

à Prague, et des procès truqués. La cause de tout cela ? C'est qu'en régime « collectiviste » la liberté est impossible, « **car l'homme n'est pas naturellement altruiste** ». Là, Bordas ne fait plus de la sociologie impressionniste, il donne une explication. On voit le genre d'aide que les « contestataires » des pays de l'Est peuvent attendre de la bourgeoisie occidentale : ce sont de grands idéalistes, des rêveurs, des fous, puisqu'ils vont à l'encontre de l'éternelle nature humaine. Qu'ils restent dans leurs hôpitaux psychiatriques ! Cette idée d'interner les opposants politiques comme fous est même une idée à creuser. Qui sait ? Dans une prochaine période, nous pourrions bien y avoir recours. Hitler, déjà, s'était inspiré des méthodes de Staline. En tout cas, devant ces régimes monstrueux fondés sur « l'altruisme », il n'y a qu'une solution : la reconquête, pacifique d'abord, par le commerce (la chose est bien engagée, aussi bien avec le bloc « soviétique » qu'avec la Chine), militaire ensuite, comme cela a commencé au Vietnam.

Mais il y a mieux : l'**Encyclopédie Bordas** donne un exposé très complet de la sociologie, et le fait entièrement dans la perspective du structuralisme. Si Marx n'a droit qu'à des caricatures et à des déformations polémiques de sa pensée, Lévi-Strauss trône, page 48, en un beau portrait en couleur sur fond de tapisserie exotique, et ses théories sont expliquées dans les moindres détails. Le structuralisme ! enfin un anti-marxisme cohérent, qui permet de ne pas parler du marxisme (puisque de toute manière on ne peut pas le réfuter), et qui rend le marxisme impossible, puisqu'il condamne l'histoire, atomise la réalité sociale, et barre définitivement la route à toute explication de la société. Il n'y a pas de meilleur rempart pour le capital. On nous démontre page 10 qu'il est faux de vouloir comparer des états sociaux entre eux, car ce serait retomber dans l'erreur de « l'histoire providentielle » selon Bossuet et les prophètes juifs, erreur reprise par

la thèse marxiste d'un déterminisme historique (d'ailleurs, Marx n'était-il pas juif ? La cause est entendue). Enfin, on nous jette cette phrase libératrice :

L'explication historique est aux antipodes de l'explication sociologique.

Le terrain ainsi déblayé, on peut passer à l'offensive, se lancer avec délices dans la sociologie des groupes, pourvu que ce soient des groupes formés au hasard, qui disloquent les classes : une foule, une queue à un arrêt d'autobus, les locataires d'un immeuble. Pour Bordas, seuls les badauds ont le droit de se trouver ensemble. Notons, près de la photo d'une foule de fidèles orientaux agenouillés, cette légende : « **Une foule est un tout qui est plus et autre chose que la somme des individus qui la composent.** » Nous n'avions pas encore rencontré cette formule structuraliste, mais elle est essentielle : la structure, répète-t-on sur tous les tons et dans toutes les disciplines, est « plus » que la somme de ses éléments (26). De cette banalité, qui exprime simplement un des aspects de la transformation de la quantité en qualité, le structuralisme n'a pas été seul à tirer parti. Car, s'il y a « plus » dans la structure que dans la somme de ses éléments, d'où peut bien venir ce « plus » ? Pas des éléments, bien sûr, pas de la matière. Il faut donc qu'il vienne d'un autre monde. Si nous prenons l'organisme, ce sera « la vie », ou « l'âme » ; si nous prenons l'histoire des hommes, ce sera l'essence de l'Homme ; si nous prenons le monde, ce sera Dieu, etc. Cette idée est si répandue qu'on ne sait même plus qui est l'auteur de la formule chère à M. Chaban-Delmas : le « **supplément d'âme** ». A ce fantôme, le structuralisme s'efforce de donner corps.

Les sociologues de l'**Encyclopédie Bordas** n'ont pas peur des vastes synthèses : pour eux, le monde actuel ne se divise pas en bourgeoisie et prolétariat, ni entre capitalisme et socialisme, mais il y a, d'une part, la société « **industrielle** », que l'on trouve aux

U.S.A., en Europe, en U.R.S.S. (effacée, la révolution d'Octobre), et, d'autre part, les pays sous-développés et les sociétés primitives, qui ont pour fonction de fournir aux pays « **industriels** » une main-d'œuvre à bon marché (ce qui n'est pas sans poser à ceux-ci « **de graves problèmes moraux** »), et d'offrir à leurs sociologues de profondes analyses sur la psychologie de groupe. Cela posé, il suffit de transposer ces analyses dans la société « **industrielle** », et on pourra « **expliquer** » ces phénomènes essentiels que sont les cheveux longs des hippies, la délinquance des provos d'Amsterdam.

Qu'on n'aille pas dire que les sociologues sont des contempteurs de l'histoire, des rêveurs qui transforment tout en symboles et refusent d'expliquer le monde contemporain. Ils sont tout à fait capables de retrouver dans la société actuelle les traits éternels de l'homme décelés chez les primitifs : l'habitude de se tatouer, de se vêtir de haillons, qui est le trait commun à tous les non-conformistes, les « déviants » de notre société : les clochards, les bandes de jeunes, les asociaux, parmi lesquels naissent spontanément les leaders, les meneurs, les dirigeants syndicalistes, etc. (27). Pendant que le patron exploite l'ouvrier, le « **sociologue** » va dans les bidonvilles avec son carnet à la main et en dresse la « **morphologie sociale** », montrant par là que la vie du groupe d'exploités est ce qu'elle est, et ne peut être autrement.

(26) On trouvera dans **Anthropologie structurale**, p. 354, une citation de Krocher qui dit exactement cela, et que Lévi-Strauss prend à son compte. Ce principe a été emprunté par les structuralistes à la « **psychologie de la forme** » (« **Gestatspsychologie** »). Ni Saussure ni Jakobson n'y font la moindre allusion.

(27) Nous n'exagérons rien : qu'on lise les pages 35 à 38 sur la « **dynamique de groupe** », cette technique fasciste qui oblige le groupe à résoudre ses conflits en se donnant un chef. La bourgeoisie qui se l'applique à elle-même, démontre par là le caractère de son pouvoir, fondé sur la violence.

Les « sociologues » qui acceptent cette besogne se font les auxiliaires directs de l'exploitation et de la répression.

Mais Bordas a beau essayer de se rassurer (page 53) en répétant que les prédictions de Marx ne se sont pas réalisées, que la révolution a éclaté dans le pays le moins industrialisé d'Europe, que les ouvriers des pays développés s'embourgeoisent de plus en plus, etc., le spectre qui hante l'Europe depuis 1848, et qui, depuis, s'est mis à hanter le monde, est toujours là, et pour l'exorciser il faut inventer une théorie de la révolution : ce sera l'ineffable théorie de « l'effervescence » (pages 10-11). Prenons un groupe au hasard (c'est toujours la même méthode), par exemple les locataires d'un immeuble. Dans leur vie quotidienne, et dans les réunions de copropriétaires, ils ont noué des relations du type : « Comment allez-vous ? », « Je vous en prie », « Attendez, je vous tiens la porte de l'ascenseur ». Survienne un événement imprévu, par exemple un feu de cheminée, immédiatement, le groupe entre en « effervescence » : les ménagères sortent sur le palier en tenue négligée, le monsieur respectable du troisième oublie qu'il est en pyjama et court dans cet appareil porter secours aux sinistrés, des disputes éclatent... jusqu'à ce que les pompiers viennent, que l'incendie soit maîtrisé, et que tout rentre dans l'ordre.

Ainsi, en mai 68, il y a eu des événements perturbateurs (peut-être le feu de cheminée allumé par Cohn-Bendit à Nanterre pour brûler les archives de l'université), et la société est entrée en effervescence, mais heureusement les pompiers de l'ordre sont venus avec leurs grenades lacrymogènes (et les balles qui ont tué deux ouvriers à Sochaux), et tout est redevenu « normal ». Voilà une explication rassurante, parce que structurale : on ne s'occupe pas de l'histoire, des grèves qui ont précédé mai 68, des raisons profondes qui ont poussé le mouvement étudiant à affronter le pouvoir, on prend les faits à leur niveau le plus superficiel, dans leur immédia-

eté ; l'essentiel, ce sont les changements vestimentaires des jeunes entre avril et juin 68. Les révolutions ne sont que des explosions passagères, toujours dues à des causes extérieures, fortuites. Il est bien connu qu'il faisait trop chaud à Paris le 14 juillet 1789. Inversement, il faut croire qu'il faisait trop froid à Pétrograd en octobre 1917. Et en mai 68 en France ? Il faut croire que c'est le baromètre hygrométrique qui nous donnera la réponse. Chacun sait que ce mois de mai a été extrêmement pluvieux. Voilà un système d'explication qui utilise des causes opposées pour produire les mêmes effets. C'est la négation du déterminisme, le refus de toute explication.

La sociologie ainsi conçue s'efforce de regarder les choses par le petit bout de la lorgnette pour s'interdire d'y comprendre quoi que ce soit, car ce serait bien trop dangereux. Surtout, surtout, n'approfondissons pas trop ! Ne cherchons pas les causes, comme tous ces faiseurs de systèmes qui nous ont fait tant de mal ! Et méfions-nous de l'histoire, cette fausse science qui ne donne aucune explication (entre deux faits qui se suivent, quel lien ? « Une hache n'a jamais engendré une hache », dit Lévi-Strauss ; Zénon d'Elée, d'ailleurs, l'avait déjà dit : Achille n'atteindra jamais la tortue), mais qui met dans la tête des jeunes gens toutes ces folles idées de révolution ! Continuons à exposer les belles conceptions de Platon, de Spinoza, de Kant (surtout revues et corrigées par l'Eglise) ; et, pour le reste, tenons-nous-en à la « sagesse » de M. Lévi-Strauss, qui a compris le message de Saussure (28), ne quittons

(28) Ceci est une pure calomnie. Toute la pensée de Saussure est axée sur l'importance égale, dans la langue, entre la diachronie (évolution de la langue) et la synchronie (système de la langue saisi à un certain moment), et sur leur intime liaison dans tous les faits linguistiques. Engels disait : « Il n'y a pas de matière sans mouvement. »

pas l'ordre synchronique, simultané, hors du temps, de l'exposition des faits, qui est l'ordre vrai, celui de l'éternité ; finissons-en avec cette immonde diachronie.

Afin que nul n'ignore d'où viennent ces attaques et ces objurgations, au moment de parler des méfaits du fanatisme dans la religion, l'Encyclopédie Bordas (page 54) nous présente un portrait... non pas de Galilée, quelle idée ! mais de Michel Servet, ce médecin qui avait découvert la circulation du sang et fut brûlé par Calvin en 1553. Dans son troisième volume, exposant les systèmes philosophiques, elle avait montré que tout converge vers la vraie philosophie moderne : le structuralisme, et lui cherchait des ancêtres dans la théorie platonicienne des idées, qui appliquait déjà les méthodes du structuralisme, puisqu'elle partait d'une analyse du langage (29), et montrait que sous les mots on pouvait trouver un monde de relations intelligibles, que de nos jours on appellerait « structures » (page 27) ! Enfin, toute l'analyse sociologique de Bordas est faite pour suggérer à l'esprit du lecteur le raisonnement suivant : les sociétés sont des êtres vraiment très complexes ; d'éminents sociologues ont usé leur temps et leur cerveau à chercher des explications pour les sociétés primitives, qui sont pourtant infiniment plus simples que les nôtres, puisque leur fonctionnement se ramène à quelques règles de totémisme, d'exogamie et d'endogamie, et ils ne sont arrivés à rien (ou à pas grand-chose : les théories se

contredisent, et la seule méthode scientifique, celle de Lévi-Strauss, est plutôt une promesse d'explication qu'une explication véritable ; les « modèles » qu'il construit ne touchent qu'un tout petit domaine, et sont tellement compliqués ! ; quant à nos sociétés modernes, les sociétés « industrielles », il est bien évident qu'on ne parviendra jamais à en trouver le secret ; on ne pourra qu'en décrire superficiellement quelques aspects secondaires. Donc, mieux vaut renoncer à cette tâche, et cultiver modestement notre jardin, accepter avec le sourire l'exploitation de l'homme par l'homme ; car, pour ce qui est de la « simplification marxiste qui ramène toute structure sociologique à ses modes de production, elle est présociologique » (page 25), et ne saurait être prise au sérieux.

Admirable Encyclopédie Bordas, qui, par le soin méticuleux qu'elle apporte à éliminer de la société toute référence à la lutte des classes, à boucher à l'esprit toutes les voies vers l'explication des faits sociaux, se dénonce par là même comme fait sociologique, fait politique évident ; c'est une offensive sur tous les fronts contre la lutte émancipatrice du prolétariat, et contre la théorie scientifique, matérialiste, qui guide et nourrit cette lutte ; c'est une défense inconditionnelle du capital, et cela avec l'appui non moins inconditionnel du Vatican. Nous sommes en droit d'appliquer au structuralisme la formule de Lénine : c'est la réaction sur toute la ligne.

STRUCTURALISME ET SCIENCES DE L'HOMME

Nous avons déjà rencontré, chemin faisant, les principaux traits qui caractérisent le structuralisme et permettent de l'expliquer comme idéologie de l'impérialisme pourrissant. Résumons-les :

1. La bourgeoisie ne peut plus progresser, n'est plus maîtresse de son

destin, est condamnée à la stagna-

(29) Cette vue est tout à fait fautive. Platon, dans le Cratyle, ne dit pas que les mots sont des doubles des idées, mais au contraire qu'il faut dépasser l'étude des mots, l'étymologie, pour s'élever jusqu'aux Idées pures.

tion. Le structuralisme arrête l'histoire en idée, la nie, et la remplace par des structures fixes.

2. Les forces productives ont cessé de croître, la bourgeoisie ne peut plus utiliser les découvertes scientifiques pour étendre la domination de l'homme sur la nature. Le structuralisme tourne le dos à la science, nie le monde en idée, renonce à l'expliquer et part à la recherche de formes pures, vides de substance.

3. La bourgeoisie ne peut plus défendre ses intérêts de classe qu'en détruisant sa propre culture et en interdisant à la classe ouvrière d'accéder à la conscience.

Le structuralisme atomise la société pour la rendre incompréhensible, détruit les sciences de l'homme en y introduisant tous les concepts de l'idéalisme et s'efforce de rendre impossible le marxisme.

Par le structuralisme, philosophie de l'échec de la pensée, la bourgeoisie théorise son échec historique. Le marxisme, au contraire, théorie de la seule classe progressiste de la société capitaliste, prend à son compte toute l'histoire de l'humanité et l'accomplit.

Dire que le structuralisme est un simple retour à l'idéalisme est insuffisant. Nous avons déjà noté que les diverses formes de l'idéalisme proposent des explications de l'homme et de l'univers, tandis que le structuralisme est le refus de l'explication. Cela a une signification historique très précise.

Marx et Engels ont analysé du point de vue du matérialisme historique et dialectique l'évolution des sciences et de la philosophie depuis les Grecs. Le premier travail que doit accomplir l'esprit, lorsqu'il est confronté à la réalité du monde, est d'accumuler des masses de faits et de tenter de les classer. Tant qu'il cherche à appréhender la réalité, il saisit les choses dans leur enchaînement et dans leur déroulement historique, d'une manière naïve, spontanée,

que l'on appelle « le bon sens ». La difficulté est de saisir le tout dans sa totalité, de former des systèmes cohérents. Les Grecs sont parvenus à une première expression philosophique de ce bon sens en créant les systèmes des philosophes qu'on appelle « présocratiques », philosophie qu'Engels qualifie de « matérialisme naïf », ou « naturel » (30). Mais la société antique connaissait la division du travail sous une forme particulière : l'esclavage, dans laquelle l'homme qui travaille n'est pas considéré comme un homme, mais comme une chose. Les philosophes étaient donc incapables de comprendre qu'un objet, un instrument, était le produit du travail des hommes et ils n'y voyaient que la réalisation de l'idée qui l'avait conçu. Les formes sociales imposaient à la pensée l'abandon de la réalité en mouvement, la recherche de la vérité dans des entités fixes, intemporelles. A cet égard, les exemples que prennent Platon et Aristote pour justifier leur idéalisme sont tout à fait caractéristiques ; pour Platon, un lit, tel qu'il existe dans la réalité, est le produit de deux idées superposées (31) : le lit n'existe que parce que l'artisan qui l'a fabriqué a eu dans sa tête l'idée du lit qu'il voulait faire ; et il n'a pas eu cette idée par lui-même, puisqu'il ne pouvait en trouver le modèle dans la nature ; donc, s'il a eu l'idée du lit, c'est parce qu'il existe, dans le monde des idées, l'Idée du lit. Mais qu'est-ce qui fait exister le lit lui-même, c'est-à-dire les matériaux qui le composent ? Ce ne peut être qu'une Idée qui fait exister toute la nature, comme l'artisan crée le lit ; Platon l'appelle l'Idée du Bien, et dit que le soleil en est l'image dans le monde sensible. On voit que la pensée grecque est toute proche de l'idée d'un dieu unique, imposée plus tard par le christianisme. Aristote procède différemment, mais aboutit au même résultat : ce qui fait que la maison est la maison, c'est

(30) *Anti-Dühring*, pp. 167, 379.

(31) *La République*, livre X, pp. 596 à 598.

le projet de l'architecte qui l'a conçue (32) ; on ne parle pas du travail des ouvriers, mais de la question de savoir d'où viennent les matériaux de la maison ; ils ne peuvent venir que de la nature, qui est donc l'œuvre d'un grand Architecte. L'homme antique, dans son effort pour atteindre les choses, est renvoyé à lui-même, et à une image idéalisée de lui-même ; c'est l'anthropomorphisme philosophique. Pourtant, Platon accordait une très grande importance aux mathématiques, et a compris que la société était fondée sur la satisfaction des besoins et la division du travail ; Aristote a fait progresser les sciences de la nature, botanique et biologie, et a conçu une sorte de dialectique. Mais l'un et l'autre étaient incapables de comprendre que la réalité est mouvement dialectique, et ils ne concevaient le temps que comme retournant à son point de départ, comme un cercle, c'est-à-dire, en définitive, comme immobile. Pour Platon comme pour Aristote, le monde est éternel.

La création de l'idéalisme par la pensée antique était donc le seul moyen, pour celle-ci, de créer un système cohérent d'interprétation, dans une société où le travail matériel était travail d'esclave, indigne d'un homme libre. Ce système, constitué d'idées immobiles, permettait de faire progresser la science dans les domaines où son objet avait l'air immobile aussi : l'astronomie (pour les anciens, les astres reviennent indéfiniment occuper les mêmes positions), les mathématiques (les vérités mathématiques sont pour eux l'image des vérités éternelles), la biologie (la science antique pose comme postulat que les espèces animales sont fixes : cette idée a duré jusqu'au début du XIX^e siècle, chez le paléontologiste Cuvier). Il correspondait aussi à l'idée spontanée du « bon sens », qui extrait de la réalité des concepts intemporels. Mais cette philosophie dressait de grands obstacles devant le développement des sciences qui existaient déjà, et mettait les savants dans

l'incapacité de créer des sciences humaines, car tout, dans notre perception immédiate, aussi bien l'existence individuelle que la vie collective, est en évolution constante. C'est pourquoi il a fallu attendre la société capitaliste, où le travail n'est certes pas libéré, mais où il entrevoit la possibilité de sa libération, pour que les premières sciences de l'homme, l'histoire, la psychologie, la sociologie, la linguistique, puissent jeter leurs premiers fondements. Ici, l'impulsion scientifique décisive a été donnée par l'histoire : toutes les sciences humaines retracent des évolutions (individuelles, collectives). Elles ne pourront progresser, être de véritables sciences, que dans la mesure où elles maintiendront et approfondiront cette perspective historique. Le structuralisme, et toute l'idéologie bourgeoise, y font actuellement obstacle pour des raisons évidentes, que nous a révélées la lecture de l'*Encyclopédie Bordas*. A cet égard, la sociologie est la science la plus défavorisée, car, en linguistique, l'incidence des intérêts de classe de la bourgeoisie est moins directe, quoiqu'elle y soit aussi présente (33).

(32) *Physique* III, 3 ; *Métaphysique*, IV, 2.

(33) L'analyse ici esquissée est développée avec des précisions intéressantes dans l'article de Pierre Roy, *La crise de l'impérialisme et la culture, la Vérité* n° 554-555, pp. 20-31. Mais nous ne partageons pas le pessimisme de l'auteur quant au développement des sciences humaines dans la société capitaliste. Il écrit (p. 25) :

« Ces domaines de la connaissance [les sciences humaines] n'ont jamais pu être fondés par la bourgeoisie comme science dans la mesure même où les intérêts de classe de celle-ci, pour se perpétuer, bloquent ou déforment, à un moment donné, le développement de toute science, surtout « humaine ». Le marxisme, en fondant le matérialisme historique, créait l'arme théorique au moyen de laquelle le prolétariat peut vaincre la société bourgeoise. La progression des autres domaines de la connaissance nécessite cette victoire [c'est nous qui soulignons], car le marxisme, qui n'est pas une utopie, ne

L'idéalisme ancien était la conséquence de l'impossibilité pour l'homme de saisir le mouvement des choses. Le structuralisme est tout différent : il apparaît à une époque où cette saisie de l'histoire du monde et de son histoire par l'homme a commencé sur une base scientifique. S'il se refuse à appréhender les choses et à les expliquer, ce n'est donc pas parce qu'il ne le peut pas, mais parce qu'il ne le veut pas. C'est une anti-science qui se crée à une époque où la science existe. C'est un incroyable retour en arrière, un saut par-dessus 70 siècles de civilisation, une entreprise de destruction de l'homme, de barbarie. Cela se traduit dans sa méthode même : l'idée qu'il se fait du système (de la « structure ») n'est pas une appréhension insuffisante de la réalité, laissant la place à des progrès futurs ; c'est une fuite devant la réalité, car il pose le système en soi, indépendamment de tous ses éléments, et élimine des formes qu'il imagine toute parcelle de réalité, toute substance.

Il n'est pas indifférent de signaler à ce propos le rôle que joue le stalinisme dans la création de cette nouvelle métaphysique. L'étude de la pensée d'Althusser, et de tous ceux qui se réclament de lui, devrait ici être faite, même si Althusser refuse pour lui-même le qualificatif de « structuraliste ». Mais nous avons un exemple des méfaits du stalinisme et de sa convergence avec le structuralisme dans l'ouvrage de Lucien Sébag, jeune chercheur qui a eu une fin tragique : **Marxisme et Structuralisme** (34). Militant du parti communiste, il se fit ethnologue, découvrit Lévi-Strauss et les autres, et finit par abandonner complètement le marxisme. Dans une crise de dépression, il se suicida. Son livre est tout entier un effort désespéré de remise en ordre théorique, mais visiblement Sébag ne se rend pas compte du conflit de forces sociales qui se déroule en lui. Il se croit toujours « marxiste », mais la transposition idéaliste s'introduit dans tous ses

raisonnements. Il dit ainsi, pages 161-162 :

L'engendrement d'un système conceptuel déterminé à partir d'une pratique sociale quelconque est insuffisant pour rendre compte de l'être même de ce système ; car ce qui s'articule au niveau symbolique outrepassé toujours, en raison des lois constitutives du signifiant, la réalité qui lui a servi de point de départ.

La pensée est donnée avant la réalité, elle l'« outrepassé toujours ». Nous avons trouvé cela dans Lévi-Strauss. La pensée a un « être », une essence, qui échappe aux déterminations, et en particulier à la pratique sociale. La dialectique est remise sur la tête. Sébag parle alors du marxisme comme d'une « symbolique », analogue à l'idéologie, à la religion, à la mythologie. Tout est

saurait anticiper sur les conditions objectives qui, une fois réalisées, rendent possible ce bond en avant de la connaissance. »

Nous posons la question : le marxisme est-il, oui ou non, la science de la société ? Et pourtant, il est apparu dans l'Europe du XIX^e siècle ! Il n'y a pas de coupure entre les sciences de l'homme et celles de la nature. Encore une fois, le moteur de l'histoire est la révolution. Il n'est pas exclu que des savants, sociologiquement bourgeois (ils le sont forcément), fassent faire de grands « bonds en avant » aux sciences de l'homme, quoique ce soit plus difficile que dans les sciences de la nature, à cause de l'obstacle subjectif qu'analyse fort bien Pierre Roy. Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'il faille abandonner le combat pour renverser le capitalisme ! Nous pensons, par exemple, que la méthode du linguiste Gustave Guillaume — qui reprend tous les acquis de la linguistique historique du XIX^e siècle, de Saussure et de Meillet, et les prolonge par une analyse synchronique et diachronique de la langue, par laquelle il découvre dans l'acte de penser (et de parler) un « temps opératif » axé sur la saisie de l'universel par le singulier et inversement — est un progrès décisif de la linguistique, car il explique une foule de faits que personne n'avait jamais expliqués avant lui.

(34) **Marxisme et Structuralisme**, Payot, 1964.

mythe, la réalité est dissoute. Les racines de cette dissolution, nous les entrevoyons dans les passages où Sébag parle du communisme :

De fait, l'événement apparaît comme un véritable révélateur qui modifie la valeur accordée aux éléments constituants des processus déjà étudiés ; il suffit de prendre conscience de ce qui est impliqué par l'évolution du monde communiste depuis une dizaine d'années pour savoir que toute compréhension du marxisme, toute appréhension de son histoire s'en trouve profondément modifiée : ce qui n'était encore qu'esquissé s'est développé d'une manière toute différente de celle qui semblait logique ; les intentions, les mots d'ordre, les programmes ont révélé leur signification en se réalisant ; l'important et le secondaire se sont trouvés déplacés ; dans les aspects multiformes d'une doctrine et d'une praxis politique, l'histoire a tranché, imposant à celui qui s'efforce de la reconstituer de nouvelles perspectives (p. 205).

Ce texte est d'un intérêt bouleversant pour des communistes. Dix ans avant la publication du livre de Sébag, en juin 1953, c'était l'insurrection des ouvriers de la Stalin Allee, le commencement de la révolution politique en Allemagne de l'Est. Au lieu d'y voir le mouvement de libération du prolétariat contre la bureaucratie, le jeune intellectuel, pour rester fidèle à son parti, est passé du côté de l'ordre bourgeois. Selon lui, ces événements ont révélé la véritable signification du marxisme, sur lequel il avait pu se faire des illusions pendant quelque temps grâce à la révolution d'Octobre : dans les procès politiques, les camps de concentration, l'aspect monstrueux du « marxisme » n'était qu'« esquissé » ; après le soulèvement de Berlin-Est, le caractère inhumain de la bureaucratie, élément « secondaire », est passé au premier plan. Identifiant la doctrine de Marx avec le règne de la bureaucratie parasitaire, Sébag a tranché, avec l'histoire, et les nouvelles perspectives que celle-ci lui a offertes sont claires : impossibilité de la révolution, espoir que le prolétariat finira par trou-

ver sa place dans la société capitaliste, acceptation de l'ordre existant, tout cela sous les auspices du structuralisme. Cet itinéraire est celui de milliers de communistes comme Sébag.

Pour un homme comme Sébag, militant révolutionnaire, qui ne peut admettre qu'un régime socialiste se fasse massacrer d'ouvriers, la seule solution pour « sauver » le marxisme est d'en faire une idée en l'air, un « symbole ». Et si la réalisation de cette idée a donné des résultats si repoussants, c'est que l'appréciation juste sur le marxisme était celle de la bourgeoisie (cf. Bordas). En adoptant le structuralisme, il se solidarise avec la bureaucratie, agence de l'impérialisme mondial dans les rangs ouvriers. Encore une fois, la bourgeoisie peut être reconnaissante au stalinisme !

Plus généralement, le crime du stalinisme, en théorie comme en pratique, est de couper la continuité historique, l'héritage de la révolution d'Octobre. Par là, il collabore avec l'idéologie qui veut couper la continuité de l'histoire humaine, qui met les civilisations primitives et les civilisations « industrielles » sur le même plan, qui veut arracher aux hommes leur histoire pour les empêcher de prendre en main leur propre destin : le structuralisme. Le structuralisme nie l'histoire, le stalinisme la falsifie, mais c'est le même travail. Voilà pourquoi actuellement tant d'intellectuels influencés par le stalinisme se sentent attirés par le structuralisme, parlent de signifiant et de signifié, de « message » et de « référent », sans se rendre compte des sinistres échos qu'éveille ce mot pour qui a lu l'Aveu, d'Artur London. Parmi eux, il en est de sérieux, mais il en est aussi qui reproduisent sur le mode de la bouffonnerie le drame d'un Lucien Sébag.

Il nous faut démasquer le structuralisme sous le camouflage derrière lequel il s'abrite : les sciences de l'homme. Ces sciences ne sont pas « structurales », c'est seulement la nouvelle idéologie qui y introduit la confusion.

Engels (35) parle de « l'énorme confusion » qui régnait dans les sciences de la nature de son temps, et il l'explique par la résistance aux idées de Darwin. Au XIX^e siècle, la bourgeoisie rencontrait dans le célèbre biologiste, dont Marx a reconnu le génie, son principal adversaire idéologique. On n'avait pas assez de sarcasmes pour la formule « l'homme descend du singe ». C'est que l'idée de l'évolution des espèces s'appliquait tout naturellement à l'espèce humaine, et que cela signifiait qu'un jour ou l'autre le règne de la bourgeoisie serait révolu. Introduire l'histoire dans les sciences de la nature, c'était préparer son introduction dans les sciences humaines, ébranler la fixité des concepts métaphysiques. Aucune classe dirigeante ne peut vraiment accepter l'histoire. De là cette profusion de théories, qui, au XIX^e siècle, s'efforçaient toutes, par des moyens divers, de réfuter Darwin, et cette apparence de confusion. A notre époque, ce sont les sciences de l'homme

qui offrent le même spectacle de confusion que les sciences de la nature il y a cent ans, et ce chaos s'explique par les mêmes raisons. Ce n'est pas que les sciences de l'homme manquent de moyens, soient incapables de se donner une méthode. Au contraire, le marxisme donne la clé des systèmes économiques et sociaux ; la linguistique affine de jour en jour son analyse des systèmes phonologiques, morphologiques et sémantiques ; la sociologie a depuis longtemps recensé tout son domaine exploitable. Les sciences de l'homme sont bloquées par le faux débat sur les « structures », qui leur est profondément étranger. La confusion qui en résulte s'explique uniquement par la résistance au marxisme. Comme au temps d'Engels, il n'y a d'autre issue que « le retour, sous une forme ou sous une autre, de la pensée métaphysique à la pensée dialectique ».

(35) Anti-Dühring, p. 52.

SOMMAIRE

	Pages
A nos lecteurs	1
Après la Conférence latino-américaine d'avril 1972 pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	5
Texte présenté par le P.O.R. de Bolivie à la Conférence latino-américaine d'avril 1972	13
A propos du texte présenté par le P.O.R. à la Conférence latino-américaine d'avril 1972. — Contribution de l'O.C.I. à la discussion	55
A propos du dernier document de la S.L.L. : Front unique, gouvernement ouvrier, philosophie marxiste, par F.-O. Forgontier	87
Mise au point de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois	120
La lutte contre la normalisation : premier bilan, premières leçons, par Michel Varga	121
Le structuralisme, stade suprême de l'obscurantisme, par Antoine Thivel	143

Abonnez-vous à INFORMATIONS OUVRIÈRES

S'ABONNER, C'EST AIDER

“ INFORMATIONS OUVRIÈRES ”
C'EST SOUTENIR LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE
POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

Correspondance

Rédaction - Administration

39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS-10^e

C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n^{os}) 50 F

Etranger (1 an) .. 60 F

6 mois (24 n^{os}) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris